

Dictionnaire de
L'AMÉRIQUE
FRANÇAISE

**FRANCOPHONIE NORD-AMÉRICAINNE
HORS QUÉBEC**

CHARLES DUFRESNE
JACQUES GRIMARD
ANDRÉ LAPIERRE
PIERRE SAVARD
GAETAN VALLIÈRES

Les Presses de l'Université d'Ottawa

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :
Dictionnaire de l'Amérique française
Francophonie nord-américaine hors Québec

ISBN 2-7603-0216-4

1. Canadiens français—Dictionnaires et encyclopédies.
2. Américains d'origine française—Dictionnaires et encyclopédies.
3. Canada—Dictionnaires et encyclopédies.
- 4 États-Unis—Dictionnaires et encyclopédies. I. Dufresne, Charles, 1951—

E29.F8D43 1988 971'.004114'003 C88-090296-5

PROVENANCE DES ILLUSTRATIONS

Archives de l'archidiocèse de Portland (Oregon) : p. 113. Archives de la Saskatchewan : p. 172. Archives nationales du Canada : pp. 14, 219, 272. Archives provinciales du Manitoba : pp. 314, 355. Centre de recherche en civilisation canadienne-française : pp. 24, 26, 37, 42, 56, 60, 65, 80, 81, 93, 120, 121, 128, 130, 133, 138, 146, 149, 152, 161, 171, 175, 178, 193, 196, 198, 204, 242, 244, 246, 251, 255, 256, 266, 270, 279, 285, 302, 312, 322, 324, 355, 364, 365, 370, 384, 385, 386. Collection ACFO/CRCCF : pp. 194, 304, 305, 314, 323, 349, 383. Collection *Le Droit*/CRCCF : p. 279. Collection Éditions L'Interligne et J. Villemaire/CRCCF : p. 191. Collection de la famille Lacasse/CRCCF : p. 193. Collection de la Fédération des femmes canadiennes-françaises/CRCCF : p. 382. Collection de l'Institut canadien-français d'Ottawa/CRCCF : p. 287. Collection Séraphin Marion/CRCCF : pp. 236, 250, 353. Collection de l'Union du Canada/CRCCF : p. 372. Éditions L'Interligne et Jules Villemaire : pp. 148, 216, 232, 311. Festival franco-ontarien : p. 209. Gallagher, Michael : p. 273. Ministère canadien de l'Expansion industrielle régionale : pp. 13, 71, 84, 115, 170, 181, 182, 227, 274, 325, 342, 358, 379, 380. Musée provincial et archives de l'Alberta : p. 252. Office national du film : p. 46. Power Corporation : p. 118. Sénat du Canada : p. 316. Société historique de Saint-Boniface : p. 300. Société Radio-Canada : p. 48. *L'Acadie vivante*. A. Bernard : pp. 241, 310. *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*. E. Hamon : p. 229. *Le Droit* : pp. 174. *Géographie universelle*. É. Reclus : pp. 277, 333. *Guide franco-américain* : pp. 28, 47, 54, 92, 109, 141, 195, 210, 261, 290, 373, 384. *Paroisse Sainte-Marie, Manchester (New Hampshire)* : p. 282. *Programme-souvenir des fêtes du soixantenaire de la paroisse Saint-Augustin de Manchester (New Hampshire)* : p. 306. *So Vast, so Beautiful a Land*. M. Sprague : p. 248. *Le Tour du monde* : pp. 41, 269. *The Valley of the Mississippi Illustrated* : pp. 39, 291, 331. Réginald Hamel : pp. 68, 140, 228, 263, 329, 332.

Les cartes ont été préparées par Donald André Desmarais, au service de cartographie du Département de géographie de l'Université d'Ottawa (pp. 15, 228, 248, 262, 267 et 272).

PRÉFACE

À un moment où l'on assiste à une revitalisation de la francophonie internationale, cet ouvrage vient à son heure. En prenant pour point de départ les deux foyers du Québec et de l'Acadie, des spécialistes ont patiemment refait la trame de l'histoire et retrouvé les Canadiens français et les Acadiens qui perpétuent en dehors du Québec la langue et la culture françaises en Amérique du Nord.

Cette entreprise d'envergure révèle non seulement l'intérêt des chercheurs, mais plus encore leur attachement à tous ceux et à toutes celles qui continuent de témoigner des valeurs d'une riche tradition. Il y a dans cet effort un désir de rapprochement, le signe efficace du culte de la famille aussi bien que la volonté vigoureusement affirmée de « rapailler » les femmes et les hommes qui ont vécu un destin dont il est essentiel de fixer le souvenir. Et ce n'est pas par pure nostalgie du passé que les auteurs se sont attelés à cette tâche. Ils ont voulu dresser le répertoire des membres d'une grande communauté disséminés sur un vaste territoire et tracer le portrait de gens qui nous sont bien proches parce qu'ils ont le même profil et la même identité.

Ce dictionnaire encyclopédique a une valeur pédagogique exemplaire. Il recrée des époques, il fait connaître des personnages, il rend compte de leur itinéraire et de leurs accomplissements. Il deviendra pour chacun de nous, et plus particulièrement la jeunesse, instrument de référence en même temps que source de connaissance d'une nation, de son âme et des principes qui ont guidé sa vie et son action. Il remet en place les fragments dispersés d'une glorieuse épopée dont nous tirons aujourd'hui et dont nous tirerons pour l'avenir d'irremplaçables leçons.

Si le dictionnaire se présente comme un instrument rigoureux, conçu et réalisé selon les règles de l'art, on ne peut s'empêcher de ressentir le souffle patriotique qui l'a animé et le respect des auteurs pour la matière vivante qu'ils ont analysée. Il est tout à la fois un outil de précision et le mémorial émouvant d'une difficile et belle aventure humaine.

Le Gouverneur général du Canada,
JEANNE SAUVÉ

AVANT-PROPOS

Depuis une dizaine d'années, on assiste à un regain d'intérêt à l'endroit des francophones vivant aux quatre coins de l'Amérique du Nord. Ce phénomène s'est accompagné de nombreuses publications depuis les monographies locales jusqu'aux analyses de spécialistes en passant par les rapports gouvernementaux et les thèses universitaires. Cette production variée n'a encore donné lieu qu'à de rares et provisoires synthèses. Elle se caractérise donc par sa dispersion et son inégalité. Plus encore, le lecteur cultivé, l'étudiant ou le simple curieux reste bien démuni lorsqu'il doit trouver rapidement de l'information sur un aspect de la francophonie nord-américaine. Qui est Gabriel Dumont? Pourquoi parle-t-on de Lowell dans la vie franco-américaine? Qu'est-ce que La Patente? Quelle place doit-on réserver à Zachary Richard? Qu'est-ce au juste que ce Règlement 17 qui marque tant la mémoire collective des Franco-Ontariens? Qu'en est-il de la présence franco-québécoise en Floride? C'est pour répondre à de telles questions que le présent instrument a été élaboré.

L'idée d'un **Dictionnaire de l'Amérique française** (DAF) est venue à l'esprit d'une équipe de chercheurs et d'auteurs déjà forts d'une expérience de publications sur l'Ontario français. En effet, de 1977 à 1986, Jacques Grimard, André Lapière, Pierre Savard et Gaetan Vallières ont publié une dizaine d'ouvrages sur l'Ontario français d'hier et d'aujourd'hui. Ils ont cru bon d'élargir leur curiosité à l'Amérique française tout entière et d'élaborer le présent ouvrage qui, espèrent-ils, saura rendre des services à tous les curieux des diasporas acadienne et québécoise en terre nord-américaine. Charles Dufresne, historien de formation et éditeur de profession, s'est joint dès les débuts à l'équipe présidée par Pierre Savard.

Cette entreprise n'aurait pu être réalisée sans de solides concours financiers et institutionnels. Le Secrétariat d'État du Canada, par son programme d'aide aux études canadiennes, a été le principal organisme de subvention du projet : il l'a appuyé dès les débuts et sa confiance ne s'est pas démentie tout au long de l'entreprise. Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa a fourni au projet une aide indispensable : il l'a hébergé du commencement à la fin et lui a fourni d'innombrables services grâce à son personnel compétent et à sa documentation imprimée, manuscrite et figurée unique. Signalons que toute la documentation qui a servi à l'élaboration du présent dictionnaire a été déposée aux archives du CRCCF où elle est accessible aux chercheurs sous forme de dossiers sur chaque article du dictionnaire. S'y ajoutent plusieurs centaines de dossiers sur les articles non retenus.

Le Conseil de la vie française en Amérique a accueilli avec sympathie notre idée, nous a fourni une aide financière et a fait à l'ouvrage une publicité efficace dans son impressionnant réseau de francophones et de francophiles, qui couvre l'Amérique du Nord, soit exactement le champ de notre dictionnaire. Enfin, le Conseil de la langue française du Québec nous a apporté une assistance financière de dernière heure pour assurer la toilette du manuscrit.

Tout au long de l'entreprise, l'équipe de direction, responsable de la politique de rédaction et de la révision du dictionnaire, a pu bénéficier d'un personnel de recherche et de rédaction compétent. Une équipe formée de Sylvie Jean aidée de Marthe Léger et de Sylvie Mercier a effectué les premiers travaux de recherche. Par la suite, Denis Gratton a occupé le poste de coordonnateur du projet de 1985 à 1987. Son arrivée a marqué un nouveau départ pour le dictionnaire qu'il a su conduire efficacement à son terme. Normand Fortier, Pierre Lainey, Lucie Lapière, Nicole Castéran, Diane Lemay et Diane Farmer ont patiemment œuvré à titre d'assistants de recherche et ont monté ou enrichi plus de deux

mille dossiers documentaires. André Renaud, Gilbert Larochelle, Doric Germain et Johanne Fréreau ont collaboré à l'œuvre à titre d'assistants à la rédaction. Louis-Georges Harvey, France Beauregard, adjointe aux publications du CRCCF, et Marie-Joëlle Auclair ont aidé à la révision du manuscrit. Des correspondants ont généreusement accepté de nous dispenser des conseils sur les entrées du dictionnaire : les avis des personnes suivantes nous ont été particulièrement précieux : Barry Ancelet, Pierre Anctil, Armand Chartier, Jean Daigle, Éloi de Grâce, Gaétan Gervais, Catherine Langiel, Gilles Lesage, Marie-Reine Mikesell, Raymond Morissette, Paul M. Paré, Claire Quintal et Muriel Roy. Bien entendu, l'Équipe de rédaction reste responsable en dernière analyse du choix des entrées et du texte dont les faiblesses ne sauraient être imputées ni aux correspondants ni aux assistants de recherche et de rédaction. Le personnel de la maison Sigma a traité notre texte avec efficacité. Tous ces collaborateurs ont rendu possible cette complexe aventure de publication. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

CHARLES DUFRESNE
JACQUES GRIMARD
ANDRÉ LAPIERRE
PIERRE SAVARD
GAETAN VALLIÈRES

INTRODUCTION

Le *Dictionnaire de l'Amérique française* (DAF) est un ouvrage de référence de type encyclopédique qui porte sur la francophonie nord-américaine hors Québec. L'aire linguistique et culturelle de l'ouvrage comprend le Canada et les États-Unis et correspond essentiellement au rayonnement du fait français à partir de deux foyers principaux : le Québec et l'Acadie. L'accent portant essentiellement sur la diaspora canadienne-française, les possessions françaises en Amérique ainsi que le monde antillais sont exclus du champ d'investigation du DAF. En fait, quatre grandes régions sont représentées à peu près également dans ce dictionnaire : l'Acadie, l'Ontario, l'Ouest canadien et les États-Unis avec leurs sous-régions comme la Nouvelle-Angleterre et la Louisiane. Le Québec, quant à lui, n'est mentionné qu'en tant que foyer de rayonnement francophone. Les communautés françaises de ces grandes régions ont le plus souvent vécu des expériences analogues et se réclament encore aujourd'hui d'une certaine unicité culturelle. C'est pourquoi l'équipe de rédaction a choisi de les présenter ensemble en un seul ouvrage qui rappelle les personnes, les lieux, les institutions et les événements qui ont façonné leur évolution.

Destiné entre autres au public cultivé, aux étudiants, aux enseignants et aux spécialistes de l'information, le DAF compte quelque 1 850 articles succincts d'une longueur moyenne de 150 mots environ. On y trouve cinq catégories de rubriques réunies en un seul volume de façon à obtenir un outil de travail maniable :

Les noms de personnes : Biographies de personnages célèbres qui ont illustré le fait français à l'extérieur de la vallée du Saint-Laurent. Ex. : Louis Riel, Angèle Arsenault, Calixa Lavallée, James Domengeaux.

Les noms de lieux : Villes et villages considérés comme foyers de rayonnement de la vie française. Ex. : Hearst (Ontario), Moncton (Nouveau-Brunswick), Saint-Boniface (Manitoba), Fall River (Massachusetts).

Les institutions : Organismes, associations, journaux, collèges et universités appartenant à la diaspora francophone nord-américaine. Ex. : Association des Franco-Colombiens, *Le Droit*, Société nationale des Acadiens, Université Sainte-Anne, Rassemblement des Franco-Américains.

Les événements : Grands moments de l'histoire des communautés francophones hors Québec. Ex. : Déportation des Acadiens, Règlement 17 en Ontario.

Une cinquième catégorie d'articles se distingue par l'ampleur et la nature des textes. Il s'agit d'une douzaine d'**articles de synthèse** qui traitent de grandes régions comme l'Ouest canadien ou encore la Floride. Ces articles fournissent des survols commodes en même temps que des contextes aux entrées ordinaires du dictionnaire. Ainsi, les articles *Règlement 17* et *Le Droit* gagnent à être lus en rapport avec l'article de synthèse Ontario.

Comme dans tout dictionnaire de ce genre, l'exhaustivité est un leurre, à fortiori lorsque la nomenclature est limitée par les dimensions de l'ouvrage. L'équipe de rédaction du DAF a néanmoins tenté de donner une image aussi fidèle que possible de la diaspora canadienne-française telle qu'elle se présente aujourd'hui. C'est dans ce contexte que s'est posé le problème délicat de l'inclusion de personnalités encore vivantes. L'équipe a opté pour un nombre limité d'entrées de cette catégorie en s'appuyant sur les critères suivants, du reste valables pour les autres personnalités qui figurent à la nomenclature : a) la personne doit s'être affirmée pendant une certaine durée de temps ; b) son rayonnement doit avoir dépassé la scène locale ; c) son envergure et la qualité de ses réalisations doivent être significatives ; d) son enracinement à l'extérieur du Québec doit être confirmé.

Méthodologie

Une liste de base des entrées du dictionnaire a été élaborée à partir de sources existantes, comme le *Dictionnaire biographique du Canada* ou encore le *Beauchemin canadien* ainsi que les divers atlas des minorités francophones d'Amérique. Cette liste s'est amplifiée grâce à l'apport de sources documentaires conservées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Compte tenu de l'immensité du territoire à couvrir et, dans bien des cas, de l'insuffisance de la documentation sur les minorités françaises d'Amérique, l'équipe de rédaction du DAF a mis sur pied un réseau d'une douzaine de correspondants pour les grandes régions couvertes par le dictionnaire. Les entrées éventuelles du dictionnaire ont été soumises à ces correspondants dont les commentaires ont été d'un précieux secours. De plus, l'équipe n'a pas hésité à communiquer avec ces mêmes correspondants pour des compléments d'information au fur et à mesure que s'élaborait l'ouvrage.

Critères d'inclusion

Noms de personnes : Ne figurent au DAF que les personnalités qui ont illustré la *diaspora canadienne-française à l'extérieur du Québec et de l'Acadie*. Le rayonnement depuis la vallée du Saint-Laurent a été un critère déterminant. Ainsi, on ne trouvera pas dans le DAF bien des Nord-Américains venus de France ou d'ailleurs en francophonie (e.g. : Dupont de Nemours). De même, nous n'avons conservé que les plus importants personnages parmi les nombreux militaires français de passage pendant la période coloniale. En revanche, les explorateurs, voyageurs et missionnaires européens qui ont participé à la découverte de l'Amérique, (e.g. : Champlain, Cavelier de La Salle, Marquette), et dont le nom fait partie de l'héritage canadien-français, acadien ou franco-américain, ont été retenus. Il va sans dire que les Métis, tel Louis Riel ou Gabriel Dumont, dont le destin a été si lié à la francophonie canadienne ont leur place dans l'ouvrage. On y trouvera aussi un certain nombre de personnages québécois, mais ceux-ci ne figurent au dictionnaire qu'en raison de leur engagement et de leur action en faveur des minorités francophones hors Québec ou en raison de leur rayonnement à l'extérieur du Québec. Les auteurs ont accordé la priorité aux personnages dont les réalisations ont eu un impact historique, à ceux qui ont des incidences sur le présent, ou encore à ceux qui ont eu une notoriété régionale ou nationale. Les articles ont été rédigés dans cette perspective et ils privilégient, dans la vie des personnages, les rapports avec la vie française en Amérique.

Noms de lieux : Compte tenu de l'éparpillement et de la grande disparité des différentes communautés francophones à l'extérieur du Québec, des normes légèrement différentes ont présidé au choix des villes et villages qui figurent à la nomenclature du DAF. Le critère fondamental a été celui de la population francophone d'aujourd'hui telle que déterminée par le recensement fédéral de 1981 pour le Canada et, pour les États-Unis, celui de 1970, le plus récent à fournir des statistiques sur la langue maternelle. Pour l'Acadie et l'Ontario, les agglomérations ayant plus de 500 habitants francophones ont été retenues. Dans l'Ouest canadien, ce seuil a été établi à 100 habitants alors qu'aux États-Unis il a été fixé à 5 000 habitants ou plus. En Louisiane, nous avons tenu compte de la notion de « paroisse », unité fondamentale de peuplement qui correspond à notre « comté ». Quelques toponymes jadis associés à la présence française (Rivière-Rouge, Bourbonnais, Lac des Bois) ont été inclus en raison de leur valeur historique. Nous avons normalisé l'orthographe des toponymes pour que celle-ci soit conforme aux règles d'écriture françaises même si, dans certains cas, cette graphie ne correspond pas à l'orthographe courante du toponyme.

Institutions : Figurent les associations provinciales ou nationales d'ordre culturel (regroupements artistiques, troupes de théâtre), les groupes de pression politico-ethniques (regroupements de francophones hors-Québec), les maisons d'enseignement (collèges et universités), les organes d'information (journaux et périodiques), les media (postes de radio

et de télévision), les regroupements religieux (communautés religieuses, monastères, couvents) dans la mesure où ces institutions ont contribué au rayonnement de la vie française en Amérique.

Événements : Des moments déterminants dans l'évolution des communautés francophones hors Québec constituent l'essentiel des entrées de cette catégorie. L'équipe du DAF a retenu des événements politiques et culturels (Affaire Forest au Manitoba, Mouvement sentinelliste en Nouvelle-Angleterre). Les articles portant sur les événements permettent au lecteur de prendre connaissance de la diaspora française en Amérique du Nord avec plus de profondeur historique.

GUIDE D'UTILISATION

L'ordre alphabétique intégral a été suivi. Les noms propres comportant l'élément « Saint » se retrouvent dans la série SA... et non sous la forme abrégée ST, à moins que celle-ci ne soit la forme reconnue. Les noms complexes des institutions (communautés religieuses, associations) obéissent également à l'ordre alphabétique intégral : on cherchera la *Fédération des francophones hors-Québec* sous FÉDÉRATION... et non sous *Francophones hors-Québec, Fédération des*.

Structure des Articles

Les entrées

Un article-type fournit l'essentiel de la documentation recueillie sur le personnage, le lieu, l'événement ou l'institution donnés. Pour les *personnages*, on trouvera les dates et lieux de naissance et de décès, ainsi que les principales étapes de la carrière, avec insistance sur la contribution du personnage au fait français en Amérique. Les *toponymes* sont localisés et accompagnés des plus récentes données disponibles sur la population totale et sur la population française de l'agglomération. Le corps de l'article porte sur les manifestations de la vie française. Les entrées portant sur les *institutions* fournissent les informations relatives à leur fondation, leur longévité, leur expansion et leur rayonnement en Amérique française, alors que les entrées consacrées aux *événements* insistent sur leur nature, leur importance et leur incidence sur la collectivité française.

Les entrées de renvoi

Il arrive quelquefois que la forme reconnue du nom d'un personnage ou d'une institution ne corresponde pas à la forme la plus répandue dans l'usage. Afin de faciliter la consultation du DAF, l'équipe de rédaction a choisi de faire l'entrée sous la forme la mieux connue du grand public et d'ajouter une entrée de renvoi, correspondant à la forme « officielle » du nom, qui dirige le lecteur vers la forme la plus répandue. Ainsi, le lecteur trouvera-t-il Robert Cavalier de La Salle sous l'entrée LA SALLE, forme consacrée par l'usage. On a cependant ajouté une entrée de renvoi CAVELIER DE LA SALLE pour guider le lecteur. De même, l'entrée SŒURS DE LA CHARITÉ renvoie à la forme plus connue SŒURS GRISES. Les pseudonymes, lorsqu'ils sont la forme la plus connue du nom d'un auteur, servent d'entrées principales.

Renvois

Dans le corps des articles, certains mots seront affectés du signe * indiquant qu'ils font l'objet d'une entrée distincte ailleurs dans le corps du dictionnaire. Dans d'autres cas, les renvois sont aussi indiqués par la mention VOIR...

Cartes et illustrations

Huit cartes et plus de cent trente illustrations ont été choisies en fonction de l'importance des personnages ou des lieux décrits. On a essayé, dans la mesure du possible, de refléter à la fois les grandes régions représentées dans le dictionnaire et le type d'entrées qui y figurent.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Brouillette, Benoît (1939)
La Pénétration du continent américain par les Canadiens-français, 1763-1846. Montréal : Granger frères.
- Carrière, Gaston o.m.i. (1976)
Dictionnaire biographique des Oblats de Marie-Immaculée au Canada. Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa, 3 vol.
- Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (1980-1985)
Projet PRO-F-ONT. Ottawa, plusieurs volumes.
- Conseil de la vie française en Amérique (1987)
Le Répertoire de la vie française en Amérique. Québec : Conseil de la vie française en Amérique.
- Cormier, Edmond (1984)
Almanach français du Manitoba. Saint-Boniface : Centre d'étude des francophones de l'Ouest canadien.
- Daigle, Jean (réd.) (1980)
Les Acadiens des Maritimes : études thématiques. Moncton : Centre d'études acadiennes.
- Dictionnaire biographique du Canada* (1966-)
Québec : Presses de l'Université Laval. 11 volumes parus sur la période antérieure à 1900.
- Dictionnaire Beauchemin Canadien* (1968)
Montréal : Librairie Beauchemin Ltée. La partie des noms propres, œuvre de Jean-Jacques Lefebvre.
- Dion-Lévesque, Rosaire (1957)
Silhouettes franco-américaines. Manchester : Publications de l'Association canado-américaine.
- Dorge, Lionel (1976)
Le Manitoba, reflets d'un passé. Saint-Boniface : Éditions du blé.
- Encyclopedia Canadiana* (1957)
Ottawa : Grolier, 10 vol.
- Frémont, Donatien (1980)
Les Français dans l'Ouest canadien. Saint-Boniface : Éditions du blé.
- Grisé, Yolande (1982)
Pour se faire un nom. Montréal : Fides. Coll. « Anthologie des textes littéraires franco-ontariens », vol. 4.
- Hamel, Réginald, Hare, John et Wyczynski, Paul (1976)
Dictionnaire pratique des auteurs québécois. Montréal : Fides.
- Kallmann, Helmut, Potvin, Gilles et Winters, Kenneth (1983)
Encyclopédie de la Musique au Canada. Montréal : Fides.
- La Fournière, Martial de (1986)
Annuaire biographique de la francophonie. Paris : Cercle Richelieu de Paris.
- Lapierre, Jean-William et Roy, Muriel (1983)
Les Acadiens. Paris : Presses universitaires de France. Coll. « Que sais-je ? »
- Le Canada Ecclésiastique*
Montréal : Beauchemin. Annuel.
- Le Jeune, L. (1931)
Dictionnaire général du Canada. Ottawa : Université d'Ottawa, 2 vol.
- Louder, Dean R. et Waddell, Éric (1983)
Du continent perdu à l'archipel retrouvé : le Québec et l'Amérique française. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Marsh, James H. (1985)
The Canadian Encyclopedia. Edmonton : Hurtig Publishers, 3 vol.

Michaud, Marguerite (1967)

Les Acadiens des provinces maritimes : guide historique et touristique. Moncton : Imprimerie acadienne.

Morice, A.G. (1912)

Dictionnaire historique des Canadiens et des Métis français de l'Ouest. Québec : J.-P. Garneau, 2^e éd.

National Assessment and Dissemination Center for Bilingual/Bicultural Education (1979-1981)

A Franco-American Overview, 6 vol.

Saint-Pierre, Annette (1984)

Répertoire littéraire de l'Ouest canadien. Saint-Boniface : Centre d'étude sur les francophones de l'Ouest canadien.

Tétrault, Maximilienne (1935)

Le Rôle de la presse dans l'évolution du peuple franco-américain de la Nouvelle-Angleterre. Marseille : Imprimerie Ferran et Cie.

The Encyclopedia Americana (1977)

New York : The Americana Corporation, 30 vol.

The Encyclopedia of Canada (1935)

Toronto : University Association of Canada, 7 vcl.

The National Cyclopedia of American Biography (1977-1984)

Clifton, N.J. : James T. White & Company, 63 vol.

Thernstrom, Stephan (1980)

Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups. Cambridge : Harvard University Press.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Les photographies

- Mont-Carmel, Île-du-Prince-Édouard
Page frontispice du premier numéro du journal
L'Évangéline
Mademoiselle Albani, cantatrice
Bona Arsenault
Olivar Asselin
L'édifice de l'Association canado-américaine,
Manchester, New Hampshire
En 1944 : de gauche à droite, assis, Gustave
Lanctôt, Pierre Daviault, Louvigny de Montigny,
Marius Barbeau ; debout, Séraphin Marion, Robert
de Roquebrune et Marcel Dugas.
Bâton-Rouge vers 1830
Chicago en 1830
Honoré Beaugrand
Henri Belleau, o.m.i.
Josaphat Benoît
Henri Bergeron
M^{re} François Norbert Blanchet
Gaspard Boucher
Henri Bourassa
La Fromagerie coopérative de Bourget en 1943
M^{re} Bourget
Mère Bruyère
Village de pêcheurs cajuns
Bénédiction des bateaux à Caraquet
M^{re} Joseph Charbonneau
M^{re} de Charbonnel
Chéticamp, Nouvelle-Écosse
Le Collège de L'Assomption, Worcester,
Massachusetts
Le Collège de Saint-Boniface
Elphège Daigneault
M^{re} Modeste Demers
La statue d'Évangéline, parc historique national de
Grand-Pré, Nouvelle-Écosse
Paul Desmarais
Rosaire Dion-Lévesque
La famille Dionne
Une ferme à Duck Lake, Saskatchewan, vers 1926
M^{re} Duhamel
L'édifice du journal *Le Patriote de l'Ouest*
Jean Éthier-Blais
Cimetière cajun
L'église Sainte-Anne de Fall River, Massachusetts
La campagne électorale de 1974 et la Fédération
des francophones hors Québec
Le Festival franco-ontarien
La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Jacques
d'Embrun en Ontario, 1897
L'hôtel Norman à Miami
Alfred Garneau
Grande-Anse, Nouveau-Brunswick
La rue principale de Gravelbourg, Saskatchewan,
en 1925
L'abbé Gravel, en 1908, près de Gravelbourg
Lionel Groulx
M^{re} Guigues
Camp de bûcherons dans le nord de l'Ontario
Emblème de la Compagnie de la baie d'Hudson
Île Madame, Nouvelle-Écosse
Huguette Labelle
Gustave Lacasse
Le Père Lacombe
La cathédrale Saint-Jean-L'Évangéliste, Lafayette,
Louisiane
Lafèche, Saskatchewan, en 1925
Jeanne Lajoie
M^{re} Langevin
Daniel Lavoie
Dudley Leblanc
Viola Léger
Pierre Le Moyne d'Iberville
La forteresse de Louisbourg
La cathédrale Saint-Louis à la Nouvelle-Orléans
L'École Saint-Joseph de Lowell, Massachusetts,
vers 1890
Antonine Maillet
Séraphin Marion
M^{re} Arthur Melanson
Jean Ménard
Vieux couple de métis devant leur demeure à
Batoche, Saskatchewan, en 1926
Joseph-Énoël Michaud
Ferme typique de francophones, près de Cahokia
et Kaskaskia, après 1700
La rue principale de Moncton, Nouveau-
Brunswick, vers 1930
Jos Montferrand
Le couvent de Montmartre en Saskatchewan

Noces à Morinville vers 1890
 Nashua, New Hampshire, vers 1910
 Edmond de Nevers
 Le monument du Sacré-Cœur, Fall River, Massachusetts
 Maison du vieux carré de la Nouvelle-Orléans
 En-têtes de journaux franco-ontariens
 En route vers l'Oregon, vers 1860
 L'Académie-de-La-Salle, à Ottawa, vers 1908
 Quelques exemples de journaux francophones de l'Ouest
 André Paiement
 Mission du Père Pandosy, près de Kelowna, Colombie-Britannique
 La rivière de la Paix, vers 1890
 La crise scolaire de Penetanguishene
 Maison à Lafontaine, près de Penetanguishene
 Le Petit-Canada de Manchester-ouest, vue prise de l'immeuble Amoskeag, vers 1930
 M^{re} Plessis
 Pascal Poirier
 Aram Pothier
 Prairie-du-Chien, Wisconsin, en 1830
 La famille Nadeau, des rapatriés en provenance des États-Unis venus s'établir dans l'Ouest canadien
 Les Raquetteurs de Chisholm, Maine, en 1925
 Albert Régimbal, s.j.
 Réunion de protestation contre le Règlement 17 à Belle-Rivière
 Les religieuses de Jésus-Marie à Manchester, New Hampshire
 M^{re} Marcel-François Richard
 Zachary Richard
 Louis Riel
 Bateau à vapeur dans la région de la Rivière-Rouge, vers 1870
 Adolphe Robert
 Louis-Joseph Robichaud
 Robert Rumilly
 Première chapelle bâtie par le Père Lacombe à Saint-Albert
 Le Collège Maillet, Saint-Basile, Nouveau-Brunswick

La Cathédrale de Saint-Boniface
 Maison de planteurs à Oak Alley, St. James Saint-Louis, Missouri, vers 1830
 Maison de Cajuns, à proximité de Saint-Martinville
 Saint-Paul, Minnesota, vers 1890
 Shippagan, Nouveau-Brunswick
 Orphelinat Youville à Saint-Albert, Alberta, œuvre des Sœurs grises de la charité
 Le Collège du Sacré-Cœur de Sudbury, vers 1930
 Plan de Saint-Boniface vers 1880
 M^{re} Taché
 Frenchman's Cove, Terre-Neuve
 Groupe de mineurs de Timmins, vers 1938
 L'église du Sacré-Cœur-de-Jésus, Toronto, 1925
 Marie-Rose Turcot
 Le bureau-chef de l'Union Saint-Joseph du Canada, en 1919
 L'édifice de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, Woonsocket, Rhode Island
 Le Village historique acadien près de Caraquet
 Vue du village pionnier acadien de l'Île-du-Prince-Édouard
 Almanda Walker-Marchand
 L'édifice du Centre canadien-français de Windsor en 1958
 La Bonnin Spinning Co., Woonsocket, Rhode-Island
 L'église catholique Sainte-Anne, Worcester, Massachusetts
 L'école de Zenon Park, Saskatchewan

Les cartes

Les francophones en Amérique du Nord
 Les Acadiens
 Les francophones de la Louisiane
 Les francophones du Midwest
 Les Franco-Américains du Nord-Est
 Les Franco-Ontariens
 Les francophones de l'Ouest canadien
 Les forts et les postes de traite

A

ABBÉVILLE. Ville de l'Acadiana en Louisiane et chef-lieu de la paroisse de Vermilion, située à 25 km au sud de Lafayette. Population totale : 10 996 habitants. Fondée en 1843 par un prêtre français, le père Mégret, elle a l'allure et même le nom d'une ville du nord de la France. Elle conserve jusqu'à nos jours de nombreuses traditions françaises, dont la musique, les danses et l'artisanat, célébrées au cours d'un festival annuel. Son église, Sainte-Marie-Madeleine, a été consacrée en 1844. L'élevage et la culture constituent le gagne-pain principal des habitants d'Abbéville. Population francophone : 5 819.

ABRAM-VILLAGE, RÉGION DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. Après la Déportation*, de nombreux Acadiens reviennent dans la région de Malpèque et ce, dès 1769. Cependant, de mauvaises relations avec leur propriétaire forcent la plupart d'entre eux à déménager. En 1812-1813, un groupe s'installe à Mont-Carmel et à Baie Egmont. Vers 1820, ils fondent Abram-Village, nommé en l'honneur de son premier habitant, Abraham Arsenault. Ils peuplent ensuite Saint-Chrysostome. Aujourd'hui, cette péninsule qui s'avance entre la Baie Egmont et la Baie de Bédèque, regroupe la principale concentration acadienne de l'île. Les Acadiens y détiennent une forte majorité, puisque 1 305 des 1 551 habitants sont francophones. Les Acadiens obtiennent en 1972 leur propre unité scolaire (la première dans



Mont-Carmel, Île-du-Prince-Édouard

la province) où le français est enseigné comme langue première ; ce droit s'est étendu, depuis, au reste de la province.

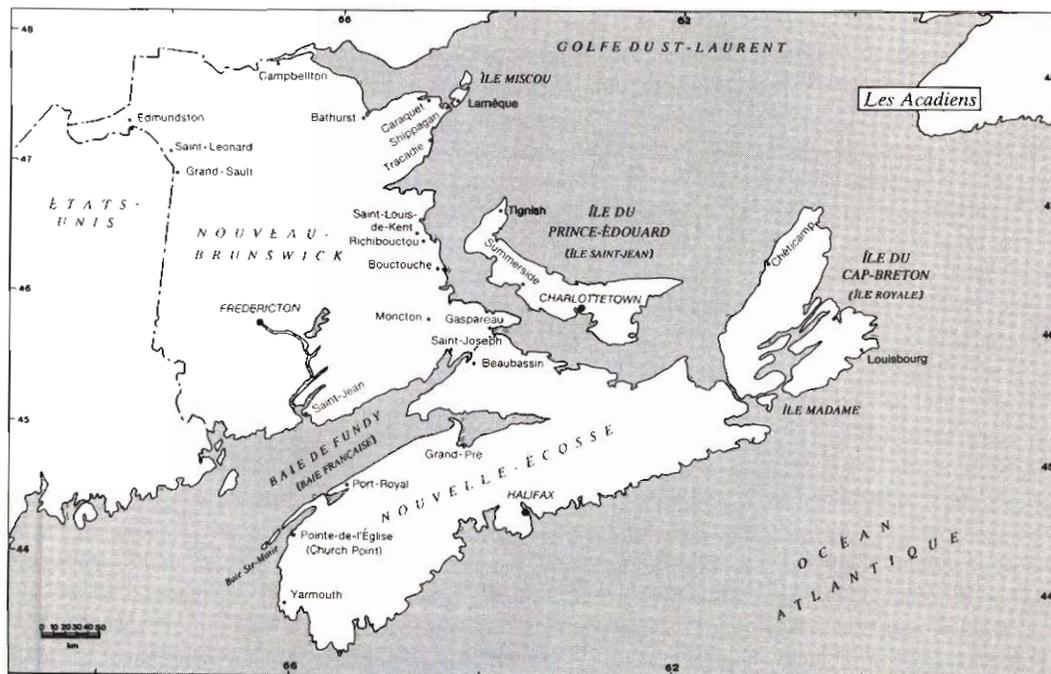
ABSHIRE, NATHAN. Violoneux (Gueydan, Louisiane, 27 juin 1913 — Basile, *ibid.*, 13 mai 1981). Né de parents pauvres, il commence à jouer de l'accordéon à huit ans. Sans formation musicale, il se taille pourtant une réputation enviable, mais doit gagner sa vie comme gardien de dépôt. Pendant la guerre, il fait son service militaire. Démobilisé, il change d'instrument pour adopter le violon parce que les accordéons, importés d'Allemagne, sont trop rares. Sa musique joyeuse et plaintive, apparentée au blues, en fait une célébrité au Canada et aux États-Unis. Il compte plusieurs microsillons à son actif.

ACADÉMIE-DE-LA-SALLE. École élémentaire et secondaire privée dirigée par les Frères* des Écoles chrétiennes. En 1899, les Frères prennent possession de l'école La Salle sur la rue Sussex à Ottawa, école dont l'édifice avait appartenu à la Commission des écoles séparées. Rebaptisée Académie-De-La-Salle, elle accueille des élèves de l'élémentaire et du secondaire. Après quelques années, les classes élémentaires sont fermées et les Frères concentrent leurs efforts sur le niveau secondaire et, en particulier, le programme commercial. En 1926, devant la difficulté de ses élèves à accéder à l'université, l'Académie demande au gouvernement de l'Ontario la reconnaissance officielle. Celle-ci est accordée et l'école perd son statut d'institution privée. Au fil des ans, l'Académie-De-La-Salle a produit plus de dix mille diplômés et sa contribution sociale et culturelle a laissé sa marque dans la communauté. Elle ferme ses portes en 1968, au moment de la création du système secondaire public.

ACADIE. Connue et visitée par les Vikings d'Europe du nord puis, plus tard, par les pêcheurs basques, l'Acadie tire vraisemblablement son nom d'une transformation phonétique et d'une transposition géographique du régionyme Arcadie utilisé par Verrazano, en référence à l'Arcadie mythologique, pour désigner les verdoyantes côtes de Pennsylvanie. Des recherches récentes montrent toutefois que le mot constitue peut-être une adaptation du terme micmac quoddy qui signifie terre ou territoire. Recouvrant d'abord le territoire colonisé par la France

des empires français et anglais d'Amérique du Nord, l'Acadie est d'abord colonisée par la France, à compter de 1604. Tout au long du XVII^e siècle, elle est l'objet de constantes disputes entre la France et l'Angleterre qui, tour à tour, exercent leur juridiction sur quelques centaines de colons français venus pour la plupart du Poitou. En 1713, en vertu du traité d'Utrecht, la partie continentale de la Nouvelle-Écosse – qu'on nomme également à l'époque Acadie – passe sous contrôle britannique, pendant que l'île Saint-Jean (Île-du-Prince-Édouard) et l'île Royale (Île du Cap-Breton) restent à la France ; quant au territoire de l'actuelle province du Nouveau-Brunswick, il demeure contesté jusqu'au Traité de Paris. Les quelque 2 000 Acadiens qui passent en 1713 sous juridiction britannique continuent d'exploiter leurs terres, conscients cependant de la nécessité de garder une certaine neutralité, au point qu'on les désignera bientôt comme des « Français neutres ». Mais cette neutralité se révèle inconfortable et est rapidement jugée trop britannique par Versailles et trop française par Londres. À telle enseigne qu'en 1755, l'Angleterre décide de mettre un terme à la résistance passive des quelque 7 000 Acadiens de Nouvelle-Écosse – dont plusieurs ont refusé de prêter le serment d'allégeance britannique – et entreprend

de les déporter. La Déportation, en plus d'affecter une proportion considérable de la population, provoque un véritable démembrement de la société acadienne et ouvre une période d'un demi-siècle de migration et d'errance. Vers 1800, les mouvements migratoires ont à peu près pris fin et la population acadienne se retrouve dispersée sur tout l'est du continent nord-américain, en Louisiane, dans les Caraïbes, voire en France. Les quelques 8 400 Acadiens dénombrés alors dans les provinces maritimes actuelles se sont réinstallés pour la plupart le long de la Baie des Chaleurs, sur la côte est du Nouveau-Brunswick et dans les îles du Cap-Breton et du Prince-Édouard. Isolés et socialement désorganisés, ces Acadiens de l'« Acadie du silence » s'adonnent à l'agriculture de subsistance et travaillent pour le compte de grandes entreprises de pêche. Supportés par les missionnaires envoyés par l'évêque de Québec, ils sortent peu à peu de leur isolement et commencent véritablement à s'affirmer, à compter du milieu du XIX^e siècle. En 1854, ils se donnent une institution – le Collège de Memramcook – qui assurera la formation et le développement d'une élite acadienne. En 1867, c'est la création d'un premier véhicule d'expression et de communication, *Le Moniteur acadien*. À partir des années 1880, l'Acadie connaît une véritable



Renaissance*. Au cours de ses premières conventions nationales – véritables États généraux de l'Acadie –, elle se donne une fête et un hymne nationaux et se choisit un drapeau. Mais ses leaders ne s'en tiennent pas à ces gestes symboliques : bien qu'ils ne contrôlent aucun des leviers des états fédéral et provincial, ils se donnent de véritables plans d'action politique visant à doter les communautés acadiennes d'écoles françaises, à décourager l'émigration vers les États-Unis, à « acadianiser » le haut clergé, à coloniser de nouvelles terres et à fonder de nouvelles institutions (coopératives, journaux, etc.). Les années 1960 amènent, à cet égard, des changements auxquels n'est pas étranger le long et patient travail souterrain des générations précédentes. Peu à peu, les Acadiens voient leur poids s'accroître au sein des institutions gouvernementales fédérales et provinciales. Des législations plus favorables sont adoptées en matière de langue et d'école. Par ailleurs, la création en 1964 de l'Université* de Moncton favorise le développement d'une classe professionnelle acadienne et laïque. Au même moment, l'Acadie se projette à l'extérieur par ses chansonniers, par ses écrivains et par ses artistes, qui disent au monde l'existence des 280 000 Acadiens dénombrés en 1981, soit 234 000 au Nouveau-Brunswick, 36 000 en Nouvelle-Écosse et 6 000 dans l'Île-du-Prince-Édouard.

ACADIE NOUVELLE, L'. Quotidien fondé à Caraquet (Nouveau-Brunswick) en 1984, *L'Acadie nouvelle* prend la relève de *L'Évangéline**, disparu en 1982. Son équipe éditoriale entend travailler à l'épanouissement du peuple acadien, au renforcement de son identité et à la défense de ses intérêts. Cependant, établi à Caraquet et atteignant surtout la clientèle du nord-est de la province, le journal est amené à mettre l'accent sur l'information régionale et à réviser ses objectifs initiaux. D'autant plus que, depuis 1985, le journal *Le Matin** de Moncton lui fait concurrence et rejoint les francophones du sud du Nouveau-Brunswick. En 1987, *L'Acadie Nouvelle* a un tirage de plus de 10 000 exemplaires.

ACTE CONSTITUTIONNEL DE 1791.

Deuxième acte constitutionnel du Canada après la Conquête, il abroge certaines dispositions de l'Acte de Québec (1774) et crée les Haut et Bas-Canada. Dans le Haut Canada (qui deviendra l'Ontario actuel après 1867), les Canadiens fran-

çais deviennent alors une minorité linguistique et culturelle. Ces changements sont rendus nécessaires par l'accroissement de la population et l'immigration des Loyalistes américains. En outre, en donnant plus de pouvoir aux autorités locales, on cherche à enrayer toute tendance indépendantiste canadienne, qui suivrait celle des États-Unis, quinze ans auparavant. L'Acte constitutionnel prévoit donc la nomination d'un gouverneur général et la constitution de conseils législatifs et d'assemblées législatives. La liberté de la pratique religieuse est assurée. En divisant le Canada en provinces, l'Acte ouvre la voie à la Confédération de 1867.

ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE. Loi constitutionnelle du Canada promulguée en 1867 par le Parlement britannique, elle prévoit, surtout dans sa forme originelle, le partage des pouvoirs entre les gouvernements provinciaux (quatre à l'origine, puis finalement dix et deux territoires) et le gouvernement fédéral. Les articles 81 et 82 en particulier stipulent que l'éducation incombe aux provinces, tandis que les relations internationales, la défense et la monnaie sont du ressort du gouvernement fédéral. Les mêmes articles prévoient également la protection des droits religieux des protestants au Québec et des catholiques ailleurs au pays. L'article 133 prévoit que le Québec et le Manitoba sont officiellement bilingues ; le Nouveau-Brunswick a décidé en 1982 d'adhérer à cet article. Dans les cas de chevauchements de juridictions, le gouvernement fédéral a la préséance ; il a, par ailleurs, le pouvoir de désavouer une loi provinciale en invoquant, entre autres, la menace qu'une telle loi représente pour l'unité nationale, ce pouvoir de désaveu n'a cependant jamais été utilisé pour rendre caduques des législations linguistiques. En 1982, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est rapatrié au Canada. À cette occasion, le gouvernement fédéral et neuf des dix provinces canadiennes (le Québec faisant exception) s'entendent pour y inclure une Charte des droits et libertés, laquelle assure entre autres des garanties linguistiques aux minorités des deux langues officielles du Canada. Ces garanties concernent surtout l'éducation, mais également toute discrimination fondée sur l'appartenance linguistique ou religieuse. Le recours aux tribunaux et, en dernière instance, à la Cour suprême est de

plus en plus répandu au Canada pour trancher les litiges constitutionnels, qui sont cependant sous-tendus par des conceptions différentes quant à l'esprit de la Constitution canadienne. Pour les Canadiens français, la Confédération constitue un pacte entre les deux peuples fondateurs ; pour les Canadiens anglais, il s'agit d'un pacte entre dix provinces et un gouvernement central ; cette différence de visions est donc à la source de plusieurs tensions constitutionnelles au Canada.

ACTE DE QUÉBEC. Loi du parlement britannique proclamée en 1774 en vue de redéfinir le statut du gouvernement, des lois, de l'Église et de la religion dans la province de Québec. Il rétablit les anciennes frontières de la colonie canadienne de manière à inclure les régions des Grands Lacs, du Labrador et du golfe du Saint-Laurent dans la province. L'Acte de Québec accorde la liberté religieuse aux catholiques et abolit le serment du test, qui les obligeait à répudier leur foi pour exercer une charge publique. Au chapitre du droit, il restaure la Coutume de Paris, c'est-à-dire le code civil français, sauf en matière criminelle et dans les limites de la compatibilité avec la loi anglaise. Il conduit à la remise en vigueur des institutions traditionnelles françaises et du régime seigneurial. L'Église retrouve son droit de percevoir la dîme et l'autorité du clergé se voit tolérée par les conquérants britanniques. Proclamé en grande partie pour calmer l'agitation dans la colonie et surtout pour éviter le ralliement des Canadiens français à la cause des insurgents Américains, cet acte n'en constitue pas moins le début de la coexistence officielle des deux peuples fondateurs en Amérique du Nord britannique.

ACTION, L'. Journal hebdomadaire publié à Manchester (New Hampshire), de 1950 à 1971. Il succède à l'*Avenir* national* disparu en 1950 et, avec celui-ci, contribue à assurer un siècle de journalisme français à Manchester. Sous la direction successive de Paul J. Gingras, Josaphat Benoît* et Walter Lessard, son tirage oscille entre 2 000 et 4 400 exemplaires. La décision de cesser de le publier, prise par les administrateurs pour des raisons économiques, en 1971, marque la disparition du seul hebdomadaire français du New Hampshire.

ACTION CANADIENNE-FRANÇAISE, L' : voir **ACTION NATIONALE, L'**

ACTION FRANÇAISE, L' : voir **ACTION NATIONALE, L'**

ACTION NATIONALE, L'. Revue d'opinion fondée en 1917 à Montréal dans le but de réveiller le patriotisme des Canadiens français et de défendre leur culture contre l'industrialisation et contre l'assimilation linguistique au Canada anglais. Créée par la Ligue des droits du français, elle est d'abord appelée *L'Action française* (1917-1927), puis *L'Action canadienne-française* (1928) et, enfin, *L'Action nationale*. Largement inspirée à partir de 1920 par la pensée de Lionel Groulx, elle se préoccupe surtout de la survivance ethnique jusqu'au début des années trente. Prônant la formule des coopératives pendant les décennies qui suivent, *L'Action nationale* fustige alors autant le capitalisme que le socialisme. Elle continue de participer à tous les grands débats qui intéressent l'avenir du français au Québec et dans le reste de l'Amérique. Rejoignant vers 1920 environ 5 000 lecteurs, cette publication mensuelle paraît toujours aujourd'hui.

ACTION POUR LES FRANCO-AMÉRICAINS DU NORD-EST (ActFane). Fondé à Worcester* (Massachusetts) le 21 novembre 1980, cet organisme-parapluie, voué à la défense et à la promotion des intérêts culturels des Franco-Américains du Nord-Est, regroupe des associations du Maine, du New Hampshire, du Massachusetts, du Vermont, du Connecticut, du Rhode Island et de l'État de New York. Son rôle consiste à coordonner les activités des divers organismes francophones du Nord-Est, à y faire valoir la présence et la contribution françaises auprès des autorités et à promouvoir la culture française. Le groupe a participé, entre autres réalisations, à la création d'un drapeau franco-américain. Il maintient un secrétariat permanent à Manchester* (New Hampshire), où se réunit un conseil d'administration représentant les francophones de la Nouvelle-Angleterre et de l'État de New York. Cet organisme s'efforce de s'auto-financer ; il publie un bulletin biannuel appelé *InformAction*.

ACTIVITÉS-JEUNESSE. Mise sur pied en 1971, cette association provinciale de la jeunesse aca-

dienne du Nouveau-Brunswick s'est donné pour mission de favoriser les initiatives culturelles, de sensibiliser les générations étudiantes au fait français et d'appuyer le développement de l'esprit d'entreprise au sein de sa clientèle. Présente surtout dans les écoles secondaires, Activités-Jeunesse parraine un journal (*Le Mashqoui*), qui tient lieu de bulletin de liaison entre les communautés étudiantes acadiennes et fournit un véhicule d'information aux diverses manifestations de la jeunesse acadienne du Nouveau-Brunswick.

AFFAIRE FOREST. En 1976, au Manitoba, Georges Forest refuse de payer une contravention pour stationnement illégal, parce qu'elle est rédigée en anglais seulement ; ce faisant, il déclenche un processus juridique qui aura des conséquences sur l'ensemble du pays. Le recours juridique de Forest est fondé sur l'argument selon lequel la loi de 1890, faisant de l'anglais la seule langue officielle du Manitoba, est contraire à la Constitution canadienne et en particulier à l'Acte du Manitoba de 1870. Appuyé par la Société franco-manitobaine, Forest fait porter sa cause devant tous les différents paliers de tribunaux, jusqu'à la Cour suprême du Canada, qui, en 1979, lui donne raison. Cette décision a également des incidences sur la Loi 101, laquelle décrite qu'au Québec, seul le français a un statut officiel. Après cette victoire, une nouvelle démarche juridique est entreprise en vue de contester la légalité de toutes les lois manitobaines passées après 1890. Avant que ce dernier recours se rende en Cour suprême, un compromis survient entre le gouvernement manitobain et la Société franco-manitobaine, en vertu duquel la Société abandonne les recours juridiques en échange d'une extension des services en français et la de traduction des 400 lois provinciales les plus importantes. En 1984 cependant, l'opposition anglophone s'organise autour du Parti conservateur et la violence éclate (quelques émeutes, du vandalisme, un incendie criminel dans les bureaux de la Société franco-manitobaine). Pour réduire les tensions, le gouvernement néo-démocrate se retire de l'entente et le processus juridique est repris. En 1986, la Cour suprême du Canada décide encore en faveur des Franco-Manitobains et oblige le gouvernement à traduire toutes ses lois en français.

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. Créée à Niamey (Niger) en 1970 et ayant son siège social à Paris, l'Agence vise à promouvoir et à diffuser les cultures des pays membres et à susciter la mise en commun des moyens nécessaires à la réalisation de programmes de développement culturel, scientifique, technique et éducatif. Elle regroupe environ une trentaine de pays membres, dont le Canada et divers gouvernements participants, dont celui du Québec. De plus, l'Agence accorde chaque année, dans le cadre du Festival international du film de l'ensemble francophone, le Prix d'encouragement à la création cinématographique comportant un montant de cent cinquante mille francs français, remis à un réalisateur afin de lui permettre de réaliser son premier long métrage.

ALARIE, PIERRETTE. Cantatrice (Montréal, Québec, 9 novembre 1921 —). Elle débute à la radio à 14 ans, d'abord comme comédienne puis comme chanteuse. En 1938, elle se produit au Monument national avec la troupe des Variétés lyriques et accède rapidement à des rôles de premier plan. Elle entre au Metropolitan Opera de New York en 1945. L'année suivante, elle épouse le ténor Léopold Simoneau*, avec lequel elle se produira souvent en duo. Sa voix de soprano au timbre pur et cristallin, admirablement bien contrôlée, se prête également bien au solo et elle s'illustre sur plusieurs scènes d'Europe et d'Amérique, de même qu'à la radio et à la télévision. Elle quitte la scène en 1966 pour enseigner l'opéra et la mise en scène à l'école Vincent-d'Indy à Montréal, puis à Banff et en Californie.

ALBANEL, CHARLES. Missionnaire et explorateur (Auvergne, France, circa 1616 — Sault Sainte-Marie, Ontario, 11 janvier 1696). Prêtre jésuite, il arrive au Canada et s'installe à Tadoussac (Québec) en 1649. Les *Relations des Jésuites* de 1672 relatent son voyage d'exploration par voie de terre jusqu'à la Baie d'Hudson où il retourne deux ans plus tard. Il a été le premier Européen à réussir cet exploit. Amené en Angleterre par les Anglais, il revient au Canada en 1676 et poursuit son activité missionnaire dans l'Outaouais, à Green Bay, au lac Michigan et au Sault Sainte-Marie, où il s'éteint après un demi-siècle de travail missionnaire auprès des Amérindiens.

ALBANI (LAJEUNESSE), EMMA. Cantatrice (Chambly, Québec, 27 septembre ou 1^{er} novembre 1847 — Londres, 3 avril 1930). Émigrée avec sa famille à Plattsburg (New York) en 1852, elle entame très tôt des études musicales et se produit pour la première fois à Montréal comme chanteuse et pianiste dès l'âge de 9 ans (1856). Soliste dans une église d'Albany (New York) (1865-1868), elle poursuit sa formation dans plusieurs villes d'Europe à partir de 1868 et devient l'une des principales vedettes du théâtre Covent Garden de Londres. Se produisant dans toutes les grandes villes du continent, de la Russie à l'Irlande, elle séjourne aux États-Unis à maintes reprises et remplit dans sa carrière plus de 43 rôles dans 40 opéras. Albani est la première Canadienne à acquérir une réputation et un succès d'envergure internationale.



Mademoiselle Albani, cantatrice

ALBANY. Ville de l'État de New York située sur la rivière Hudson, entre New York et Montréal. Population totale : 115 875 habitants. Fondé

par les Français comme poste fortifié pour la traite des fourrures au début du XVII^e siècle, le village devient une colonie permanente de Wallons d'origine hollandaise en 1614 (Fort Orange). Centre administratif de l'État de New York, la ville accueille La Fayette en 1778 et nomme un parc en son honneur. Sympathique à la cause des Patriotes canadiens, elle accueille aussi Papineau et son fils en 1837. Son histoire est ponctuée de manifestations de la présence francophone : fondation de paroisses, d'écoles et de la Société* Saint-Jean-Baptiste et, plus récemment, établissement d'une Fédération franco-américaine et célébration de la fête nationale des Français d'Amérique. Population francophone : 1 107.

ALBERNI : voir PORT ALBERNI

ALBERT, FÉLIX. Écrivain et agriculteur (Île-Verte, Québec, 1^{er} juin 1843 — Lowell, Massachusetts, après 1909). Alors qu'il est dans la vingtaine, il prend possession de la ferme paternelle à l'Île-Verte, mais une succession de mauvaises récoltes le poussent au bord de la faillite. Il déménage donc à Lowell* où il travaille tour à tour comme menuisier, bûcheron, entrepreneur de pompes funèbres, etc., alors que ses enfants contribuent à l'économie de la famille en travaillant dans les filatures. À Lowell, sa vie est une suite de succès et d'échecs dus aux caprices de la conjoncture économique. En 1909, il rédige ses mémoires dans un livre intitulé *Histoire d'un enfant pauvre*. Il s'agit d'un témoignage, peut-être le plus important, sur les conditions qui ont poussé les Québécois à émigrer aux États-Unis, sur celles qui les attendaient dans les Petits* Canadas de la Nouvelle-Angleterre et sur les relations sociales et familiales chez ces Franco-Américains de la première génération.

ALBERT, THOMAS. Prêtre (Saint-Hilaire, Nouveau-Brunswick, 17 juin 1879 — Grand-Sault, *ibid.*, 16 novembre 1924). Formé en théologie à Montréal, il est ordonné prêtre à Chatham (Nouveau-Brunswick) en 1905. Après des études complémentaires à Rome, d'où il revient en 1908, il consacre sa vie au ministère paroissial à Chatham, Pokemouche, Bathurst*, Shippagan* et Grand-Sault* où il fonde un couvent. Intéressé par l'histoire du nord-ouest du Nouveau-Brunswick, il publie en 1920 une *Histoire du Madawaska*, rééditée en 1982.

ALBERTA : voir OUEST CANADIEN

ALEXANDRA : voir FAUQUIER

ALEXANDRIA. Ville de l'Ontario, située dans le comté de Glengarry, à 100 km à l'est d'Ottawa. Population totale : 3 271 habitants. Fondée sur les bords de la rivière Garry en 1819, cette agglomération est devenue en 1890 le siège épiscopal du diocèse du même nom. La ville doit d'abord son existence à un moulin à farine et à ses terres fertiles. La construction du chemin de fer à la fin du XIX^e siècle et l'implantation d'une industrie de voitures anciennes stimulent l'activité économique. Alexandria constitue à la fin du XIX^e siècle un important centre d'accueil pour les émigrants québécois, voire un point de départ de leur expansion dans l'est de l'Ontario. Population francophone : 2 035.

ALFRED. Village du comté de Prescott (Ontario), situé à 65 km à l'est d'Ottawa. Population totale : 1 034 habitants. Sa paroisse n'est fondée qu'en 1871 bien que la région eût été peuplée de francophones 100 ans plus tôt. Au cœur d'une région agricole spécialisée dans les produits laitiers, le village est surtout connu pour son Collège* de technologie agricole et alimentaire. Population francophone : 1 010.

ALLAN : voir RIVIÈRE DES FRANÇAIS

ALLARD, HECTOR J. Diplomate (Notre-Dame-de-Grâces, Manitoba, 11 mai 1902 – Victoria, Colombie-Britannique, 24 mars 1984). Édifié au Collège* de Saint-Boniface et au St. John's College d'Oxford, il se joint en 1932 au corps diplomatique du Canada. Sa carrière au service des Affaires extérieures s'échelonne sur 35 ans. Chargé d'affaires dans les ambassades du Canada aux États-Unis, en Belgique et en Amérique latine, il termine sa carrière comme ambassadeur au Danemark. Peu de Franco-Manitobains avaient jusqu'alors exercé de telles fonctions au sein de la diplomatie canadienne.

ALLARD, JEAN-LOUIS. Professeur (Saint-Robert, Québec, 7 juin 1926 –). Docteur en philosophie, il commence sa carrière dans l'enseignement à la Faculté de philosophie de l'Université d'Ottawa en 1949. Il enseigne aussi à la Faculté des arts et à la Faculté d'éducation. Spécialiste de la pensée de Descartes et de Mari-

tain, il donne de nombreuses conférences et communications sur la philosophie de l'éducation et l'éducation permanente. Il publie également de nombreux articles de journaux et de revues. En 1965, il reçoit le prix Champlain pour son œuvre *Le Mathématisme de Descartes*.

ALLIANCE CHAMPLAIN. Association québécoise de promotion internationale de la langue française, fondée en 1983 à Québec. Les objectifs de cette organisation visent à faire connaître l'apport du Québec dans la francophonie mondiale et de créer des réseaux d'échange d'information avec des personnes ou des associations intéressées par la culture française. Dotée d'un service de renseignements mis à la disposition de ses 300 membres, dont plus du tiers sont recrutés à l'extérieur du Québec, l'Alliance Champlain publie aussi un bulletin trimestriel intitulé *Convergences*.

ALLIANCE DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. Regroupement de plusieurs caisses populaires du nord de l'Ontario. En 1979, les caisses populaires de North Bay, Mattawa, Bonfield, Sturgeon Falls, Field, Verner, Saint-Charles Borromée, Noëlville et Alban forment La Régionale, après s'être détachées de la Fédération* des caisses populaires de l'Ontario afin d'assurer une meilleure coordination entre les caisses membres. Les caisses de Sudbury (La Salle), Hearst et Kapuskasing se greffent à l'organisme, re-nommé l'Alliance des caisses populaires de l'Ontario en 1980. En plus de conserver les objectifs traditionnels des caisses populaires, l'Alliance élabore des programmes de développement global, offre un service d'aide technique à ses membres et administre leur avoir.

ALLIANCE FRANÇAISE. Mise sur pied à Paris en 1883, l'Alliance compte aujourd'hui quelque 1 200 « comités » à travers le monde, dont 300 environ au Canada et aux États-Unis. Fidèle à ses origines, elle garde le cap sur le développement et le soutien aux études sur la culture française par le biais de conférences, de cours de langue, de concerts, d'ateliers pédagogiques et de bourses d'études en France. Implantée en Amérique du Nord au début du XX^e siècle, l'Alliance est présente partout sur le continent. Au Canada, les premières sections ont été établies à Montréal (1902), puis à Ottawa* et Vancouver* en 1904, mais l'Alliance est aussi présente à Winni-

peg* (1912), Hamilton*, London (1953), Halifax*, Toronto*, Calgary, Edmonton* et Victoria*. Aux États-Unis, elle se retrouve à New York* (1902), Albuquerque (1902), Denver (1897), Saint-Louis* (1906), Phœnix, Bâton-Rouge* (1980), Détroit, San Diego et Terre-Haute. Depuis 1951, les comités canadiens se sont regroupés en fédération sous le nom d'Union des alliances françaises du Canada.

ALLIANCE FRANCO-AMÉRICAINNE DU MIDWEST. Organisme-parapluie regroupant des associations de 8 des 12 États du Midwest, l'Alliance est fondée à Chicago (Illinois) en 1984, sous la présidence de Marie-Reine Mikesell. Elle a pour but de découvrir les divers aspects de la présence française dans le Midwest, de protéger et de défendre les intérêts des Franco-Américains de cette région et de promouvoir leur histoire, leur langue et leur culture. L'Alliance organise une réunion annuelle, siège à des commissions internationales et publie un bulletin de liaison. Depuis 1985, l'Alliance produit un calendrier national bilingue illustrant l'héritage franco-américain.

ALLIANCE ONTARIOISE DE QUÉBEC.

Association parrainée par le Secrétariat* permanent des peuples francophones et fondée à Québec en 1983, elle vise à renforcer les liens entre les Québécois et l'Ontario francophone. Elle recrute surtout ses membres parmi les Québécois ayant des racines en Ontario. L'Alliance sert de lieu d'échanges entre les deux provinces et de point de contact pour les Franco-Ontariens en visite au Québec et elle contribue aux manifestations de solidarité du Québec avec les luttes menées par les francophones en Ontario.

ALLOUEZ, CLAUDE. Missionnaire (Saint-Didier, France, 6 juin 1622 — Pays des Illinois, 27 août 1689). Ordonné prêtre jésuite, il arrive en Nouvelle-France en 1658, puis séjourne à Trois-Rivières et dans diverses missions le long du Saint-Laurent (1658-1665). En 1665, il poursuit son travail missionnaire auprès des Outaouais du lac Supérieur et, deux ans plus tard, auprès des Népissingues du lac Supérieur. Fondateur de la mission Saint-François-Xavier près de Green Bay (Wisconsin) (1668), il entreprend d'autres missions à compter de 1676, au Pays des Illinois (aujourd'hui le Wisconsin, le Michigan et le Minnesota).

AMÉRICANISATION : voir NATURALISATION ; SENTINELLISTE, MOUVEMENT ; COURRIER DE LEWISTON ; RAPATRIEMENT

AMI, HENRI-MARC. Géologue et paléontologue (Belle-Rivière, Ontario, 23 novembre 1858 — Menton, France, 4 janvier 1931). Maître ès arts et Docteur en sciences de l'Université McGill, il est intégré au Service de géologie du Canada, à Ottawa, de 1882 à 1912. De 1895 à 1900, il est directeur du *Naturalist* d'Ottawa. Après sa retraite, il fonde l'École canadienne de préhistoire, en France. Membre de la Société royale du Canada, il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques et du premier volume du *Compendium of Geography* de Stanford, intitulé *North America* (1893), qui constitue son œuvre majeure.

AMI DU FOYER, L'. Revue mensuelle fondée à Saint-Boniface* en 1905 par les Oblats* de Marie-Immaculée. Elle suit de près la fondation du Juniorat de la Sainte-Famille, dont elle est le prolongement populaire. Elle vise à promouvoir les vocations religieuses et à faire connaître l'œuvre des Oblats en pays de missions. Le père Louis Gladu, son fondateur, la dirige pendant une quinzaine d'années. En 1911, un incendie détruit le lieu de rédaction, le Juniorat, mais la revue se remet rapidement de cette épreuve. À compter de 1957, elle adopte une parution de dix numéros par année. Sa publication cesse en 1968, les Oblats ayant décidé de se retirer de l'entreprise.

AMI DU PEUPLE, L'. Hebdomadaire desservant le nord de l'Ontario, fondé en 1942 par Camille Lemieux*. Ses rédacteurs s'engagent à promouvoir la langue française et la religion catholique mais s'abstiennent de toute propagande politique. Surtout établi à Sudbury* et ne dépassant jamais 3 000 abonnés, *L'Ami du peuple* disparaît en 1968.

AMITIÉS ACADIENNES. Association fondée à Paris en 1977 dans le but de mieux faire connaître l'Acadie à travers le monde et d'assurer une liaison entre les Acadiens et leurs amis français et nord-américains. Elle tient sa réunion générale annuelle en juillet et publie une revue trimestrielle à laquelle elle a prêté son nom.

AMOCO, GRÈVE DE L'. En 1980, Hawkesbury* (Ontario) est le site d'une grève, qui dure plus de quatre mois et qui est entreprise contre un des plus grands employeurs de la municipalité, l'Amoco Fabrics Company. Pour cette municipalité majoritairement francophone située dans une région qui n'est pas connue pour son militantisme, la grève crée des remous qui secouent toute la communauté. Aux enjeux reliés à la convention collective (indexation des salaires au coût de la vie, vacances, sécurité au travail, etc.), s'ajoutent des facteurs socio-linguistiques. La compagnie Amoco s'oppose en effet à ce que les pourparlers se déroulent en français ; le syndicat obtient toutefois gain de cause et c'est en français que sont conduites les négociations. La grève prend fin le 22 septembre 1980.

ANCELET, BARRY. Professeur et folkloriste (Church Point, Louisiane, 25 juin 1951 —). Détenteur d'un doctorat en études créoles de l'Université de Provence (1984), Ancelet occupe une variété de postes, surtout comme chercheur et consultant, principalement auprès du Conseil pour le développement du français en Louisiane* et du Centre* d'études louisianaises. Directeur-fondateur du Programme de folklore du Centre d'études louisianaises, il joue un rôle important dans l'animation et la promotion de la culture cajun en Louisiane. Écrivain prolifique, il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs livres, dont *The Makers of Cajun Music/Musiciens cadiens et créoles* (1984) et *Anthologie : littérature française de la Louisiane* (en collaboration, 1981).

ANDERSON SIDING : voir SAINT-QUENTIN

ANGERS, OLIER-H. Avocat (Berlin, New Hampshire, 15 décembre 1926 — West Hartford, Connecticut, 19 mai 1980). Après des études au Collège Saint-Charles Borromée de Sherbrooke, puis au Collège* de l'Assomption de Worcester* en 1952, il termine son barreau quatre ans plus tard à l'université de Boston. Il établit sa pratique à Hartford* (Connecticut). Parallèlement, il se livre à de nombreuses activités dans les organismes patriotiques franco-américains. Il est, entre autres, secrétaire de l'Union des Franco-Américains du Connecticut et vice-président de l'Association* canado-américaine. En outre, il est membre du barreau d'appel de la Cour suprême

fédérale des États-Unis et conseiller légal de deux gouverneurs du Connecticut.

ANNAPOLIS-ROYAL. Village de Nouvelle-Écosse situé sur la rive sud de la rivière Annapolis. Samuel de Champlain le fonde en 1605 et le baptise Port-Royal ; il s'agit du deuxième établissement français en Amérique du Nord (après l'Île Sainte-Croix). Au moment de sa fondation, l'établissement se situe à huit kilomètres en aval du village actuel ; il n'est transféré en amont qu'en 1636 par le gouverneur Menou* D'Aulnay. Port-Royal servira de siège administratif de l'Acadie durant plus d'un siècle. Champlain y avait fondé en 1607 l'Ordre du bon temps, premier club social de la Nouvelle-France. En 1710, l'Anglais Francis Nicholson capture le village et le baptise de son nom actuel. Après la déportation des Acadiens, le village est habité par des Loyalistes. On y compte maintenant près de 1 000 habitants, dont aucun Acadien.

ANSE-DES-BELLIVEAU : voir SAINTE-MARIE

APPEL, L' : voir SOLEIL DE COLOMBIE, LE

ARBOUR, ALGER. Joueur de hockey et entraîneur (Sudbury, Ontario, 1^{er} novembre 1932 —). Il entreprend sa carrière dans la Ligue nationale de hockey comme défenseur avec les Red Wings de Détroit en 1953 et la poursuit à Montréal, Saint-Louis et Chicago. Nommé entraîneur des Blues de Saint-Louis en mai 1970, il remet les patins à plusieurs occasions en 1971 et 1972. En 1973, il devient l'entraîneur des Islanders de New York et les conduit à la coupe Stanley durant quatre années consécutives. Il prend sa retraite en mai 1986.

ARCENEUX, THOMAS-JOSEPH. Agronome et professeur (Carencro, Louisiane, 13 juin 1908 —). Docteur en agronomie de l'Université d'État de l'Iowa (1935), Arceneux est d'abord professeur à l'Université d'État de la Louisiane (1935-1941). De 1941 à 1971, il poursuit son enseignement au Collège d'agriculture du Southwestern Louisiana Institute dont il devient doyen en 1953. Il participe à plusieurs missions scientifiques et de consultation, ainsi qu'à la création du drapeau des Acadiens de la Louisiane en 1965.

ARCHIBALD, CLINTON. Professeur (Arvida, Québec, 3 septembre 1947 —). Docteur en science politique de l'Université Carleton (Ottawa), il commence une carrière d'enseignement en science politique à l'Université* d'Ottawa à compter de 1975, puis il y poursuit sa carrière d'enseignant en administration à compter de 1985. S'intéressant aux questions franco-ontariennes, il dirige une enquête commandée par le Conseil* des affaires franco-ontariennes et, en 1983, dépose son rapport intitulé *La Situation des arts et de la culture en Ontario français et le rôle du CAFO*. Il publie en outre plusieurs articles portant sur l'Ontario français.

ARCHAMBAULT, ADÉLARD. Avocat et homme politique (Repentigny, Québec, 1862 — 1923). Diplômé de l'Université Laval, il est admis au barreau du Massachusetts en 1888. Il pratique d'abord à Holyoke, puis à Woonsocket après avoir été reçu au barreau du Rhode Island. Élu représentant démocrate à la Législature de cet État (1901 et 1902), il accède au poste de lieutenant-gouverneur du Rhode Island en 1903. Défait l'année suivante, il se présente à la mairie de Woonsocket où il sera élu à trois reprises. Pendant ce temps, il continue à pratiquer le droit et à s'engager dans les organisations francophones ; il assume plusieurs fois la présidence de l'Union canadienne du Cercle national dramatique et de l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique.

ARICHAT : voir ÎLE MADAME

ARLES, HENRI D' (pseud. de Henri Beaudet). Prêtre et écrivain (Arthabaska, Québec, 9 septembre 1870 — Rome, 9 juillet 1930). Après ses études à Québec et Saint-Hyacinthe (Québec), il est ordonné prêtre dominicain en 1895, puis va exercer son ministère aux États-Unis. Devenu, en 1912, prêtre séculier du diocèse de Manchester (New Hampshire) il prend une part active aux associations franco-américaines et il est aumônier de l'Association* canado-américaine. Il publie des ouvrages d'histoire, des biographies et des essais critiques, dont *Nos historiens* (1921) et *Horizons* (1929).

ARNAUD, MARIE-MARGUERITE, SŒUR SAINT-ARSÈNE. Enseignante (Montréal, 15 janvier 1699 — La Rochelle, France, 5 juillet

1764). Entrée tôt en religion, Marie-Marguerite Arnaud prononce ses vœux perpétuels en 1717 chez les sœurs de la Congrégation* de Notre-Dame. Après quelques années de travail dans la région de Montréal, elle est envoyée, en 1733, à la mission de Louisbourg* et, avec quelques consœurs, elle y dispense l'enseignement aux jeunes filles. En 1744, elle devient supérieure de cette petite communauté. La prise de Louisbourg en 1745 l'oblige à s'exiler en Europe pendant trois ans. En 1748, à la faveur du retour de Louisbourg et de l'île Royale dans le giron de la France, elle revient à son poste. En 1758, la chute définitive de la forteresse la contraint à retourner en France.

ARSENAULT, ADRIEN F. Homme politique (Egmont-Baie, Île-du-Prince-Édouard, 12 avril 1889 — Summerside, *ibid.*, 28 juin 1941). Membre du barreau de sa province, il s'installe à Summerside pour exercer sa profession. Élu député conservateur de Prince à l'Assemblée législative de l'île en 1922, il est réélu jusqu'en 1935. Arsenault est nommé ministre sans portefeuille en 1923, 1931 et 1933.

ARSENAULT, ANGÈLE. Auteur-interprète (Village-des-Abrams, Île-du-Prince-Édouard, 1^{er} octobre 1943 —). À l'âge de 20 ans, elle fait ses débuts dans la chanson en interprétant des pièces du répertoire folklorique acadien. Son public s'élargit en 1966 avec les tournées qu'elle entreprend au Québec et au Canada. Mais sa carrière d'auteur-interprète ne commence véritablement qu'à partir de 1973, lorsqu'elle connaît une grande popularité avec ses propres chansons comme *Évangéline*, *Acadian Queen*, *Le Monde de par chez-nous*, *La Cuisine*, *L'Homme et la femme*. Elle participe à quelques films et signe en 1975 un recueil de chansons et de poésies intitulé *Première*. Elle compte à son actif quatre microsillons, dont un intitulé *Libre* (1977), qui lui mérite, en 1979, le prix pour le microsillon le plus vendu au Canada français, décerné par l'Association du disque et de l'industrie du spectacle du Québec.

ARSENAULT, AUBIN-EDMOND. Homme politique et juge (Egmont Bay, Île-du-Prince-Édouard, 28 juillet 1870 — Charlottetown, *ibid.*, 28 avril 1968). Fils du sénateur acadien Joseph-Octave Arsenault*, il est admis au barreau de sa

province en 1898 et exerce sa profession d'avocat à Charlottetown et à Summerside*. De 1908 à 1921, il siège à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard sous la bannière conservatrice. En 1911, il est appelé au Cabinet à titre de ministre sans portefeuille et, en 1917, il devient premier ministre de sa province. Il est en fait le premier Acadien à occuper cette fonction et le premier Canadien français à diriger une province hors Québec. Il est chef de l'opposition de 1919 à 1921, et est ensuite nommé juge de la Cour suprême (I.-P.-E.), poste qu'il occupe pendant vingt-quatre ans jusqu'en 1946.

ARSENAULT, BONA. Journaliste et homme politique (Bonaventure, Québec, 4 octobre 1903 —). D'abord formé en sciences sociales et politiques à l'Université* Laval de Québec, il poursuit des études en administration et en psychologie à l'Université Storrs (Connecticut). De 1932 à 1941, il dirige *Le Journal* à Québec et de-



Bona Arsenault

vient président et directeur de *L'Événement-Journal* de Québec. Il travaille dans le monde des affaires de 1953 à 1960. Député fédéral du comté de Bonaventure (1945-1957), il se fait élire député provincial à l'Assemblée nationale (1960-1976) et occupe divers ministères au sein des gouvernements Lesage et Bourassa. Né de parents acadiens, il s'intéresse activement à l'histoire de ses ancêtres, auxquels il consacre plusieurs ouvrages, de même qu'à l'histoire de la Louisiane. On retient surtout *L'Acadie des ancêtres* (1955) et *Histoire des Acadiens* (1966).

ARSENAULT, GEORGES. Écrivain et historien (Village-des-Abrams, Île-du-Prince-Édouard, 19 avril 1952 —). Diplômé en sciences sociales de l'Université* de Moncton en 1974 et en arts et traditions populaires de l'Université* Laval en 1979, il se consacre à la recherche sur l'histoire de la collectivité acadienne de sa province. animateur culturel (1977-1979) et coordonnateur-rechercheur (1979-1982) pour la Société* Saint-Thomas d'Aquin, il occupe depuis lors une chaire d'enseignement en études acadiennes à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Fondateur et rédacteur en chef de la revue *La Petite Souvenance* (1979), il publie des travaux d'histoire et d'ethnologie acadiennes dont *Complaintes acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard* (1980), *Histoire de l'émigration chez les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard* (1980) et *La Chanson du pays* (1983).

ARSENAULT, JOSEPH-EDMOND. Agronome (Village-des-Abrams, Île-du-Prince-Édouard, 25 décembre 1915 —). Diplômé de l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (Québec) en 1944, il travaille d'abord comme classificateur des sols au ministère de l'Agriculture de sa province natale entre 1944 et 1947. De 1947 à 1980, il est gérant de la Niagara Brand Chemicals pour les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. De plus, il participe aux activités de nombreuses organisations communautaires. Il occupe, entre autres, la présidence de la Convention acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard entre 1950 et 1958 ; il accède également à la vice-présidence de la Société* nationale des Acadiens et préside au conseil d'administration de *La Voix* acadienne*.

ARSENAULT, JOSEPH-OCTAVE. Homme politique (Egmont Bay, Île-du-Prince-Édouard, 6 août 1828 — Abram-Village, *ibid.*, 15 décembre 1897). Fermier prospère et commerçant dans le secteur des pêcheries à Abram-Village* et Wellington, il entame une carrière politique à l'âge de 29 ans. Élu député conservateur du troisième district de Prince en 1867, il est reconduit dans ses fonctions jusqu'en 1895. Membre du Conseil exécutif de sa province de 1873 à 1876 et de 1879 à 1895, il devient, de 1895 à 1897, le seul Acadien de l'Île-du-Prince-Édouard à être nommé au Sénat canadien. Durant son séjour en politique, il réussit à augmenter le nombre d'écoles bilingues dans la province. Son fils Aubin-Edmond sera le premier Acadien à devenir premier ministre d'une province canadienne.

ARSENAULT, JOSEPH-WILFRID. Éducateur et homme politique (Saint-Raphaël, Île-du-Prince-Édouard, 2 mars 1906 — Montréal, 1971). Professeur de carrière au Collège Prince of Wales de Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), puis inspecteur d'écoles, il est élu député libéral à l'Assemblée législative de sa province en 1947 et en 1951. Dès son entrée en politique, il accède au Cabinet et devient ministre sans portefeuille (1947-1949), puis secrétaire de la province (1949-1953). Il démissionne en 1954 et quitte la vie politique.

ARSENAULT, PROSPÈRE-A. Homme politique (Howlan, Île-du-Prince-Édouard, 25 mai 1899 —). Diplômé en pédagogie de l'Université* Saint-Joseph, il obtient un certificat d'études en psychologie de l'Université* d'Ottawa en 1949. De 1941 à 1946, il est directeur adjoint de l'École indienne de Le Bret (Saskatchewan) puis revient enseigner à l'Île-du-Prince-Édouard. En 1955, il remporte l'élection provinciale dans la première circonscription du comté de Prince (Î.-P.-É.), sous la bannière libérale. Nommé ministre sans portefeuille en 1958, il devient président de l'Assemblée législative en 1966. Il se retire de la vie politique en 1970.

ARTISANS, COOPÉRATIVE, LES : voir SOCIÉTÉ DES ARTISANS

ARVISAIS, AIMÉ. Professeur et administrateur (Hull, Québec, 8 mars 1909 — Ottawa, Ontario, 5 septembre 1975). Bachelier ès arts de l'Univer-

sité d'Ottawa, il enseigne pendant huit ans puis il devient secrétaire général (1937-1940) et, plus tard, président (1959-1963) de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFEO). De 1941 à 1962, il est secrétaire-trésorier à la Commission des écoles séparées d'Ottawa, et de 1960 à 1975, directeur puis président de la mutuelle d'assurances Union* du Canada. Sa participation active à l'ACFEO, au Club Riche-lieu* et, en général, dans les milieux de l'éducation, lui a valu de nombreuses distinctions.

ASCENSION. Paroisse de Louisiane située sur le Golfe du Mexique. Population totale : 37 086 habitants. En 1750, les Français et les Espagnols sont les premiers à s'établir dans la région. Peu de temps après, des Acadiens les rejoignent et, entre 1757 et 1770, nombre de leurs compatriotes se réfugient dans la paroisse qui vient d'être fondée par le gouvernement espagnol. De 1770 à 1798, la paroisse est dirigée par le commandant Louis Judice, qui sera remplacé par le Dr Rafael Croquer, en poste jusqu'à l'acquisition du territoire par les États-Unis. Depuis 1807, l'Ascension fait partie des 19 paroisses du territoire d'Orléans. En 1859, on y fonde le journal *Le Drapeau de l'Ascension*. Population francophone : 7 001.

ASSELIN, OLIVAR. Journaliste (Saint-Hilarion, Québec, 8 novembre 1874 — Montréal, 18 avril 1937). Asselin est connu comme le fondateur de plusieurs journaux montréalais, dont *L'Ordre* (1934) et *La Renaissance* (1935), après avoir participé avec Fournier et Bourassa à la fondation du *Devoir** (1910). C'est aux États-Unis qu'Asselin a appris son métier en collaborant au *Protecteur* de Fall* River où ses parents avaient émigré. Asselin a aussi combattu sous le drapeau américain lors de la guerre de Cuba en 1898.

ASSEMBLÉE DES FRANCO-AMÉRICAINS. Fondée à Lafayette* en 1980, cette organisation nationale a pour but de regrouper en un forum commun les francophones des États-Unis, de renforcer leur attachement à la langue française et de leur fournir un instrument d'identification culturelle. Elle tient un congrès annuel et s'occupe de représenter et de défendre les intérêts des Franco-Américains à l'échelle nationale ; elle publie le *Journal de l'Assemblée des Franco-Américains*. Comprenant plus de 7 000 membres disséminés partout en Amérique, l'Assemblée regroupe et chapeaute également huit associations



Olivar Asselin

de francophones. Son siège social est actuellement à Orono (Maine).

ASSINIBOIA. Ville de la Saskatchewan située à 120 km au sud de Moose Jaw. Population totale : 2 924 habitants. Le nom, qui signifie « ceux qui cuisinent avec des pierres », évoque le souvenir de la tribu des Assiniboins qui occupaient

l'ancien district d'Assiniboia dans les Territoires du Nord-Ouest, bien avant que la Saskatchewan ne devienne une province. Village en 1912 et ville en 1913, elle est un centre d'entreposage des grains. Population francophone : 215.

ASSOCIATION ACADIENNE D'ÉDUCATION DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Fondée

à Campbellton* (Nouveau-Brunswick) en 1936, l'Association obtient l'année suivante la reconnaissance du Congrès national des Acadiens. Bénéficiant dès sa naissance du support de l'évêque de Chatham*, M^{sr} Patrice Chiasson*, elle se veut un outil de revendication du respect « de la langue et de la foi » dans les milieux scolaires acadiens. Avant tout un groupe de pression au service de la cause acadienne, elle présente plusieurs mémoires aux diverses instances politiques ; ses campagnes de promotion ou de sensibilisation aboutissent au renforcement de la position du français dans les écoles. En 1946, elle donne naissance à l'Association des instituteurs acadiens, qui deviendra, en 1969, l'Association* des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick. En 1968, elle est rattachée à la Société* nationale des Acadiens et en devient une constituante.

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE (ACELF). Fondée à Ottawa le 8 octobre 1947 par le Comité* de la survivance française, mais ayant son siège social à Québec, cette association est d'abord connue sous le nom d'Association canadienne des éducateurs de langue française. Elle regroupe les éducateurs francophones de l'ensemble du Canada, à tous les niveaux de l'enseignement, et poursuit les objectifs suivants : promouvoir l'enseignement de la langue et de la culture françaises, susciter l'intérêt du monde de l'éducation catholique et française, favoriser la coopération et l'uniformité des initiatives au plan national et mettre à la disposition des éducateurs un réseau de renseignements. En 1968, l'ACELF élargit son champ d'action ; elle poursuit sa vocation nationale et internationale et insiste moins sur sa mission catholique. Point de liaison entre associations, organismes, institutions et groupements de toutes sortes, elle effectue dans le domaine de l'enseignement des travaux de recherche, de compilation et de diffusion. Depuis sa fondation, l'ACELF tient des congrès annuels dans les principales villes du Canada et publie les actes de ses rencontres. Elle organise également des foires annuelles du livre dans les communautés francophones hors Québec.

ASSOCIATION CANADIENNE DES ÉDUCATEURS DE LANGUE FRANÇAISE : voir

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA (ACFA). Fondée à Edmonton* en 1925, l'Association voit le jour à l'occasion d'un congrès convoqué par le Cercle* Jeanne d'Arc, réunissant 400 délégués représentant toutes les paroisses canadiennes-françaises de la province. Sitôt mise sur pied, l'Association crée un hebdomadaire, *La Survivance**, pour remplacer *L'Union**, jugée trop engagée sur le plan politique ; *La Survivance* sera suivie du *Franco-Albertain** en 1967, qui devient *Le Franco* en 1979. L'Association assure l'établissement et l'expansion des concours de français, des caisses populaires et des coopératives en général. Elle participe également à la mise sur pied de l'Association des éducateurs bilingues, de l'Association des commissaires de langue française et du poste de radio CHFA. L'ACFA publie annuellement à compter de 1962 un *Almanach franco-albertain*. En plus de son siège social à Edmonton, l'Association maintient neuf sections régionales auxquelles sont annexées des bibliothèques régionales.

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE D'ÉDUCATION DE L'ONTARIO : voir ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ONTARIO

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ONTARIO (ACFO). Fondée en 1910 à Ottawa dans le but de sauvegarder la langue et la culture françaises. À peine mise sur pied, l'Association (désignée sous le nom d'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario jusqu'en 1968) est confrontée en 1912 au Règlement* 17 interdisant l'usage du français dans les écoles de la province. La fameuse crise du Règlement 17 devient le catalyseur principal de l'action de l'ACFEO et imprimera longtemps son orientation politique : l'école constitue le point de mire de ses revendications. Durant les années 1960, l'ACFEO s'intéresse aux écoles secondaires. En 1967, le gouvernement ontarien, à la suite des difficultés financières que connaissent les collèges privés de la province, annonce son intention d'établir des écoles secondaires publiques de langue française. Ses revendications scolaires étant ainsi en bonne partie satisfaites, l'Associa-

tion se donne de nouveaux objectifs : sociaux, économiques, culturels et politiques. Elle adopte un plan de croissance global et s'engage dans le développement communautaire. Parmi les réalisations de l'ACFO, on compte la fondation du quotidien *Le Droit* (1913), celle de plusieurs hebdomadaires dans la province, l'amendement du Règlement 17 (1927), la création d'écoles secondaires publiques françaises (1967-1969), l'obtention de nombreux services gouvernementaux en langue française (depuis 1970), la reconnaissance par la Cour d'appel de l'Ontario du droit des francophones à la gestion de leurs institutions scolaires (1984) et la mise en vigueur de la loi 8 sur les services en français (1986). L'ACFO vise maintenant la reconnaissance officielle du français en Ontario et le développement sur tous les plans de la population franco-ontarienne. Subventionnée surtout par le Secrétariat d'État, l'ACFO regroupe 22 conseils régionaux et 17 associations affiliées. Elle a pour devise : « Nous sommes, nous serons ».

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES (ACFAS). Association pluridisciplinaire regroupant plus de 6 000 membres et 30 sociétés. Fondée par un groupe d'intellectuels québécois en 1923, elle a son siège social à Montréal. Comme

leurs religieuses. L'Association est propriétaire de l'Institut* canado-américain, situé à Manchester, qui conserve une collection riche de quelque 35 000 pièces se rapportant à la culture française en Amérique : livres, journaux, revues, photographies, manuscrits et objets d'art.

Lieu de rencontre privilégié de la communauté scientifique francophone de l'Amérique du Nord, elle fait la promotion de la recherche et du développement, de même que de l'éducation et de la vulgarisation scientifiques. Elle publie une revue bimestrielle, *Interface*, ainsi que *Les Cahiers de l'ACFAS* et *Les Annales de l'ACFAS*. À l'occasion de son congrès annuel, tenu chaque fois dans une ville différente (dont Moncton et Ottawa), elle décerne des prix prestigieux à des chercheurs scientifiques.

ASSOCIATION CANADO-AMÉRICAINNE (ACA). Fondée le 28 novembre 1896 à Manchester (New Hampshire), cette association a un double but : établir des rapports plus étroits entre les diverses sociétés mutuelles franco-américaines et favoriser les échanges entre Franco-Américains et Canadiens français. L'activité de l'Association s'exerce dans des domaines divers, allant de la création de mutuelles d'assurances-vie jusqu'à la promotion du français et la sauvegarde des va-



L'édifice de l'Association canado-américaine, Manchester, New Hampshire

ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE CANADIENNE-FRANÇAISE (ACJC). Ce mouvement d'éducation sociale et d'action nationale est créé à Montréal en 1904. Il se divise en cercles d'études et réunit rapidement, sous la devise « Piété, Étude, Action », des jeunes catholiques francophones de tout le pays. En 1935, les 330 cercles de l'ACJC sont présents dans sept provinces. Durant ces années, les évêques canadiens lancent les mouvements de l'Action catholique. De nouveaux groupements voient le jour : Jeunesse étudiante catholique (JEC), Jeunesse ouvrière catholique (JOC), Jeunesse agricole catholique (JAC) et Jeunesse indépendante catholique (JIC) ; chacun est adapté au milieu qu'il veut pénétrer et concurrence l'ACJC, qui met de plus en plus l'accent sur le nationalisme. En 1951, le mouvement s'appelle Association des jeunes canadiens-français. Il s'essouffle durant les années cinquante et disparaît complètement au cours des années soixante.

ASSOCIATION CATHOLIQUE FRANCO-CANADIENNE : voir ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN

ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN (ACFC). Fondée à Duck* Lake (Saskatchewan) en 1912 pour promouvoir le regroupement des Canadiens français, le développement de leur langue et la défense de leurs intérêts. D'abord appelée Comité du parler français de la Saskatchewan, elle est rebaptisée Association franco-canadienne de la Saskatchewan (janvier 1913), puis Association catholique franco-canadienne (juillet 1913), et enfin Association culturelle franco-canadienne (1964). Son objectif consiste autant à faire prendre conscience de la spécificité culturelle des Fransaskois qu'à travailler à son rayonnement. Intervenant dans les secteurs de l'éducation, de la politique, de l'économie et des communications, cette association se distingue surtout dans les luttes linguistiques des années trente qu'elle mène avec succès en faisant rétablir le français dans les écoles après que le gouvernement de la province l'eût interdit. Encadrant la plupart des organismes francophones de la Saskatchewan, dont la Commission culturelle fran-

saskoise, l'Association jeunesse fransaskoise et le Conseil de la coopération de la Saskatchewan, elle regroupe actuellement plus de 1 000 familles, réparties en deux sections : le sud et le nord de la province. Elle publie un journal bi-mensuel, *L'Eau* vive*, et a joué un rôle de premier plan dans la fondation des postes de radio francophones de Gravelbourg* et de Saskatoon*.

ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-TÉNOISE (ACFT). Regroupement des associations locales de Yellowknife*, Inuvik, Frobisher Bay et Fort Smith, cette organisation est fondée en 1984 dans le but de promouvoir et de diffuser la culture canadienne-française dans les Territoires* du Nord-Ouest et d'encourager tout groupe, association ou personne poursuivant le même but. L'Association publie un bulletin mensuel, *Le Franco-Ténois*, et a participé à la fondation en 1985 de *L'Aquilon*, journal mensuel de langue française. Ayant son siège social à Yellowknife, l'ACFT s'adresse à une clientèle fort dispersée sur un territoire gigantesque. La plus grande proportion de Franco-Ténois se trouve à Frobisher Bay.

ASSOCIATION D'ÉDUCATION DES CANADIENS FRANÇAIS DU MANITOBA : voir SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCO-PHONE HORS QUÉBEC (APFHQ). Regroupement d'organismes et de corporations publiant des journaux francophones hors Québec. Fondée en 1976, l'Association compte 22 membres et a son siège social à Ottawa. Elle a pour buts de grouper les journaux d'expression française, de favoriser les rencontres et les contacts entre ses membres, de mettre en commun certains fonds et connaissances et de représenter et défendre les intérêts de la presse d'expression française du Canada hors Québec. Elle publie irrégulièrement *L'Éditeur*, bulletin d'information interne, offre des services de consultation et de formation, et organise des campagnes d'abonnement. Elle administre le fonds de bourses de la Fondation Donatien-Frémont*.

ASSOCIATION DE L'ENSEIGNEMENT BILINGUE D'ONTARIO : voir ASSOCIATION

DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DE L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DE L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS D'ONTARIO : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DES ACADIENNES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (AANE). D'abord comité de la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, l'Association devient autonome en 1984. Comptant aujourd'hui quelque 600 membres essentiellement répartis dans les régions de Chéticamp*, Argyle et Richmond, l'AANE entend favoriser le regroupement et les échanges entre femmes acadiennes et promouvoir leurs intérêts. Intervenant dans les secteurs de la santé, de la planification familiale, de l'éducation et de la politique, l'Association est également représentée dans de nombreux comités gouvernementaux d'études traitant de la condition féminine.

ASSOCIATION DES COMMISSIONS DES ÉCOLES BILINGUES DE L'ONTARIO : voir ASSOCIATION FRANÇAISE DES CONSEILS SCOLAIRES DE L'ONTARIO

ASSOCIATION DES ÉCRIVAINS ACADIENS (AEA). Fondée en 1979 à Saint-Joseph de Memramcook* (Nouveau-Brunswick), à l'initiative du Centre de promotion et de diffusion de la culture (CPDC), l'Association regroupe surtout des écrivains d'expression française des Maritimes. Elle s'est donnée pour mission de défendre les droits des auteurs, de créer des conditions propices à des activités de création littéraire et de rehausser l'image de l'Acadie à travers ses écrivains. L'AEA s'occupe des relations avec les éditeurs, organise des colloques de littérature, des festivals et des salons du livre. Elle a monté un vidéo, *Poésie-Caméléon* (1984), a présenté un spectacle à Vancouver dans le cadre d'Expo 86 et produit des dossiers dans plusieurs revues littéraires. Elle publie aussi une revue, *Eloizes*, fondée en 1980, et un *Bulletin* trimestriel sur ses activités ; enfin, elle a mis sur pied une maison d'édition, *Perce-Neige*, particulièrement ouverte aux jeunes écri-

vains. Rassemblant à ses débuts une trentaine de membres, l'Association des écrivains acadiens en compte aujourd'hui plus de 200.

ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK (AEEFNB). Créé à Shippagan* (Nouveau-Brunswick) dans les années 1940, l'organisme, d'abord connu sous le nom d'Association des instituteurs acadiens (AIA), regroupe plusieurs cercles professionnels d'enseignants. Doté d'une charte provinciale à compter de 1958, l'AIA travaille à la protection et à la promotion du fait français au sein du système d'éducation de cette province. Intervenant actif dans les milieux éducatifs du Nouveau-Brunswick, l'Association sera au premier plan dans les débats sur l'établissement d'une école normale affiliée à l'Université* de Moncton en 1964. Groupe de pression important, elle prendra position en faveur de la reconnaissance du français comme l'une des langues officielles du Nouveau-Brunswick. Connue depuis 1976 sous son nom actuel, l'AEEFNB, dont le siège social est aujourd'hui à Fredericton*, est surtout une association professionnelle au service de ses quelque 2 700 membres.

ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS (AEEFO). Fondée en novembre 1936 par la section des professeurs de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, elle s'appelle d'abord l'Association de l'enseignement bilingue d'Ontario puis, en 1941, l'Association de l'enseignement français. En 1946, on y ajoute les mots « de l'Ontario » et, en 1962, elle devient l'Association des enseignants franco-ontariens. Il faut attendre 1985 pour que le nom soit transformé en Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. L'Association s'est donné comme objectifs de protéger les droits de ses membres dans l'exercice de leur profession, de favoriser leur épanouissement professionnel et de promouvoir l'éducation des francophones en Ontario. Elle agit à la fois comme syndicat et comme groupe de pression. Affiliée à la Fédération des enseignants de l'Ontario, à la Fédération canadienne des enseignants et à l'Association* canadienne-française de l'Ontario, elle publie la revue *Entre-*

nous et le bulletin de nouvelles bi-mensuel *En bref*.

ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX D'EXPRESSION FRANÇAISE. Association des employés d'expression française du gouvernement fédéral. Fondée en 1963, elle a pour but de permettre aux fonctionnaires francophones de prendre la place qui leur revient dans la fonction publique et de faire connaître leurs griefs et leurs revendications. Bien que toujours existante, elle est peu active depuis 1976.

ASSOCIATION DES FRANCO-YUKONAIS. Regroupement de Yukonais francophones, dont le siège social est à Whitehorse. Fondée en 1979, l'Association compte une centaine de membres et se donne comme objectifs de promouvoir et de défendre les intérêts de la population francophone du Yukon. Elle produit une émission hebdomadaire à l'antenne de CBC-Yukon et publie mensuellement un journal, *L'Aurore boréale*. Le Yukon compte environ 1 000 francophones.

ASSOCIATION DES INSTITUTEURS ACADIENS : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS ET DES ENSEIGNANTES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

ASSOCIATION DES INSTITUTRICES DE L'ACADÉMIE DE L'ASSOMPTION : voir FILLES DE MARIE DE L'ASSOMPTION

ASSOCIATION DES JEUNES CANADIENS FRANÇAIS : voir ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE CANADIENNE-FRANÇAISE

ASSOCIATION DES JEUNES FRANCOPHONES DE LA SASKATCHEWAN : voir ASSOCIATION JEUNESSE FRANSASKOISE

ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE L'ONTARIO (AJEFO). Regroupant des avocats, des juges, des professeurs, des étudiants, des traducteurs et des interprètes, l'Association est fondée en 1980 à Ottawa ; elle a comme objectif l'élaboration d'un programme visant l'implantation de toute la

gamme des services juridiques en langue française en Ontario. Elle est née de la constatation de l'insuffisance de l'infrastructure française dans les tribunaux au cours de deux procès célèbres, celui du sénateur Louis de Gonzague Giguère (affaire Skyshop) et celui de Gérard Filion (contrats de dragage). L'Association s'emploie à mettre sur pied l'appareil judiciaire permettant la tenue de procès bilingues ou en langue française. Elle a publié un *Guide du praticien* en deux volumes et traduit en français des statuts, formulaires et brochures d'information. En plus de collaborer à la série en langue française, « Légalement parlant », télédiffusée par TV* Ontario, elle met également sur pied un programme d'enseignement de la terminologie juridique d'expression française à l'intention des juristes et employés juridiques ontariens.

ASSOCIATION DES MÉDECINS DE LANGUE FRANÇAISE DU CANADA. Association de promotion de la médecine d'expression française dans sa dimension scientifique et culturelle. Fondée à Québec en 1902 sous l'inspiration du professeur Delphis Brochu de l'Université Laval, elle représente actuellement les quelque 9 000 médecins d'expression française du Canada et des États-Unis. Elle encourage au moyen de programmes de subventions, la démarche d'éducation médicale permanente. En outre, elle favorise les échanges scientifiques entre médecins par son congrès annuel, ses symposiums, ses tournées d'information, ses cours, ses expositions scientifiques et sa revue intitulée *L'Union médicale du Canada*. De plus, ses prix d'excellence et de recherche soulignent et encouragent les efforts de ses meilleurs membres.

ASSOCIATION DES SCOUTS DU CANADA. Fondée en 1961, cette organisation reçoit sa charte d'incorporation fédérale en 1969. L'Association succède à la Fédération des Scouts catholiques de la Province de Québec, fondée en 1935, qui pouvait difficilement faire une place aux membres canadiens-français hors Québec. L'Association a été créée pour fournir aux francophones de tout le Canada une structure qui leur soit propre et qui soit axée sur la culture française et la religion catholique. Sa méthode et ses objectifs sont ceux du scoutisme international. Comptant aujourd'hui 38 000 membres répartis en quatre

fédération (Ouest, Ontario, Québec et Atlantique), elle a son siège social à Montréal.

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES ACADIENNES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (ASHANE). Mise sur pied en 1981 à Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), cette association cherche à regrouper toutes les sociétés locales engagées dans la préservation de l'héritage acadien néo-écossais. Composée à ce jour de cinq sociétés-membres (la Société Saint-Pierre de Chéticamp, la Société historique acadienne de Pubnico-Ouest, la Société historique acadienne de la Baie-Sainte-Marie, la Société historique de l'île Madame et la Société historique acadienne de Pomquet), l'ASHANE s'adonne principalement à la conservation de données généalogiques et historiques et à la commémoration d'événements marquants. Elle anime un service de recherche généalogique, gère un musée dans la région de Clare et organise périodiquement des colloques sur la présence française en Nouvelle-Écosse.

ASSOCIATION DES THÉÂTRES FRANCO-PHONES HORS-QUÉBEC. Regroupement des théâtres professionnels en dehors du Québec. Cette association, fondée en 1984, cherche à promouvoir et à développer le théâtre francophone en dehors du Québec et défend les intérêts de ses membres. Sous la présidence de Brigitte Haentjens, elle regroupe le Théâtre* populaire d'Acadie de Caraquet, la Coopérative* de l'Escaouette de Moncton, le Théâtre* de la Vieille 17, le Théâtre du Cabano et le Théâtre* de la Corvée d'Ottawa, le Théâtre* du Nouvel-Ontario de Sudbury, le Théâtre* du P'tit Bonheur de Toronto, le Cercle* Molière de Winnipeg, la Boîte* à Popicos et le Théâtre français d'Edmonton et la Troupe* de la Seizième de Vancouver.

ASSOCIATION DES TRADUCTEURS ET INTERPRÈTES DE L'ONTARIO (ATIO). Fondée en 1920 sous le nom de l'Association technologique de langue française d'Ottawa, elle reçoit en 1962 sa dénomination actuelle. D'abord académie de promotion du bon usage de la langue française, elle évolue pour devenir une corporation professionnelle destinée à encadrer les traducteurs et les interprètes. Regroupant 560 membres au milieu des années 1980, elle vise à promouvoir leur reconnaissance officielle en Ontario en plus

d'encourager leur formation et de veiller à la qualité de leur travail.

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS PARTIELLEMENT OU ENTIÈREMENT DE LANGUE FRANÇAISE. Association mise sur pied à Montréal en 1961 et regroupant à l'heure actuelle quelque 170 institutions universitaires partiellement ou entièrement francophones, de même qu'environ 500 départements d'études françaises dans une trentaine de pays. Créée dans le but de favoriser la coopération entre les diverses universités membres, l'AUPELF cherche non seulement à défendre la langue française, mais également à informer et à permettre une circulation des hommes et des idées afin de susciter une réflexion sur toutes les facettes de l'enseignement et sur son rôle au sein de la société. Pour ce faire, l'Association se dote d'outils tels que le Fonds international de coopération universitaire (FICU). Créé en 1967, mais opérant depuis 1968, celui-ci apporte son concours au développement des universités du tiers monde. En 1972, un autre service spécialisé, Études françaises et dialogue des cultures, est appelé à jouer un rôle de consultation auprès de l'AUPELF. Ce service de liaison, d'information et de documentation organise colloques et séminaires en plus de publier un bulletin, *Études françaises*, qui fusionne avec les autres revues de l'AUPELF. L'année suivante, elle met également sur pied une Association internationale des presses universitaires de langue française (AIPULF) afin de coordonner les activités des divers organes de presse des universités membres, dont l'Université* de Moncton, l'Université* Sainte-Anne, l'Université* d'Ottawa, le Collège* universitaire de Saint-Boniface et l'Université York. En 1981, l'Association, qui cherche toujours à élargir son champ d'action, modifie ses statuts afin de permettre aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, autres que les universités, de devenir membre. De plus, l'AUPELF publie des périodiques et des ouvrages scientifiques, dont *Universités*, journal d'information trimestriel, tiré à 10 000 exemplaires et qui remplace depuis 1980 les revues précédentes. Elle publie également une fois l'an la *Revue de l'AUPELF*, tirée à quelque 2 500 exemplaires, de même que les *Cahiers de l'AUPELF*, qui paraissent depuis 1965.

ASSOCIATION FRANÇAISE DES CONSEILS SCOLAIRES DE L'ONTARIO (AFCSO). Mis sur pied en 1944 par un groupe de conseillers d'écoles catholiques, cet organisme est d'abord connu jusqu'en 1972 sous le nom d'Association des commissions des écoles bilingues de l'Ontario (ACEBO). Recevant sa charte d'incorporation provinciale en 1962, l'Association regroupe 36 conseils d'écoles séparées et 40 conseils d'éducation comprenant 800 conseillers scolaires, surintendants francophones et membres de Comités consultatifs de langue française (CCLF). Elle veille à accentuer la qualité et la présence de la langue française dans le système d'éducation et à guider l'épanouissement professionnel de ses membres. L'AFCSO a son siège social à Ottawa*.

ASSOCIATION FRANCE-CANADA. Organisme d'accueil, d'entraide, d'échanges et de voyages fondé à Toronto en 1948 dans le but de promouvoir l'amitié entre Français et Canadiens de toutes origines. L'Association compte environ quarante groupements locaux en France et une vingtaine au Canada, comprenant plus de 20 000 membres, entre autres, à Ottawa, Toronto et Vancouver. Elle encourage les échanges au moyen d'activités sociales, sportives, culturelles, gastronomiques et éducatives.

ASSOCIATION FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN : voir ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PARLEMENTAIRES DE LANGUE FRANÇAISE (AIPLF). Organisme international fondé en 1967 avec l'objectif d'encourager l'épanouissement de la langue française dans les États entièrement ou partiellement francophones. Cherchant à renforcer le dialogue et la solidarité au sein de la francophonie, cette association regroupe les parlementaires francophones de pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord et du Sud. Ses moyens d'action consistent à reconnaître et à récompenser toute initiative exceptionnelle visant à soutenir le développement de la culture française. À cette fin, l'AIPLF a créé l'Ordre de la Pléiade, honneur qu'elle décerne annuellement. L'Association publie aussi une publication trimestrielle intitulée *Revue des parlementaires de langue fran-*

çaise. Au Canada, les parlementaires fédéraux ainsi que ceux du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario en font partie.

ASSOCIATION QUÉBEC-ACADIE. Fondée à Québec en 1982, cet organisme a pour objectif de favoriser le développement de liens et d'échanges de tous ordres, susceptibles de renforcer les relations entre les francophones du Québec et de l'Acadie. Ses moyens d'action consistent à organiser des rencontres et à susciter des échanges pouvant contribuer à améliorer la compréhension entre ces deux foyers de la francophonie nord-américaine. Comportant moins de 100 membres, cette association gravite dans l'orbite du Secrétariat* permanent des peuples francophones. Elle publie depuis 1986 un bulletin d'information destiné à ses membres.

ASSOCIATION QUÉBEC-LOUISIANE. Fondé à Québec en 1982, ce groupement a pour objectif de rapprocher les francophones du Québec et de la Louisiane par des échanges culturels et des activités susceptibles de stimuler la connaissance réciproque entre ces deux peuples. Avec le concours du Secrétariat* permanent des peuples francophones et du Conseil* pour le développement du français en Louisiane (Codofil), elle met sur pied des voyages pour les jeunes et participe à des manifestations comme le carnaval de Québec.

ASSOCIATION TECHNOLOGIQUE DE LANGUE FRANÇAISE D'OTTAWA : voir ASSOCIATION DES TRADUCTEURS ET INTERPRÈTES DE L'ONTARIO (ATIO)

ASSOMPTIONNISTES, PÈRES. Congrégation religieuse fondée en 1845 et établie en 1850 à Nîmes (France), par le père Emmanuel d'Alzon. Arrivée au Canada en 1917, la communauté est accueillie par le cardinal Bégin et reçoit son incorporation civile en 1924. Son siège social est établi à Bergeville (Sillery) près de Québec où les Assomptionnistes établissent un sanctuaire. Auparavant, en 1904, quelques prêtres français avaient fondé à Worcester (Massachusetts) le Collège* de L'Assomption. Il est le seul institut francophone à l'extérieur du Québec à être encore dirigé par les pères Assomptionnistes.

ATHOLVILLE. Municipalité du Nouveau-Brunswick située à 3 km à l'ouest de Campbell-

ton. Population totale : 1 694 habitants. En 1901, un moulin de bardeaux y attire des francophones, qui fondent la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes en 1913. Cinq ans plus tard, un moulin de pâtes et papiers s'y installe. Population francophone : 1 280.

AUBRY, CLAUDE. Bibliothécaire et écrivain (Morin Heights, Québec, 23 octobre 1914 — Montréal, *ibid.*, 3 novembre 1984). Formé à Montréal, au Collège Sainte-Marie et à l'Université McGill, il est d'abord chef du personnel de la Bibliothèque de Montréal (1945-1949). En 1949, il entre au service de la Bibliothèque municipale d'Ottawa, dont il devient le directeur, de 1953 jusqu'à sa retraite en 1980. Il occupe plusieurs fonctions au sein d'associations professionnelles et culturelles, dont celle de directeur de la Fédération régionale des bibliothèques de l'Est de l'Ontario (1965-1976). Aubry écrit de nombreux textes pour la radio et la télévision, mais il est surtout connu comme écrivain de littérature de jeunesse : *Le Loup de Noël* (1962), *Le Violon magique et autres légendes du Canada français* (1968).

AUBRY, FRANÇOIS-XAVIER. Commerçant et explorateur (Maskinongé, Québec, 4 décembre 1824 — Santa Fe, Nouveau-Mexique, 29 août 1855). La vie de cet aventurier, qui a découvert de nouvelles routes entre Saint Louis et le Nouveau-Mexique, se lit comme un western. Commerçant, il fait fortune en livrant des marchandises dans l'Ouest. Relevant un défi, il établit un record, parcourant en cinq jours la distance entre le Nouveau-Mexique et le Missouri à cheval. Sa réputation s'étend jusqu'en Californie. À plusieurs reprises, il subit les attaques des Amérindiens : c'est au cours d'une d'elles qu'il est tué. Deux villes américaines portent son nom : Aubry City (Arizona) et Aubry City (Colorado).

AUBRY, JEAN-PAUL. Prêtre et rédacteur (San Diego, Californie, 18 octobre 1924 — Winnipeg, Manitoba, 13 août 1982). Après des études secondaires à Saint-Boniface* et des études en théologie à Lebreton*, Saskatchewan, il est ordonné prêtre en 1951 à Rome. De 1952 à 1965, il est tour à tour professeur, économiste, directeur spirituel et supérieur à Lebreton et à Saint-Boniface. En 1967, il devient assistant-rédacteur à *La Liberté** et au *Patriote*. En janvier 1968, il est rédacteur à *La*

Liberté. Il passe quelques années en paroisse, puis est nommé recteur et supérieur du Collège* Mathieu de Gravelbourg* en 1971. En 1976, il devient supérieur provincial de la Province oblate du Manitoba et, en 1979, provincial du Keewatin dans les Territoires du Nord-Ouest.

AUCOIN, EDMOND-D. Chirurgien-dentiste (Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 1887 — Glace Bay, *ibid.*, 16 juillet 1923). Chirurgien-dentiste de profession, il s'établit à Montréal. En marge de ses activités professionnelles, il se consacre à la diffusion de la culture acadienne dans la métropole. Il participe notamment à la fondation d'une succursale de la Société mutuelle l'Assomption. En 1917, il met aussi sur pied la *Revue acadienne*, qui ne paraît qu'une année et dont l'objectif est de faire connaître à l'élite du Québec l'histoire et les coutumes de son peuple. En 1920, l'Université de Montréal inaugure une chaire d'histoire de l'Acadie, dont il sera le premier titulaire. Sérieusement malade, il quitte Montréal en 1923 pour retourner au Cap-Breton.

AUDET, FRANCIS-J. Archiviste et écrivain (Détroit, 29 juillet 1867 — Ottawa, 13 septembre 1943). Employé aux Archives publiques du Canada, à Ottawa, pendant plus de cinquante ans, il publie de nombreuses biographies de députés et des études généalogiques ; son *Historique des journaux d'Ottawa* (1896) demeure encore aujourd'hui un outil de référence utile. Le titre d'archiviste émérite lui est décerné à sa retraite comme fonctionnaire des Archives publiques du Canada.

AUDET, ROGER. Journaliste et écrivain (Saint-Boniface, Manitoba, 15 juin 1949 —). Diplômé en philosophie de l'Université* Laval, il est journaliste dans un poste de radio à Saint-Boniface* en 1972, puis animateur culturel (1972-1973) et administrateur du Cercle* Molière (1974-1975). Écrivain, Audet signe plusieurs pièces de théâtre dont *Je m'en vais à Régina* (1975), *John's Lunch* (1976) et *V'la Vermette* (1978). Dans ses œuvres, l'auteur cherche à décrire le phénomène d'acculturation des Canadiens français au Manitoba et dans l'Ouest canadien.

AUGER, DIANA-JEANNETTE. (Lynn, Massachusetts, 2 février 1916 —). Elle passe son enfance à Lewiston* (Maine), puis sa famille dé-

ménage à Malden, en banlieue de Boston, vers 1922. Après un baccalauréat ès arts, elle obtient une licence en droit de la Northeastern University et débute sa carrière d'avocate dans une firme de Boston. Dès lors, on la retrouve comme membre actif au sein de nombreuses organisations et associations. Elle est notamment secrétaire-archiviste puis présidente de la National Association of Women Lawyers, membre de l'International Federation of Women Lawyers et de la Boston Patent Law Association. De plus, elle prend part à la vie française de sa communauté comme membre du Cercle français de Boston. Elle est à cette époque l'une des rares femmes à percer dans le domaine de la pratique juridique. À titre de présidente de la National Association of Women Lawyers, elle participe à la réforme des lois américaines sur le divorce.

AVE MARIS STELLA. Chant latin qui glorifie le rôle de guide et de soutien de la mère du Christ, en l'associant à l'étoile de la mer, l'*Ave Maris Stella* est en quelque sorte devenu à la fin du siècle dernier, l'hymne national des Acadiens. C'est en effet à l'occasion de leur deuxième convention générale, tenue à Miscouche en 1884, que les Acadiens adoptent leur drapeau « national » et entonnent, en guise de reconnaissance, cet hymne à la gloire mariale qui devient rapidement le symbole du ralliement acadien.

AVENIR, L'. Premier journal français de Cornwall* (Ontario). *L'Avenir* est fondé en 1932 par le docteur J.A. Hurteau. Publié par le Syndicat de l'avenir, l'hebdomadaire est d'abord dirigé par un ancien journaliste du *Droit** d'Ottawa, Charles Michaud. Il semble qu'il ait cessé de paraître en 1934.

AVENIR NATIONAL, L'. Journal paraissant trois fois par semaine, fondé à Manchester en 1888 sous le nom de *L'Avenir canadien*. Dirigé successivement par les journalistes Dufresne, Bernier et Bournival, il adopte son nom définitif en 1901, lorsqu'il devient un quotidien. Catholique et indépendant politiquement, le journal s'efforce de soigner sa présentation afin de concurrencer les autres quotidiens de Manchester. Cependant, son tirage passe de 4 324 en 1927 à 1 157 en 1950, année où il disparaît pour être bientôt remplacé par *L'Action**.

AVIRON, L'. Fondé à Campbellton* (Nouveau-Brunswick), en 1962 par Rachel Guérette, cet hebdomadaire est avant tout un journal communautaire. Les informations qu'il diffuse concernent la région immédiate de Campbellton et sont destinées aux francophones de l'endroit. Après un quart de siècle d'existence, le journal tire à 67 300 exemplaires et est distribué dans la péninsule gaspésienne et dans tout le nord du Nouveau-Brunswick.

AVOYELLES. Paroisse de Louisiane entre la rivière Rouge et le Mississippi, située à 50 km à l'est d'Alexandria. Population totale : 37 751 habitants. La paroisse comprend les villes d'Effigie, Marksville, Mansura, Hessmer, Belledeau, Bordelonville, Simmesport, Planchville, Cottonport, Bunkie et Moreauville. En 1720, l'expédition commandée par Le* Moyne de Bienville remonte la rivière Rouge jusqu'à Natchitoches*. Elle s'arrête en chemin et fonde le poste des Avoyelles. Après 1790, la paroisse est peuplée presque exclusivement de Français et de quelques autres Européens. Avoyelles est érigée en paroisse en 1807. Bien qu'elle soit essentiellement rurale (cultures de coton, fèves de soja, maïs), Avoyelles connaît une situation économique relativement prospère. Dès la fin du XIX^e siècle, une grande partie de la population fréquente l'école, contrairement aux autres régions francophones de la Louisiane. La paroisse a pour chef-lieu Marksville et constitue encore l'une des régions les plus francophones de la Louisiane. Population francophone : 19 898.

AZILDA. Localité de l'Ontario qui fait partie depuis 1973 de la ville de Rayside-Balfour, située à 12 km au nord-ouest de Sudbury. Population totale : 4 500 habitants. L'agglomération doit son nom à Azilda Brisebois, épouse de Joseph Bélanger, employé du Canadien Pacifique, qui arrive dans la région en 1880. Le toponyme d'origine, Sainte-Azilda, a été modifié en 1900 lorsqu'on s'est aperçu que pareille sainte n'existait pas. La vocation agricole de la localité se confirme au cours des années, Azilda étant située dans la grande plaine fertile sise au nord de Sudbury. Aujourd'hui, par contre, les habitants d'Azilda travaillent en grande partie dans les mines de la région de Sudbury. Population francophone : 2 500.

B

BABY, Jacques Duperron. Négociant et homme politique (Détroit, 25 août 1763 — York, 19 février 1833). Né de parents francophones, il étudie au Séminaire de Québec. Son père l'envoie ensuite en Angleterre pour l'initier au monde des affaires. Dès son retour au Canada, il se lance dans le commerce des pelleteries. En 1792 cependant, il amorce une carrière politique lorsqu'il est nommé au Conseil législatif et exécutif du Haut-Canada. Baby occupe, de 1815 à 1833, la fonction d'inspecteur général pour l'ensemble de cette région. Il est aussi membre du Family Compact, l'élite socio-politique du Haut-Canada.

BAIE DE FUNDY. Baie qui sépare le Nouveau-Brunswick de la Nouvelle-Écosse, jadis appelée baie Française. Les premières tentatives de peuplement sur le pourtour de la Baie remontent à 1604. Après une période d'établissement difficile et mal assuré à l'île Sainte-Croix puis à Port-Royal*, la colonie française prend racine vers 1630 et commence à essaimer autour du bassin des Mines et de Beaubassin*. Lors de la Déportation* en 1755, la région est presque totalement vidée de sa population francophone. Certains habitants, fort peu nombreux cependant, reviennent après 1764, mais au fil des ans, les déportés de cette région se réinstallent plutôt dans la vallée de Memramcook.

BAIE DES OUINES : voir **BAIE-SAINTE-ANNE**

BAIE DU TONNERRE : voir **THUNDER BAY**

BAIE FRANÇAISE : voir **BAIE DE FUNDY**

BAIE-SAINTE-ANNE. Village du Nouveau-Brunswick situé sur la rive sud de la Baie de Miramichi, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Chatham. Population totale : 709 habitants. Autrefois appelée « Baie des Ouines » par les missionnaires, la région est d'abord colonisée par des Acadiens originaires des Îles-de-la-Madeleine. Baie-Sainte-Anne voit le jour en 1910 alors que l'agglomération est détachée de Pointe Escouminac. Aujourd'hui, la localité est surtout orientée vers des industries dérivées de la pêche. Population francophone : environ 600.

BAIE-SAINTE-MARIE, Région de Nouvelle-Écosse. Située au sud-ouest de la Nouvelle-

Écosse, elle constitue l'une des principales régions acadiennes de cette province. En 1981, plus des deux tiers des 9 598 habitants sont d'origine francophone. La baie reçoit son nom en 1604 de Pierre Du* Gua De Monts. Les premiers Acadiens s'établissent à l'Anse-des-LeBlanc en 1768. Le peuplement connaît une expansion géographique rapide jusqu'en 1860 environ, lorsque commencent les tendances au morcellement des terres et le courant d'émigration vers les États-Unis. En plus d'une agriculture de subsistance, l'économie de la région s'appuie sur la construction de voiliers jusqu'en 1920 et sur les industries du bois et de la pêche, encore prédominantes aujourd'hui. La ville française ou French shore regroupe aujourd'hui plusieurs centres acadiens : Saint-Bernard, Anse-des-Belliveau (Belliveau's Cove), Grosses Coques, Pointe-de-l'Église (Church Point), Comeauville, Saulnierville, Meteghan, Saint-Alphonse et Rivière-aux-Saumons (Salmon River). Cette région abrite une communauté distincte, dont la vie culturelle est animée par des institutions comme l'Université* Sainte-Anne à Pointe-de-l'Église.

BAIE SAINT-PAUL : voir **SAINTE-EUSTACHE**

BALMORAL. Municipalité du Nouveau-Brunswick située dans le comté de Restigouche à environ 12 km au sud de Dalhousie, sur la Baie des Chaleurs. Population totale : 2 552 habitants. Née dans la foulée du mouvement de colonisation conséquent à la construction du chemin de fer autour de la baie des Chaleurs*, l'agglomération se voit conférer le statut municipal en 1856. Ses résidents travaillent surtout dans l'agriculture et dans les industries du bois de sciage de Dalhousie*. Population francophone : 2 440.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE : voir **BANQUE NATIONALE DU CANADA**

BANQUE MERCANTILE DU CANADA : voir **BANQUE NATIONALE DU CANADA**

BANQUE NATIONALE DU CANADA (BNC). Septième plus importante institution bancaire au Canada, elle est créée de la fusion, en 1979, de la Banque canadienne nationale (BCN), fondée en 1924, et de la Banque provinciale du Canada (BPC), fondée en 1900. Le siège social de la Banque nationale du Canada est situé à Montréal. Des banques canadiennes, la BNC a toujours été la plus étroitement liée aux intérêts

financiers canadiens-français. En outre, l'ancienne Banque canadienne nationale s'était solidement implantée dans les régions francophones hors Québec, en particulier en Ontario et dans l'Ouest canadien. Précédant l'établissement des caisses populaires dans ces régions, la BCN constitue alors le premier pilier financier des Canadiens français hors Québec. Ayant acquis, depuis février 1986, la Banque mercantile du Canada, la Banque nationale a ainsi consolidé sa position en tant que grande banque canadienne avec des actifs qui atteignent près de 30 milliards de dollars. La Banque nationale compte, en 1985, 35 succursales en Acadie, 57 en Ontario et 12 dans l'Ouest canadien.

BANQUE PROVINCIALE DU CANADA :
voir BANQUE NATIONALE DU CANADA

BARBEAU, BERNARD. Chanteur et enseignant (Peabody, Massachusetts, 1920 —). Alors qu'il est enfant, ses parents déménagent à Nashua* (New Hampshire) et c'est dans cette ville qu'il fait ses études primaires et secondaires, suivies d'études musicales au New England Conservatory of Music où il obtient une maîtrise. La seconde guerre mondiale le contraint à suspendre sa carrière. Bien qu'il joue de plusieurs instruments musicaux, c'est comme chanteur d'opéra qu'il fait sa marque. Se produisant avec plusieurs compagnies de la Nouvelle-Angleterre, il se fait de plus en plus remarquer et devient même soliste avec le Boston Pops en 1968. Parallèlement, il enseigne le chant à son *alma mater*, le New England Conservatory of Music. Il quitte le monde du spectacle en 1970.



En 1944 : de gauche à droite, assis, Gustave Lanctôt, Pierre Daviault, Louvigny de Montigny, Marius Barbeau ; debout, Séraphin Marion, Robert de Roquebrune et Marcel Dugas.

BARBEAU, MARIUS. Écrivain, ethnologue et folkloriste (Sainte-Marie de Beauce, Québec, 5 mars 1883 — Ottawa, 27 février 1969). Après des études de droit à l'Université Laval et d'an-

thropologie à Oxford, il poursuit une carrière d'ethnologue au Musée national d'Ottawa, de 1911 à 1948. Auteur fécond, il publie 50 volumes et d'innombrables articles et études, dont *Contes*

populaires canadiens (1916), *La Merveilleuse Aventure de Jacques Cartier* (1935) et *Le Rêve de Kamalmouk* (1948). Ses publications contiennent des milliers d'histoires, de contes et de chants tirés des folklores canadiens-français et autochtones. Il peut, à juste titre, être désigné comme le père de l'ethnologie au Canada français.

BARBEZIEUX, ALEXIS DE (GEORGES DE-ROUZIER). Prêtre et écrivain (Baignes, France, 3 novembre 1854 — Pointe-aux-Trembles, Québec, 9 avril 1941). Formé au Grand Séminaire d'Angoulême en Charente, il est ordonné prêtre en 1882. Il rejoint par la suite les rangs des Capucins et adopte le nom en religion d'Alexis de Barbezieux. En 1890, il vient au Canada avec mandat d'y établir sa congrégation. Très tôt, il est amené à s'intéresser à l'histoire de son pays d'adoption. Au nombre de ses travaux historiques, il faut citer son *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa*, parue en 1897, et *Le Canada héroïque et pittoresque*, publié en 1928.

BARRETTE, FRANÇOIS-XAVIER. Prêtre (Sainte-Mélanie, Québec, 6 décembre 1877 — Ottawa, Ontario, 22 mars 1962). Après des études théologiques au Grand Séminaire de Montréal, il est ordonné prêtre en 1905. Surtout connu comme curé de la paroisse de Saint-Charles d'Eastview (aujourd'hui Vanier*) pendant près d'un demi-siècle (1912-1961), il est resté célèbre pour son esprit d'organisation. En 1926, il participe à la fondation de l'Ordre* de Jacques-Cartier.

BARRETTE, VICTOR. Journaliste et animateur (Joliette, Québec, 20 mai 1888 — Ottawa, Ontario, 15 août 1958). Après des débuts dans l'enseignement aux collèges de Joliette et de Rigaud, il entre en 1921 au *Droit d'Ottawa* où il demeure journaliste et chroniqueur pendant 37 ans. Ses chroniques pour la jeunesse, qu'il signe du pseudonyme d'Oncle Jean, marquent sa carrière d'animateur de la vie et de la culture franco-ontariennes. Il participe à la fondation de l'Union* des cultivateurs franco-ontariens (1929), au sein de laquelle il préside à la création de plus de 300 sections pour jeunes.

BARSALOU, ROBERT. Prêtre et archiviste (Farnham, Québec, 19 mars 1913 — Hull, *ibid.*, 28 février 1980). Ordonné prêtre oblat en 1939, il est envoyé en mission au Basutoland. Le bateau qui l'amène en Afrique est arraisonné puis coulé par les Allemands. Fait prisonnier, il n'est libéré qu'en 1944. Il exerce son ministère au Québec et va en mission au Pérou. En 1960, il s'établit à Ottawa où il sera, entre autres, supérieur du Juniorat du Sacré-Cœur, membre du Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa et directeur des relations publiques de l'Université Saint-Paul. De 1972 à sa mort, il est conseiller au Centre* de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Grâce à lui, le Centre acquiert un grand nombre de fonds d'archives personnels et collectifs de l'Ontario français.

BAS-CARAQUET. Municipalité du Nouveau-Brunswick située à 8 km à l'est de Caraquet sur la rive sud de la baie des Chaleurs. Population totale : 1 859 habitants. Détachée de Caraquet* en 1966, sa paroisse remonte à 1898. Ses résidents y vivent surtout de pêche. Population francophone : 1 825.

BASSIN DES MINES. Bras de mer de la baie de Fundy situé au sud-est de celle-ci, à l'intérieur du territoire de la Nouvelle-Écosse. Connue d'abord sous le nom français les Mines à cause des dépôts de cuivre qu'elle contient, ses rives sont colonisées par des Acadiens, qui s'y établissent dès 1686. Elle devient en 1747 le lieu des affrontements entre les Français et les Anglais, à la suite desquels le colonel Coulon de Villiers et le chevalier de La Corne mettent en déroute les troupes britanniques dirigées par le colonel Noble (massacre de Grand Pré*). Cette région est aussi le théâtre de l'expulsion des Acadiens en 1755 ; la décennie suivante voit donc l'arrivée des colons anglais.

BASTARACHE, MICHEL. Avocat et professeur (Québec, 10 juin 1947 —). Après avoir passé son enfance en Acadie, il est licencié en droit de l'Université de Montréal. Il fait d'abord de la traduction juridique avant de poursuivre des études doctorales en droit public à l'Université de Nice. En 1973, il devient secrétaire géné-

ral de la Société* nationale des Acadiens. Puis, de 1974 à 1977, il occupe divers postes dont la vice-présidence de l'Assomption Mutuelle-Vie. De 1978 à 1983, il enseigne à la Faculté de droit de l'Université* de Moncton ; il en sera d'ailleurs le doyen de 1980 à 1983. En 1983-1984, il est directeur général de la Promotion des langues officielles au Secrétariat d'État à Ottawa et, depuis 1984, il est doyen associé à la Faculté de droit de l'Université* d'Ottawa. En plus de nombreux articles de revues, il a publié *Vocabulaire de la Common Law* et, en tant que coprésident (1981) de la Commission Bastarache-Poirier, il a publié *Vers l'égalité des langues officielles au Nouveau-Brunswick*, un rapport* controversé au sein de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick.

BATHURST. Ville du Nouveau-Brunswick sise dans le comté de Gloucester sur la rive sud de la baie des Chaleurs. Population totale : 15 705 habitants. Nicolas Denys*, explorateur et gouverneur de la côte d'Acadie, y établit un poste de

pêche et de traite dès 1654. Désignée d'abord sous le nom français de Saint-Pierre, cette ville reçoit son nom actuel en 1826. Elle constitue l'un des principaux centres éducatifs de l'Acadie avec le Collège* du Sacré-Cœur, dont l'impact s'avère très important jusqu'à la création de l'Université* de Moncton en 1965. Les ressources économiques de Bathurst proviennent surtout des industries de pâtes et papiers. Population francophone : 7 445.

BATOCHE. Village métis, situé en bordure de la rivière Saskatchewan Sud, colonisé en 1870 et érigé en mission catholique en 1881. C'est à Batoche qu'a lieu, le 11 mai 1885, l'engagement final entre les Métis*, dirigés par Gabriel Dumont*, et les troupes canadiennes du général Middleton. Le nom de l'endroit vient du premier habitant, Xavier Letendre dit Batoche, Métis influent et fortuné, qui, dès 1871, y ouvre un grand magasin.



Bâton-Rouge vers 1830

BÂTON-ROUGE. Ville de la Louisiane située à 116 km au nord-ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 165 963 habitants. Le nom d'origine, Istrouma, sera changé par les Français à Dironbourg lors de sa fondation en 1719. En 1763, au moment où l'Espagne reçoit la Louisiane par le traité* de Paris, Bâton-Rouge est cédée

aux Anglais et reçoit le nom de New Richmond. En 1779, pendant la Révolution américaine, les Espagnols s'emparent de la région et, en 1803, alors que la Louisiane devient partie intégrante des États-Unis, Bâton-Rouge reste espagnole jusqu'en 1810. La légende veut que le nom de Bâton-Rouge lui ait été donné par

D'Iberville* qui aurait remarqué une borne rouge plantée par les Indiens au bord de la rivière. Après la Déportation*, les Acadiens s'y réfugient en grand nombre. En 1849, la ville devient la capitale de la Louisiane. Dès 1869, elle abrite l'Université d'État de Louisiane. Aujourd'hui, avec son port classé au 4^e rang aux États-Unis, Bâton-Rouge est un centre pétrolier et pétrochimique très important. Population francophone : 9 567.

BATAILLE, LA : voir *SENTINELLE, LA*

BATAILLE DES DAMES : voir *ÉCOLE GUIGUES*

BATTLEFORD. Ville de la Saskatchewan située à 153 km au nord-ouest de Saskatoon, à la jonction des rivières Battle et Saskatchewan Nord. Population totale : 3 565 habitants. Construite en territoire cri, elle n'est à l'origine qu'un poste de la Compagnie* de la Baie d'Hudson. En 1876, elle est nommée Battleford et désignée, par surcroît, capitale des Territoires du Nord-Ouest. La Gendarmerie royale y établit son quartier général pour le district de la Saskatchewan. De graves tensions enveniment les relations entre Amérindiens, Métis* et immigrants blancs. La bataille de Batoche* en 1885 en constitue le point crucial. Population francophone : 115.

BATTURE, LA : voir *SHÉDIAC*

BAUDOUX, Maurice. Évêque (La Louvière, Belgique, 10 juillet 1902 — juillet 1988). Sa famille s'établit en Saskatchewan en 1911. Il étudie à Saint-Boniface*, à Edmonton*, puis au Grand Séminaire de Québec. Ordonné prêtre (1929), il est nommé vicaire puis curé (1931) de Prud'homme (Saskatchewan). Premier évêque du diocèse de Saint-Paul* (Alberta) en 1948, il est nommé archevêque coadjuteur de Saint-Boniface (1952), poste qu'il occupe jusqu'à sa démission en 1974. Dès le début de sa carrière, M^{gr} BaudoUX s'occupe de la sauvegarde de la langue française. À compter de 1930, il entreprend auprès de Radio-Canada* une campagne pour obtenir des émissions françaises dans plusieurs régions de l'Ouest. En 1934, il est élu président de l'Association des commissaires franco-canadiens. Il est membre actif de l'Association* franco-

canadienne de la Saskatchewan, dont il fut président à plusieurs reprises.

BAYTOWN : voir *JEFFERSON COUNTY*

BEAUBASSIN. Région du Nouveau-Brunswick située sur la rive sud de la rivière Missaguash, sur les bords de la baie de Chignectou. Fondé en 1672 par Jacques Bourgeois et d'abord appelé Chignectou, ce territoire reçoit son nom actuel en 1676 : c'est un gentilhomme originaire de Trois-Rivières, La Vallière, qui obtient la concession seigneuriale de tout le territoire inoccupé. Autour du village, les hameaux ne tardent pas à se multiplier et, vers 1686, Beaubassin est constitué en paroisse. Après 1740, Beaubassin devient la localité la plus considérable de toute l'Acadie. Dès 1750, plusieurs Acadiens influents de l'Acadie, mis hors la loi par les Anglais, s'y réfugient. En 1755, nombre d'Acadiens y sont capturés par la flotte anglo-américaine et déportés. La région s'est nommée par la suite Fort-Lawrence.

BEAUBIEN, ARTHUR-LUCIEN. Homme politique (Arthabasca, Québec, 11 février 1879 — Saint-Boniface, Manitoba, 21 mars 1971). Après avoir été fermier, il entre à la Chambre des communes en 1921 pour représenter le comté de Provencher (Manitoba). Réélu de 1925 à 1935, Beaubien est nommé au Sénat en 1940. D'abord d'allégeance conservatrice, il adhère par la suite au Parti libéral.

BEAUBIEN, JEAN-BAPTISTE. Prospecteur et spéculateur (Détroit, 1785 — Chicago, 1873). Après avoir combattu durant la guerre de 1812-1814, il explore les Grands Lacs à la recherche de gisements miniers. Croyant avoir trouvé quelques minerais, il s'établit au site précis de l'actuel centre-ville de Chicago* et achète de vastes terrains. Il est le premier blanc à s'y établir. Plusieurs Canadiens français suivent son exemple. Amateur de jeux de hasard, il perd tout et doit vendre ses terrains à des prix de rabais. Il meurt pauvre, à un âge avancé. D'aucuns voient en lui le fondateur de Chicago.

BEAUBIEN, JOSEPH-THOMAS. Juge (Saint-Jean Baptiste, Manitoba, 19 mars 1886 — Tucson, Arizona, 26 mars 1957). Diplômé du Collège* de Saint-Boniface et de l'Université du



Chicago en 1830

Manitoba, il est admis au barreau de cette province en 1913. Il exerce sa profession à Winnipeg* pendant 35 ans, puis est nommé juge puîné de la Cour du Banc du Roi en 1948. Il est l'un des premiers représentants franco-manitobains à accéder à la magistrature de la province depuis la création de celle-ci en 1870.

BEAUCHEMIN, LÉON-OMER. Médecin et homme d'affaires (Sainte-Monique, Québec, 28 février 1888 – Calgary, Alberta, 30 septembre 1976). Il termine ses études de médecine à Montréal en 1913 et, l'année suivante, il entreprend une longue carrière à Calgary* (Alberta). Tout au long de sa vie, il s'occupe d'associations culturelles et patriotiques : il est président de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (1934-1946), membre du Comité* de la survivance française et président de Radio-Edmonton. En outre, il est président ou directeur de plusieurs sociétés pétrolières d'Alberta. À Millardville (Alberta), un parc porte son nom.

BEAUCHESNE, ARTHUR. Avocat et journaliste (Carleton, Québec, 15 juin 1876 – Ottawa, Ontario, 7 avril 1959). Il étudie à Memramcook (Nouveau-Brunswick) et à l'Université* Laval. Journaliste au *Star*, à la *Gazette* et à *La Presse* de Montréal (1897-1904), il est fondateur de *L'Opinion* de Montréal (1905). Appelé au barreau en 1904, il devient conseiller juridique du ministère de la Justice à Ottawa (1913). Greffier de la Chambre des communes (1925-1949), il publie plusieurs ouvrages, dont *Rules and Forms of*

the House of Commons of Canada (1922, traduit en 1978), qui fait encore autorité.

BEAUDET, HENRI : voir **ARLES, HENRI D'**
BEAUDOIN, ROBERT A. Médecin (Berlin, New Hampshire, 22 novembre 1914 –). Après ses études classiques et médicales, il sert dans l'armée américaine de 1942 à 1946. Il se spécialise ensuite en anesthésie à l'Hôtel-Dieu de Québec, puis exerce sa profession au Catholic Medical Center de Manchester* (New Hampshire) (1947-1978). Pendant de nombreuses années, il remplit la fonction de secrétaire de l'Association* des médecins de langue française du Canada, où il représente les Franco-Américains. Membre du Richelieu*-Manchester dont il est président en 1958, il est aussi président de la Fédération* franco-américaine du New Hampshire et président du Comité* de vie franco-américaine.

BEAUDRY, CHARLES-AGAPIT. Prêtre et missionnaire (Saint-Marc, Québec, 15 octobre 1855 – Saint-Hyacinthe, *ibid.*, 8 juin 1942). Après des études au Séminaire de Saint-Hyacinthe et à celui de Montréal, il est admis à la prêtrise (1881). Vicaire à Montréal (1882-1887), il part comme missionnaire au Manitoba (1887-1893). Directeur du journal de propagande, *Le Colonisateur canadien* (1888-1893), il cherche par le biais de celui-ci à enrayer l'émigration vers les États-Unis et à encourager la colonisation de l'Ouest par les Canadiens français. Il fonde en outre la paroisse de Saint-Hyacinthe

de La* Salle (Manitoba), dont il est le premier curé (1891-1893). Après son retour au Québec, il est procureur de l'évêché de Saint-Hyacinthe (1893-1911) et occupe successivement différentes cures dans ce diocèse.

BEAUDRY, PRUDENT. Homme d'affaires (Sainte-Anne-des-Plaines, Québec, 1818 — Montréal, 1893). À l'occasion d'un premier séjour en Californie (1850-1855), il établit avec son frère Victor une manufacture de sirop. Après un séjour à Montréal et en Europe, il revient s'établir à Los Angeles en 1862. Homme d'affaires et promoteur immobilier inlassable, il a le goût du risque. Il achète et aménage de grandes étendues de terrain qui porteront le nom de tracts Beaudry, Acadia et Bellevue. Fondateur d'une compagnie d'aqueducs, il construit aussi une ligne de tramway. Élu au conseil municipal (1871), il devient l'un des premiers maires de Los Angeles (1874-1875).



Honoré Beaugrand

BEAUGRAND, HONORÉ. Journaliste et écrivain (Lanoraie, Québec, 28 mars 1848 — Montréal, 2 octobre 1906). Après ses études au Séminaire de Joliette, il participe à la campagne de l'armée française envoyée par Napoléon III au Mexique (1865). À son retour, il se lance dans le journalisme en France et à la Nouvelle-Orléans.

Il fonde *L'Écho du Canada* à Fall River, Massachusetts (1873), puis *La République* à Saint Louis, Missouri (1875). De retour au Québec, il fonde *La Patrie* à Montréal (1879). Deux fois maire de Montréal (1885 et 1886), il est l'auteur de nombreux contes et récits de voyages et d'un roman sur les conditions de vie des Canadiens français dans les filatures américaines, *Jeanne la fileuse* (1878).

BEAULIEU, JOSEPH. Folkloriste et compositeur (Mattawa, Ontario, 21 mai 1895 — North Bay, *ibid.*, 1^{er} octobre 1965). Il obtient son baccalauréat en musique de l'école Vincent-d'Indy à Montréal en 1942, après avoir enseigné à l'Université d'Ottawa. Lors de ses voyages en Ontario et au Québec, il recueille des chants folkloriques qui font partie du répertoire des Petits*Chanteurs céciliens dont il est le directeur-fondateur (1931-1943). Nommé directeur adjoint de l'enseignement de la musique au ministère de l'Éducation de l'Ontario (1942-1965), il obtient la permission d'assumer ses fonctions depuis North Bay où il s'installe en 1946. Là, il compose quelque 200 chansons folkloriques ; il en inclut plusieurs dans ses recueils de chansons, comme *Mon école chante* (8 vol., 1960). Il compose en outre une opérette et la *Messe Vatican II*. Un centre musical et un camp d'été à l'Île aux Chênes (Lac Nipissing) portent son nom.

BEAULIEU, WILFRID. Journaliste (Lowell, Massachusetts, 16 octobre 1900 — Limewood, *ibid.*, 18 mai 1979). Bachelier ès-lettres de l'Université de Montréal, il entreprend une carrière journalistique au *Devoir* de Montréal. Il retourne aux États-Unis et travaille à *La Sentinelle** de Woonsocket (R. I.). Après avoir œuvré à *L'Étoile** de Lowell puis à *L'Opinion publique** de Worcester*, il fonde et dirige pendant plus de 40 ans *Le Travailleur** (Worcester), un hebdomadaire exclusivement consacré à la survivance française.

BEAULNE, GUY. Metteur en scène et critique dramatique (Ottawa, 23 décembre 1921 —). Formé au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, il œuvre de 1950 à 1963 comme réalisateur, tant à la radio qu'à la télévision de Radio-Canada. Il poursuit parallèlement une carrière de critique d'art au journal *Le Droit** (1945-1952) et à la revue *Points de vue*

(1955-1961). Son itinéraire le conduit à la direction du Grand Théâtre de Québec (1970-1980) et, depuis 1981, à celle du Conservatoire d'art dramatique de Montréal. Sa contribution à la vie artistique francophone lui vaut de nombreuses distinctions.

BEAULNE, LÉONARD. Homme de théâtre (Sainte-Scholastique, Québec, 8 août 1887 — Ottawa, Ontario, 10 octobre 1947). Après ses études à l'Université d'Ottawa (1901-1906), il devient fonctionnaire (1907). Très tôt, il s'intéresse au théâtre : il fonde le Cercle dramatique Crémazie (1903), travaille avec plusieurs troupes, puis en fonde une qui porte son nom, et également une école de diction. De 1918 à 1943, cet acteur, metteur en scène et directeur est responsable de l'animation théâtrale à l'Université d'Ottawa. Ses quatre enfants : Yvon (diplomate), Jean-Pierre (juge), Paulette (peintre) et Guy (qui suit les traces de son père) se font connaître dans leurs domaines respectifs.

BEAULNE, YVON. Diplomate (Ottawa, 22 février 1919 —). Au service des Affaires extérieures du Canada pendant 30 ans, il est en poste à Buenos Aires en 1956 et à La Havane en 1960. Promu au rang d'ambassadeur, il exerce cette fonction au Venezuela en 1961, en république Dominicaine en 1963, au Brésil en 1967, à New York auprès des Nations unies en 1969 et à Rome auprès du Saint-Siège en 1979. Il œuvre aussi dans le domaine des droits de l'homme en tant que représentant et délégué permanent du Canada à l'ONU de 1976 jusqu'à sa retraite en 1984.

BEAUMONT. Village de l'Alberta situé à 30 km au sud d'Edmonton. Population totale : 851 habitants. Juché sur un promontoire qui offre une vue panoramique des alentours (d'où son nom), Beaumont est établi en 1892 par des pionniers du Québec et de la Nouvelle-Angleterre. Grâce à sa paroisse française (Saint-Vital) et à son école dirigée par les Filles* de Jésus, il conserve jusqu'à nos jours son caractère français. Population francophone : 275.

BEAUPRÉ, DIT LE GÉANT, ÉDOUARD. Vedette de cirque (Willow Bunch, Saskatchewan, 9 janvier 1881 — Saint-Louis, Missouri, 3 juillet 1904). Mesurant 2 mètres 50 et pesant 171 kilos

à l'âge de 23 ans, Beaupré est recruté par des propriétaires de cirque pour s'exhiber dans des épreuves de force. Avec Louis Cyr, le géant Beaupré est entré dans la légende des hommes forts du Canada français.

BEAUREGARD, RÉMY. Administrateur (Granby, Québec, 25 novembre 1943 —). Bachelier en histoire de l'Université d'Ottawa, il devient tour-à-tour chercheur au Bureau du chef de l'Opposition à la Chambre des communes (1969-1971), secrétaire général de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (1971-1978), directeur régional adjoint (région de l'Ontario) au Secrétariat d'État (1978-1979), puis directeur général dans un centre d'accueil et de réadaptation à Hull (1979-1986). En 1983, il obtient une maîtrise en administration publique. Depuis 1986, Beauregard est directeur général de l'Office des affaires francophones, responsable des services en français dans les différents ministères du gouvernement ontarien.

BEAUSOLEIL. Pseudonyme de Michael Doucet, violoniste cajun (Lafayette, Louisiane, 1951 —). Il naît dans une famille de descendance acadienne où la musique traditionnelle est à l'honneur. Dans les années 1970, il entrevoit les possibilités de cette musique pour l'époque moderne. Revenu au pays, il s'y adonne corps et âme, adoptant le violon comme instrument de prédilection. Par son nom d'artiste, il s'identifie résolument à la résistance acadienne. Travaillant de concert avec Zacharie Richard* et Kenneth Richard, il opère au niveau de la synthèse de la musique créole et du folklore cajun. Il enregistre plusieurs disques, dont *Oh What a Night* avec Marc Savoy*.

BEAUSOLEIL, ALEXANDRE. Prêtre (Marieville, Québec, 7 octobre 1861 — Ottawa, Ontario, 25 janvier 1931). Ordonné en 1888, il est curé dans plusieurs localités d'Ontario : Casselman* (1893-1897), la paroisse Sainte-Anne d'Ottawa (1897-1903), Fourmierville (1903-1911) et Vankleek-Hill* (1911-1925). Rédacteur au journal *Le Moniteur** de Hawkesbury, il y lance, en 1908, l'idée d'un congrès national des Canadiens français de l'Ontario. L'idée fait son chemin et il devient lui-même vice-président de la Commission constituante du congrès de 1910, qui donnera

naissance à l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario.

BEAUSOLEIL-BROUSSARD. Ce groupe de chansonniers acadiens, créé en 1976, doit son nom à un héros de la résistance à la Déportation de 1755. Il produit plusieurs disques dont *Beausoleil Broussard* (1976), *Mutinerie* (1977) et *Le Mitan du siècle qui s'en vient* (1979). Beausoleil-Broussard s'est également fait connaître à l'échelle de la francophonie internationale et a eu l'occasion de se produire sur les scènes nord-américaines et européennes.

BÉGIN, LOUIS-NAZAIRE. Cardinal (Lévis, Québec, 10 janvier 1840 — Québec, 18 juillet 1925). Ordonné prêtre en 1865, il est nommé évêque de Chicoutimi en 1888, archevêque de Québec en 1898, puis cardinal en 1914. Membre-fondateur de la Société royale du Canada (1882), il fonde en 1907 l'Action sociale catholique, dont *L'Action catholique* est l'organe quotidien. Solidaire avec les catholiques francophones de tout le Canada, il intervient auprès du Pape Benoît XV en faveur des droits des Franco-Manitobains. À nouveau en 1912 et en 1915, il dénonce ouvertement le Règlement* 17 en Ontario. Le cardinal fait encore appel à Rome lors de la succession de M^r Langevin* du diocèse de Saint-Boniface* pour laquelle les Irlandais désirent un anglophone. Il est reconnu comme un des défenseurs les plus convaincus de la francophonie au Canada.

BÉLANGER, ALBERT « FRENCHY ». Boxeur (Toronto, Ontario, 17 mai 1906 — *ibid.*, 27 mai 1969). Il commence son apprentissage de la boxe dans les combats de ruelles de Cabbagetown à Toronto où ce jeune Canadien français de petite stature est une cible toute désignée pour les fiers-à-bras. Après quelques combats à titre d'amateur, il devient boxeur professionnel. Une série de victoires, dont certaines sont restées célèbres (contre Newsboy Brown et contre Frank Genaro), le conduisent en 1927 au match de championnat mondial contre le Britannique Ernie Jarvis, en catégorie poids-plume. Il remporte la victoire mais ne conserve son titre que trois mois. Il boxe encore pendant deux ans, dilapide ses gains et se retrouve garçon de table dans le Cabbagetown de son enfance.

BÉLANGER, AURÉLIEN. Homme politique (Sainte-Scholastique, Québec, 18 mars 1878 — Ottawa, Ontario, 12 février 1953). Diplômé en philosophie et en droit, il complètera sa formation en pédagogie par un doctorat à l'Université* Laval en 1937. Entre-temps, il devient professeur à l'Université* d'Ottawa, puis inspecteur des écoles bilingues de l'Est de l'Ontario. Il démissionne de ce dernier poste en 1912 dans la foulée de l'adoption du Règlement* 17. Élu député libéral à l'Assemblée législative de l'Ontario pour les comtés de Russell (1923-1929) et de Prescott (1934-1948), il se rend célèbre par les luttes qu'il livre en faveur des revendications scolaires des Franco-Ontariens et qui mènent à l'abrogation du Règlement 17 en 1927.

BÉLANGER, HORACE. Officier de la Compagnie de la Baie d'Hudson (Rivière-Ouelle, Québec, 1836 — Fleuve-Nelson, Manitoba, octobre 1892). Traiteur en chef à la Baie d'Hudson en 1872, il devient facteur en chef en 1885, poste qui lui vaut un pourcentage important des profits de la Compagnie de la baie d'Hudson. Il est le seul Canadien français à avoir jamais atteint ce rang. Après avoir travaillé dans la région du lac à la Pluie, il assure la direction du district de Cumberland, en Saskatchewan, puis celle de Norway House au Manitoba (1886).

BÉLANGER, JEANNINE. Traductrice et écrivain (Hull, 13 octobre 1915 —). Originaire du Québec, mais vivant surtout en Ontario, elle poursuit des études à l'Université* d'Ottawa où elle obtient un doctorat en littérature française en 1938. Elle signe de nombreux ouvrages dont trois recueils poétiques : *Stances à l'éternel absent* (1941), *Courtisane imparfaite* (1977) et *Suite pour l'innommé* (1980). Certains de ses écrits sont publiés sous le pseudonyme de Magnarelle. Sa carrière se déroule successivement dans la traduction au Parlement d'Ottawa pendant dix ans et comme professeur de traduction aux universités d'Ottawa, Carleton et de Montréal. Licenciée en sciences bibliques depuis 1975, elle collabore à une traduction versifiée des *Psaumes*.

BÉLANGER, LÉONARD F. Médecin et professeur (Montréal, Québec, 11 mars 1911 — Ottawa, Ontario, 24 juillet 1986). Formé à l'Université de Montréal, il est reçu médecin en 1937 et se spécialise à l'Université Harvard (1940) et au Labo-

ratoire de biologie marine de Woods Hole (Massachusetts). Officier médical pendant la seconde guerre mondiale (1941-1945), il devient en 1946 professeur à l'Université* d'Ottawa où il sera l'un des fondateurs de la Faculté de médecine. Auteur de nombreuses publications scientifiques sur la structure des os, Bélanger est aussi, tout au long de sa carrière, professeur invité dans plusieurs universités d'Amérique et d'Europe. Il est récipiendaire en 1965 de la médaille Claude-Bernard.

BÉLANGER, VICTOR. Inventeur et éditeur (Sainte-Rosalie, Québec, 5 octobre 1856 — Sea View, Massachusetts, 1918). Après des études au collège commercial de Sherbrooke, il entre comme typographe aux ateliers du journal *Le Pionnier de Sherbrooke*. Peu après, il part pour Worcester* (Massachusetts) où il fonde, en 1880, le *Courrier de Worcester*. Il connaît la notoriété grâce à ses inventions, entre autres un anneau rotatoire utilisé dans les filatures de coton. Cela l'amène à effectuer plusieurs séjours en Europe afin de faire connaître ses inventions. Quelques années plus tard, il fait l'acquisition d'une ferme à Sea View, près de Boston, et s'y installe définitivement.

BÉLANGER, WILLIAM. Syndicaliste (Newmarket, New Hampshire, 1902 —). Dès l'âge de 14 ans, il commence à travailler dans les filatures de son village, soit la Hamlet et la United States Knitting. Après quelques emplois comme commis, il entre à la Hope Knitting où, durant la Dépression, il fonde et préside une union affiliée à la American Federation of Labour (AFL). En 1932, il devient organisateur général de la AFL puis, en 1937, il passe au Congress of Industrial Organizations (CIO) où il assume des fonctions analogues. Sa montée dans le monde syndical se poursuit alors qu'il devient directeur général (1939-1942) puis secrétaire général (1942-1948) de l'Union Textile du Massachusetts. En 1948, il est élu vice-président de l'Union internationale du textile et accède, la même année, à la présidence du CIO pour le Massachusetts. En 1953, il est au centre d'une controverse alors qu'il prononce un discours diffusé par la radio soviétique et brouillé par les Américains.

BÉLANGER, ZÉPHIRIN. Curé (Saint-Antoine de Rivière-du-Loup, Québec, 23 juin 1896 — Québec, 27 juin 1976). Ordonné prêtre en 1923, il exerce d'abord son ministère dans la paroisse Notre-Dame de Chicago* puis, de 1946 à 1973, dans la paroisse Saint-Sacrement de Vancouver*, dont il est le fondateur. En 1954, il fonde une école française dans sa paroisse.

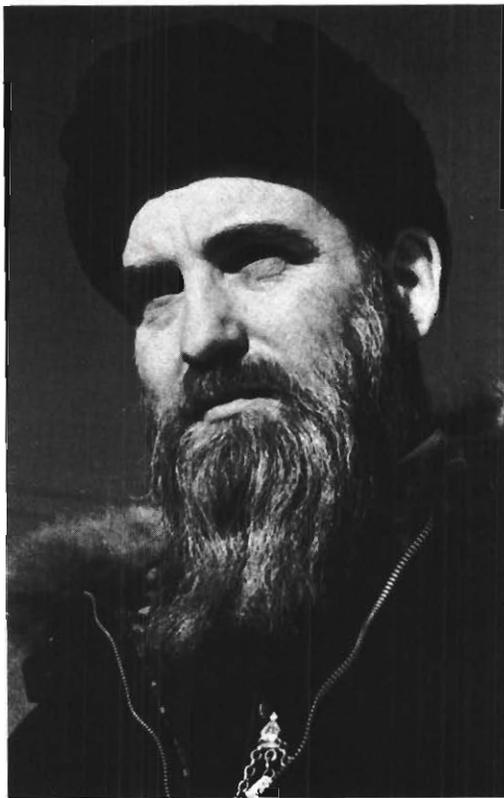
BELCOURT, NAPOLÉON-ANTOINE. Homme politique (Toronto, Ontario, 15 septembre 1860 — Blue Sea Lake, Québec, 7 août 1932). Après des études secondaires à Trois-Rivières, il fait son droit à l'Université Laval de Québec. Admis au barreau québécois (1882) et à celui de l'Ontario (1884), il s'établit à Ottawa en 1899. Élu député libéral d'Ottawa à la Chambre des communes (1896), il en devient le président (1904-1906) et accède au Sénat en 1907. En marge de ses activités politiques, il est élu à deux reprises président de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario (1910-1912 et 1920-1930) dont il est un des fondateurs. Il défend la cause des écoles bilingues de l'Ontario devant le Conseil privé de Londres (1916). Voué à la défense des droits des Franco-Ontariens, il fonde le journal *Le Temps*, qui paraît de 1894 à 1916. Une ville de l'Abitibi porte son nom.

BÉLISLE, ALEXANDRE. Journaliste (Sainte-Victoire, Québec, 4 septembre 1856 — Worcester, Massachusetts, 1923). Il travaille pendant huit ans à l'administration du *Travailleur** de Ferdinand Gagnon. Premier citoyen d'origine canadienne-française à être élu au conseil municipal de Worcester, il y fonde *L'Opinion* publique* en 1893. Siégeant aux conseils d'administration de deux banques coopératives, il est également premier vice-président de la Bay Street Savings Bank. En 1911, il publie *Histoire de la presse franco-américaine*.

BÉLISLE, RHÉAL. Sénateur (Bleazard Valley, Ontario, 3 juillet 1919 —). Après ses études à l'Université de Toronto, il sert dans l'armée canadienne de 1941 à 1943. D'abord actif en politique municipale comme conseiller et maire de Rayside (Ontario) de 1944 à 1952, il se lance dans l'arène provinciale en 1955. D'allégeance conservatrice, il est élu représentant de la circonscription de Nickel Belt en périphérie de Sudbury* et réélu en 1959. En 1963, il est nommé

au Sénat du Canada. Depuis lors, il a été membre de nombreux comités parlementaires et délégations internationales. De plus, il fait partie des conseils d'administration de plusieurs organisations charitables et du monde de l'éducation.

BÉLIVEAU, ARTHUR. Évêque (Mont-Carmel, Québec, 2 mars 1870 — Saint-Boniface, Manitoba, 14 septembre 1955). Ordonné prêtre en 1893, il devient secrétaire et chancelier du diocèse de Saint-Boniface* à partir de 1895. Il est sacré évêque en 1913 et archevêque de Saint-Boniface en 1915. Il participe à la création de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba (1916) qui œuvre pour la sauvegarde des écoles françaises.



Henri Belleau, o.m.i.

BELLEAU, M^{re} HENRI. Évêque missionnaire (Ottawa, 8 octobre 1896 — Saint-Boniface, Manitoba, 5 janvier 1976). Diplômé de l'Université* d'Ottawa et ordonné prêtre oblat en 1920, il est d'abord professeur au scolasticat Saint-Joseph. De 1924 à 1964, il est missionnaire à la Baie James : à Fort Albany, Attawapiscat, Fort George

et Moosonee. Nommé vicaire apostolique de la Baie James en 1939, il fonde également les missions de Central Patricia, Lansdowne House, Ogoki, Moose Factory et Rupert's House. Il publie plusieurs ouvrages en langue cri.

BELLECOURT, GEORGES-ANTOINE. Prêtre et missionnaire (La Baie-du-Febvre, Québec, 22 avril 1803 — Shédiac, Nouveau-Brunswick, 31 mai 1874). Formé au Séminaire de Nicolet et ordonné prêtre en 1827, il se rend à Saint-Boniface* en 1831 dans le but d'évangéliser les Amérindiens des rivières Rouge et Assiniboine. Pendant 28 ans, il poursuit son travail de missionnaire et fonde le village de Baie-Saint-Paul (Manitoba) ainsi que plusieurs missions. En 1859, il quitte le Nord-Ouest et devient curé de paroisse à Rustico (Île-du-Prince-Édouard). Sensible aux besoins financiers de ses paroissiens, il y fonde la Farmer's Bank of Rustico, banque populaire qui aurait inspiré Alfred Desjardins, fondateur des caisses populaires. Auteur de quelques ouvrages, il publie, entre autres, *Dictionnaire sauteux* (1874) et *Mon itinéraire du Lac des Deux-Montagnes à la Rivière Rouge* (1913).

BELLEDEAU : voir AVOYELLES

BELLE RIVER. Village de l'Ontario situé à 30 km à l'est de Windsor. Population totale : 3 625 habitants. Son nom d'origine française provient de la rivière qui le traverse, appelée Belle-Rivière dès le début du XVIII^e siècle. Installés dans cette région depuis cette même période, les Canadiens français y fondent une paroisse en 1842. À l'incorporation du village en 1875, le nom est anglicisé bien que la population continue, jusque dans les années 1950, d'être majoritairement francophone. Population francophone : 825.

BELLIVEAU'S COVE : voir BAIE-SAINTE-MARIE

BÉNARD, AIMÉ. Homme d'affaires et politicien (Henryville, Québec, 21 novembre 1873 — Winnipeg, Manitoba, 9 janvier 1938). Établi au Manitoba en 1893, il acquiert un important établissement hôtelier, le Grand Central Hotel de Winnipeg* (1897) et, plus tard, une immense ferme de 3 807 hectares. Il est élu député conservateur à la législature provinciale à trois reprises entre 1907 et 1916 et nommé sénateur en 1917. En marge de cette carrière, il est vice-

président de la Winnipeg-London & Liverpool Investment Co. Ltd. et de la Canadian Investment Co. Ltd. (1914); en 1924, il devient vice-président de la Standard Supply and Investment Co. Ltd. et de la Franco-Canadian Investments Ltd.

BÉNÉTEAU, AMÉDÉE-J. Éducateur (Rivière-aux-Canards, Ontario, 1892 — Ottawa, *ibid.*, 24 juin 1959). Détenteur d'un doctorat de l'Université d'Ottawa, il avait commencé sa carrière comme enseignant dans les écoles primaires d'Essex et est devenu en 1913 professeur à l'École Modèle de Sandwich. En 1925, il est nommé secrétaire français de la Commission Merchant-Scott-Côté, chargée de faire enquête sur l'enseignement en français dans les écoles bilingues de l'Ontario. La compétence qu'il acquiert dans ce domaine lui vaut le poste de directeur de l'enseignement en français dans les écoles bilingues de l'Ontario. Pendant 20 ans, de 1937 à 1957, il enseigne à l'École normale d'Ottawa. Poursuivant en cela une tradition familiale, deux fois séculaire, il aura consacré 40 ans de sa vie à l'enseignement en Ontario.

BENOIST, MARIUS. Musicien et compositeur (Sainte-Anne-des-Chênes, Manitoba, 1^{er} octobre 1896 — Saint-Boniface, *ibid.*, 14 janvier 1985). Il étudie le piano et l'orgue à Saint-Boniface* puis à Montréal et se retrouve maître de chapelle à la cathédrale de Saint-Boniface (1926-1956). Il fonde la Société lyrique Gounod, le Cercle Calixa-Lavallée et la Sinfonietta dont il est le chef d'orchestre. Membre de nombreuses sociétés historiques et culturelles et récipiendaire de plusieurs prix, il signe bon nombre d'œuvres, dont *La Légende du vent*, et trois opéras : *Le Secret des Amati*, *La Rencontre dans l'escalier* et *Saint-François d'Assise*.

BENOIT, JOAN. Athlète (Cape Elizabeth, Maine, 16 mai 1957 —). Après un accident de ski qui l'empêche de pratiquer ce sport, Joan Benoit s'adonne dès son jeune âge à la course. Elle remporte le Marathon de Boston en 1979 et établit un record américain. En 1983, elle établit un record mondial au même événement sportif. En 1984, Joan Benoit remporte la médaille d'or dans sa discipline aux Jeux olympiques et six semaines plus tard, établit un autre record mondial au marathon du Philadelphia Distance Run.

BENOÎT, JOSAPHAT. Journaliste et homme politique (Sainte-Madeleine, Québec, 3 mars 1900 — Manchester, New Hampshire, 9 mai 1976). Enfant, il émigre avec ses parents à Fichtburg (Massachusetts). Après des études au Québec, il obtient un premier doctorat à Montréal et un deuxième à l'Université de Paris. De retour aux États-Unis, il enseigne puis devient rédacteur en chef de *L'Avenir* national* de Manchester. Élu maire de Manchester en 1943, il conserve cette fonction durant environ 20 ans. Co-fondateur du journal *L'Action** en 1949, il en devient rédacteur en chef. Sa production littéraire inclut *Rois ou esclaves de la machine ?* (1935), *L'Âme franco-américaine* (1935) et *Catéchisme d'histoire franco-américaine* (1939).



Josaphat Benoit

BENOIT, PAUL. Prêtre et missionnaire (Les Rousses, France, 14 janvier 1850 — Saint-Léon, France, 20 novembre 1915). Il complète un doctorat en philosophie et en théologie à Rome entre 1873 et 1875. Ordonné prêtre en 1874, il revêt, en 1877, l'habit des Chanoines* réguliers de l'Im-

maculée-Conception. Son œuvre apostolique le conduit au Canada en 1890 où il fonde, au sud-ouest de Winnipeg*, les paroisses françaises de Notre-Dame-de-Lourdes* et de Saint-Claude*. Il se retire en France en 1915. Son œuvre la plus connue est *La Vie de M^{gr} Taché* (1904).

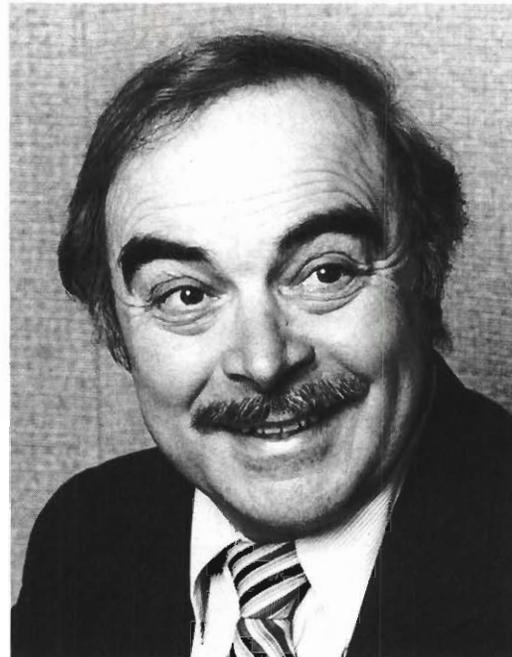
BENOÎT, PIERRE. Romancier et historien (Montréal, 1906 —). Il entreprend une carrière en journalisme en 1927. Successivement reporter, chroniqueur et traducteur à *La Patrie*, *La Presse* et *Le Canada*, il remporte en 1935 le prix d'Action intellectuelle. À compter de 1940, il est traducteur pour le gouvernement fédéral. Son premier roman, *Le Sentier couvert* (1944), l'amène à poursuivre une carrière parallèle dans le roman populaire et la biographie historique. En outre, il écrit de nombreuses pièces pour la radio et la télévision.

BERARD, DAILEY J. Ingénieur civil et homme d'affaires (Louisiane, 1929 —). Ingénieur civil de carrière, il travaille d'abord au département des Transports de l'État de la Louisiane. De 1951 à 1966, il se joint successivement à plusieurs compagnies d'exploitation pétrolière et conçoit la plupart des plates-formes de forage actuellement en utilisation au Texas et en Louisiane. Dessinateur de pipelines et de divers équipements destinés à l'extraction du pétrole, Berard fonde sa propre entreprise d'ingénierie en 1972 et ramifie progressivement ses activités dans des entreprises de fabrication, d'exportation et d'installation de matériel relié au domaine pétrolier. Figure dominante de cette industrie dans le sud des États-Unis, il signe aussi une centaine d'articles sur ses recherches et une autobiographie intitulée *Inherit the Legacy*.

BERESFORD. Village du Nouveau-Brunswick situé à 8 km au nord-ouest de Bathurst. Population totale : 3 652 habitants. Le village est créé en 1814 mais sa paroisse, Saint-Nom-de-Jésus, n'est instituée officiellement qu'en 1941. La ville industrielle voisine de Bathurst* fournit du travail à la majorité des citoyens de Beresford. Population francophone : 3 030.

BERGERON, HENRI. Annonceur à la radio et à la télévision (Saint-Lupicin, Manitoba, 17 mai 1925 —). Bachelier ès arts en 1945 du Collège* de Saint-Boniface et de l'Université du Ma-

nitoba, il abandonne des études de droit pour devenir annonceur à CKSB* de Winnipeg*, premier poste de radio français de l'Ouest. Il quitte le Manitoba en 1949 pour devenir directeur des émissions au poste CKCH à Hull. Par la suite, il est tour à tour annonceur, narrateur de films, notamment pour l'ONF, annonceur-conseil et professeur d'élocution à l'Université de Montréal. Inventeur du Mirovox, instrument qui permet l'auto-évaluation du parler, Henri Bergeron a reçu de nombreux prix et distinctions dont le trophée de Radio-Monde en 1959 et le trophée Méritas en 1966. Il est surtout connu comme animateur de l'émission « Les beaux dimanches » de Radio-Canada*, poste qu'il occupe pendant près de vingt ans.



Henri Bergeron

BERGERON, LÉANDRE. Professeur et écrivain (Saint-Lupicin, Manitoba, 1933 —). Après des études classiques et universitaires au Manitoba (1945-1954), il y enseigne le français dans les écoles secondaires. À partir de 1959, il séjourne en France où il obtient un doctorat à l'Université d'Aix-Marseille. Il commence alors une carrière dans l'enseignement universitaire au Collège militaire de Kingston (1961-1964) et à l'Université Sir George Williams de Montréal (aujourd'hui Concordia) de 1964 à 1975. Il parti-

cipe, au Québec, aux activités de certains groupes de gauche tels le Mouvement de libération populaire, le Parti socialiste du Québec et le groupe Parti pris. Inspiré par ses idées politiques, il crée en 1970 les Éditions québécoises et y publie, en 1971, le *Petit manuel d'histoire du Québec*, ouvrage de vulgarisation historique écrit selon une conception marxiste. Cet ouvrage est repris plus tard en bandes dessinées. Bergeron continue de publier des ouvrages très engagés dont une pièce de théâtre intitulée *Histoire du Québec en trois régimes* (1974), un *Dictionnaire de la langue québécoise* (1980) et *La Charte de la langue québécoise* (1981).

BÉRIault, ROLAND. Éducateur (Ottawa, 4 juillet 1912 — *ibid.*, 11 mai 1983). Il obtient un certificat de l'École normale de l'Université* d'Ottawa puis enseigne dans les écoles de cette ville de 1937 à 1942. Après avoir travaillé pendant dix ans au ministère fédéral des Finances, il retourne dans le domaine de l'éducation. Il est le premier Franco-Ontarien à être nommé membre du Comité d'orientation de la politique du ministère de l'Éducation de l'Ontario. Le rapport qu'il dépose (Rapport Bériault) devait mener à la création des écoles secondaires publiques de langue française en Ontario (1967-1969).

BERLIN. Ville du New Hampshire située au nord de l'État, à 75 km au sud de la frontière québécoise. Population totale : 15 256 habitants. C'est vers le milieu du XIX^e siècle que des Canadiens français attirés par l'infrastructure industrielle de la ville (en particulier ses usines de pâtes et papiers) affluent à Berlin. La première paroisse française y est fondée en 1867. Une nouvelle paroisse francophone vient s'adjoindre à la première en 1917. La ville abrite également des institutions francophones (l'Alliance franco-américaine) et des écoles élémentaires bilingues, telle l'Académie Saint-Régis. Population francophone : 9 224.

BERNARD, ANTOINE. Professeur et historien (Maria, Québec, 14 avril 1890 — Joliette, *ibid.*, 14 décembre 1967). Clerc* de Saint-Viateur, le frère Bernard occupe la chaire d'histoire de l'Acadie à l'Université de Montréal de 1926 à 1948. Il est également professeur invité dans plusieurs institutions au Canada et aux États-Unis. Écrivain prolifique, il est l'auteur d'une vingtaine

d'ouvrages et de quelque 700 articles de journaux et de revues. Il s'est surtout consacré à l'histoire de l'Acadie et des Acadiens en plus de s'intéresser à la Louisiane, à l'Ouest et à certaines communautés religieuses. Il a laissé des mémoires intitulés *Carnets de route* (1965).

BERNARD, HARRY. Journaliste et écrivain (Londres, Grande-Bretagne, 9 mai 1898 — Saint-Hyacinthe, Québec, 10 mai 1979). Correspondant parlementaire au *Droit** d'Ottawa (1919-1923), il devient directeur du *Courrier de Saint-Hyacinthe* en 1923. Il collabore pendant cinquante ans à divers journaux sous le pseudonyme de L'Illettré. Auteur de romans, de nouvelles et d'essais, il publie plusieurs romans psychologiques dont *Dolorès* (1932) et des études littéraires, dont *Le Roman régionaliste aux États-Unis* (1949). Son roman *La Maison vide* a pour cadre le quartier de la Côte-de-Sable d'Ottawa*.

BERNARD, JOSEPH-ALPHONSE. Marchand et homme politique (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 27 mars 1881 — Charlottetown, *ibid.*, 7 septembre 1962). D'abord employé d'un magasin général dans sa ville natale, il déménage à Boston à l'âge de 17 ans et devient successivement commis et conducteur de tramway. Revenu à Tignish en 1911, il se fait marchand et fonde la société Morais, Bernard & Co. Ltée. Élu député libéral du comté de Prince à l'Assemblée législative de sa province (1942-1945), Bernard accède au poste de lieutenant-gouverneur (1945-1950) et devient ainsi le premier Acadien à occuper cette fonction à l'Île-du-Prince-Édouard.

BERNIER, ALFRED. Prêtre et enseignant (Sainte-Agathe, Manitoba, 18 janvier 1882 — Saint-Boniface, *ibid.*, 17 mai 1961). Fils de sénateur, il fait ses études au Collège* de Saint-Boniface. Ordonné prêtre jésuite en 1915, il se consacre à l'enseignement au Collège de Saint-Boniface, où il passera toute sa vie. Il est l'auteur de livres et d'articles, dont *L'Humanisme classique* (1940).

BERNIER, JOSEPH. Homme politique et financier (Saint-Jean-d'Iberville, Québec, 16 août 1874 — Montréal, 8 janvier 1951). Fils de sénateur et diplômé du Collège* Saint-Boniface, il est reçu au Barreau du Manitoba en 1897. Il est élu député conservateur de Saint-Boniface* à l'As-

semblée législative provinciale à trois reprises entre 1901 et 1931. Il est secrétaire de la province pendant deux ans (1913-1915) et juge de 1933 à 1949. Administrateur de diverses institutions financières, il écrit une pièce de théâtre *L'Hôte de la Forêt*, est rédacteur en chef du journal *Le Manitoba* pendant 17 ans (1900-1917) et assume la présidence de la Société* Saint-Jean-Baptiste. Il prend sa retraite en 1949.

BERNIER, LÉO. Homme politique (Sioux Lookout, Ontario, 12 août 1929 —). Il est élu représentant conservateur de la circonscription de Kenora à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1966 et réélu six fois depuis. On lui confie en 1971 le ministère des Mines et des Affaires du Nord, puis celui des Terres et Forêts (devenu ministère des Richesses naturelles). En 1977, le premier ministre de la province crée le ministère des Affaires du Nord, que Léo Bernier dirige jusqu'à la défaite du gouvernement conservateur en 1985. Il continue cependant à s'intéresser à ce domaine d'activités comme critique officiel de l'opposition aux affaires du Nord et aux mines.

BERNIER, NOËL. Journaliste et écrivain (Saint-Hyacinthe, Québec, 1879 — Saint-Boniface, Manitoba, 28 juin 1944). Après des études de droit au Manitoba, il est rédacteur au journal *Le Manitoba** (1900-1908) et collabore également à *La Liberté**, *Le Patriote*, *L'Action* française*, *Le Devoir** et *L'Action sociale*. Président de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba (AECFM) de 1919 à 1924, il écrit aussi deux ouvrages sur la vie culturelle de cette province : *Le Capital et le travail* (1920) et *Fannys-telle ; une fleur de France éclore en terre manitobaine* (1939).

BERNIER, PIERRE-THOMAS. Homme politique (Henryville, Québec, 15 août 1844 — Saint-Boniface, Manitoba, 30 décembre 1908). Après des études classiques au Collège de Saint-Hyacinthe (Québec), il est admis au barreau en 1869. Après une collaboration au *Courrier de Saint-Hyacinthe* et quelques années de pratique du droit, il est invité par M^{gr} Taché* à s'installer à Sainte-Agathe* (Manitoba) où il devient agriculteur. Premier maire de Saint-Boniface* (1883), il est réélu à cinq reprises. Surintendant des écoles catholiques, son poste est aboli en 1890 par la loi manitobaine interdisant

l'enseignement catholique. Nommé sénateur en 1892, il utilise sa tribune pour dénoncer les agissements du gouvernement Greenway à l'endroit des Franco-Manitobains.

BERNIER, RAYMOND. Fonctionnaire et mélomane (Winnipeg, Manitoba, 1900 — Saint-Boniface, *ibid.*, 28 mars 1984). Il obtient son baccalauréat au Collège* de Saint-Boniface puis entre au service des douanes où il restera trente-cinq ans. Très actif dans les organismes francophones, il est co-fondateur du Cercle* Molière (1926), président fondateur de la Caisse populaire de Saint-Boniface* (1938), et président de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba (1964-1966). La ville de Saint-Boniface le proclame citoyen honoraire en 1954. Afin de propager son engouement pour la culture française et pour la musique, il tient une librairie et un magasin de disques français à Saint-Boniface entre 1967 et 1979.

BERTHIAUME-DENAULT, LAURE. Auteur et peintre (Ottawa, Ontario, 10 juin 1910 — *ibid.*, 5 février 1971). Elle étudie le chant, le piano et le violon au couvent des Sœurs grises d'Ottawa et s'initie aux beaux-arts à l'Université de Montréal. Dès l'âge de quinze ans, elle joue du violon avec l'Orchestre symphonique d'Ottawa. Plus tard, elle continue dans le domaine musical, fait de la peinture et organise plusieurs expositions d'art. Elle collabore au *Droit**, à *La Presse* et au *Petit Journal* et publie deux romans : *Marie-Jeanne* en 1937 et *Mon sauvage* en 1938.

BERTRAND. Village du Nouveau-Brunswick situé à quelques kilomètres à l'ouest de la ville de Caraquet et détaché de celle-ci en 1916. Population totale : 1 268 habitants. Des familles acadiennes ayant échappé à la Déportation* étaient venues s'y établir en 1787. Cette localité devrait son nom à un ruisseau dit le Ruisseau-à-Bertrand. Population francophone : 1 230.

BERTRAND, ELIZABETH (MITCHELL). Femme d'affaires (L'Arbre Croche, Michigan, 1762 — Sainte-Anne de Mackinac, Michigan, 1827). Métisse, elle s'engage avec son mari dans la traite de fourrures et fonde la Compagnie Mackinac. Si, sur papier, la Compagnie appartient à son époux, il s'avère que c'est elle qui en assume la direction. Sous sa gouverne, la Compa-

gnie Mackinac devient la plus importante de la région des Grands Lacs. Grâce à ses relations cordiales avec les Indiens, elle réussit à les convaincre de se ranger derrière les Britanniques durant la guerre de 1812-1814. Son intervention dans cette guerre et le retrait subséquent des troupes américaines ont des conséquences importantes sur l'issue de ce conflit. Avec l'expansion de la American Fur Company, la Compagnie Mackinac décroît en importance.

BERTRAND, HECTOR-L. Prêtre et éducateur (Warren, Ontario, 10 mars 1907 —). Membre de la Compagnie de Jésus, il est ordonné prêtre en 1939. Aumônier dans l'Armée canadienne de 1943 à 1945, il dirige ensuite l'Association des hôpitaux catholiques du Canada, domaine dans lequel il œuvre pendant vingt ans. En 1955, il fonde la seule revue hospitalière de langue française en Amérique du Nord : *L'Hôpital d'aujourd'hui*. Son rayonnement social se manifeste également dans le secteur universitaire ; il accède au rectorat du Collège de médecine de Bangalore (Inde), de 1963 à 1965, et devient vice-recteur administratif de l'Université* de Sudbury (1965-1975). Directeur du journal *Le Voyageur* (1975-1986), il est aussi récipiendaire de nombreux honneurs, dont un doctorat *honoris causa* de l'Université de Georgetown de Washington.

BESSERER, LOUIS-THÉODORE. Notaire, député et homme d'affaires (Château-Richer, Québec, 4 janvier 1785 — Ottawa, Ontario, 3 février 1861). Il étudie le notariat et est admis à la pratique en 1810. Promu capitaine lors de la guerre de 1812, il est ensuite député à la Chambre d'assemblée du Québec. Patriote de la région de Québec et déçu des événements politiques suivant la rébellion de 1837-1838, au cours de laquelle il risque l'emprisonnement, il se retire à Bytown* (Ottawa) en 1845, sur une terre spacieuse qu'il avait achetée en 1828 et qui prendra le nom de Côte-de-Sable. Homme d'affaires, il la subdivise en lots et y gagne une fortune. Il s'occupe de la transformation de Bytown en ville et donne son nom à l'une de ses rues. Il offrira le terrain nécessaire à l'érection de la future Université d'Ottawa.

BESSETTE, GÉRARD. Écrivain (Sainte-Anne de Sabrevoix, Québec, 25 février 1920 —). Il obtient son doctorat ès lettres à l'Université de

Montréal (1950) et devient professeur. De 1960 à 1979, il enseigne la littérature canadienne-française à l'Université Queen's (Kingston, Ontario). Membre de la Société royale du Canada (1966), il collabore à de nombreuses revues. Son œuvre romanesque est vaste et lui vaut plusieurs prix dont celui du Gouverneur général, en 1965 pour *L'Incubation*, et en 1972 pour *Le Cycle*, ainsi que le prix David pour l'ensemble de ses écrits. Certaines de ses œuvres, dont *Le Semestre*, ont pour cadre Kingston*.

BIARD, PIERRE. Missionnaire (Grenoble, France, 1567 ou 1568 — Avignon, *ibid.*, 17 novembre 1622). Ordonné prêtre en 1599, ce jésuite* arrive à Port-Royal* au printemps de 1611 et entreprend un travail de missionnaire auprès des Micmacs. Dès l'automne 1611, il effectue un voyage avec Biencourt à l'île Sainte-Croix et à l'embouchure de la Kennebec en territoire Abénakis. En 1613, il y établit, avec le père Massé, la mission de Saint-Sauveur (aujourd'hui Bar Harbour). Mais à l'automne de 1613, il est fait prisonnier par Samuel Argall et emmené en Angleterre, d'où il regagne définitivement la France. Il est l'auteur de la *Relation de la Nouvelle-France* (1616).

BIDDEFORD. Ville du Maine située à 24 km au sud de Portland. Population totale : 19 983 habitants. En 1605, Champlain* établit la première carte de la région. Vers le début du XIX^e siècle, des Québécois arrivent en grand nombre dans les filatures et les scieries de Biddeford. La première paroisse francophone est fondée en 1812. Une seconde paroisse est créée en 1894. Le journal français, *La Justice** est très actif durant les années trente et prend position contre l'épiscopat irlandais en Nouvelle-Angleterre. En 1970, les Franco-Américains représentent encore 75 % de la population totale. Population francophone : 12 268.

BIENVILLE : voir LE MOYNE DE BIENVILLE, JEAN-BAPTISTE

BILLON, PIERRE. Romancier (Genève, Suisse, 1937 —). Tour à tour professeur, conseiller politique et fonctionnaire, Pierre Billon poursuit à l'heure actuelle sa carrière dans le domaine des affaires culturelles et des communications. En marge de ses activités professionnelles, il écrit et

publie un premier roman en 1972, intitulé *L'Ogre de Barbarie*. Plus tard, il fait paraître *La Chausse-trappe* (1980), *L'Enfant du cinquième nord* (1982) et *Le Livre de seul* (1983).

BILLY, LOUIS-JOSEPH. Administrateur (Manchester, New Hampshire, 4 août 1885 — Ottawa, Ontario, 25 octobre 1972). Après ses études à Manchester, on le retrouve à Ottawa, comme gérant de la compagnie Duford Itée (1907-1939). Poursuivant sa carrière dans le domaine financier, il est membre-fondateur et gérant de la Caisse populaire Notre-Dame (Laurier) d'Ottawa, et membre-fondateur, président et administrateur de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario. Il est président des conseils d'administration du journal *Le Droit* et du poste de radio CKCH de Hull.

BILODEAU, ERNEST. Journaliste (Deschambault, Québec, 30 novembre 1881 — Ottawa, Ontario, 1^{er} août 1956). Après des études à l'Académie commerciale de Québec, il entre au service de la Banque nationale à Roberval puis à Amqui et ensuite à Paris. À son retour au Canada en 1913, il travaille dans l'Ouest canadien pour la Société du bon parler français. En 1914, il devient journaliste pour *Le Devoir*, *Le Nationaliste* et *Le Soleil* de Québec. Bilodeau s'installe en 1922 à Ottawa, où il est bibliothécaire-adjoint au Parlement jusqu'en 1952. Il signe quelques recueils, dont *Un Canadien errant* (1915) dans lequel il relate ses voyages.

BIRON, LOUIS-ALPHONSE. (Saint-Louis-de-Lotbinière, Québec, 28 juillet 1861 — Lowell, Massachusetts, 23 février 1947). Éduqué par le curé de Lotbinière jusqu'à 13 ans, il fréquente ensuite le Séminaire de Nicolet. En 1881, il devient journaliste à Québec. Désirant servir les Canadiens français émigrés en Nouvelle-Angleterre, il s'installe à Manchester (New Hampshire) en 1890, puis à Lowell (Massachusetts) où il collabore au quotidien *L'Étoile**, fondé par le Cercle canadien de la ville. En 1898, il crée à Nashua (New Hampshire) un hebdomadaire, *L'Impartial**, qui durera jusqu'en 1965. En 1910, il achète *L'Étoile* dans lequel il défend les intérêts des Franco-Américains. À sa mort, il est le doyen des éditeurs-propriétaires franco-américains.

BIRON-PÉLOQUIN, MARTHE. Journaliste et enseignante (Nashua, New Hampshire, 10 septembre 1919 —). Issue d'une famille de journalistes (son père, Louis-Alphonse Biron* est journaliste, rédacteur et propriétaire de journaux en Nouvelle-Angleterre), Marthe Biron perpétue la tradition familiale en se joignant à l'équipe de *L'Étoile** de Lowell entre 1939 et 1957. Elle collabore à plusieurs journaux et revues et enseigne le français avant de devenir examinatrice des candidats à l'enseignement bilingue à l'Université de Lowell en 1974. Elle est rédactrice du *Bulletin de la Fédération* féminine franco-américaine* de 1973 à 1986 (elle est présidente de cet organisme pendant 5 ans) et assume également la vice-présidence de la Société* historique franco-américaine à compter de 1984. Elle reçoit plusieurs honneurs et décorations dont un doctorat *honoris causa* du Collège* de l'Assomption de Worcester.

BLAIS, ARISTIDE. Médecin et sénateur (Berthier, Québec, 18 octobre 1875 — Vancouver, Colombie-Britannique, 10 novembre 1964). Diplômé en médecine de l'Université* Laval de Québec (1899), il séjourne à Paris pendant deux ans pour parfaire sa formation. De retour au Canada en 1901, il s'installe à Edmonton* (Alberta) pour exercer sa profession de chirurgien. Vice-président du Club Laurier (1910), organisation créée pour regrouper les francophones de l'Ouest, le docteur Blais sert sous le drapeau canadien comme officier médical pendant le premier conflit mondial. Après la guerre, il continue de pratiquer la médecine à Edmonton jusqu'à sa nomination au Sénat en 1940.

BLAIS, JEAN-JACQUES. Avocat et homme politique (Sturgeon Falls, Ontario, 27 juin 1940 —). Détenteur d'un baccalauréat ès arts de l'Université d'Ottawa en 1961 et diplômé en droit d'Osgoode Hall à Toronto en 1966, il exerce sa profession d'avocat à Sturgeon* Falls. Élu député libéral du Nipissing au parlement fédéral en 1972, il est réélu en 1974, 1979 et 1980. Il devient successivement secrétaire parlementaire, ministre des Postes, solliciteur général du Canada, ministre des Approvisionnements et Services et ministre de la Défense nationale. Défait aux élections de 1984, il revient à la pratique du droit à Ottawa.

BLANCHARD, CORINNE. Journaliste (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 15 octobre 1905 — *ibid.*, 11 mars 1973). Elle étudie au couvent de Tracadie* et à l'École normale de Fredericton* où elle obtient un certificat d'enseignement. Correspondante à *L'Évangéline** pendant plusieurs années, elle s'illustre surtout par la fondation du journal *Le Voilier** de Caraquet*. De plus, elle signe un livre sur sa ville natale intitulé *Caraquet et quelques bribes de son histoire*. Très engagée dans la vie culturelle acadienne, elle participe notamment à la création d'un musée local.

BLANCHARD, FRANÇOIS. Agronome (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 30 novembre 1898 —). Après avoir travaillé comme manœuvre au Canada et aux États-Unis, il entreprend des études en sciences agricoles qu'il complète à l'Université Cornell de New York en 1938. Devenu agronome en 1931, il pratique sa profession à Caraquet*, en Acadie, d'abord au service d'une compagnie privée, puis pour le ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick (1931-1966). Fondateur de la Coopérative de Rogersville, Blanchard développe la culture du chou de Bruxelles et en fait l'activité principale de cette localité, reconnue aujourd'hui comme le plus important centre de production de ce légume au Canada.

BLANCHARD, JÉRÉMIE. Homme politique (Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 26 septembre 1859 — Duvar, *ibid.*, 17 mars 1939). Cultivateur de métier, il se porte candidat, sous la bannière conservatrice, aux élections générales de l'Île-du-Prince-Édouard en 1890, mais connaît la défaite. L'année suivante, il tente en vain d'obtenir un siège au Conseil législatif. En 1893, il est élu à l'Assemblée législative de sa province, mais, en 1897, il quitte la politique active pour plusieurs années. En 1919, Blanchard tente, sans succès, un retour à la vie politique, cette fois comme candidat libéral du comté de Prince. Il est finalement élu en 1922, réélu en 1923 puis en 1927. Dès sa rentrée en chambre, il est nommé ministre sans portefeuille, poste qu'il occupe une première fois en 1923, puis à nouveau de 1927 à 1931.

BLANCHARD, JÉRÉMIE-ELMER. Homme politique (Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, 6 mars 1927 — North Lake, *ibid.*, 20 septembre

1970). Avocat, il exerce sa profession à Charlottetown à partir de 1953. En 1963, il devient secrétaire privé du lieutenant-gouverneur de sa province. Puis en 1966, il est élu député libéral du comté de Queens à l'Assemblée législative de l'île et est appelé au cabinet comme ministre du Travail, de la Main d'œuvre et des Ressources. En 1969, il est nommé solliciteur général de l'Île-du-Prince-Édouard.

BLANCHARD, J. HENRI. Professeur (Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 16 juin 1881 — Halifax, Nouvelle-Écosse, 14 janvier 1968). Formé à Charlottetown, à Guelph (Ontario) et à l'Université de la Sorbonne, il enseigne d'abord le français et l'histoire dans sa province natale et devient vice-principal du collège Prince of Wales à Charlottetown, poste qu'il occupe pendant onze ans entre 1937 et 1948. Par la suite, il enseigne à l'Université Mount Allison à Sackville (Nouveau-Brunswick). Il apporte également sa contribution à diverses associations vouées à la défense des intérêts politiques et culturels de l'Acadie et du Canada français. C'est ainsi qu'il siège au Conseil* de la vie française de 1937 à 1964 et qu'il assume la présidence de la Société* Saint-Thomas d'Aquin puis celle de la Société* nationale des Acadiens. Il publie également des ouvrages et des essais pour les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard, dont *Les Acadiens de l'Île Saint-Jean* (1921), *Histoire des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard* (1927), *Rustico, une paroisse acadienne* (1938). Le Conseil de la vie française lui décerne le prix Champlain en 1967 pour l'ensemble de son œuvre.

BLANCHARD, MATHILDE : voir LANDRY-BLANCHARD, MATHILDE

BLANCHARD, NEWTON. Avocat et homme politique (Rapides, Louisiane, 1849 — Shreveport, *ibid.*, 22 juin 1922). Diplômé en droit de l'Université Tulane de la Louisiane en 1870, il exerce par la suite sa profession à Shreveport, puis se lance dans la politique, carrière qu'il poursuit pendant plus de quarante ans. De 1880 à 1893, il est élu représentant démocrate au Congrès de l'État. En 1894, il est élu au Sénat américain. De 1897 à 1904, il est élu juge de la Cour suprême de la Louisiane, puis gouverneur de la Louisiane en 1904. Après un retour à la pratique

du droit en 1908, il est invité à présider la Commission constitutionnelle de l'État.

BLANCHET, AUGUSTIN-MAGLOIRE. Évêque (Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, Québec, 22 août 1797 — Vancouver, Colombie-Britannique, 25 février 1887). Ordonné prêtre à Québec en 1821, il exerce d'abord son ministère paroissial dans le Bas-Canada, puis à Chéticamp* (Nouvelle-Écosse), jusqu'en 1826. En 1846, il est sacré évêque de Walla-Walla, situé le long de l'Oregon* Trail (devenu Nesqually, Oregon, en 1850), où œuvre déjà son frère, François Norbert Blanchet*. Fondant plusieurs missions, il invite en 1856 les Sœurs* de la Providence à s'établir en Orégon.



M^{gr} François Norbert Blanchet

BLANCHET, FRANÇOIS NORBERT. Prêlat (Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, 3 septembre 1795 — Oregon, 18 juin 1883). Ordonné prêtre en 1819, il prend en charge, dès 1820, la mission de Richibouctou* (Nouveau-Brunswick). Il est le premier missionnaire sur la côte du Pacifique septentrional (1838) où il se réserve la partie méridionale de la Colombie-Britannique. Sans négliger les Amérindiens, il se consacre surtout à la population d'origine européenne et métisse. Nommé évêque en 1846, puis archevêque de l'Orégon en 1850, il effectue, en 1857, un voyage au Canada d'où il ramène des prêtres et des reli-

gieuses. De plus, M^{gr} Blanchet est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Historical Studies of the Catholic Church in Oregon* (1878).

BLANCHETTE, ROMÉO. Évêque (St-George, Illinois, 6 janvier 1913 —). Après des études théologiques à Mundelein (Illinois) et à Rome, il est ordonné prêtre en 1937. De 1939 à 1949, il effectue des tâches administratives à l'archidiocèse de Chicago (Illinois). Puis, il est nommé successivement chancelier (1949), vicaire général (1950), évêque auxiliaire (1965) et évêque (1966) du diocèse de Joliet en Illinois.

BLEZARD VALLEY. Localité de l'Ontario intégrée depuis 1973 à la municipalité de Valley East, située à 10 km au nord de Sudbury. Population totale : 900 habitants. Fondée vers la fin des années 1880, ses premiers habitants sont des bûcherons et des agriculteurs francophones. Au XX^e siècle, l'expansion de l'exploitation minière provoque un déclin de l'agriculture de la région, en attirant la main d'œuvre grâce à des salaires plus avantageux et en générant une pollution nuisible aux récoltes. La paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, fondée en 1901, dessert la population francophone. On y trouve également une école élémentaire du même nom. Population francophone : environ 600.

BLIND RIVER. Ville de l'Ontario, située à 165 km environ à l'ouest de Sudbury, à l'embouchure de la rivière Missisagi. Population totale : 3 444 habitants. Vers 1860, on y ouvre une scierie, attirant ainsi dans cette région bûcherons et commerçants francophones. Depuis 1935, la vie économique est dominée par la compagnie forestière McFadden. La paroisse Sainte-Famille est fondée en 1902. Population francophone : 980.

BOGY (BAUGY), LOUIS-VITAL. Homme politique (Sainte-Geneviève, Missouri, 9 avril 1813 — Saint-Louis, *ibid.*, 20 septembre 1877). Fils d'un pionnier francophone de la région de Kaskaskia, (Illinois), il est diplômé en droit (1835) et s'installe à Saint-Louis pour exercer sa profession (1836-1861). Participant étroitement en tant qu'avocat au développement du chemin de fer et des mines de fer dans le Midwest américain, il est élu à la Législature de son État en 1840, 1841, 1854 et 1855. Président du conseil municipal de Saint-Louis en 1872, Bogy, un dé-

mocrate, devient, l'année suivante, le deuxième sénateur des États-Unis qui soit d'origine canadienne-française. Il s'éteint durant la cinquième année de son mandat.

BOILEAU, GEORGES. Prêtre et professeur (Sainte-Geneviève de Pierrefonds, Québec, 27 août 1885 — Montréal, 22 août 1946). Ordonné en 1911, il travaille à Maniwaki, à Montréal puis au scolasticat d'Edmonton* en Alberta, où il est professeur d'écriture sainte (1918-1920). Après un second stage à Montréal, il retourne dans l'Ouest et enseigne au Collège* Mathieu de Gravelbourg* (Saskatchewan) avant d'être nommé visiteur des écoles françaises de la province (1927-1930). Pendant deux ans, il est chargé de la rédaction de la revue mensuelle *L'Ami* du foyer*. Il retourne définitivement dans l'Est en 1934. Le père Boileau est l'auteur de plusieurs chants patriotiques dont certains portent sur les Fransaskois.

BOÎTE À POPICOS. Troupe théâtrale professionnelle pour enfants et adolescents fondée en 1978 à Edmonton* en Alberta. Elle offre aux enfants franco-albertains des ateliers en classe afin qu'ils acquièrent une connaissance du théâtre. La troupe présente des spectacles d'auteurs de la région ou des créations collectives, telle *Les années perdues*, et dessert les besoins de l'Alberta et des autres provinces de l'Ouest en théâtre professionnel pour enfants. La troupe publie un cahier pédagogique accompagnant chacune de ses productions.

BOLDUC, JEAN-BAPTISTE-ZACHARIE. Missionnaire (Saint-Joachim, Québec, 30 novembre 1818 — Québec, 8 mai 1889). Ordonné prêtre en 1841, il part pour les missions du Pacifique. Premier prêtre catholique à visiter l'île de Vancouver (1843), il exerce la plus grande partie de son ministère à Willamette en Orégon (1843-1850). De retour dans l'Est, il devient procureur de l'archevêché de Québec (1867-1889). Il est l'auteur d'un journal de voyage, *Mission de la Colombie*, publié en 1845.

BONAMI, DIT LESPÉRANCE, ALEXIS. Voyageur et guide (Saint-Michel de Yamaska, Québec, 27 novembre 1796 — Saint-François-Xavier, Manitoba, 11 décembre 1890). Issu d'une famille de commerçants de fourrures, il s'engage

comme voyageur pour la Compagnie* de la baie d'Hudson et se rend dans l'Ouest où, pendant plus d'un demi-siècle, il occupe un rôle de premier plan comme guide et chef de convois de bateaux. Il inaugure un nouveau service, la brigade au portage La Loche. Ce tracé particulièrement difficile sur plus de 6 000 kilomètres, de la rivière Rouge au portage Methy (Saskatchewan), le rend célèbre. Il se distingue surtout pour ses connaissances approfondies de la route.

BONFIELD. Village du nord de l'Ontario sur les bords du lac Nipissing à l'est de North Bay. Population totale : 1 704 habitants. Les premiers habitants, des bûcherons venus de l'est de l'Ontario et du Québec, y font le transport du bois du lac Nipissing à la rivière des Outaouais. Même si le chantier reste ouvert jusqu'en 1952, l'agriculture devient la principale activité de la population. Population francophone : 955.

BONIER, MARIE-LOUISE. Historienne et animatrice (North Smithfield, Rhode Island, 4 janvier 1867 — Woonsocket, *ibid.*, 1927). Très active dans la communauté francophone de Woonsocket*, Marie-Louise Bonier est fondatrice et présidente du Cercle Marie-Louise, qui s'occupe d'activités culturelles et sociales pour les jeunes filles francophones de la ville. Elle se fait surtout connaître par la publication du livre *Débuts de la colonie franco-américaine de Woonsocket, Rhode Island* (1920). Grâce à la description généalogique de certaines familles d'origine canadienne-française venues s'établir à Woonsocket et grâce à la présentation des réussites politiques, commerciales et industrielles de certains de ces nouveaux Franco-Américains, elle donne une image précise de l'évolution de cet important centre francophone de la Nouvelle-Angleterre.

BONNEAU, ALFRED. Journaliste et éditeur (Saint-Jean, Québec, 14 octobre 1862 — Biddeford, Maine, décembre 1920). D'abord comptable, puis greffier-adjoint des comités au Parlement du Québec, Bonneau s'expatrie en 1889 à Lowell (Massachusetts) où il devient rédacteur de *L'Étoile**. En 1893, il occupe les mêmes fonctions à *L'Observateur* de Biddeford. Trois ans plus tard, il fonde *La Justice** dont il est propriétaire-rédacteur. Par le biais de ce journal, il combat avec acharnement les visées assimilatrices de l'évêque du lieu, M^{gr} Louis Walsh et prône la na-

turalisation des francophones pour augmenter leur pouvoir politique. Frappé d'interdiction par M^{re} Walsh, il n'en continue pas moins de défendre les intérêts francophones et de soutenir le Comité permanent de la cause nationale.

BONNYVILLE. Municipalité de l'Alberta située à 220 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 4 454 habitants. Le père Bonny, missionnaire français, fonde une paroisse et édifie en 1910 la première église catholique du district près de Moose Lake, à 3 km à l'ouest de la ville actuelle. La même année, il ouvre un bureau de poste qui est nommé Bonnyville en son honneur. Les premiers contingents de colons arrivés trois ans plus tôt, en 1907, sont canadiens-français. En 1911, on y fonde une mission protestante et française. Population francophone : 1 065.

BORDELONVILLE : voir AVOYELLES

BOTTINEAU, PIERRE. Guide d'expédition (Rivière-Rouge, Minnesota, 1817 — Red Lake, *ibid.*, 26 juillet 1895). Métis né d'un Canadien français et d'une Indienne, il s'établit à Fort Smelling (États-Unis) en 1837 et travaille comme guide et interprète pour le compte de la American Fur Company. En 1841, il s'installe sur une concession à l'endroit où se trouve actuellement la ville de Saint-Paul* (Minnesota). Fondateur de Maple Grove ou Bottineau's Prairies, au Dakota, il entreprend plusieurs expéditions sur le fleuve Fraser (1859), en Idaho (1862) et au Missouri (1863). Un comté du Dakota porte aujourd'hui son nom.

BOUCHER, FRANÇOIS. Violoniste (Montréal, 1860 — Kansas City, 1936). Dès l'âge de 16 ans, il se rend à Liège en Belgique pour parfaire la pratique de son instrument musical en compagnie du réputé violoniste Massart. En 1881, il ouvre un magasin de musique à Ottawa et devient, peu après, professeur à Toronto et finalement à Kansas City. Sa maîtrise du violon en fait un musicien remarqué dans les concerts de sociétés philharmoniques.

BOUCHER, GASPARD. Éditeur et homme politique (Notre-Dame-du-Portage, Québec, 3 février 1897 — Edmundston, Nouveau-Brunswick, 18 avril 1955). D'abord agronome au Québec, il s'établit à Edmundston* à l'âge de 23 ans. Journaliste au quotidien *Le Madawaska** en 1921, il

en fait l'acquisition peu après et y assume jusqu'à son décès les fonctions de rédacteur. Élu député libéral du comté de Madawaska à l'Assemblée législative de sa province en 1935, il conserve son siège en 1939, 1944 et 1948, mais le perd en 1952. Boucher remplit aussi les fonctions de président de la Chambre (1936-1939), de ministre sans portefeuille, de président de la Commission de l'électricité du Nouveau-Brunswick (1941-1949) et de secrétaire provincial (1949-1952). Quittant la politique provinciale, il entre à la Chambre des communes en 1953 comme représentant du comté de Restigouche-Madawaska (Nouveau-Brunswick), mais meurt au cours de son mandat en 1955.



Gaspard Boucher

BOUCHER, GEORGES-ALPHONSE. Écrivain (Rivière-Bois-Clair, Québec, 13 septembre 1865 — Concord, New Hampshire, 9 janvier 1956). Médecin de carrière, il s'installe à Brockton (Massachusetts) en 1890 pour exercer sa profession. Poète à ses heures, il signe un premier recueil intitulé *Ode à Québec*. Il fait paraître ensuite *Je me souviens* qui sera édité à trois reprises (1937, 1938, 1939). La seconde guerre mondiale lui inspire un autre recueil, *Sonnets de guerre* (1943). Boucher écrit également *Chants du nouveau monde*, édité en 1946 et réédité en 1950 et 1952. À sa mort en 1956, il laisse ses mémoires en manuscrit, intitulés *Vie abrégée*.

BOUCHER, JEAN-CLAUDE. Sénateur (Rivière-Ouelle, Québec, 20 juin 1894 — Lewiston, Maine, 24 mars 1960). Au tournant du siècle, sa famille émigre en Nouvelle-Angleterre et s'installe à Lewiston*. Très tôt initié au monde des affaires, il devient un entrepreneur prospère. Sa carrière politique débute en 1933 comme échevin de sa ville. Deux ans plus tard, il devient sénateur de l'État du Maine pour la circonscription d'Androscoggin, poste qu'il assume jusqu'à sa mort.

BOUCHER, WILLIAM ALBERT. Homme politique (Saint-Louis, Saskatchewan, 12 novembre 1889 — Port Colborne, Ontario, 23 juin 1976). Fermier et marchand à Prince Albert, il est préfet de la municipalité de Saint-Louis* pendant 16 ans. Élu en 1948 et de nouveau en 1949, il est député libéral de Prince-Albert à la Chambre des communes. Il devient sénateur en 1957.

BOUCHETTE, ROBERT-ERROL. Bibliothécaire et écrivain (Québec, 2 juin 1863 — Ottawa, Ontario, 13 août 1913). Il fait ses études de droit à Québec, est admis au barreau (1895) et pratique le notariat à Québec et à Montréal. Il est nommé conservateur de la bibliothèque du Parlement à Ottawa (1900), poste qu'il occupe jusqu'à sa mort. Il publie des essais et un roman à thèse, *Robert Lozé* (1903), dans lequel il préconise le développement économique comme instrument d'émancipation pour le Québec.

BOUCTOUCHE. Village du Nouveau-Brunswick situé à 52 km au nord-est de Moncton. Population totale : 2 476 habitants. Fondé en 1784 par cinq familles acadiennes revenues de leur exil, il est réputé pour la richesse exceptionnelle de ses bancs d'huîtres et pour ses usines d'apprêtage du poisson. Sis au pays de la Sagouine, ce village évoque le folklore de l'Acadie tel que le représente l'écrivain Antonine Maillet*. Population francophone : 2 310.

BOUDREAU, ALEXANDRE. Professeur (Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 9 février 1910 —). Après des études classiques au Collège de Lévis, puis en agronomie à l'École d'agriculture à Ste-Anne-de-la-Pocatière, il obtient en 1943 sa maîtrise en administration publique de l'Université Harvard. De 1938 à 1948, il enseigne à l'Université* Laval, en plus d'organiser et de diriger une

fédération de coopératives, les Pêcheurs-Unis de Québec. Devenu fonctionnaire fédéral, il est nommé consul général du Canada à Boston en 1957. En 1960, il devient directeur des relations publiques et de l'extension de l'enseignement à l'Université Saint-Joseph. De 1966 à 1975, il dirige l'Institut d'éducation permanente à Memramcook. Prenant sa retraite à Chéticamp* en 1975, il y fonde une coopérative d'alimentation.

BOUDREAU, DANIEL : voir COSTE, DONAT

BOUDREAU, EDDY. Poète (Petit-Rocher, Nouveau-Brunswick, 4 mars 1914 — Québec, 9 avril 1954). Orphelin adopté par une famille d'Allardville (Nouveau-Brunswick), il devient paraplégique en 1929. En 1940, il entre à l'hôpital pour n'en plus sortir. Il collabore à divers journaux, dont *L'Évangéline** et *La Vallée de la Chaudière*, ainsi qu'à plusieurs revues telles que *L'Action catholique* et *Le Travailleur*. Poète de la souffrance, il publie deux recueils de poésie : *La Vie en croix* (1948) et *Vers le triomphe* (1950). Il est le frère de Daniel Boudreau également connu sous le nom de Donat Coste*.

BOUDREAU, LOUIS. Joueur de base-ball (Harvey, Illinois, 17 juillet 1917 —). Diplômé d'un collège de l'Illinois en 1939, il se découvre de grandes aptitudes sportives, spécialement au basket-ball et au base-ball. Pratiquant surtout ce dernier sport, il se joint aux Indiens de Cleveland (1938-1950), puis occupe, tout en restant joueur de l'équipe, le poste de gérant (1942-1950). Boudreau devient ainsi le plus jeune dirigeant d'une équipe dans l'histoire de la ligue américaine. Déclaré le meilleur frappeur (1944) et le joueur le plus important (1948) de cette ligue, il est successivement joueur (1950-1952) et gérant (1952-1955) des Red Sox de Boston. Occupant enfin la direction des Athletics de Kansas City (1955-1957), il accède au Temple de la Renommée en 1970.

BOUDREAU, ROLAND. Homme politique (Pointe-Verte, Nouveau-Brunswick, 19 octobre 1935 —). Après des études au Collège* Saint-Joseph de Memramcook et au Collège* Sacré-Cœur, Roland Boudreau travaille avec son père dont il achète le magasin général en 1963. Quelques années plus tard, il est élu maire de son

village natal. En 1974, élu député conservateur à la législature du Nouveau-Brunswick pour le comté de Nigadoo-Chaleur, il est nommé ministre des Ressources naturelles. En 1978, il est membre du Workmen's Compensation Board. Boudreau est également membre du bureau des directeurs du Collège de Bathurst.

BOUDRIA, DON. Député (Hull, Québec, 30 août 1949 –). D'abord fonctionnaire, il est élu conseiller du canton de Cumberland (Ontario) en 1976, puis député libéral de Prescott-Russell à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981. Depuis 1984, il représente la circonscription ontarienne de Glengarry-Prescott-Russell à la Chambre des communes du Canada. Critique officiel du gouvernement en matière d'agriculture, il se fait remarquer par ses propos acerbes à l'endroit du gouvernement. Il est le président-fondateur de la section ontarienne de l'Association* internationale des parlementaires de langue française.

BOUDROT, CHARLES. Navigateur et homme politique (Arichat, Nouvelle-Écosse, 1822 -- Liscomb, *ibid.*, 30 juin 1883). On ignore tout des années de formation de ce marin de carrière. Devenu pilote de navire, il passe sa vie à naviguer le long des côtes du Cap Breton* et s'adonne au commerce et au transport des marchandises. En 1874, il est élu député indépendant à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Quatre ans plus tard, il est nommé au Conseil législatif de sa province et y siège jusqu'à sa mort.

BOUILLON, GEORGES. Prêtre et architecte (Rimouski, Québec, 10 février 1841 -- Ottawa, Ontario, 7 avril 1932). D'abord Frère* des Écoles chrétiennes de 1865 à 1866, il est ordonné prêtre en 1874. Passionné d'architecture religieuse, il réalise les plans de plusieurs édifices ecclésiastiques, dont les cathédrales d'Ottawa* et de Rimouski, les églises du Bic, de Trois-Pistoles, de Fall* River (Massachusetts), etc. Il occupe la fonction de procureur diocésain du diocèse d'Ottawa de 1885 à 1896.

BOULANGER, JOSEPH. Médecin (Montréal, 5 janvier 1875 -- Edmonton, Alberta, 8 juillet 1963). Diplômé en médecine de l'Université Laval de Montréal (1906), il poursuit des études à New York et à Paris. Il s'établit ensuite dans

l'Ouest canadien où il joue un rôle de premier plan dans la vie culturelle. Président de la Société* Saint-Jean-Baptiste d'Edmonton* (1915-1918), fondateur du journal *Le Canadien* français* (1915), il se crée une réputation de pamphlétaire, de grand voyageur et de travailleur infatigable.

BOURASSA, HENRI. Homme politique et journaliste (Montréal, 1^{er} septembre 1868 -- *ibid.*, 31 août 1952). Fils du peintre et écrivain Napoléon Bourassa* et petit-fils de Louis-Joseph Papi-neau*, il termine ses études au Collège Holy Cross de Worcester (Massachusetts). Député fédéral du comté québécois de Labelle (1896-1904 et 1925-1935), il est aussi député provincial de Saint-Hyacinthe (1908-1912). Il fonde à Montréal le quotidien *Le Devoir** (1910), qu'il dirige jusqu'en 1932 et dans lequel il écrit de nombreux articles sur les grands dossiers nationaux, notamment le nationalisme canadien et les grandes causes de la francophonie hors Québec. Outre ses écrits journalistiques, il publie de nombreuses études, dont *Les Écoles du Nord-Ouest* (1905) et *La Langue française au Canada, ses droits, sa nécessité, ses avantages* (1915).



Henri Bourassa

BOURASSA, NAPOLÉON. Peintre et romancier (L'Acadie, Québec, 21 octobre 1827 -- La-

chenaie, *ibid.*, 27 août 1916). Après des études classiques au Collège de Montréal, il étudie la peinture à Montréal puis à Rome (1852-1855). À son retour, il séjourne tour à tour à Montebello, à Saint-Hyacinthe et à Montréal, et partage son temps entre la peinture, le dessin et la littérature. Très actif dans les milieux artistiques du Québec durant la seconde moitié du XIX^e siècle, il a laissé de nombreuses œuvres, dont deux intéressent l'histoire de l'Amérique française. C'est ainsi qu'il a tracé les plans de l'église de Fall* River dans le Massachusetts, construite entre 1892 et 1896. Il est également l'auteur d'un roman historique consacré à la déportation des Acadiens et intitulé *Jacques et Marie* (1866).

BOURBONNAIS. Village du nord de l'État de l'Illinois. Fondé comme colonie agricole en 1830 par Noël Levasseur*, originaire de Yamaska au Québec, le village doit son nom à la famille de François Bourbonnais qui tenait un petit poste de traite sur la rivière Kankakee vers 1800. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, environ 1 000 familles francophones s'y établissent. Durant la seconde moitié du siècle le village est divisé par le schisme de l'abbé Chiniquy* suivi de ses fidèles. L'arrivée du chemin de fer en 1853 déplace le centre d'attraction commercial de Bourbonnais vers Kankakee*, provoquant le déménagement de plusieurs familles francophones. Malgré cela, les quelque 200 familles françaises qui y demeurent se regroupent autour de l'église (1858), du couvent des sœurs de la Congrégation* de Notre-Dame (1861), du collège des Clercs* de Saint-Viateur (1865) et fondent le *Journal de Bourbonnais* en 1888.

BOURDON, JOSEPH-CHARLES DIT ROSARIO. Musicien et compositeur (Montréal, 6 mars 1885 — New York, 24 avril 1961). Dès l'âge de neuf ans, il commence à étudier le violoncelle. Son évolution musicale le mène à Bruxelles, puis dans une tournée européenne où il fait figure d'enfant prodige surnommé Rosario. Membre de l'Orchestre symphonique de Cincinnati (1902-1903), de Philadelphie (1904-1908) et de Saint-Paul (1908-1911), il acquiert une réputation qui dépasse de loin les frontières de son pays natal. En 1911, il devient directeur musical d'une compagnie d'enregistrement puis exerce, à partir

de 1923, la même fonction à la radio de la National Broadcasting Corporation.

BOURG, MATHURIN. Missionnaire (Rivière-aux-Canards, près de Grand'Pré, Acadie, 9 juin 1744 — Saint-Laurent, Québec, 20 août 1797). Il a onze ans lorsqu'avec sa famille il est déporté en Virginie (1755) puis en Angleterre (1756-1763). Après le traité de Paris (1763), il fait ses études de théologie en France et revient au Canada où il est ordonné prêtre en 1772. Il retourne en Acadie l'année suivante — il serait le premier prêtre à y revenir après la Déportation — et, de 1774 à 1795, il est vicaire général des missions d'Acadie. Durant la guerre d'Indépendance américaine (1775-1783), il est chargé de missions religieuses et diplomatiques auprès des Amérindiens qu'il réussit à convaincre de rester neutres.

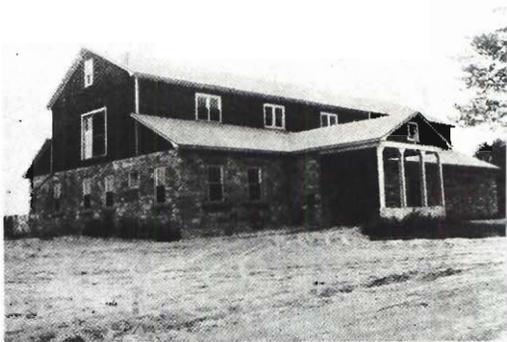
BOURGEOIS, JOSEPH. Homme d'affaires et politicien (Moncton, Nouveau-Brunswick, 20 février 1901 — *ibid.*, 25 novembre 1977). Après des études à l'Université* Saint-Joseph à Memramcook, il se lance dans les affaires et devient marchand. Intéressé par la vie politique, il est d'abord échevin puis maire adjoint de Moncton*. En 1952, il est élu député conservateur à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et, en 1957, il est nommé ministre sans portefeuille. En 1960, il retourne à son commerce.

BOURGEOIS, PHILÉAS-FRÉDÉRIC. Prêtre et éducateur (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 3 avril 1855 — Moncton, *ibid.*, 3 avril 1913). Membre de la Congrégation* de Sainte-Croix, il enseigne la littérature et l'histoire dans divers collèges administrés par sa communauté à Memramcook, à Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse) et à Montréal. Tout au long de sa carrière, il prépare et fait paraître plusieurs outils pédagogiques dont l'*Histoire du Canada en 200 leçons* paru en 1903.

BOURGEOIS, ULRIC. Photographe (Fulford, Québec, 1874 — Manchester, New Hampshire, septembre 1963). Il obtient en cadeau son premier appareil photographique à l'âge de 11 ans. Après son mariage en 1899, il émigre à Manchester*, où il ouvre un studio de photographie. Pour gagner sa vie, il fait également de la photographie technique et met sur pellicule des scènes de ville qui deviendront des cartes postales

ou des illustrations de livres et de brochures. Pour son plaisir, il croque sur le vif des scènes de la vie quotidienne aussi bien en Nouvelle-Angleterre qu'au Québec, où il revient en visite à l'occasion. Les photographies qu'il a laissées constituent un document visuel important sur son époque. Sa vie a inspiré le film québécois *J.A. Martin, photographe*.

BOURGET. Ville de l'Ontario, située à 50 km à l'est d'Ottawa, sur la rivière Nation. Le village est d'abord connu sous le nom de The Brook ; en 1910, à la demande du curé de l'endroit, le père Léon Calixte Raymond, il prend le nom de Bourget en l'honneur de M^{gr} Ignace Bourget*. Les premiers habitants qui s'installent dans la région, en 1855, sont originaires des comtés de Beauharnois et des Deux-Montagnes au Québec. Ils développent principalement les industries laitière et avicole et mettent sur pied différentes organisations francophones dont les premières sont les Forestiers catholiques et l'Association* catholique de la jeunesse canadienne. À Bourget se déroulent plusieurs manifestations à caractère francophone, dont la plus importante est la fête* de la Saint-Jean-Baptiste. La population, de plus de 1 000 habitants, est presque entièrement francophone.



La Fromagerie coopérative de Bourget en 1943

BOURGET, IGNACE. Évêque (Lauzon, Québec, 30 octobre 1799 — Montréal, 8 juin 1885). Ordonné prêtre en 1822, il est nommé secrétaire de l'évêque de Montréal, M^{gr} Lartigue, puis occupe la cure de la paroisse de Saint-Jacques. Intronisé évêque du diocèse de Montréal en 1837, il prend en charge la direction du diocèse après le décès de M^{gr} Lartigue en 1840. Apôtre du mouvement de colonisation, Bourget fonde huit nou-

velles missions sur les rives de l'Outaouais et jette ainsi les bases du diocèse de Bytown (Ottawa) qui naît en 1847. Faisant venir d'Europe de nombreuses congrégations religieuses, il participe à la fondation du diocèse de Toronto (1841) et à la diffusion de la foi catholique en Ontario ; il encourage également la colonisation francophone dans l'Ouest. M^{gr} Bourget est aussi connu pour ses démêlés retentissants avec les libéraux et les sulpiciens. Un collège du Québec, à Rigaud, et un village de l'Est ontarien perpétuent sa mémoire.



M^{gr} Bourget

BOURNEUF, FRANÇOIS-LAMBERT. Marin et député (Rénéville, France, 1787 — Grosses-Coques, Nouvelle-Écosse, 16 mai 1871). Devenu matelot à l'âge de 21 ans, il se rend aux îles Saintes et en Guadeloupe. Sur le chemin du retour, son navire est détourné par la flotte anglaise, qui emprisonne l'équipage à Halifax*. Après trois ans de captivité, il réussit à s'enfuir et s'établit à Grosses-Coques dans la Baie*-Sainte-Marie. Tantôt enseignant, tantôt homme d'affaires alors qu'il se lance dans la construction de navires, il finit par servir le comté de Digby pendant 16 ans comme député à la Législature provinciale. *L'Évangéline** publiée en 1892 une

partie de ses *Mémoires*, qu'il commence à rédiger vers 1859.

BOURQUE, ANDRÉ-THADDÉE. Prêtre-missionnaire et enseignant (Beaumont, Nouveau-Brunswick, 27 juillet 1854 — Memramcook, *ibid.*, 28 juin 1914). Après des études au Collège* Saint-Joseph, il enseigne quelques années avant d'entrer chez les Pères* de Sainte-Croix. D'abord professeur de musique, puis missionnaire aux Indes et dans l'Ouest canadien, il revient au Nouveau-Brunswick comme vicaire à Chatham puis à Campbellton, avant de retourner à l'enseignement de la musique au Collège Saint-Joseph. Auteur de plusieurs chants d'inspiration patriotique, il signe également un recueil de contes, légendes et traditions acadiennes : *Chez les anciens Acadiens. Causeries du grand-père Antoine* (1911).

BOURQUE, THOMAS-JEAN. Médecin et homme politique (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 11 mai 1864 — Richibouctou, *ibid.*, 16 février 1952). Devenu médecin en 1889, il exerce sa profession à Richibouctou*. Élu représentant conservateur du comté de Kent à l'Assemblée législative de sa province en 1908, il occupe cette fonction jusqu'en 1917. Appelé au Sénat la même année, Bourque y siège par la suite pendant 35 ans.

BOUTAL, ARTHUR ET PAULINE. Arthur, journaliste et metteur en scène (Seyches, France, 1887 — Saint-Boniface, Manitoba, 15 juin 1941). Pauline, née Le Goff, artiste peintre et femme de théâtre (Bretagne, France, 1894 —). Arthur Boutal émigre au Canada en 1904, à Saint-Boniface. D'abord journaliste au *Nouvelliste*, puis au *Soleil de l'Ouest*, il est gérant de l'imprimerie La Liberté. En 1916, il épouse Pauline Le Goff qui était venue au Canada en 1909 et travaillait comme typographe au *Nouvelliste*. Tous deux s'intéressent au théâtre. Ils sont membres de la troupe du Cercle* Molière dès ses débuts en 1925. Arthur y fait une quinzaine de mises en scène et Pauline, comédienne, décoratrice, maquettiste, dessinatrice des costumes et des décors, en est la présidente de 1941 à 1968. Première francophone de l'Ouest à devenir membre de l'Ordre du Canada, elle a également reçu la Médaille de la reconnaissance, les Palmes académiques et, en 1981, l'Ordre des francophones d'Amérique. On considère le couple Boutal

comme les pionniers du théâtre d'expression française dans l'Ouest canadien.

BOUTIN, ERNEST A. Sénateur (Lewiston, Maine, 1906 —). Orphelin de père, il débute modestement comme balayeur de planchers. Bientôt, il monte sa propre entreprise de nettoyage et prospère. En 1941, il se porte candidat à la Législature du Maine et est élu avec une majorité écrasante. Il renouvelle cet exploit en 1943 et en 1945. En 1947 et à nouveau en 1949, il est élu sénateur représentant le comté d'Androscoggin. Ses affaires et sa carrière politique ne l'empêchent pas d'être actif dans les sociétés franco-américaines ; notamment, les Montagnards, l'Institut Jacques Cartier et le Cercle canadien.

BRADETTE, JOSEPH-ARTHUR. Homme politique (Saint-Urbain, Québec, 16 octobre 1886 — Cochrane, Ontario, 12 septembre 1961). Marchand et fermier de métier, il débute sa carrière publique comme candidat dans le comté de Témiscamingue-Nord (Ontario) aux élections fédérales de 1925 et connaît la défaite. Élu député libéral de cette même circonscription à la Chambre des communes en 1926 et en 1929, il se fait réélire dans le comté de Cochrane en 1935, 1940, 1945 et 1949. Bradette exerce la fonction de président suppléant de la Chambre (1943-1945). Il est nommé au Sénat en 1953.

BRAMPTON. Ville de l'Ontario située à 20 km au nord-ouest de Toronto. Population totale : 149 030 habitants. Ville industrielle, Brampton attire des francophones venus du Québec ou du nord de l'Ontario au cours des années 1960. Ils viennent avant tout pour des raisons économiques et s'intègrent vite à leur nouveau milieu. Par conséquent, à l'exception du Cercle de l'amitié, centre culturel situé à Streetsville (à 8 km de Brampton), il n'existe aucun organisme destiné à animer la vie française dans la ville. Population francophone : 2 405.

BRANCH, JAMES. Prêtre et écrivain (Burnsville, Nouveau-Brunswick, 26 novembre 1907 — Ottawa, Ontario, 2 novembre 1980). Après des études au Collège* du Sacré-Cœur de Bathurst*, James Branch entre au séminaire d'Halifax et est ordonné prêtre en 1933. La même année, répondant à l'appel de M^{re} Arthur

Melançon, il se retrouve à Gravelbourg* (Saskatchewan) où, pendant vingt-cinq ans, il entreprend à la presse et à la radio une campagne anti-communiste. En 1956, il se fixe à Ottawa, où il devient aumônier militaire. Partiellement paralysé, il prend sa retraite en 1976. Il publie six pièces de théâtre, dont *L'Émigrant acadien* (1929) et *Jusqu'à la mort !... pour nos écoles* (1929) où il vante le terroir acadien et promeut l'idée des écoles françaises au Manitoba.

BRANDA, JEANNE-LYDIA. Religieuse et écrivain (Saint-Romain-la-Virvée, France, 13 août 1877 — Ottawa, Ontario, 17 mars 1963). Venue à Ottawa en 1915, elle y établit la congrégation* des Sœurs de l'Institut Jeanne d'Arc (1919), dont elle est la supérieure jusqu'en 1942 ; de plus, durant ces années, elle y enseigne le français. Elle fonde, en 1914, la *Revue Jeanne d'Arc* et en assume la rédaction jusqu'en 1957. Poète, elle écrit cinq recueils dont *Vers le bien* (1916) et *Vers le vrai* (1928). Sa production littéraire lui vaut d'être faite Officier d'académie et lauréate de l'Institut de France.

BRAUD, ALEXANDRE. Professeur (Saint-Nicolas de Redon, France, 16 décembre 1872 — Québec, 22 juin 1939). Entré à 20 ans chez les Eudistes* du Collège* Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), il est ordonné prêtre à Halifax* en 1895. Il enseigne d'abord au Collège* Sacré-Cœur puis à celui de Sainte-Anne dont il devient le supérieur. Missionnaire dans l'île d'Anticosti, il termine sa carrière à Montréal et à Québec. Outre une pièce écrite en alexandrins et intitulée *Subercase*, il signe plusieurs articles sur les Acadiens de la Baie*-Sainte-Marie, dans la revue eudiste *Le Saint-Cœur de Marie*.

BRAULT, EUGÈNE. Journaliste (Woonsocket, Rhode Island, 16 avril 1871 — New Bedford, Massachusetts, 16 octobre 1936). Encore étudiant au Séminaire de Saint-Hyacinthe en 1886, il suit sa famille qui s'installe à Providence* (Rhode Island). Après une brève initiation au droit, il entre à l'emploi du journal *L'Indépendant** de Fall River (Massachusetts), puis opte, en 1911, pour le *Journal* de New Bedford. Il y fonde, en 1912, un hebdomadaire appelé *Le Petit Journal* qui paraît pendant 22 ans. Eugène Brault publie aussi le recueil de poésie *Amicis* sous le pseudonyme de Jean Gaston.

BRAULT, GÉRARD J. Professeur (Chicopee Falls, Massachusetts, 7 novembre 1929 —). Bachelier ès arts du Collège* de l'Assomption à Worcester et maître ès arts de l'Université Laval, il est docteur de l'Université de Pennsylvanie où il enseigne la langue et la littérature françaises. Spécialiste du Moyen Âge, il est l'auteur d'une traduction de la *Chanson de Roland* en 1978 et d'un ouvrage de terminologie héraldique médiévale. Il s'intéresse aussi à la langue et à la culture des Franco-Américains. En 1986, il publie la synthèse *The French-Canadian Heritage in New England*.

BRAULT, LUCIEN. Archiviste et historien (Ottawa, Ontario, 10 juillet 1904 — Aylmer, Québec, 3 janvier 1987). Après des études à l'Université d'Ottawa, il entre à la fonction publique fédérale (1923) puis aux Archives publiques du Canada (1927). Professeur à l'Université d'Ottawa (1937-1961) et au Collège militaire royal de Kingston (1962-1977), il a écrit de nombreux ouvrages sur l'histoire d'Ottawa et de la région outaouaise, dont *Ottawa, capitale du Canada* (1942) et *Histoire des comtés unis de Prescott-Russell* (1965).

BREAU, HERBERT. Homme politique (Sheila, Nouveau-Brunswick, 5 décembre 1944 —). Diplômé en commerce de l'Université* de Moncton, il se dirige d'abord vers le monde des affaires et est membre de la Chambre de commerce de Tracadie*. Élu député libéral de Gloucester à la Chambre des communes, à l'élection générale de 1968, il est réélu successivement en 1972, 1974, 1979 et 1980. Président du groupe interparlementaire Canada-États-Unis et du groupe de travail sur les relations Nord-Sud, il est nommé secrétaire parlementaire au ministère de l'Industrie et du Commerce en 1972, puis au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au ministère des Affaires extérieures en 1974. En 1984, il accède au Cabinet comme ministre des Pêches et Océans. Il est toutefois défait aux élections générales de septembre 1984.

BREAUX-BRIDGE : voir SAINT-MARTIN

BREAUX, JOHN. Homme politique (Crowley, Louisiane, 1^{er} mars 1944 —). Licencié en sciences politiques de l'Université Southwestern en Louisiane en 1964, il termine son doctorat en

droit à la State University en 1967. Élu représentant démocrate au Congrès américain en 1972, il est remarqué pour son travail en faveur des industries agricoles. Durant sa carrière, il vise à améliorer les lois sur l'exploitation et la production de l'énergie en plus de s'intéresser à la protection de l'environnement.

BRESLAY, RENÉ-CHARLES DE. Prêtre et missionnaire (Gans, France, juin 1658 – Paris, 4 décembre 1735). Sulpicien venu en Nouvelle-France en 1694, il exerce d'abord son ministère à la paroisse Notre-Dame de Québec et en assume la cure de 1696 à 1703. Au cours des seize années suivantes, il est curé à l'Île-aux-Tourtres (près de Vaudreuil). En 1720, il est nommé vicaire général de l'évêché de Québec et à la même époque il est envoyé à l'île Saint-Jean (aujourd'hui, l'Île-du-Prince-Édouard) dont il est le premier curé et où il fonde Port-La-Joie (près de Charlottetown aujourd'hui). Par la suite, on le retrouve à la cure de Louisbourg*, puis à la tête de la paroisse de Port Royal* de 1724 à 1730. Peu après, il retourne à Paris où il se retire dans un séminaire sulpicien.

BRETON, PAUL-ÉMILE. Prêtre (Saint-Hyacinthe, Québec, 14 septembre 1902 – Edmonton, Alberta, 17 juin 1964). Ordonné prêtre oblat en 1930, il enseigne au juniorat de Colebrook (New Hampshire) (1930-1931), puis à l'Université* d'Ottawa (1931-1932). Après avoir été vicaire au Québec (1932-1939), il s'installe à Edmonton* (1939-1953) où il est rédacteur du journal *La Survivance** et secrétaire de l'Association* canadienne-française de l'Alberta. Grand promoteur de la radio française dans l'Ouest, il fonde le poste CHFA d'Edmonton (1948), lié par la suite à la chaîne française de Radio-Canada* (1952). Il est, en outre, l'auteur d'ouvrages à caractère religieux et historique.

BRETON, RAYMOND-JULES. Professeur (Montmartre, Saskatchewan, 19 août 1931 –). Ayant reçu un baccalauréat de l'Université du Manitoba, une maîtrise de l'Université de Chicago et un doctorat de l'Université Johns Hopkins, il enseigne la sociologie à l'Université de Toronto à compter de 1965. Il est directeur du groupe de recherche en sciences sociales de Montréal (1957-1964), directeur de l'Institut de recherche sur la politique publique

(Toronto, 1976-1981) et président du groupe consultatif en études sociales. Il est auteur et co-auteur de plusieurs ouvrages portant sur l'intégration des immigrants, les frontières culturelles au Canada et les problèmes de langue au Canada, au Québec et en Acadie.

BREYNAT, GABRIEL-JOSEPH-ÉLIE. Missionnaire et évêque (Saint-Vallier, France, 6 octobre 1867 – Écully, *ibid.*, 10 mars 1954). Ordonné prêtre oblat (1892), il part évangéliser les populations du Grand Nord canadien (1901-1943) ; il est le premier vicaire apostolique du Mackenzie. Puisqu'il utilise fréquemment l'avion dans ses tournées, il publie *L'Évêque volant* (1952) où il raconte ses tribulations au sein des tribus nomades des Territoires du Nord-Ouest et de l'océan Arctique.

BRIÈRE, Éloïse. Professeur (Northampton, Massachusetts, 1946 –). Après avoir obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université du Massachusetts, elle entreprend des études qui la conduisent dans plusieurs pays francophones dont la France et le Sénégal. En 1981, elle obtient un doctorat en français de l'Université de Toronto. Après avoir enseigné le français au Sénégal et l'anglais en France, elle revient en Amérique et enseigne le français à l'Université de Toronto (1975-1978) puis à l'Université de Rutgers, New Jersey (1981-1984) et enfin, à l'Université de l'État de New York à Albany à compter de 1979. Parallèlement à ses activités d'enseignante, elle coordonne de nombreux projets ; elle dirige notamment depuis 1983 les collections « Franco-American and Quebec Heritage ». Elle anime un programme radiophonique intitulé « Points de vues franco-américains » (1982-1983) portant sur l'histoire orale des Franco-Américains du Massachusetts. Brière est également co-fondatrice de la Fédération franco-américaine de New York (1981), présidente du Conseil de l'Assemblée des Franco-Américains et membre de plusieurs associations, entre autres, l'American Council for Québec Studies et le Rassemblement des écrivains et artistes franco-américains. Elle publie aussi de nombreux articles, essais et livres, notamment : *Rendez-vous : la France et la francophonie* (1982), *The North American French Language in New York State* (1982), *Franco-American Profiles* (1984), *Littérature et mentalités*

populaires : la Nouvelle-Angleterre (1986). Elle est récipiendaire de nombreux honneurs et décorations qui soulignent son dévouement à la cause du français.

BRODEUR, HÉLÈNE. Écrivain (Saint-Léon de Val-Racine, Québec, 13 juillet 1923 —). Enfant, elle déménage avec sa famille à Val-Gagné dans le nord de l'Ontario. Après des études à l'Académie Sainte-Marie d'Haileybury et à l'Université d'Ottawa, elle débute sa carrière comme institutrice dans une école de rang à Val-Gagné, puis devient professeur de français et d'histoire à South Mountain (Ontario). Elle laisse l'enseignement et devient agente d'information au gouvernement fédéral de 1964 à 1977, puis prend sa retraite pour se consacrer à la rédaction d'une trilogie intitulée *Chroniques du Nouvel-Ontario*. Les deux premiers volumes, *La Quête d'Alexandre* (1981) et *Entre l'aube et le jour* (1983), sont acclamés par la critique et couronnés de quelques prix littéraires. Ils font revivre l'histoire du développement du Nord de l'Ontario depuis le début du XX^e siècle.

BROUSSARD DIT BEAUSOLEIL, JOSEPH. Colon et milicien (Port Royal, Nouvelle-Écosse, 1702 — Lafayette, Louisiane, 1765). Établi à Le Cran au sud de Moncton (Nouveau-Brunswick) en 1740, il prend part à des escarmouches contre les Anglais en 1747. Déclaré hors-la-loi la même année, il récidive en 1755 lorsque les Français et les Anglais s'affrontent à nouveau dans la péninsule de Chignectou à l'occasion du siège du fort Beauséjour. Condamné à l'errance et réfugié dans les bois durant la Déportation* de 1755, il continue à résister avec quelques Acadiens, puis se livre aux Anglais en 1758. Sa captivité dure jusqu'au traité* de Paris en 1763, qui lui permet de rejoindre les siens en Louisiane. Broussard demeure encore aujourd'hui un symbole de la résistance de l'Acadie. Un groupe de musique populaire (Beausoleil-Broussard*), dont le répertoire s'inspire du folklore acadien, a d'ailleurs adapté une forme dérivée de son nom durant les années 1970.

BROUSSARD, EDWIN SYDNEY. Homme politique (Iberia, Louisiane, 4 décembre 1874 — *ibid.*, 19 novembre 1934). Bachelier en sciences de l'Université d'État de la Louisiane (1896), il enseigne dans les écoles primaires de

son État, participe à la Guerre de Cuba où il atteint le rang de capitaine, puis fait des études en droit à l'Université Tulane (1901). Après une brève période de pratique à New* Iberia, il est élu procureur du comté (1903). Démocrate progressiste, il est élu au Sénat américain (1920-1933). Durant son mandat, il s'est opposé vigoureusement au Ku Klux Klan et à la dictature du gouverneur de la Louisiane, Huey P. Long ; il a également été l'auteur d'un amendement prévoyant l'indépendance des Philippines.

BROUSSARD, JAMES. Professeur (Saint-Martinville, Louisiane, 22 mai 1881 — Bâton-Rouge, *ibid.*, 2 novembre 1942). Docteur ès lettres et professeur de langue et de littérature françaises à l'Université d'État de la Louisiane (Bâton-Rouge*), ce descendant de Joseph Broussard*, dit Beausoleil, lance un mouvement d'échanges de professeurs grâce auquel des professeurs canadiens sont invités à venir enseigner en français à Bâton-Rouge. Il participe aussi, vers 1937, à l'implantation d'un programme d'enseignement en langue française au niveau primaire. En 1942, il représente la Louisiane au Comité* de la survivance française.

BROUSSARD, ROBERT. Avocat et homme politique (New Iberia, Louisiane, 17 août 1864 — *ibid.*, 2 avril 1918). Après ses études de droit à l'Université Tulane à la Nouvelle-Orléans, il exerce sa profession à New* Iberia, puis devient procureur de l'État de 1892 à 1897. Représentant démocrate au Congrès américain de 1897 à 1915, il est élu au Sénat américain en 1915.

BRÛLÉ, ÉTIENNE. Explorateur et interprète (Champigny-sur-Marne, près de Paris, vers 1592 — Huronie, Canada, vers juin 1633). Personnage mal connu, vraisemblablement arrivé au Canada avec Champlain (1608), il est le premier Blanc à pénétrer en Huronie pour y apprendre la langue algonquienne et devenir interprète. Il est tout probablement le premier Européen à avoir exploré les lacs Ontario (1615), Huron, Supérieur (1621-1623) et Érié (1626), ainsi que la baie Georgienne et la péninsule du Niagara. Ayant pris le parti des frères Kirke lors de leur prise de Québec (1629), il est accusé de trahison par Champlain. Il meurt en Huronie dans des circonstances mal connues.

BRUN, RÉGIS. Écrivain (Cap-Pelé, Nouveau-Brunswick, 21 décembre 1937 —). Diplômé en histoire de l'Université* de Moncton en 1970, il est d'abord archiviste au Centre* d'études acadiennes avant de se consacrer à temps plein à la recherche et à l'écriture. Il fait paraître des romans, dont *Le Mariecomo* (1974), qui met en scène des sorciers de la côte sud du Nouveau-Brunswick. Il s'intéresse également à l'histoire acadienne et publie, en 1982, *De Grand Pré à Kouchibouguac* et *Pionnier de la nouvelle Acadie*, en 1984.

BRUNEAU, FRANÇOIS-JACQUES. Magistrat (Lac Vert, Saskatchewan, décembre 1809 — Saint-Boniface, Manitoba, 26 juin 1865). Sa famille s'installe à la Rivière-Rouge* en 1822 et il fait ses études au Collège* de Saint-Boniface. Il enseigne quelque temps, puis se consacre avec profit à l'agriculture. Actif dans la colonie, ce Métis* est nommé magistrat de l'un des districts judiciaires d'Assiniboia (1850), juge (1851) et membre du Conseil (1853). C'est le deuxième laïque de langue française à y siéger, après Cuthbert James Grant.

BRUNELLE, RENÉ. Homme politique (Penetanguishene, Ontario, 22 janvier 1920 —). Il étudie aux universités d'Ottawa et de Toronto, et à l'Université Khaki à Londres. Élu député conservateur de Cochrane-Nord en 1958 à l'Assemblée législative de l'Ontario, il est réélu plusieurs fois par la suite et devient successivement ministre des Terres et Forêts, des Mines, des Services sociaux et communautaires, président du Cabinet, secrétaire de la province au développement des ressources et ministre responsable des services de langue française. En 1981, il se retire de la vie politique et devient directeur au Conseil d'administration de la compagnie Northern Telecom et conseiller des affaires extérieures à la compagnie Spruce Falls Power & Paper, dont il deviendra directeur au conseil d'administration en 1983.

BRUXELLES. Village du Manitoba situé à 160 km au sud-ouest de Winnipeg. Bien que la fondation officielle ne date que de 1892, les premiers colons arrivent dans la région dès 1870. Ce village doit son nom à la présence de colons belges qui constituent alors plus de la moitié de la population. Un de leurs compatriotes, le journaliste Louis Hacault, rédacteur du *Courrier de Bruxel-*

les en Belgique, s'établit dans la région en 1891. À cause de son dévouement, on le considère comme l'un des fondateurs de la paroisse. Au tournant du siècle, Bruxelles compte une population d'environ 500 âmes, dont une trentaine de Canadiens français. Une première école est établie en 1888 et, en 1914, les Sœurs ursulines de Malines y ouvrent un couvent. De nos jours, la vie culturelle française y est toujours présente. L'économie du village repose depuis ses débuts sur l'agriculture mixte et l'industrie laitière.



Mère Bruyère

BRUYÈRE, ÉLISABETH. Religieuse (L'Assomption, Québec, 19 mars 1818 — Ottawa, Ontario, 5 avril 1876). Fille de militaire, devenue orpheline en bas âge, elle est confiée aux soins de son cousin, l'abbé François Caron. En 1839, après quelques années d'enseignement, elle entre chez les Sœurs de la Charité (les Sœurs grises) de l'Hôpital général de Montréal. En 1845, sœur Bruyère est envoyée à Bytown (aujourd'hui Ottawa) avec mission d'y établir une communauté des Sœurs de la Charité; celle-ci s'affranchira graduellement de la maison mère montréalaise pour obtenir sa propre règle (1856). Trois mois après son installation à Bytown, mère Bruyère a déjà inauguré ses œuvres principales: école, hospice, orphelinat et noviciat. Son nom est particu-

lièrement associé à la fondation de l'Hôpital général d'Ottawa (1860). Elle fonde un pensionnat à Cornwall* (1848), une école à Buffalo (1857) et envoie des missionnaires chez les Algonquins et les Cris (1866). Sous sa direction, un total de 25 institutions ont été fondées en Ontario, au Québec et dans l'État de New York par les Sœurs grises de la Croix d'Ottawa, qui, en 1876, compaient 189 religieuses.

BUFFALO PLAINS : voir GRANDE-PRAIRIE

BUGNET, GEORGES. Auteur et journaliste (Chalon-sur-Saône, France, 23 février 1879 — Saint-Albert, Alberta, 11 janvier 1981). Après avoir été journaliste pour quelques journaux français, il émigre au Canada en 1905. Il s'établit à Rich Valley au nord d'Edmonton* où pendant plus de cinquante ans il cultivera la terre. Il collabore à l'hebdomadaire français *L'Union** d'Edmonton, est membre et secrétaire de sa commission scolaire et un des directeurs de la grande « unité » scolaire du lac Sainte-Anne. C'est sous le pseudonyme d'Henri Doutremont qu'il publie ses deux premiers romans, *Le Lys de sang* (1923) et *Nipsya* (1924).

BUJOLD, GENEVIÈVE. Comédienne (Montréal, 1^{er} juillet 1942 —). Après des études au Conservatoire d'art dramatique de Montréal, elle fait ses débuts au Canada, puis en France, en participant à diverses productions cinématographiques. C'est en 1969 que sa carrière internationale commence. Sa participation remarquable au film anglo-américain *Anne of a Thousand Days*, avec Irène Papas et Richard Burton lui vaudra une nomination pour un Oscar. Elle poursuit ensuite sa carrière au Québec (*Kamouraska*, 1973), puis aux États-Unis, où on la retrouve dans des films tels que *The Trojan Women* (1971), *Obsession* (1976) et *Coma* (1978).

BUNKIE : voir AVOYELLES

BUOTE, FRANÇOIS-JOSEPH. Journaliste (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 1^{er} novembre 1861 — *ibid.*, 20 février 1922). Après avoir séjourné plusieurs années aux États-Unis, F.-J. Buote revient à Tignish et fonde, avec son père, le journal *L'Impartial**. Tour à tour imprimeur (1893-1904), rédacteur et administrateur (1904-1915), il occupe en plus les fonctions de

président de la Société nationale de l'Assomption (1908-1913) et de secrétaire de la Commission d'éducation provinciale (1909). La première guerre mondiale ayant interrompu en 1915 la parution de son journal, Buote tente de le rééditer en 1922, mais meurt peu avant d'y parvenir.

BUOTE, GILBERT. Éducateur et journaliste (Miscouche, Île-du-Prince-Édouard, 20 février 1833 — Tignish, *ibid.*, 16 juillet 1904). Détenteur d'un diplôme d'instituteur de l'École normale de Charlottetown, il étudie ensuite au Québec, puis enseigne dans les écoles de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Maine. En 1889, il devient directeur d'école à Tignish*. En 1893, il fonde avec son fils François-Joseph Buote, le premier journal français de l'Île-du-Prince-Édouard, *L'Impartial*, qui lui survivra jusqu'en 1915. Il y écrira de nombreux articles sur l'histoire et la généalogie acadiennes. Un prix créé en 1983 par la Société* historique acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard et décerné à l'auteur du meilleur ouvrage d'histoire acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard honore aujourd'hui son nom.

BUREAU DU COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES. Mis sur pied en 1969 pour faire suite à la promulgation de la Loi des langues officielles, qui déclare que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada, ce bureau est chargé de veiller à ce que chaque institution fédérale dispense ses services dans ces deux langues. Un commissaire, désigné pour une période de sept ans, est responsable de l'application de cette loi. Il a le pouvoir d'ordonner une enquête en cas de non-respect de la loi et de transmettre ses recommandations aux personnes ou aux groupes concernés. Il est également tenu de chercher les cas potentiels de violation de la loi. Chaque année, le commissaire dépose un rapport dans lequel il résume la situation. Depuis la création du bureau, trois commissaires se sont succédés : Keith Spicer, Max Yalden et d'Iberville Fortier.

BUREAU DU COORDONNATEUR DES SERVICES EN FRANÇAIS : voir OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

BURLINGTON. Ville du Vermont située à 60 km au sud de la frontière québécoise. Population totale : 38 633 habitants. Des Québécois s'y ins-

tallent au milieu du XIX^e siècle pour travailler principalement dans les industries du textile, du bois et du papier. En 1850, la première paroisse canadienne-française y est créée. Ludger Duvernay* y fonde *Le Patriote*. Érigée en ville en 1865, Burlington est aujourd'hui la plus grande ville du Vermont et abrite de nombreuses industries ainsi que d'importantes institutions d'enseignement et de recherche. Population francophone : 4 622.

BURLINGTON. Ville de l'Ontario située à l'extrémité ouest du lac Ontario à 11 km au nord-est de Hamilton. Population totale : 114 853 habitants. Ville industrielle dotée de nombreuses usines manufacturières, Burlington prend son essor surtout après la seconde guerre mondiale. Durant les années cinquante et soixante, plusieurs Québécois y sont attirés par les conditions économiques favorables. Ils y fondent, en 1968, la paroisse Saint-Philippe et le club Alouette, qui publie un mensuel appelé *Le Fran*. Population francophone : 2 240.

BURQUE, FRANÇOIS-XAVIER. Prêtre, poète et essayiste (Saint-Hyacinthe, Québec, 20 avril 1851 – Québec, 22 octobre 1923). Ordonné prêtre en 1874, il enseigne au Séminaire de Saint-Hyacinthe jusqu'en 1882, date à laquelle il devient, pour plus de 20 ans, curé de Saint-Louis de Fort Kent dans le Maine. Il publie plusieurs articles dans la presse franco-américaine et québécoise et il laisse également des études et recueils de poèmes, dont *le Nouveau Chansonnier canadien-français* (1921) et *Élévations poétiques* (2 vol. : 1906, 1921).

BURQUE, HENRI ALPHONSE. Juge (Nashua, New Hampshire, 30 septembre 1879 – *ibid.*, 9 février 1947). Diplômé en droit de l'Université de Boston, il exerce sa profession dans sa ville natale à compter de 1903. De 1911 à 1914, il est procureur et greffier de Nashua* puis maire de la ville à deux reprises (entre 1920 et 1924. Nommé juge de la Cour supérieure de l'État en 1924 et juge en chef de la même Cour en 1937, il accède à la Cour suprême du New Hampshire en 1941. En outre, il fait partie des conseils d'administration de plusieurs compagnies qui ont leur siège social au New Hampshire.

BUTLER, ÉDITH. Auteur, compositeur et interprète (Paquetville, Nouveau-Brunswick, 27 juillet

1942 –). Alors qu'elle poursuit ses études à l'Université* de Moncton, qui lui décerne un baccalauréat ès arts en 1964, elle se fait connaître comme interprète du folklore acadien. Elle se produit ensuite à la télévision où, en plus de son répertoire de chansons folkloriques acadiennes, elle offre au public ses premières compositions. Elle enregistre plusieurs disques à partir du début des années 1970 et connaît le succès sur la scène canadienne et internationale, notamment en France. Entre temps, elle apporte son concours à la création acadienne et participe à la fondation des Éditions* d'Acadie et de l'Association pour l'aide à la création artistique et littéraire. Outre ses disques, elle a également publié *L'Acadie sans frontières*, un recueil de chansons et de poèmes acadiens.

BUTTE-LA-ROSE : voir SAINT-MARTIN

BUTTES AMIRAULT : voir PUBNICO

BYTOWN : voir OTTAWA

C

CABANE À SUCRE, LA. Festival annuel créé à Edmonton* en 1946 sous le patronage de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (ACFA) dans le but de rassembler les francophones de cette province et de commémorer cette tradition canadienne-française. Cette manifestation culturelle comporte aussi des spectacles folkloriques, des expositions d'artisanat, de la musique, du théâtre francophone et l'élection d'une Mademoiselle cabane à sucre. Attirant de quatre à cinq mille personnes chaque année, ce festival se tient depuis 1978 à Fort Edmonton.

CABANO, THÉÂTRE DU. Troupe de théâtre fondée à Ottawa en 1979. D'abord composée d'étudiants amateurs, elle acquiert un statut professionnel en 1983. Son orientation artistique vise la recherche, voire la définition d'un style qui lui soit propre, à la fois inspiré par la comédie musicale américaine et par le vaudeville européen. Le Théâtre du Cabano joue trois à quatre pièces par année. Il se consacre aussi à l'improvisation, *Impro-Cabano* (1982-1983), à la création collective, *Wo minute* (1982-1983), et à la mise en scène des scénarios de ses membres : *Moé aussi j'aime ben gros* (1982-1983) et *Le Tambour* (1986).

CADIEUX, JEAN. Économiste (L'Original, Ontario, 29 août 1923 —). Diplômé en études commerciales de l'Université de Montréal en 1946 et docteur en sciences économiques de l'Université d'Aix-en-Provence (France) en 1970, il dirige une firme de gestion et siège à de nombreux conseils d'administration. Entre 1963 et 1967, il dirige la *Revue économique* avant d'assumer, en 1968-1969, la direction de la *Revue* de l'Université de Moncton*. Entre 1974 et 1979, il est recteur de l'Université* de Moncton. Durant sa carrière universitaire, il s'intéresse aux questions socio-économiques et publie, entre autres, *Le Bilinguisme au Nouveau-Brunswick* (1967) et *Les Coûts sociaux au Nouveau-Brunswick* (1972).

CADIEUX. Coureur des bois (? — Sept Chutes, Québec 1709). Afin de sauver la vie de ses compagnons de voyage, il se serait sacrifié en opérant une diversion pour les Iroquois. Avant de mourir, il aurait écrit sur une écorce de bouleau une chanson appelée *Complainte de Cadieux* relatant les circonstances de sa mort. Sa complainte deviendra célèbre parmi les voyageurs.

CADIEUX, LORENZO. Prêtre et éducateur (Granby, Québec, 10 novembre 1903 — Sudbury, Ontario, 7 décembre 1976). Il étudie à Montréal et à Edmonton*, puis est ordonné prêtre jésuite en 1937. Docteur en philosophie et en histoire, il enseigne ces deux matières au Collège* du Sacré-Cœur de Sudbury* (Ontario) de 1940 à 1957. Il devient professeur et directeur du Département d'histoire à l'Université* de Sudbury (1957-1960), puis professeur à l'Université* Laurentienne de la même ville (1960-1969). Fondateur de la Société historique du Nouvel-Ontario (1942) et de la Société canadienne de l'histoire de l'Église catholique, il est l'auteur d'ouvrages historiques et de biographies. Son œuvre lui vaut le prix Champlain en 1958.

CADILLAC, ANTOINE LAUMET, DIT DE LAMOTHE. Militaire et gouverneur (Les Laumets, France, 5 mars 1658 — Castelsarrasin, *ibid.*, 15 octobre 1730). Il arrive au Canada en 1684 et, l'année suivante, participe à l'expédition de M. de La Barre contre les Iroquois. Peu après, il s'installe à Québec et reçoit en 1688 un fief sur la rivière Ouaguek (rivière Union, près de Mount Desert, Maine). En 1693, il est nommé capitaine et reçoit, l'année suivante, le comman-

dement de Fort-Michillimakinac où il s'adonne au commerce des fourrures jusqu'en 1697, lorsque le Roi ordonne l'abandon du fort. Cadillac s'emploie alors à établir un poste sur les Grands Lacs; il s'agit du fort Pontchartrain (aujourd'hui Détroit); fait gouverneur de la Louisiane (1710-1717), il fait entre temps de la prospection et découvre une mine de cuivre en Illinois (1716). Remplacé comme gouverneur en 1717 par M. de L'Espinay, il retourne en France où il termine sa vie. Une ville du Michigan et une grande marque de voitures portent son nom.

CAHOKIA. Poste de traite des fourrures et établissement militaire français situé sur le Mississippi en face de Saint-Louis (Missouri). Établi comme mission en 1699 sous le nom de Sainte-Famille de Tamarois, le poste périclite après la fondation de Saint-Louis* en 1764 et la reddition du fort de Chartres l'année suivante. Ces événements marquent le début de l'exode de beaucoup de francophones. Le caractère français subsiste pendant un certain temps, attesté encore en 1830 par l'écrivain écossais James Stuart dans son ouvrage *Trois Ans en Amérique du Nord*.

CAISSES POPULAIRES : voir FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ACADIENNES; FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES D'ONTARIO; ALLIANCE DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO; FARMER'S BANK OF RUSTICO



Village de pêcheurs cajuns

CAJUN. Terme désignant une personne descendant d'Acadiens arrivés en Louisiane après la dé-

portation de 1755. Si l'origine étymologique du mot cajun est indiscutable (cajun vient d'acadien), l'évolution du concept est l'objet d'hypothèses diverses. Selon la plus plausible, les Acadiens déportés (chez qui la tradition orale l'emportait) se disaient originaires de « La Cadié » ; ils étaient donc des « Cadiens » (prononcer Cadjins). Cadjin en anglais se prononce cajun. Ce dernier concept devint ainsi la forme orthographique la plus répandue pour désigner les Acadiens de la Louisiane. Le mot cajun ne désigne pas seulement les populations concernées mais aussi tous les éléments culturels qui s'y rattachent : musique cajun, cuisine cajun, etc.

CALGARY. Ville de l'Alberta située au sud de la province, à environ 80 km des Rocheuses. Population totale : 592 743 habitants. En 1751, un fort nommé La Jonquière occupe le site. La Compagnie* de la baie d'Hudson en fait un poste de traite en 1875 et y érige le fort Brisebois, appelé plus tard fort Calgary. En 1883, le chemin de fer rejoint la localité et les colons commencent à y affluer. Cependant, au cours de la décennie précédente, on comptait déjà plus de 500 francophones regroupés autour de la mission catholique. Ce regroupement est même incorporé en village en 1899 et porte le nom de Rouleauville (en l'honneur du docteur Rouleau, président de la Société* Saint-Jean-Baptiste de Calgary, jusqu'à son annexion au cours du siècle suivant. Une paroisse canadienne-française, la paroisse Sainte-Famille, est fondée en 1928. On trouve aujourd'hui à Calgary des sections régionales de l'Association* canadienne-française de l'Alberta et de la Francophonie Jeunesse de l'Alberta. Population francophone : 13 075.

CALIFORNIE : voir CÔTE DU PACIFIQUE

CAMBRIDGE. Ville du sud de l'Ontario fondée en 1793 par la fusion de Galt, Preston, Hespeler, d'une partie de North Dunfries et de Waterloo. Population totale : 77 183 habitants. C'est à Galt, vers 1948, que s'installent les premiers Canadiens français venus chercher du travail dans les usines. Au début des années 1960 se forme le Club Noël Chabanel, qui représente les intérêts des francophones de la région et qui publie un périodique, *L'Action française*. Population francophone : 1 185.

CAMPBELLTON. Ville du Nouveau-Brunswick située sur l'estuaire de la rivière Restigouche, fondée en 1773 par des pêcheurs écossais. Population totale : 9 818 habitants. C'est dans la baie, à la hauteur de Campbellton qu'a eu lieu, en 1760, le dernier engagement naval de la guerre de Sept ans. Campbellton est le centre ferroviaire de la Baie-des-Chaleurs, où des industries de bois et de pêche se sont développées au fil des années. Un hebdomadaire français, *L'Aviron**, dessert la population francophone. En 1967, est fondée la Société culturelle de la Baie-des-Chaleurs, dont le but est le rayonnement de la culture française dans le nord du Nouveau-Brunswick. Population francophone : 4 870.

CAMPEAU, LOUIS. Commerçant (Détroit, Michigan, 11 août 1791 — Grand Rapids, *ibid.*, 13 avril 1871). En 1826, il se rend dans la région de Grand Rapids pour faire la traite avec les Indiens et se porte acquéreur de 72 acres de terre, où se situe aujourd'hui le cœur de la ville. Il érige un hôtel, une résidence, une église et prospère dans le commerce et la vente de terrains. Bientôt un village apparaît où le français est d'un usage aussi courant que l'anglais. Mais les affaires de son fondateur connaissent un déclin, en raison à la fois de sa grande libéralité et de son caractère irascible.

CAMPEAU, ROBERT. Entrepreneur de construction (Sudbury, 3 août 1923 —). Inscrit à l'École technique de Sudbury, il suit des cours par correspondance. En 1949, il entreprend la construction d'habitations à Ottawa. Sa compagnie se développe rapidement et prend les noms de Campeau construction limitée (1953), puis de Campeau Corporation (1968) ; cette dernière est le résultat de l'amalgame de plusieurs sociétés. Président-directeur général, il a à son actif de nombreuses réalisations domiciliaires, commerciales et urbaines à Ottawa, Montréal, Toronto, ainsi qu'aux États-Unis. À Ottawa, Campeau Corporation est même devenue le plus grand propriétaire immobilier. En 1979, alors qu'il cherche à acquérir le Trust Royal, un groupe de financiers de Bay Street à Toronto intervient pour empêcher la transaction, ce qui provoque dans la presse francophone des accusations de francophobie. En 1987, Campeau réussit sa plus grande transaction lorsqu'il fait l'acquisition de l'empire

commercial américain Allied Stores. D'un seul coup, son holding devient l'un des plus importants au Canada.

CANADA, LE. Journal politique, littéraire et commercial qui paraît trois fois par semaine de 1865 à 1869. Après la disparition du *Progrès** en 1858, aucun journal de langue française n'est publié à Ottawa, si ce n'est *Le Soleil* qui ne dure qu'un jour. Pour combler cette lacune, les propriétaires de *La Minerve* de Montréal, lancent *Le Canada*. Elzéar Gérin en est le premier rédacteur ; Benjamin Sulte* et Joseph Tassé* lui succèdent. Le journal soutient les intérêts de ses lecteurs canadiens-français et catholiques et dénonce l'annexionnisme. Un autre journal paraît de 1897 à 1898 sous le même titre.

CANADIEN, LE. Journal franco-américain du Midwest fondé à Saint-Paul* (Minnesota) en août 1877. Le journal connaît des ennuis financiers et change six fois de rédacteurs, qui font plusieurs remaniements. Dans ses quatre pages grand format, on trouve des nouvelles locales et étrangères ainsi que des feuillets. Il cesse d'être publié en 1903 après avoir été pendant vingt-cinq ans témoin de la vie franco-américaine dans le Midwest.

CANADIEN FRANÇAIS, LE. Journal français d'Edmonton* fondé en 1915 par Joseph Boulanger*. Il se veut l'organe de la Société* Saint-Jean-Baptiste d'Edmonton et de tous les Canadiens de langue française en Alberta. Au cours des années, la parution du journal est très irrégulière. Son dernier numéro paraît en 1930 sous le nom de *Franc Canadien*.

CANADO-AMÉRICAIN, LE. Journal officiel de l'Association* du même nom, il voit le jour en 1900 à Manchester (New Hampshire). De parution hebdomadaire jusqu'en 1913, mensuelle (1913-1950), bimestrielle (1950-1965), puis trimestrielle par la suite, il se consacre de façon particulière à la revendication des droits linguistiques des francophones de cet État américain, aussi bien dans les domaines religieux que scolaire. Sa mission consiste plus largement à préserver les liens au sein de la communauté française de la Nouvelle-Angleterre et à y garder l'héritage culturel canadien. Dirigé pendant plus de soixante ans par Adolphe Robert*, *Le Canado-*

Américain a un tirage qui se maintient depuis 1960 autour de 15 000 exemplaires.

CANO MUSIQUE. Groupe de création et d'interprétation musicale composé de douze personnes, créé en 1975 sous la direction d'André Paiement*. Issu de la Coopérative* des artistes du Nouvel-Ontario mais distinct de lui, *CANO* Musique débute par un projet d'enregistrement de la musique originale de la pièce de théâtre *Lavalléeville*. *CANO* connaît un succès retentissant en Ontario et au Québec. Il réussit même une percée – et en français de surcroît – sur le marché américain. En 1976-1977, il enregistre plusieurs chansons d'André Paiement et se produit sur de nombreuses scènes, dont le Centre national des arts à Ottawa. À la mort d'André Paiement en 1978, le groupe poursuit ses activités mais avec moins de vigueur, ayant perdu son âme dirigeante. *CANO* Musique a été à la fin des années soixante-dix un modèle et une source d'inspiration pour les artistes de l'Ontario français et ses retombées culturelles ont été extrêmement importantes.

CAP-BRETON, ÎLE DU. Située au nord-est de la Nouvelle-Écosse dans le Golfe du Saint-Laurent. Visitée dès le XV^e siècle par des pêcheurs basques et explorée en 1497 par John Cabot, c'est cependant à Jacques Cartier* qu'elle doit son nom en raison de la présence de pêcheurs bretons. Avec le traité* d'Utrecht (1713), la majeure partie de l'Acadie passe aux mains des Anglais, mais l'île demeure une possession française et est baptisée Île Royale. Les Français érigent un fort sur une partie stratégique de l'île et nomment l'établissement Louisbourg. Après le traité d'Utrecht, quelques familles acadiennes s'y réfugient. Un contingent plus important d'Acadiens s'y établira plus tard afin d'éviter la Déportation* de 1755. Aujourd'hui, les descendants de ces Acadiens, regroupés surtout dans la région de Chéticamp*, au nord, et sur l'île* Madame, au sud-ouest, comptent plus de 10 000 habitants et représentent le dixième de la population totale de l'île. La pêche constitue leur activité principale.

CAP-PELÉ. Village du Nouveau-Brunswick situé le long du détroit de Northumberland. Population totale : 2 199 habitants. D'abord appelé Tédiche (ou Dédiche, Tédish, Didiche), le village reçoit son nom actuel aux environs de 1780. Il

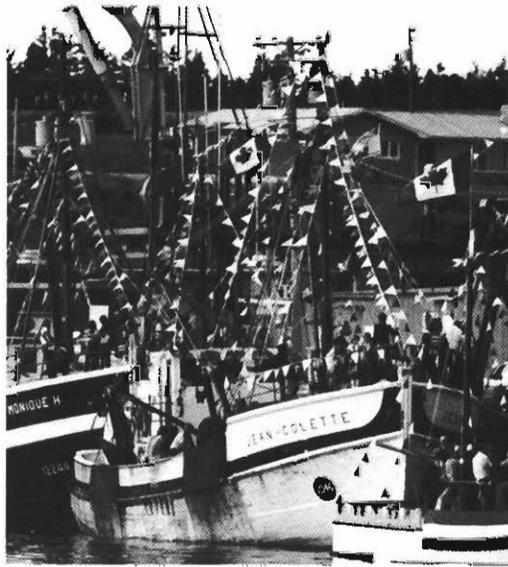
fait référence à un rocher avoisinant dont les stries produites par l'érosion ressemblent à des pelures. Bien que le village soit habité à partir de 1780, la première église n'est construite qu'en 1848. La pêche, celle du homard en particulier, constitue l'activité principale du village. L'été, on fête les pêcheurs par diverses manifestations. Population francophone : 2 070.

CAPREOL. Ville ferroviaire ontarienne située à 22 km au nord de Sudbury. Population totale : 3 845 habitants. La construction du chemin de fer du Canadien National en 1911 y attire plusieurs francophones. Le chemin de fer, avec l'industrie minière, est encore aujourd'hui l'un des employeurs les plus importants de cette ville incorporée en 1918 et aujourd'hui rattachée à la municipalité régionale de Sudbury. Population francophone : 580 habitants.

CAPUCINS. Issu des Franciscains de la stricte observance, cet ordre religieux envoie ses premiers représentants en Acadie dès le début du XVII^e siècle, notamment à La Hève (aujourd'hui La Have, Nouvelle-Écosse), à Port Royal, à Pentaguet ainsi qu'aux postes de Miscou*, Canson, Saint-Pierre et Nipisiguit (aujourd'hui Bathurst*). De retour à Ottawa en 1890, ils assument les fonctions curiales de l'église Saint-François d'Assise et dirigent une maison de formation pour leurs jeunes recrues. Ils étendent aussi leur œuvre au Québec.

CARAQUET. Ville du Nouveau-Brunswick située sur la rive sud de la baie de Caraquet dans l'anse de la baie des Chaleurs. Population totale : 4 315 habitants. L'un des premiers établissements du Nouveau-Brunswick, il est fondé en 1720 par Alexis Landry et ses compagnons et sera colonisé en 1755 par des Acadiens qui échapperont à la Déportation*. Il est le site en 1871 des fameuses émeutes* de Caraquet. La ville est devenue au fil des ans le centre du mouvement coopératif acadien avec le siège social de la Fédération* des caisses populaires acadiennes, de l'Union coopérative acadienne et de la Société d'assurance des caisses populaires. On y a également installé un village* historique acadien, à quelques kilomètres du centre, qui reconstitue le mode de vie des premières familles à s'y installer. Sa population célèbre chaque année un Festival acadien jugé des plus authentiques. Un quotidien, *L'Acadie* nou-*

velle, fondé en 1984, sert de véhicule de communication pour les résidents. Caraquet s'enorgueillit d'une des flottilles de pêche les plus importantes de la province, de la seule école de pêche et de grandes usines d'apprêtage du poisson. La ville est considérée par certains comme le cœur de l'Acadie moderne. Population francophone : 4 145.



Bénédition des bateaux à Caraquet

CARBONNEAU, HECTOR. Traducteur et écrivain (Îles-de-la-Madeleine, Québec, 5 septembre 1889 – Ottawa, Ontario, 13 février 1962). Après des études à l'École normale Laval à Québec, et une année d'enseignement, il travaille à la fonction publique fédérale. Après avoir assumé divers postes, il entre au Bureau de la traduction de la Chambre des communes dont il devient le directeur à partir de 1930. Sa production littéraire se partage en trois catégories : des études linguistiques sur la langue acadienne, *Le Parler des Madelinois* (1944), des ouvrages de référence, *Vocabulaire général, glossaire anglais-français* (1972), et des œuvres romanesques, *Gabriel et Geneviève* (1974).

CARILLON, LE. Hebdomadaire fondé en 1947, à Hawkesbury*. En 1980, il atteint 92 % des foyers francophones de la région de Hawkesbury et plus de 60 % de la région avoisinante. Il a pour but principal de promouvoir les droits des Franco-Ontariens et se veut un outil de dévelop-

pement communautaire, social et économique pour l'Est de l'Ontario.

CARLSBAD SPRINGS. Localité de l'Ontario située à une quinzaine de kilomètres au sud-est de la ville d'Ottawa. Population totale : 616 habitants. L'endroit est colonisé vers 1840, mais c'est à la découverte de sources d'eau minérale dans les années 1860, sources auxquelles on prête des vertus curatives, que la localité doit sa notoriété. En 1886, on fonde la paroisse Saint-Laurent. Aujourd'hui, la vogue des sources étant passée, la région vit de l'agriculture. La majorité de la population est francophone.

CARON, GÉRARD. Organiste et pianiste (St-Martin-de-Beauce, Québec, 2 avril 1916 —). À l'âge de neuf ans, il est organiste à l'église de Mansonville, Québec. Il étudie ensuite l'orgue et le piano à l'Université de Montréal. En 1942, il reçoit une bourse du gouvernement du Québec pour travailler à New York avec Charles-Marie Courboin dont il devient l'assistant. Il décide de s'établir à New York. En 1952, il travaille avec Fernando Germani à Rome. Il donne plusieurs concerts en Italie, au Canada et aux États-Unis. Pianiste, il accompagne fréquemment des chanteurs comme Léopold Simoneau et Pierrette Alarie. Caron est nommé organiste responsable des chœurs de l'église St. John the Baptist à New York en 1964.

CARON, MARTIAL. Prêtre (Saint-Charles, Manitoba, 8 avril 1902 —). Après des études de philosophie et de théologie à Montréal et à Chicoutimi, il entre chez les Jésuites*, et devient préfet de discipline (1933-1935) puis recteur (1940-1943) au Collège* de Saint-Boniface. Il s'intéresse à la musique, au chant et au théâtre. Il met en scène de nombreuses pièces, entre 1927 et 1951, mais il est surtout connu comme l'initiateur en 1946 du festival de la Chanson, qui est devenu une tradition franco-manitobaine.

CARON, ROGER. Écrivain (Cornwall, Ontario, 12 avril 1938 —). Ayant passé plus de 23 ans dans les prisons canadiennes, il se consacre à l'écriture non seulement pour raconter son expérience, mais aussi pour décrire la violence et le caractère inhumain de la vie carcérale. Caron publie en 1978 un premier livre, *Go Boy*, traduit en français sous le titre *Roger Caron : Matricule*

9033. En 1986, il signe un second récit intitulé *Bingo* qui raconte une émeute au pénitencier de Kingston survenue en 1971. Il obtient le prix du Gouverneur général du Canada pour sa première publication.

CARRIÈRE, FLORIAN. Coopérateur (Casselman, Ontario, 14 octobre 1918 —). Bachelier ès arts de l'Université de Montréal, il travaille quelque temps à la bibliothèque de l'Université* d'Ottawa puis entre en service de l'Union* du Canada, société mutuelle d'assurance-vie. Il y occupe divers postes, dont celui de directeur général (1945-1976). Il est président-fondateur du Conseil* de la coopération de l'Ontario. Actif dans la promotion de la culture et des droits de la communauté franco-ontarienne, il est président du Conseil* de la vie française en Amérique (1970-1975) et milite au sein de l'Ordre* de Jacques Cartier.

CARRIÈRE, GASTON, o.m.i. Prêtre et historien (Curran, Ontario, 21 mars 1913 — Ottawa, *ibid.*, 29 juin 1985). Ordonné prêtre oblat en 1939, il obtient un doctorat en philosophie (1945), discipline qu'il enseigne à l'Université d'Ottawa. Durant sa carrière de professeur, il occupe également plusieurs fonctions : bibliothécaire général de l'Université (1947), directeur de l'Institut international de philosophie (1946-1965) et directeur de la *Revue* de l'Université d'Ottawa* (1958-1975). Auteur prolifique, il publie une quarantaine d'ouvrages dont *Histoire documentaire de la Congrégation des Oblats de Marie-Immaculée* (12 vol.) ; il est aussi l'auteur de quelque mille articles dans des revues et encyclopédies. En reconnaissance pour son travail, il se voit décerner la médaille du Centenaire du Canada (1967) et il est nommé membre de l'Ordre du Canada.

CARRIÈRE, JOSEPH MÉDARD. Professeur (Curran, Ontario, 8 février 1902 — Charlottesville, Virginie, 1^{er} décembre 1970). Après des études au Canada, aux États-Unis et en France, il enseigne la langue et la littérature française au Manitoba puis aux États-Unis ; en 1942, il s'établit à Charlottesville et il enseigne à l'Université de Virginie jusqu'à sa mort. Membre de plusieurs sociétés vouées à l'épanouissement des Franco-Américains, il s'intéresse au folklore et publie, en 1937, un ouvrage intitulé *Tales from the French*

Folklore of Missouri. La France le nomme chevalier de la Légion d'honneur (1950) et l'Université Laval lui décerne un doctorat ès lettres *honoris causa* (1947).

CARRIÈRE, LAURIER. Pédagogue et fonctionnaire (Curran, Ontario, 13 août 1909 – Miami, Floride, 11 décembre 1982). Il obtient un doctorat en pédagogie de l'Université de Montréal après avoir été, pendant neuf ans, enseignant et directeur de diverses écoles de l'Ontario. Pendant 37 ans, il est au service du ministère de l'Éducation, d'abord à titre d'inspecteur puis comme professeur à l'École normale d'Ottawa. En 1972, il est nommé président du Conseil supérieur des écoles de langue française au ministère de l'Éducation. En plus d'être un des principaux artisans du réseau d'écoles secondaires françaises de l'Ontario, il a contribué à titre d'auteur ou de co-auteur à la préparation de 14 manuels scolaires.

CASGRAIN, CHARLES-EUSÈBE. Médecin et sénateur (Québec, 3 mars 1825 – Windsor, Ontario, 8 mars 1907). Après avoir obtenu son diplôme de médecine à l'Université McGill de Montréal (1851), il pratique dans la région de Windsor en Ontario. À titre de premier président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Essex (1864), la question des écoles françaises en Ontario lui tient à cœur. Nommé au Sénat canadien en 1887, il est le premier Ontarien francophone à y accéder.

CASGRAIN, HENRI-RAYMOND. Historien et critique littéraire (Rivière-Ouelle, Québec, 16 décembre 1831 – Québec, 11 février 1904). Ordonné prêtre en 1856 après des études au Collège de Sainte-Anne de la Pocatière et au Séminaire de Québec, il enseigne au Collège Saint-Anne (1856-1860) puis est nommé vicaire à Québec. Atteint tôt de troubles visuels, il se retire du ministère paroissial en 1874 et se consacre à l'écriture. Il publie plusieurs biographies, recueils de poèmes, contes et ouvrages historiques. Fasciné par l'Acadie, il écrit *Un Pèlerinage au pays d'Évangéline* (1887) et *Une seconde Acadie; l'Île Saint-Jean – Île-du-Prince-Édouard sous le régime français* (1894). Son *Pèlerinage au pays d'Évangéline* a d'ailleurs été couronné par l'Académie française.

CASSELMAN. Village de l'Ontario sis sur la rivière Nation-Sud, à quelque 50 km au sud-est d'Ottawa. Population totale : 1 675 habitants. Sa paroisse française, Sainte-Euphémie, est fondée en 1886. Casselman est connu pour l'importance de ses produits laitiers et pour sa vocation agricole, comme d'ailleurs la plupart des localités avoisinantes, comme Saint-Albert*, Lemieux, Fournier et Saint-Bernardin. Population francophone : 1 520.

CASTELEIN DE LA LANDE, ANDRÉ. Dramaturge (Mener, Belgique, 29 janvier 1873 – Saint-Boniface, Manitoba, 19 avril 1963). Immigré en Alberta en 1894, il travaille d'abord comme maître de poste. Il s'installe peu après au Manitoba où il enseigne le français et écrit des pièces de théâtre. Co-fondateur du Cercle* Molière en 1925, il met en scène plusieurs de ses œuvres. Deux recueils de ses pièces sont publiés : *La Goélette* (1934) et *Il faut que femme cède* (1934). Ses œuvres évoquent surtout des situations familiales de la vie quotidienne des Manitobains.

CASTILLOUX, DAVE. Boxeur (Paspébiac, Gaspésie, 1916 –). Dave passe sa jeunesse en Nouvelle-Angleterre et y livre ses premiers combats professionnels dès l'âge de 14 ans, à Holyoke, Watertown et Boston. En 1936, il est invité à boxer à Montréal et y remporte le championnat canadien des poids légers. Pendant quelques années, il détient les titres canadiens dans trois catégories : poids plume, poids léger et mi-moyen. Son style classique, axé sur la défensive, le fait surnommer à Toronto Castilloux The Classic. Il suspend sa carrière à 25 ans pour devenir instructeur de culture physique dans l'aviation canadienne. Revenu dans l'arène après la seconde guerre mondiale, il ne réussit plus à remporter le succès de sa jeunesse.

CASTOR, LE : voir *INDÉPENDANT, L'*

CAUCHON, JOSEPH-ÉDOUARD. Journaliste et homme politique (Québec, 31 décembre 1816 – Qu'Appelle, Saskatchewan, 23 février 1885). Après ses études à Québec, il entre au journal *Le Canadien* puis fonde *Le Journal de Québec* en 1842. Il est député fédéral de Montmorency de 1848 à 1867, maire de Québec de 1850 à 1867 puis président du Sénat canadien

(1867-1869). Après une vie politique tumultueuse, il est nommé lieutenant-gouverneur du Manitoba (1877) où sa nomination suscite la controverse, les milieux anglophones craignant son parti pris possible à l'endroit des francophones ; il réussit à calmer leurs appréhensions. Après des revers de fortune, il se retire, appauvri, dans la vallée de la Qu'Appelle. Il est l'auteur de quatre livres, dont *L'Union des provinces de l'Amérique Britannique du Nord* (1865), dans lequel il prend position en faveur de la Confédération*.

CAVEAU, LE. Fondée en 1932 à Ottawa, cette organisation regroupe, sous le modèle des anciennes corporations d'artisans du Moyen Âge, des artistes de différents domaines. Elle est constituée de trois principales corporations : celle des arts décoratifs (peinture), celle des lettres et celle des lecteurs (théâtre et poésie). Les confrères-artistes de chacune de ces corporations organisent des soirées culturelles et artistiques susceptibles de les aider à se former, à s'informer et à mettre en pratique leurs connaissances dans leur domaine précis d'intérêt. Du début des années trente jusque dans les années cinquante, Le Caveau est l'un des lieux artistiques les plus en vue d'Ottawa et est récipiendaire de plusieurs distinctions.

CÉCILE, LOUIS-PIERRE. Homme politique (Tecumseh, Ontario, 15 janvier 1905 —). Après des études à l'Université de Montréal et à Osgoode Hall à Toronto, il pratique le droit à Hawkesbury*. Après une première défaite en 1945, il est élu député conservateur de Prescott en 1948 à la législature ontarienne et est aussitôt nommé ministre du Tourisme. Réélu en 1951, 1955, 1959 et 1963, il devient ministre de la Santé et du Bien-être à compter de 1955. Ministre pendant près de 20 ans, il se taille une réputation d'administrateur efficace et effacé. Il se retire en 1967.

CECILIA : voir SAINT-MARTIN

CÉLORON DE BLAINVILLE, PIERRE-JOSEPH. Officier de la marine (Montréal, 29 décembre 1693 — *ibid.*, 12 avril 1759). À l'âge de 13 ans, il entre dans les troupes de la marine ; il devient lieutenant en 1731 et capitaine en 1738. Commandant de Michillimakinac*, il participe à la campagne contre les Chicachas et reçoit la croix de Saint-Louis en 1741. Il occupe aussi le

poste de commandant au fort Niagara et au fort Saint-Frédéric jusqu'en 1753, alors qu'il revient à Montréal avec le grade de major.

CENTER FOR FRENCH AND FRANCO-PHONE STUDIES. Fondé en 1983 à Bâton-Rouge* (Louisiane) par John D. Erickson, ce centre d'étude sur la culture française voit le jour sous les auspices de la Louisiana State University. Il a pour objectif de favoriser la recherche sur la littérature française et de fournir les ressources nécessaires au développement de l'enseignement et de l'usage de cette langue. Ses moyens d'action consistent à assister, par des sessions intensives de perfectionnement, les professeurs de français et à favoriser les échanges avec les autres foyers de la francophonie en Amérique et en Europe. Le Center for French and Francophone Studies met aussi sur pied en 1985 des camps d'été (Summer Workshop for Foreign and Language Teachers).

CENTRE ACADIEN (CA). Créé en 1971 à l'Université* Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), le Centre se veut un carrefour d'information sur la culture acadienne néo-écossaise. On y trouve une documentation variée (journaux, revues, archives sonores, visuelles ou manuscrites) sur l'histoire, les traditions, la musique et l'architecture acadiennes. D'abord au service de la clientèle étudiante et des chercheurs, le Centre apporte également un soutien appréciable aux sociétés historiques acadiennes de la Nouvelle-Écosse.

CENTRE CULTUREL FRANCO-MANITOBAIN. Société gouvernementale à charte provinciale, le Centre est inauguré en 1974 à Saint-Boniface*. Son conseil d'administration formé de douze membres est nommé par le ministre du Tourisme, des Loisirs et des Affaires culturelles. Le bulletin mensuel présente les événements auxquels participe le Centre : spectacles, ateliers, rencontres. En 1973 et 1974, on assiste à la formation de comités culturels à travers la province, favorisant la décentralisation des activités et la sensibilisation de la population francophone de tout le Manitoba. Les 20 comités culturels établis assurent le rayonnement de la vie culturelle, artistique et sociale ainsi que l'épanouissement de la culture franco-manitobaine.

CENTRE DE FOLKLORE ACADIEN ET CRÉOLE. Fondé en 1974 à la University of Southwestern Louisiana à Lafayette, ce centre, dirigé par Barry Ancelet, assume une fonction d'animation au sein de la communauté louisianaise. Pour ce faire, il produit du matériel pédagogique mettant en valeur le folklore acadien et créole, destiné aux écoles primaires et secondaires. Il organise aussi le festival de Musique acadienne et produit des disques de l'enregistrement des meilleurs moments du festival. Enfin, il publie *The Acadiana Newsletter*. Depuis le début des années 1980, le centre est intégré au Centre d'études louisianaises et porte le nom de Programme de folklore.

CENTRE DE RECHERCHE EN CIVILISATION CANADIENNE-FRANÇAISE (CRCCF). Fondé en 1958 par Bernard Julien, Jean Ménard, Réjean Robidoux et Paul Wyczynski, ce centre est une unité de recherche de l'École des études supérieures et de la recherche de l'Université d'Ottawa. Paul Wyczynski* le dirige de 1958 à 1973. Pierre Savard lui succède en 1973 ; Yolande Grisé* prend la relève en 1985. À l'origine, il se fixe pour objectif l'étude des lettres du Canada français. Avec les années et grâce à un enrichissement important de ses fonds d'archives, le CRCCF s'intéresse à l'ensemble des aspects de la culture du Canada français (Québec, Ontario, Acadie et Ouest canadien) et de l'Amérique française : l'histoire, la linguistique, l'éducation, les beaux-arts, les sciences sociales, etc. Le Centre encourage la recherche, organise des colloques et dirige des collections de publications. Plus des deux tiers de ses archives (manuscrits, photographies, bandes sonores et imprimés) portent sur les Franco-Ontariens. Le Centre publie en outre un périodique pluridisciplinaire, *Cultures du Canada français*, et des collections savantes, dont les « Cahiers du CRCCF ».

CENTRE DE RECHERCHE EN ÉDUCATION FRANCO-ONTARIENNE (CREFO). Un des cinq centres de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario/Ontario Institute for Studies in Education à Toronto. Fondé en 1969, le Centre est connu sous ce nom depuis 1977. Il a pour but de promouvoir la recherche interdisciplinaire dans les sciences de l'éducation. Organisme universitaire, le Centre se définit surtout en fonction

de sa clientèle : éducateurs et étudiants franco-ontariens. Ses recherches et ses publications visent le développement du matériel d'apprentissage et les recherches sociolinguistiques. Servant plus particulièrement le sud-ouest ontarien, le Centre développe la recherche axée sur la langue et la pédagogie en situation minoritaire francophone.

CENTRE DES JEUNES DE SUDBURY. Consacré à l'épanouissement social et culturel de la jeunesse franco-ontarienne, ce centre est fondé au début des années 1950 (incorporé en 1957) par le Père Albert Régimbal*. Polyvalent, le Centre s'occupe de rencontres sociales, de sport, de loisirs culturels et artistiques, de théâtre, de folklore et de camping. On y donne des cours, des conférences sont organisées et il sert de centre d'information. D'abord logé dans le sous-sol de l'église Sainte-Anne, il occupe maintenant ses propres locaux, à la place Saint-Joseph, chemin Sainte-Anne. Ce centre de la culture française, appelé également Civitas Christi, est à la fois un institut d'éducation sociale, un studio d'arts et métiers, un studio de danse et d'éducation physique et un lieu d'activités socio-culturelles.

CENTRE D'ÉTUDES ACADIENNES. Centre de documentation et de recherche fondé en 1968 à l'Université* de Moncton. L'idée d'un centre remonte à la formation du premier collège français des Maritimes en 1864, le Collège* Saint-Joseph de Memramcook, alors qu'on commence à y conserver livres, journaux et revues. Le père Clément Cormier* en est le premier directeur. Anselme Chiasson*, Jean Daigle* et Muriel Roy* lui succèdent. Aujourd'hui, le Centre se spécialise dans la collecte de documents d'archives et de documents imprimés, la généalogie, le folklore et la linguistique. Il assure la publication de nombreux ouvrages, dont *Les Acadiens des provinces maritimes* (1980). En 1982, paraît *Contact-Acadie*, son bulletin d'information, une ressource importante pour les provinces de l'Atlantique. Son rayonnement s'étend à l'étranger ; il a développé des liens avec l'université Southwestern* en Louisiane et l'université de Poitiers en France.

CENTRE D'ÉTUDES FRANCO-CANADIENNES DE L'OUEST (CEFCO). Fondé en 1975, ce centre est rattaché au Col-

lège* universitaire de Saint-Boniface. Le Centre cherche à favoriser la publication d'études touchant toutes les activités de la vie française dans l'Ouest du Canada. Il organise des colloques régionaux et s'assure de la diffusion de ses activités par la publication d'un bulletin trois fois l'an qui rejoint environ 300 organismes. De très nombreuses avenues s'ouvrent aux chercheurs de l'Ouest et le Centre met à leur disposition toute la documentation nécessaire. Élargissant ses objectifs, il établit une collaboration avec l'extérieur de la communauté universitaire afin de contribuer à l'élaboration de grands projets visant à mettre en valeur les richesses culturelles des francophones de l'Ouest canadien.

CENTRE D'ÉTUDES FRANCO-TERRENEUVIENNES (CEFT). Fondé en 1975 par Gerald Thomas* qui en a toujours assumé la direction, le Centre est une constituante du département de français de la Memorial University de Saint John's (Terre-Neuve). Dépôt d'archives, le CEFT réunit surtout des enregistrements de témoignages oraux ainsi que des documents touchant la culture franco-terreneuvienne. Le Centre s'est également donné des fonctions pédagogiques et socio-politiques en encourageant la recherche sur la culture francophone de cette province, en diffusant de l'information sur les traits culturels de la population visée et en valorisant la culture française auprès des Franco-Terreneuviens. Depuis sa fondation, le CEFT a parrainé quelques études publiées dans des revues scientifiques ainsi qu'une bibliographie analytique des travaux portant sur la culture franco-terreneuvienne.

CENTRE D'ÉTUDES LOUISIANAISES. Centre d'études fondé en 1973 à la University of Southwestern Louisiana à Lafayette. Il a pour mandat de favoriser, coordonner et recenser les études historiques portant sur la Louisiane. Ainsi, pour l'époque du début de la colonisation, le centre porte son attention, entre autres, sur les rapports entre la Louisiane française et la Louisiane espagnole, ainsi que sur les relations entre la Louisiane et la France, le Canada français et les Antilles françaises. Pour l'époque moderne, l'accent est mis sur le développement interne de la Louisiane, ses relations avec les États du sud et les États-Unis en général. Le Centre coordonne et facilite également les activités amorcées

dans d'autres départements de l'université. Parmi ceux-ci, citons le Centre* de folklore acadien et créole et l'Institut des études françaises. Le centre organise un concours annuel, le prix Thériot, afin d'encourager les jeunes poètes à se faire connaître.

CENTRE D'ÉTUDES SUR LA LANGUE, LES ARTS ET LES TRADITIONS POPULAIRES DES FRANCOPHONES EN AMÉRIQUE DU NORD (CELAT). Centre de recherches fondé à l'Université Laval en 1976 dans la foulée des Archives de Folklore de Luc Lacourcière* et de F.-X. Savard*. S'intéressant à la francophonie en Amérique du Nord, le centre se consacre surtout aux dimensions de l'ethnologie, de la langue, de l'archéologie historique, de la géographie historique, de l'histoire et de l'histoire de l'art. Il organise des enquêtes, des recherches et constitue des banques de données. Le CELAT a publié plusieurs études, dont *Le Parler populaire du Québec et de ses régions voisines*.

CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE FOLKLORE. En 1948, la Société* historique du Nouvel-Ontario confie au père Germain Lemieux la tâche de réaliser un sondage sur l'état du folklore franco-ontarien. Devant l'abondance du matériel, on décide de fonder un Centre de folklore afin de conserver les archives. En 1960 est créé l'Institut de folklore de l'Université de Sudbury qui devient, en février 1972, le Centre de folklore, toujours dirigé par le père Lemieux mais logé aujourd'hui à la Place Saint-Joseph au centre-ville. Des milliers de pièces dans les domaines de la chanson et du conte sont recueillies et conservées afin de préserver et de faire connaître la culture ancestrale. En plus de cette riche collection, le Centre possède une bibliothèque (6 000 volumes, 5 000 versions de chants folkloriques, 850 récits) et un musée, le Carrefour du patrimoine. En 1982 commence la parution de *La Criée*, son bulletin d'information. Une des plus célèbres publications du Centre, *Les Vieux m'ont conté* de Germain Lemieux, paraît durant les années soixante-dix et quatre-vingts en plus de 20 volumes.

CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE RESOURCES PÉDAGOGIQUES. Fondé à Ottawa en 1974 afin de produire et diffuser du matériel didactique français avec l'aide du ministère de

l'Éducation de l'Ontario. Il aide les enseignants franco-ontariens à répondre aux besoins éducatifs des étudiants et à promouvoir leur identité à travers des documents pédagogiques. En 1984, on ouvre une section d'informatique et un centre national du livre francophone. La même année, on compte 6 000 éducateurs membres, une succursale à Timmins* et une autre à l'Université* Laurentienne de Sudbury. Le Centre organise des expositions et des colloques régionaux.

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE BILINGUISME. Organisme de recherche fondé en 1967 à l'Université Laval. Le Centre se consacre à l'étude multidisciplinaire des problèmes résultant du phénomène du contact des langues. Une équipe de quelque 55 chercheurs dans diverses disciplines, assistée d'un personnel de soutien, offre des services d'édition, d'information et de documentation tout en poursuivant la recherche sur le bilinguisme.

CENTRE PROVINCIAL DE RESSOURCES PÉDAGOGIQUES (CPRP). Mis sur pied en 1979 par l'Université* Sainte-Anne de Pointe-à-l'Église (Nouvelle-Écosse), le Centre se spécialise dans l'assistance technique et pédagogique aux enseignants francophones de cette province. Disposant de plus de 37 000 instruments didactiques (films, manuels, jeux, etc.) accessibles aux enseignants et utilisables dans les écoles, le CPRP produit et publie des manuels d'hygiène, *Hygiène et Santé*, d'orthographe, *Mes Mots 2* et *Mes Mots 3*, de civisme, *Les Gouvernements de la Nouvelle-Écosse* et trois cahiers de vocabulaire, *La Pratique du vocabulaire*. En 1985, il dirige la publication d'une collection sur *La Vie acadienne en Nouvelle-Écosse* et lance deux autres ouvrages intitulés *Château de sable* et *Goéland*. Le Centre exerce aussi une fonction d'animation auprès des enseignants et des étudiants francophones de cette province.

CENTRE UNIVERSITAIRE SAINT-LOUIS-MAILLET : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

CERCLE DRAMATIQUE D'OTTAWA : voir INSTITUT CANADIEN-FRANÇAIS D'OTTAWA

CERCLE JEANNE D'ARC. Organisation de production théâtrale fondée à Edmonton* (Al-

berta) en 1913. Voulant protéger et diffuser la langue française par le théâtre, le Cercle met en scène plusieurs pièces dont *Les Crochets du père Martin* (1913). Inactif de 1914 à 1917, le Cercle reprend ses activités en élargissant son champ d'intervention à la littérature et à la musique. En 1918, il met sur pied des concours de composition française dans les écoles. Il se lance dans la production de pièces de théâtre à la radio, de 1930 jusqu'à sa disparition en 1933.

CERCLE MOLIÈRE. Fondée à Winnipeg* en 1925, par André Castelein* de la Lande, cette troupe de théâtre amateur regroupe des francophones qui voient là un moyen de promouvoir la culture française. Le directeur artistique en est Arthur Boutal (1928-1941), auquel succède sa femme Pauline Boutal* (1941-1968). Le Cercle offre des spectacles tous les ans et participe à plusieurs concours : en 1934, il est mis en nomination pour le concours national du gouverneur-général et gagne le premier prix ; par la suite, il remporte de nombreux autres succès, tant à Winnipeg qu'ailleurs au pays. Durant cette période, le choix des pièces est issu du répertoire des classiques français. Par ce biais théâtral, on cherche surtout à faire rayonner et faire aimer la culture française. À compter de 1968, Robert Mahé en devient le directeur artistique. Sous sa tutelle, le Cercle prend un nouvel essor. Des tournées sont organisées ainsi que des activités pour le théâtre-jeunesse. Le choix plus vaste et éclectique de pièces souligne une nouvelle philosophie de faire aimer le théâtre pour le théâtre, plutôt que de s'en tenir uniquement à promouvoir la culture française.

C'EST LE TEMPS. Mouvement en faveur des services gouvernementaux bilingues en Ontario. Inspirées par le rapport *C'est le temps ou jamais...* du Groupe de travail sur les minorités de langue française (1975), une vingtaine de personnes de Sudbury et d'Ottawa refusent de se soumettre aux lois de la circulation routière administrées exclusivement en anglais et préfèrent opter pour la prison. Ce faisant, elles entendent rappeler aux autorités provinciales leurs engagements de 1971 en matière de bilinguisme. Le mouvement fait tache d'huile et réussit, en 1976, à ouvrir la porte à l'usage du français dans les tribunaux. Mais son action ne s'arrête pas là : il

continue jusqu'à la fin des années soixante-dix de réclamer des services en français dans les différents services gouvernementaux.

CHABANEL, NOËL. Missionnaire jésuite (Saugues, Haute-Loire, France, 2 février 1616 — près de la Baie Georgienne, 8 décembre 1649). Après avoir enseigné à Toulouse pendant une dizaine d'années, il arrive à Québec le 15 août 1643. Un an plus tard, il monte en Huronie mais réussit difficilement à apprendre la langue des autochtones. Compagnon du père de Brébeuf à la bourgade Saint-Ignace et à celle de Saint-Louis (1648), il œuvre ensuite chez les Pétuns, dans la péninsule de Bruce en Ontario. En route vers la résidence centrale Sainte-Marie II de l'île Saint-Joseph, il est assassiné par un Huron. Il sera béatifié le 21 juin 1925, puis canonisé le 29 juin 1930.

CHABOILLEZ, CHARLES-JEAN-BAPTISTE. Traiteur (Michillimakinac, Michigan, 9 juillet 1736 — Montréal, 25 septembre 1808). Vers 1757, sa famille vient s'établir à Montréal. Jusqu'en 1780, il s'adonne à la traite des fourrures, partageant son temps entre Grand Portage (Minnesota) et Montréal. En 1785, il s'associe avec d'autres traiteurs de Montréal et de Michillimakinac* pour fonder la General Company of Lake Superior and the South. Au cours de la même période, il fait l'acquisition de plusieurs terres dans la région de Montréal. Puis en 1790, il est nommé capitaine, puis major (1799) de la milice de Montréal. Peu de temps après, il part pour le Haut-Canada et s'installe sur l'île Saint-Joseph (1802-1807) où il fait office de garde-magasin pour le département des Affaires indiennes. L'année suivante (1808), il revient à Montréal où il meurt peu après.

CHABOT, JAMES ROLAND. Homme politique (Farnham, Québec, 8 mai 1927 —). Supérieur de métier, échevin de la ville d'Invermere (Colombie-Britannique) pendant quatre ans, il est élu en 1963, sous la bannière du Crédit social, député à l'Assemblée législative de cette province. Réélu sans interruption depuis, il est successivement ministre du Travail (1971-1972), ministre des Mines et des Richesses du pétrole (1976) et ministre des Terres, Parcs et Logements (1978 à 1983). Il est nommé en 1982 se-

crétaire provincial et ministre des Services gouvernementaux.

CHABOT, JEAN-LÉO. Chirurgien et homme politique (Ottawa, Ontario, 23 février 1869 — *ibid.*, 8 décembre 1936). Après ses études médicales à l'Université McGill de Montréal, il établit sa pratique à Ottawa, à l'Hôpital général et dans les forces armées canadiennes, où il est chirurgien. Membre de nombreuses associations professionnelles, il se lance dans la politique en 1908. Il est défait deux fois, en 1908 et 1910, puis élu deux fois, en 1911 et 1917 (il défait Sir Wilfrid Laurier), comme député conservateur représentant Ottawa à la Chambre des communes. Protectionniste avoué et fervent admirateur de l'Empire britannique, il est nommé au Conseil privé en 1926.

CHAGNON, FRANÇOIS-XAVIER. Prêtre (Verchères, Québec, 18 février 1842 — Champlain, États-Unis, 9 octobre 1911). Formé au Grand Séminaire de Montréal, il est ordonné à la prêtrise en 1870. Après avoir été vicaire dans le diocèse de Montréal, il est nommé en 1878 curé à Champlain dans l'État de New York. Il participe à l'effort de survivance de ses concitoyens francophones en lançant les conventions canadiennes de l'État de New York, dont la première a lieu en 1878.

CHAGNON, LOUIS-JOSEPH. Journaliste, traducteur et poète (Waterloo, Québec, 2 août 1889 — Ottawa, Ontario, 18 juillet 1947). Propriétaire et rédacteur du *Journal de Waterloo* (1910-1912), il quitte ses fonctions pour étudier le notariat à Granby de 1913 à 1915. C'est à cette date qu'il entre à la fonction publique fédérale comme adjoint de l'imprimeur de la reine, puis comme traducteur des Livres bleus et des Débats (1917-1946). Ses articles et poèmes commencent à paraître dans les journaux dès 1910, le plus souvent sous le pseudonyme de Louis de Rosale. En 1925, il publie son recueil de poésie *La Chanson des érables*, qui lui vaut d'être diplômé d'honneur au concours de *La Revue de poètes* de France et lauréat du Salon des poètes de Lyon.

CHALEURS, BAIE DES. Vaste plan d'eau formant un bras de mer du golfe Saint-Laurent et servant de séparation naturelle entre la péninsule

de la Gaspésie au Québec et le nord du Nouveau-Brunswick. Longue de 144 km d'est en ouest et large de 32 km, cette baie est nommée en 1534 par Jacques Cartier qui y passe lors d'une période de canicule. Ses eaux poissonneuses incitent de nombreux riverains à faire de la pêche une activité économique importante. La rive sud située au Nouveau-Brunswick constitue l'un des pôles acadiens les plus importants avec des villes et villages comme Campbellton*, Dalhousie*, Bathurst* et Caraquet*. La rive québécoise de la baie des Chaleurs comprend également une population acadienne significative qui, bien qu'intégrée au Québec, continue de se définir comme acadienne.

CHAMBORD (JOSEPH-ÉMILE), GIGUÈRE. Violoniste (Woonsocket, Rhode Island 1877 — après 1957). Ses parents, musiciens canadiens-français, arrivent aux États-Unis vers 1874. En 1890, le jeune Giguère entreprend des études à Montréal, au Collège Mont-Saint-Louis, puis complète son cours classique au Woonsocket High School. Parallèlement, il pratique le violon sous la tutelle de maîtres renommés. En 1897, il est admis au Conservatoire royal de Bruxelles où il se classe « Premier avec Grande Distinction ». De retour en Amérique, il enseigne et se produit en concert à travers le Canada et les États-Unis, notamment en Nouvelle-Angleterre, pendant plus de cinquante ans. Le lieu et la date de son décès sont inconnus.

CHAMPAGNE, ANTOINE. Prêtre et historien (Saint-Norbert, Manitoba, 21 janvier 1892 — Saint-Boniface, 7 septembre 1980). Ordonné en 1915, il enseigne en France avant de revenir au Manitoba (1922) où il est vicaire et curé à Notre-Dame-de-Lourdes*, jusqu'en 1948. Il s'adonne à des recherches historiques sur l'Ouest et sur Riel ; il publie deux ouvrages importants sur les La Vérendrye, dont *Nouvelles études sur les La Vérendrye et le Poste de l'Ouest* (1971).

CHAMPLAIN, SAMUEL DE. Explorateur (Brouage, France, circa 1510 — Québec, 25 décembre 1635). Ses tentatives en vue de la fondation d'un établissement durable en Acadie ont pour résultat Port-Royal (aujourd'hui Annapolis Royal* en Nouvelle-Écosse) en 1605 ; il explore aussi les rives de la Nouvelle-Angleterre. Cham-

plain est le principal artisan de l'alliance qui se forge entre les Français et les Hurons ; il mènera même quelques attaques contre les Iroquois, dont une sur le lac qui porte aujourd'hui son nom. Ayant consolidé ses bases à Québec, il entreprend d'explorer la rivière des Outaouais (1613) et la baie Géorgienne (1615). Les récits de voyages qu'il rédige constituent des témoignages géographiques et ethnographiques importants.

CHAMPLAIN, PRIX. Décerné à chaque année depuis 1957 par le Conseil* de la vie française en Amérique, ce prix littéraire vise à favoriser l'épanouissement culturel des francophones hors Québec et à susciter l'intérêt des Québécois pour la production littéraire française réalisée à l'extérieur du Québec. Octroyé tant pour des ouvrages dits de création littéraire que pour des travaux de nature académique, le prix est assorti d'une bourse de mille dollars. Les lauréats du prix Champlain depuis son institution ont été : Lionel Groulx*, Lorenzo Cadieux*, Rosaire Dion-Lévesque*, Marie Grégoire, Gustave Lanctot*, Anselme Chiasson*, Alice Lemieux-Lévesque*, Jean Ménard*, Jean-Louis Allard*, Adolphe Robert*, Henri Blanchard*, Jean Papan, Roger Le Moine, Antoine Champagne*, Paul Chassé*, Roger Motut*, Germain Lemieux*, Camille Doucet*, Arthur Godbout*, Marius Benoist*, Hélène Chaput*, Gilles Martel, Gabrielle Poulin-Dionne, René Dionne*, Hélène Brodeur*, Michel Roy et Joseph Rudel-Tessier.

CHANOINES RÉGULIERS DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION. Fondée en 1863 à Saint-Claude, en France, par l'abbé Marie-Étienne-Adrien Gréa, la congrégation, tout en se soumettant à un style de vie monastique, se consacre à l'éducation. À la demande des archevêques d'Ottawa* et de Saint-Boniface*, M^{mes} Duhamel et Taché, les chanoines réguliers s'installent d'abord au nord de Montréal (1890) afin de poursuivre l'œuvre des Jésuites et donnent naissance aux paroisses de Nominique, l'Ascension, Macaza, Minerve et Sainte-Véronique-de-Turgeon. Puis, ils passent au Manitoba (1891) où ils fondent également les paroisses de Saint-Claude* (110 km au sud-ouest de Winnipeg) et de Notre-Dame-de-Lourdes*. En 1961, ils sont admis dans la Confédération des chanoines réguliers de Saint-Augustin.

CHANTAL, RENÉ DE. Professeur, écrivain et diplomate (Moose Creek, Ontario, 27 juin 1923 —). B.A. en Lettres (McGill, 1948), L. ès Lettres (Paris 1951), D.U. en Lettres (Paris, 1960). René de Chantal sert outre-mer dans le Corps d'aviation royal canadien de 1942 à 1945. Il devient professeur à l'Université d'Ottawa de 1951 à 1955 et de 1960 à 1962, puis à l'Université de Montréal de 1962 à 1965 et de 1967 à 1979 où il occupe la fonction de vice-recteur. En plus d'avoir été chroniqueur au journal *Le Droit* durant dix ans (1953-1963), il assume de nombreuses fonctions à titre de consultant auprès du gouvernement fédéral. Il est, entre autres, directeur des affaires culturelles au ministère des Affaires extérieures en 1966-1967, chargé des affaires culturelles et de l'information à l'Ambassade du Canada à Paris de 1979 à 1983 et directeur des relations avec les universités au ministère des Affaires extérieures de 1983 à 1987. Son œuvre littéraire comprend une chronique hebdomadaire, Défense et illustration de la langue française publiée dans *Le Droit* de 1953 à 1963, et une œuvre de critique en deux volumes, *Marcel Proust, critique littéraire* (1967). En 1965, il fonde et dirige la revue *Études françaises*.

CHAPLEAU. Ville de l'Ontario située à 210 km au sud-ouest de Timmins. Population totale : 3 243 habitants. La ville est fondée en 1883, lors de la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique, par des gens venus de la région de Rimouski et du Bas-du-Fleuve. Elle doit son nom à Sir Adolphe Chapleau, Premier ministre puis lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Cette petite ville est détruite par un incendie en 1885, mais est aussitôt rebâtie par une population à majorité francophone. En 1888, on y fonde une librairie et l'année suivante, le premier journal de l'endroit, *L'Étoile du Nord*, est créé. En 1924, les Sœurs de Sainte-Marie de Namur y construisent un couvent. C'est aussi à Chapleau, en 1913, que Louis Hémon, auteur de *Maria Chapdelaine*, meurt dans des circonstances mystérieuses. Deux monuments ont été élevés en son honneur. Population francophone : 1 245 habitants.

CHAPUT, HÉLÈNE. Enseignante et écrivain (Saint-Norbert, Manitoba, 26 octobre 1913-). Après ses études secondaires à Saint-Adolphe

(Manitoba), elle enseigne dans les écoles rurales puis entre chez les Sœurs* des Saints Noms de Jésus et de Marie, où elle poursuit une carrière d'enseignante pendant quarante ans. En 1969, elle obtient un doctorat d'université de la Sorbonne et enseigne, de 1973 jusqu'à sa retraite en 1980, à la Faculté d'éducation de l'Université du Manitoba. Par la suite, elle s'occupe d'organiser les fonds d'archives de la congrégation. Auteure de plusieurs ouvrages, elle obtient le prix Champlain pour *Donatien Frémont, journaliste de l'Ouest* (1977).

CHARBONNEAU, JOSEPH. Archevêque (Le-faivre, Ontario, 31 juillet 1892 — Victoria, Colombie-Britannique, 19 novembre 1959). Après ses études en théologie à Montréal, il est ordonné prêtre en juin 1916. À la Catholic University de Washington, il étudie la sociologie ; à Rome, il obtient un doctorat en philosophie en 1924 et un doctorat en droit canonique en 1925. Il est directeur du Séminaire d'Ottawa jusqu'en 1934 et, ensuite, principal de l'École normale de Hull. En 1939, il est sacré évêque de Hearst. L'année suivante, il devient archevêque de Montréal. Il s'illustre par ses prises de position audacieuses en matière de justice sociale, en particulier lors de la grève d'Asbestos de 1949. Il démissionne en 1950 et se retire comme aumônier des Sœurs* de



Mgr Joseph Charbonneau

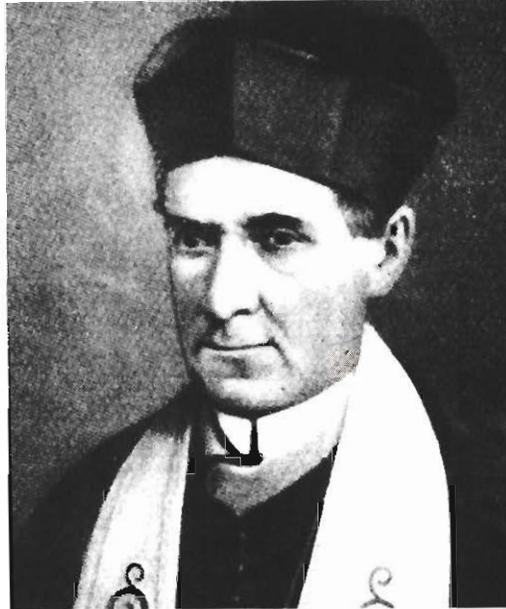
Sainte-Anne à Victoria (Colombie-Britannique). Ses différends avec le premier ministre Maurice Duplessis ont fait l'objet d'une pièce de théâtre intitulée *Charbonneau et le chef* (1974).

CHARBONNEAU, LOUIS. Pédagogue et traducteur (Lefaivre, Ontario, 10 août 1891 — Ottawa, *ibid.*, 30 août 1984). Après son cours classique au Collège de Sainte-Thérèse de Blainville (Québec), il étudie la théologie au Grand Séminaire de Montréal et poursuit ses études à l'école normale de Saskatoon* (Saskatchewan). Il enseigne dans cette province entre 1913 et 1923. De 1923 à 1942, il est inspecteur d'écoles et professeur de pédagogie à l'École normale de l'Université* d'Ottawa. De 1942 jusqu'à sa retraite en 1970, il occupe un poste de traducteur au gouvernement fédéral. Rédacteur de plusieurs manuels scolaires, il est, en outre, président de plusieurs organismes, dont la Fédération* des sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario (1940-1948) et l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (1948-1949).

CHARBONNEAU, ROGER. Administrateur (Ottawa, Ontario, 13 juillet 1917 — *ibid.*, 28 mai 1973). Assistant comptable puis secrétaire-trésorier à la Commission des écoles séparées d'Ottawa, Roger Charbonneau s'enrôle dans les Forces armées en 1941 et est démobilisé en 1946 avec le grade de capitaine. De 1946 à 1973, il est à la fois secrétaire général de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (1946-1973), secrétaire-trésorier des Sociétés* Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario (1953-1959), administrateur de l'Association* des commissions des écoles bilingues d'Ontario (1959-1969) et membre fondateur et trésorier du Conseil canadien des associations d'éducation de langue française (1959-1969). De plus, il a été membre fondateur de l'Association* des commissions d'écoles de langue française.

CHARBONNEL, ARMAND-FRANÇOIS-MARIE DE. Évêque et prédicateur (Monistrol, France, 1^{er} décembre 1802 — Crest, *ibid.*, 20 mars 1891). Issu d'une famille noble, ce sulpicien fait ses études à Paris et est ordonné prêtre en 1825. Il est envoyé en 1839 à Baltimore, où il enseigne, puis à Montréal de 1840 à 1847. Après un séjour en France, il revient au Canada en 1850, à titre de deuxième évêque de Toronto* (1850-1860). Dès son arrivée, il s'oppose à Eger-

ton Ryerson au sujet des écoles séparées et fonde en 1852 le collège St. Michael de Toronto. En 1860, il se rend à Rome afin de présenter sa démission et devient frère novice Capucin. Il se consacre par la suite à la prédication en Europe.



M^{gr} de Charbonnel

CHARETTE, GILBERTE. Enseignante (Verner, Ontario, 27 mars 1918 — Hanmer, *ibid.*, 30 août 1982). Après l'obtention d'un brevet d'enseignement de l'École normale de l'Université* d'Ottawa en 1936, elle se consacre à l'enseignement durant 23 ans dans les régions du Nipissing et de Sudbury* en Ontario. Pendant 10 ans, elle est directrice d'école. Très active au sein de la communauté francophone, elle est tour à tour présidente de section, présidente régionale, vice-présidente nationale et, en 1977, présidente provinciale de la Fédération des femmes canadiennes-françaises. En 1979, elle est récipiendaire de l'Ordre* de la Fidélité française en Amérique.

CHARLEBOIS, CHARLES. Prêtre et administrateur (Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, Québec, 4 novembre 1871 — Montréal, 5 octobre 1945). Après ses études au Scolasticat Saint-Joseph d'Ottawa, il est ordonné prêtre oblat en 1895. Curé à Mattawa (Ontario, 1897-1898), puis à Saint-Paul*-des-Métis en Alberta (1899-1901), il rentre à Ottawa* et y fonde la paroisse Sainte-Famille où il est curé de 1901 à 1917. Il se

trouve au premier plan des luttes scolaires menées par les Franco-Ontariens et prend une part active dans la fondation et la direction de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario. Il préside à la fondation du journal *Le Droit** (1912) et en assume la direction durant 18 ans ; sous sa gouverne, le quotidien d'Ottawa devient un instrument de lutte et de sensibilisation à la question scolaire. Il termine sa carrière comme supérieur au Scolasticat oblat de Sainte-Agathe-des-Monts (1934-1945).

CHARLEBOIS, OVIDE. Missionnaire (Oka, Québec, 17 février 1862 — The Pas, Manitoba, 20 novembre 1933). Il étudie à l'Université* d'Ottawa (1883-1885), puis au Scolasticat Saint-Joseph (1885-1887) où il est ordonné prêtre oblat en 1887. Il est d'abord envoyé à Fort Cumberland (Saskatchewan) et, trois ans plus tard, nommé supérieur du district du même nom. En 1890, on le place à la tête de l'école industrielle de Lac-des-Canards (Duck* Lake), poste qu'il occupe jusqu'en 1910. Il est, par la suite, nommé vicaire apostolique de Keewatin et archevêque de Saint-Boniface* (Manitoba). Il organise les premières missions à la Baie d'Hudson et les parcourt pendant plus de vingt ans. Le père Charlebois fonde le journal *Le Patriote de l'Ouest*, qui est d'abord publié à Lac-des-Canards (Duck Lake) en 1910, puis à Prince-Albert* jusqu'en 1941, avant d'être amalgamé avec *La Liberté** de Winnipeg*. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages en langue indienne.

CHARLEVOIX, PIERRE-FRANÇOIS-XAVIER DE. Explorateur et historien (Saint-Quentin, France, 24 octobre 1682 — La Flèche, *ibid.*, 1^{er} février 1761). Entré chez les Jésuites puis ordonné diacre, Charlevoix vient une première fois à Québec en 1705 et enseigne au Collège des Jésuites jusqu'en 1709. Ordonné prêtre en 1713 à Paris, il est affecté à l'enseignement des humanités et de la philosophie au Collège Louis-le-Grand. Homme d'études et ayant déjà séjourné en Nouvelle-France, il est invité en 1719 à faire enquête et à formuler des recommandations sur l'épineuse question des frontières de l'Acadie. L'année suivante, il se voit confier la mission d'examiner l'hypothèse de l'existence de « la mer de l'Ouest » et entreprend un voyage d'étude et d'observation qui le mène jusqu'à l'em-

bouchure du Mississipi en passant par les Grands Lacs. Le long voyage ne lui permet pas de confirmer ou d'infirmier l'existence de la mer de l'Ouest, mais il y recueille de nombreuses notes qui vont lui servir dans la préparation de ses travaux historiques. Une dizaine d'années plus tard, il est de nouveau amené à s'intéresser directement aux affaires de la Nouvelle-France alors que le ministère de la Marine le consulte sur le projet d'expédition vers l'Ouest de La Vérendrye. Par la suite, entre 1742 et 1749, il s'occupe des affaires canadiennes à titre de procureur à Paris des Missions jésuites et des monastères des Ursulines de Nouvelle-France et de Louisiane. François-Xavier de Charlevoix a laissé de nombreux textes et notes qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous mais qui ont été utilisés par ses contemporains. Par ailleurs, il est l'auteur de travaux historiques importants dont *Vie de Marie de l'Incarnation* (1724) et, surtout, *Histoire et description générale de la Nouvelle-France [...] (1744)* dont il avait fait état dans un article paru en 1735 dans la revue mensuelle des Jésuites, le *Journal de Trévoux*. Une région située immédiatement au nord-est de la ville de Québec rappelle aujourd'hui son nom.

CHARPENTIER, FULGENCE. Journaliste et diplomate (Sainte-Anne-de-Prescott, Ontario, 29 juin 1897 —). Après son cours de droit à Osgoode Hall à Toronto, il arrive à Ottawa* où il est courriériste parlementaire pour *Le Droit** d'Ottawa (1922-1925), *La Presse* de Montréal, *Le Soleil* de Québec et *Le Canada* de Montréal (1922-1930). Il travaille aux bureaux français de la Chambre des communes à partir de 1936, puis au Bureau de la censure pendant la guerre. Il entre au ministère des Affaires extérieures en 1947 où il est nommé successivement attaché culturel à Paris (1948-1953), chargé d'affaires en Amérique du Sud (1953-1957) et à Haïti (1957-1960), puis ambassadeur en Afrique (1962-1965). À sa retraite en 1967, il occupe le poste d'adjoint au rédacteur en chef du journal *Le Droit*. Président de l'Alliance française, il est également l'auteur d'une série d'articles publiés en 1934 dans l'ouvrage *Le Mirage américain*. En 1978, il est décoré de l'Ordre du Canada.

CHARRON, ALPHONSE. Chimiste et sous-ministre (Pointe-Gatineau, Québec, 8 mars

1870 — Hull, *ibid.*, 4 décembre 1955). Après des études en chimie, en bactériologie et en hygiène à l'Université d'Ottawa* et à l'Université McGill, il est nommé chimiste à la Ferme expérimentale du gouvernement fédéral en 1898. De 1925 à 1940, il occupe le poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture. Il est l'un des fondateurs puis le trésorier du journal *Le Droit**. Très actif dans la communauté franco-ontarienne, il a été président de l'Institut* canadien-français d'Ottawa de 1901 à 1903, président de l'Association* canadienne-française de l'Ontario en 1914-1915 et président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa.

CHARTRE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS. La Charte des droits et libertés des citoyens canadiens a été enchâssée dans la Constitution canadienne lors de son rapatriement en 1982. Elle vise à protéger les citoyens contre l'État et les minorités contre les majorités. Contrairement à la Loi de 1867, en vigueur jusque là, qui ne garantissait que le droit à une éducation selon l'appartenance religieuse, la Charte reconnaît aux minorités des deux langues officielles le droit à l'éducation dans leur langue, là où le nombre le justifie. Bien que la Charte constitue une étape importante dans la protection des droits des francophones hors Québec, il reste aux tribunaux à interpréter et à préciser certaines dispositions plutôt vagues de la Charte, dont l'expression : « là où le nombre le justifie ».

CHARTIER, ARMAND. Professeur (New Bedford, Massachusetts, 19 mai 1938 —). Après des études classiques au Séminaire de Joliette (1952-1957), il fréquente le Collège* de l'Assomption de Worcester* (1957-1959) et la University of Massachusetts où il complète une maîtrise en 1968 et un doctorat en littérature en 1970. Dès 1959, il commence à enseigner le français dans les écoles secondaires du Massachusetts. Sa carrière évolue vers l'enseignement universitaire à partir de 1968 et, en 1971, il est professeur à la University of Rhode Island. Auteur de nombreux articles et livres, il publie, entre autres, *The French in Rhode Island : A History* (1981), *Littérature historique populaire franco-américaine* (1981), *Notre New Bedford* (1982) et *Histoire des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre* (1987).

CHARTRAND, ADÉLARD. Enseignant et fonctionnaire (Beauharnois, Québec, 3 septembre 1882 — Ottawa, Ontario, 24 octobre 1976). Après des études classiques à l'Université* d'Ottawa, il est enseignant en Ontario et au Manitoba de 1898 à 1908. De 1908 à se retraite en 1946, il fait carrière dans la fonction publique comme commis aux postes, puis correcteur à l'Imprimerie nationale et traducteur. Il est président de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario de 1938 à 1944, président de la Commission des écoles séparées d'Ottawa à cinq reprises entre 1936 et 1952 et il est un membre actif de l'Ordre* de Jacques Cartier.

CHASSÉ, PAUL. Professeur et écrivain (Somersworth, New Hampshire 1926 —). Après avoir complété son baccalauréat à l'Université du New Hampshire, il obtient sa maîtrise et son doctorat ès lettres de l'Université Laval. Il enseigne d'abord aux États-Unis puis fait un stage au Cambodge. Rentré dans son pays, il se consacre à l'enseignement universitaire. Sa thèse de doctorat *Les Poètes franco-américains de la Nouvelle-Angleterre* lui vaut le prix Champlain en 1971. Il a publié, en 1968, *Et la mer efface...* et *La Carafe enchantée*.

CHATHAM. Ville de l'Ontario, située sur la rivière Thames, à 78 km à l'est de Windsor. Population totale : 40 952 habitants. Vers 1825, la région accueille les premiers francophones attirés par son potentiel agricole. Plusieurs d'entre eux seraient originaires de Windsor*. Aujourd'hui encore, son économie est centrée sur l'agriculture (fertilisants, transformation de la betterave à sucre et du tabac, machinerie agricole) mais les usines de pièces et d'accessoires d'automobiles y tiennent aussi une large place. Population francophone : 1 455.

CHELMSFORD. Localité de l'Ontario située à 18 km au nord-ouest de Sudbury. Population totale : 8 126 habitants. Sa fondation remonte aux années 1883 et 1884. La construction du chemin de fer du Canadien Pacifique a attiré des colons francophones des régions d'Ottawa* et de l'Est ontarien, ce qui explique que l'agglomération ait toujours été à majorité francophone. L'activité économique a longtemps été dominée par l'agriculture mais depuis les années 1960, Chelmsford est devenue une ville-dortoir, pour un grand

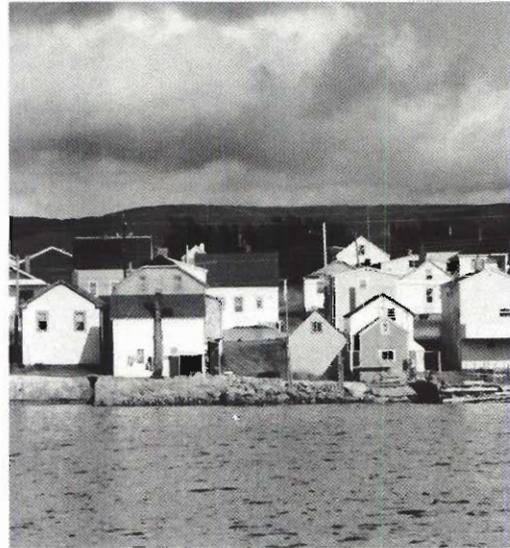
nombre de résidents qui gagnent leur vie à Sudbury*. M^{re} Stéphane Côté*, ardent défenseur de la question scolaire en Ontario et de la survivance française, est curé de la paroisse St-Joseph de 1906 à 1945. Intégrée à la municipalité de Rayside-Balfour depuis 1969, la ville a à son actif une caisse populaire ainsi qu'un centre culturel, sans oublier la présence d'un bon nombre d'organismes communautaires. Population francophone : environ 5 000 personnes.

CHÉNIER, FÉLIX. Notaire et député (Saint-Hermas, Québec, 19 janvier 1843 – Winnipeg, Manitoba, 2 novembre 1910). Reçu notaire en 1867, il se joint en 1870 à l'expédition de la Rivière-Rouge*. Après la dissolution de l'expédition la même année, il s'établit à la Baie Saint-Paul dont il devient député à la législature manitobaine de 1874 à 1878. Il est aussi juge de paix et fonctionnaire au bureau des terres (1871-1910). Membre actif de la Société* Saint-Jean-Baptiste, il en est élu président en 1885. Alors qu'il est député, il pilote certaines des toutes premières lois du Manitoba.

CHERRIER, ALPHONSE-AVILA. Prêlat (Laprairie, Québec, 26 septembre 1849 – Winnipeg, Manitoba, 1935). Il étudie au Séminaire de Sainte-Thérèse de Blainville et à l'Université* Laval (1871). Ordonné prêtre en 1874, il part pour Winnipeg* en 1878. En 1884, il est nommé curé de la paroisse Immaculée-Conception puis vicaire général du diocèse de Winnipeg (1894). Il occupe ces postes jusqu'à sa retraite en 1927. Parallèlement à sa carrière diocésaine, le père Cherrier œuvre dans le domaine de l'éducation. De 1881 à 1884, il occupe le poste de recteur du Collège* de Saint-Boniface, puis celui de vice-chancelier de l'Université du Manitoba. De 1878 à 1890, il est membre du Bureau provincial de l'éducation et le seul représentant catholique au sein du Bureau consultatif de l'éducation du Manitoba à partir de 1897.

CHÉTICAMP. Principale localité acadienne sur la côte ouest de l'île du Cap-Breton. Population totale : 1 027 habitants. Le village est fondé en 1782 par des Acadiens déportés de la Nouvelle-Écosse et sa première église est construite la même année. Vivant dans l'isolement, les résidents réussissent à conserver leur langue et leur culture acadiennes. L'industrie de la pêche orga-

nisée en coopérative constitue la principale activité économique de Chéticamp. Cette localité est réputée pour sa coopérative d'artisanat spécialisée dans les tapis crochetés, dont ceux d'Élisabeth Lefort*. Le comité d'activités culturelles de Chéticamp anime la vie culturelle du village. Chéticamp est entouré de villages tout aussi acadiens : Margare, Grand-Étang et Petit-Étang. La région est presque entièrement francophone.



Chéticamp, Nouvelle-Écosse

CHEVALIERS DE COLOMB. Fondé en 1882 à New* Haven (Connecticut), cet organisme d'entraide et de secours mutuel est, à son origine, une initiative des Irlandais catholiques de la Nouvelle-Angleterre. L'organisme rayonne vite dans toute la Nouvelle-Angleterre et, en 1897, il étend ses opérations au Canada. Fermement catholiques, les Chevaliers de Colomb connaissent un grand succès auprès des francophones du Québec et des autres foyers francophones au Canada. Dans les sections francophones, toutes les activités se déroulent en français. En plus de défendre le catholicisme, les Chevaliers s'intéressent au sort des jeunes, des malades, des personnes âgées et des citoyens défavorisés. L'organisme est très hiérarchisé et comporte une série de rites d'initiation.

CHEVRIER, EDGARD-RODOLPHE. Juge (Ottawa, 5 octobre 1887 – Lac Profond, Québec, 26 août 1956). Diplômé en droit de Osgoode Hall à Toronto, il établit sa pratique à Ottawa en

1912. Il est élu député libéral d'Ottawa-Est à la Chambre des communes (1921-1925 et 1926-1935). Puis, il est nommé juge de la Cour suprême de l'Ontario (1936) et accède, en 1953, à la Cour d'appel de l'Ontario, devenant ainsi le premier Canadien français à occuper ces deux postes.

CHEVRIER, LIONEL. Homme politique (Cornwall, Ontario, 2 avril 1903 — Montréal, 8 juillet 1987). Diplômé en droit de Osgoode Hall à Toronto, il fonde une étude dans sa ville natale. Il est élu député libéral de Stormont (Ontario) à la Chambre des communes de 1935 à 1954. En 1945, il est nommé ministre des Transports. Durant son mandat, il voit la réalisation de la Voie maritime du Saint-Laurent, dont il devient le premier président (1954-1957). Après une absence de quelques années, il revient en politique à titre de ministre de la Justice de 1963 à 1964. L'année suivante, il est nommé haut commissaire du Canada à Londres. Il devient alors le premier diplomate de langue française à occuper ce poste. Il se retire de la vie publique en 1968.

CHEVRIER, NOÉ. Homme d'affaires et sénateur (Rigaud, Québec, 27 avril 1846 — Winnipeg, Manitoba, 9 octobre 1911). D'abord tailleur et fourreur à Ottawa*, il s'établit au Manitoba en 1876. Tout en gérant son magasin général Chevrier and Sons, il entretient des postes de traite de fourrure dans la région de la rivière La Paix. Il est nommé au Sénat canadien en 1909.

CHIASSON, ANSELME. Prêtre et folkloriste (Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 3 janvier 1911 —). Ordonné prêtre (1938), il devient professeur au Scolasticat des Pères capucins à Ottawa* avant d'être nommé supérieur du couvent et d'assumer la cure de la paroisse Saint-François-d'Assise (1949 à 1956). Par la suite, il s'établit à Moncton* où il participe à la fondation de la Société* historique acadienne et collabore à la mise sur pied du Centre* d'études acadiennes de l'Université* de Moncton dont il devient le premier directeur. Spécialiste de l'ethnographie acadienne, il mène plusieurs recherches sur le folklore d'Acadie. Au nombre de ses publications, il faut citer son *Chéticamp, histoire et traditions acadiennes*, paru en 1969 ; son nom est étroitement associé à la préparation de l'*In-*

ventaire général des sources documentaires sur les Acadiens.

CHIASSON, HERMÉNÉGILDE. Poète et cinéaste (Saint-Simon, Nouveau-Brunswick, 7 avril 1946 —). Après des études au collège* de Saint-Joseph à Memramcook (Nouveau-Brunswick), et aux universités* de Moncton et de Mount Allison, Herménégilde Chiasson complète sa formation en photographie et en art au Rochester College de New York et à La Sorbonne (Paris). Écrivain, il signe de nombreux textes radiophoniques, pièces et poèmes. Il publie deux recueils : *Mourir à Scoudouc* (1974) et *Rapport sur l'état de mes illusions* (1976). Réalisateur à la télévision de Radio-Canada, il s'intéresse à la production cinématographique et compte à son actif un premier film : *Acadie parole* (1985) et un court métrage : *Cap lumière* (1985).

CHIASSON, M^{re} JEAN. Prêlat domestique (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 8 juin 1852 — Charlottetown, *ibid.*, 29 septembre 1946). Après des études au Petit et au Grand Séminaire de Québec, Jean Chiasson est ordonné prêtre en 1878. D'abord vicaire à Charlottetown, il est nommé recteur du Collège Saint-Dunstan's avant d'occuper les cures d'Indian River, de l'Étang-du-Nord, de Havre-aux-Maisons, de Palmer Road et, finalement, de Rustico. Durant ses trente et une années de vie pastorale à Rustico, il s'occupe de mettre sur pied des institutions pour les francophones de sa paroisse.

CHIASSON, LIVAIN. Prêtre (Lamèque, Nouveau-Brunswick, 25 juillet 1892 —). Formé au Séminaire de Québec, il est ordonné prêtre en 1915. D'abord vicaire à Blackville (1915-1917), il obtient sa première cure à Boiestown en 1917. Trois ans plus tard, il est nommé curé à Shippagan* (Nouveau-Brunswick), poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1965. En marge de ses activités religieuses, Livain Chiasson se préoccupe du développement de la coopération en Acadie. Travaillant en collaboration avec l'Université d'Antigonish, il met sur pied des caisses populaires et des coopératives de pêcheurs. Ses activités socio-économiques aussi bien que ses longs états de service à la cure de Shippagan lui ont valu l'élévation au rang de prélat domestique.

CHIASSON, PATRICE-ALEXANDRE. Prêtre, éducateur et missionnaire (Grand-Étang, Nouvelle-Écosse, 26 novembre 1867 — Bathurst, Nouveau-Brunswick, 31 janvier 1942). Après des études au Collège Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), Patrice-Alexandre Chiasson poursuit sa formation, d'abord au noviciat de Kerlois (Bretagne), puis au Séminaire de théologie de Redon, avant d'être ordonné prêtre à Rennes en 1898. De retour à Pointe-de-l'Église, il enseigne pendant vingt ans au Collège* Sainte-Anne. De 1908 à 1917, il est également supérieur de cette institution. En 1917, il est nommé évêque et vicaire apostolique de la Côte-Nord. Trois ans plus tard, il quitte ce poste pour devenir évêque du diocèse de Chatham*(Nouveau-Brunswick).

CHICAGO. Deuxième ville en importance des États-Unis, située sur le lac Michigan dans l'État de l'Illinois. En 1812, c'est un modeste poste de traite regroupant une centaine de personnes, francophones pour la plupart. Au cours des années 1830 et 1840, les Canadiens français deviennent minoritaires et sont, par la suite, littéralement submergés par les immigrants. En 1852 cependant, un prêtre québécois rebelle, le père Chiniquy*, s'y installe, entraînant avec lui plusieurs de ses fidèles québécois. Après son excommunication, Chiniquy s'installe dans le village voisin de Sainte-Anne. Les pionniers Marquette*, Jolliet*, La* Salle et Cuillierier-Beaulieu sont honorés à Chicago, plusieurs parcs et rues portant leurs noms.

CHICOPEE. Ville de l'ouest du Massachusetts à 10 km de Springfield et de Holyoke. Population totale : 66 676 habitants. L'industrie de la filature du coton dans les années 1820 y attire des Polonais, des Irlandais et des Canadiens français. Une mission destinée à rassembler les catholiques canadiens-français est créée par le curé Dufresne de Holyoke* en 1876. En 1885, la paroisse de l'Assomption a son premier curé résident. Chicopee compte 1 627 habitants en 1890, répartis en 273 familles. Les Sœurs* de l'Assomption de Nicolet y établissent une école (1928). En 1940, Chicopee compte 3 000 Franco-Américains. Les difficultés des filatures de la Nouvelle-Angleterre ont entraîné le déclin de cette localité. Les Franco-Américains de la région de Chicopee-Holyoke or-

ganisent à partir des années 1980 un festival annuel qui témoigne de façon colorée de la présence française dans cette région. Population francophone : 13 589.

CHIGNECTOU. Isthme d'une vingtaine de kilomètres de largeur qui relie le Nouveau-Brunswick à la Nouvelle-Écosse. Colonisé dès 1672 par des familles acadiennes en provenance de Port-Royal*, l'isthme de Chignectou constitue un enjeu stratégique important au cours de la guerre de la Conquête. Pratiquement désertée à la suite des guerres et de la Déportation*, la région est habitée après 1763 par des Anglais du Yorkshire et, plus tard, par des Loyalistes.

CHIGNECTOU : voir BEAUBASSIN

CHINIQUEY, Charles. Prédicateur (Kamouraska, Québec, 30 juillet 1809 — Montréal, 16 janvier 1899). Ordonné prêtre en 1833, il devient curé de Beauport, Québec (1838-1842) et de Kamouraska (1842-1846). Sa réputation comme prédicateur de la tempérance est immense. Des difficultés avec ses évêques l'amènent à Chicago en 1851 et il exerce son ministère chez les Franco-Américains de l'Illinois. Suspendu par l'évêque de Chicago en raison de son insoumission puis excommunié en 1858, il passe au protestantisme et publie plusieurs pamphlets anticatholiques.

CHOEUR PALESTRINA. Chorale mixte d'une cinquantaine de voix, cet ensemble est fondé à Ottawa en 1946 par Jules Martel* qui le dirigera jusqu'à sa dissolution en 1958. Son répertoire est surtout composé de musique liturgique. Une cinquantaine d'auditions à la radio et à la télévision de Radio-Canada* lui assurent une diffusion importante tant au Québec qu'en Ontario.

CHOQUETTE, LIONEL. Avocat et homme politique (Ottawa, Ontario, 6 mars 1906 — *ibid.*, 27 septembre 1983). Admis au barreau de l'Ontario en 1932, il établit sa pratique à Ottawa. Candidat conservateur sur la scène fédérale dans le comté d'Ottawa-Est, Choquette est défait à deux reprises, en 1935 et 1939. Nommé sénateur en 1958, il y demeure jusqu'en 1983, soit pendant vingt-cinq ans.

CHOQUETTE, ROBERT. Diplomate et écrivain (Manchester, New Hampshire, 22 avril 1905 —). D'abord rédacteur de la *Revue mo-*

derne, il fait carrière à la radio et à la télévision. En 1963, il est nommé à la Commission du centenaire et, l'année suivante, consul général du Canada à Bordeaux (France). De 1968 à 1970, il est ambassadeur du Canada en Argentine, en Uruguay et au Paraguay. Pendant ce temps, il écrit et publie des œuvres poétiques, dont *À travers les vents* (1925), des romans tel *La Pension Leblanc* (1927) et des pièces de théâtre parfois adaptées pour la radio. Proclamé Prince des poètes du Canada français en 1962, il remporte plusieurs honneurs et est fait compagnon de l'Ordre du Canada en 1969.

CHOQUETTE, ROBERT. Professeur et historien (Ottawa, Ontario, 1^{er} octobre 1938 —). Docteur en théologie de l'Université de Chicago, il enseigne à la fois les sciences religieuses, en particulier l'histoire religieuse, et l'histoire des Franco-Ontariens à l'Université d'Ottawa à compter de 1966. Chercheur infatigable et conférencier recherché, il publie de nombreux articles et donne plusieurs conférences sur l'histoire religieuse. Depuis 1975, il a publié sept ouvrages sur la religion et l'Ontario français dont : *Langue et religion : histoire des conflits anglo-français en Ontario* (1977) et *L'Ontario français : historique* (1980).

CHORALE D'ABERDEEN : voir JEUNES CHANTEURS D'ACADIE, LES

CHORALE DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON. Fondée en 1946 par le père Léandre Brault, sous le nom de Chorale de l'Université Saint-Joseph de Memramcook, elle a d'abord pour but de susciter l'intérêt pour le chant grégorien. Comprenant uniquement des voix d'hommes à ses débuts, elle fait l'objet en 1952 de trois documentaires de l'Office national du film et remporte à quatre reprises (1950, 1956, deux fois en 1957) le Prix de la Ville de Lincoln, décerné à la meilleure chorale amateur du pays. Rebaptisée Chorale de l'Université de Moncton en 1963, elle entreprend une série de tournées au Canada et en France, interprétant de vieilles chansons anglaises et françaises de même que des œuvres classiques. Elle forme un chœur mixte à compter de 1975 et enregistre un microsillon en 1979.

CHORALE DES INTRÉPIDES. Chœur mixte fondé à Saint-Boniface* (Manitoba) en 1960 par

Marcien Ferland* et une trentaine de personnes de la communauté. Il s'agrandit pour compter 70 voix en 1970. Son répertoire comprend des chants folkloriques, des œuvres canadiennes, des chants classiques dans les domaines profanes ou sacrés. La chorale effectue des tournées à travers le Canada et enregistre deux microsillons, *Les Intrépides chantent* (1970) et *Les Intrépides au Festival du Voyageur* (1975).

CHORALE NOTRE-DAME D'ACADIE. Fondée à Moncton* (Nouveau-Brunswick) en 1949 par les Sœurs de Notre-Dame du Sacré-Cœur, la chorale cesse ses activités en 1963. Au cours de ses quatorze années d'existence, elle participe régulièrement aux festivals annuels de Moncton et de Saint-Jean*, et se produit également ailleurs dans les Maritimes ainsi qu'au Québec et en Ontario. Entre 1952 et 1963, elle se distingue à cinq reprises en remportant le trophée Lincoln attribué chaque année à la meilleure chorale amateur au Canada.

CHOUINARD, ZOTIQUE. Prêtre (Saint-Jean-Port-Joli, Québec, 28 mai 1883 — ? , 18 septembre 1964). Il prononce ses vœux chez les Pères de la Salette en 1903 et étudie la théologie à l'Université grégorienne de Rome où il est ordonné prêtre en 1910. Il est tour à tour professeur, prédicateur de retraites paroissiales et maître des novices dans plusieurs paroisses de la Nouvelle-Angleterre. Il est connu surtout comme le fondateur, en 1927, du séminaire salettain d'Enfield (New Hampshire), qui devient une pépinière de prêtres franco-américains de sa congrégation.

CHOUTEAU, JEAN-PIERRE. Commerçant de fourrures (Nouvelle-Orléans, Louisiane, 10 octobre 1758 — Saint-Louis, Missouri, 10 juillet 1849). Avec son frère aîné René-Auguste Chouteau*, il participe à la remontée du Mississippi qu'organise en 1763 le commerçant et explorateur Pierre Laclède Ligest* en vue d'implanter un établissement commercial le long du fleuve. Cette expédition conduit à la fondation de l'actuelle ville de Saint-Louis* en 1764. En 1796, Jean-Pierre Chouteau préside à l'installation dans l'Oklahoma, du premier peuplement de blancs (aujourd'hui Salina). Revenu à Saint-Louis, il crée en 1809 sa propre compagnie pour le négoce des fourrures, la Missouri Fur Company qui fu-

sionne avec la American Fur Compagny en 1813. Chouteau continuera dans les affaires, au sein de la nouvelle compagnie.

CHOUTEAU, RENÉ-AUGUSTE. Commerçant (Nouvelle-Orléans, Louisiane, 7 septembre 1749 — Saint-Louis, Missouri, 24 février 1829). Avec son frère Jean-Pierre, il se joint en 1763 à l'expédition de Pierre Laclède Ligest* qui remonte le fleuve Mississippi en vue d'établir un poste de commerce de fourrure avec les Amérindiens. Séjournant au fort de Chartres (Illinois), il est chargé d'identifier un site propice à l'aménagement dudit poste. Chouteau retient alors l'endroit sur lequel est aujourd'hui érigée la ville de Saint-Louis* (Missouri). Succédant à Ligest, il dirige ce comptoir commercial et organise le premier peuplement de cette grande ville américaine.

CHRÉTIEN, ALFRED J. Juge (Fall River, Massachusetts, 3 février 1900 —). Après avoir passé son adolescence au Québec, il fait son droit à l'Université Harvard. Il établit sa pratique à Manchester (New Hampshire) jusqu'à ce qu'il soit nommé juge en chef à la Cour municipale de Manchester en 1940 ; il accède ensuite à la Cour de comté en 1964. Philanthrope, il s'intéresse à plusieurs causes humanitaires telles que l'aide aux délinquants et la Croix-Rouge ; il est président-fondateur du Comité d'aide juridique du New Hampshire. Il fait aussi partie de presque toutes les associations nationales, comme l'Union* Saint-Jean-Baptiste et l'Association* canado-américaine.

CHURCH POINT : voir BAIE SAINTE-MARIE

CIRTEX, GRÈVE DE LA. La compagnie de tricots Cirtex, sous contrôle de capitaux japonais, s'installe à Caraquet* (Nouveau-Brunswick) en 1972 avec l'aide des gouvernements fédéral et provincial. Dès 1973 éclate un conflit quant à l'affiliation syndicale des travailleurs. Ceux-ci réclament le droit de s'affilier à l'Union canadienne de l'industrie des pêches et des travailleurs affiliés, alors que la partie patronale refuse de reconnaître cette affiliation en dépit de décisions favorables de la Commission des relations industrielles et de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick. Le conflit s'étend à l'affiliation syndicale des cadres et, le 2 décembre 1974, les ou-

vriers entreprennent une grève qui dure plus d'un an et qui se termine par la fermeture de l'usine. Pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick, cette grève marque un pas important dans l'affirmation de leurs droits.

CIVITAS CHRISTI : voir CENTRE DES JEUNES DE SUDBURY

CKSB. Poste radiophonique inauguré en 1946 à Saint-Boniface*, Manitoba. Premier poste de radio francophone dans l'Ouest canadien, il doit son ouverture à l'effort des citoyens, et, parmi eux, M^{sr} Baudoux*, qui réussirent à amasser les fonds nécessaires. Trois ans plus tard, selon une enquête menée auprès de la population, on évalue à 140 000 le nombre des auditeurs canadiens du poste, en plus de 10 000 Franco-Américains du Dakota du Nord et du Minnesota, alors que la population francophone de la région s'élève à seulement 75 000. Le public radiophonique canadien-anglais en constitue donc un important pourcentage. On attribue la popularité de ce poste à ses programmes musicaux et à la diffusion d'un cours de français pour les auditeurs anglophones (on envoie même la documentation du cours sur demande). CKSB est l'un des principaux animateurs de la vie française dans l'Ouest canadien. La Société* Radio-Canada a acheté le poste en 1973.

CLAIR. Localité du comté de Madawaska située sur la rivière Saint-Jean. Population totale : 915 habitants. Fondée par des Acadiens en 1812, Clair est reliée à Fort Kent (Maine) par un pont international qui en fait un poste important de douanes et accises. On y trouve un petit musée regroupant des artefacts locaux. Population francophone : 875.

CLAPIN, SYLVA. Traducteur et écrivain (Saint-Hyacinthe, Québec, 15 juillet 1853 — Ottawa, Ontario, 17 février 1928). Il fait ses études à Saint-Hyacinthe, y devient libraire et occupe des fonctions analogues à Paris et à Boston ; il se lance ensuite dans le journalisme, d'abord dans sa ville natale, puis à Boston et à Worcester* (Massachusetts). En 1902, il devient traducteur à la Chambre des communes où il reste jusqu'en 1921. Il publie quelques ouvrages dont *Dictionnaire canadien-français* (1895) et *Histoire des États-Unis* (1903).

CLÉMENT, ANTOINE. Journaliste (Lowell, Massachusetts, 3 septembre 1901 — *ibid.*, 1^{er} juillet 1970). Formé au Collège de l'Assomption (Québec) et au Séminaire de Saint John de Brighton près de Boston, il pratique pendant 35 ans le journalisme au quotidien de Lowell, *L'Étoile**. Il est également membre de la Société* historique franco-américaine et de plusieurs autres organisations telles l'Alliance française, l'Association canado-américaine et l'Union Saint-Jean-Baptiste.

CLERCS DE SAINTE-CROIX. Congrégation de prêtres et de frères, surtout vouée à l'enseignement, fondée en France en 1837. Un groupe de ces religieux s'établit en Indiana, en 1842, à la demande de M^{sr} Bourget. En 1848, ils sont au nombre de 70, formant ainsi la plus importante fondation de la congrégation à l'étranger. Ils font œuvre missionnaire par leur travail auprès des Amérindiens et dans les écoles en milieu protestant. L'Université Notre-Dame à South Bend (Indiana) est leur création. En 1847, les Clercs de Sainte-Croix arrivent au Canada, près de Montréal. Ce n'est qu'en 1963 qu'ils s'établissent en Ontario, soit dans les régions de Sudbury*, de Sault-Sainte-Marie* et de Cambridge dans le sud-est, ainsi que dans le diocèse d'Ottawa*, à Casselman* et Saint-Albert*.

CLERCS DE SAINT-VIATEUR. Fondée en 1831 à Vourles (près de Lyon, France) par le père Joseph Querbes, cette congrégation se consacre à la desserte des paroisses et à l'éducation. À la demande de M^{sr} Bourget*, évêque de Montréal, elle s'installe au Canada en 1847. Les Clercs de Saint-Viateur fondent plusieurs institutions dont l'une des plus connues est le Collège* Bourget de Rigaud au Québec, ouvert en 1850. En 1865, quelques frères partent pour Bourbonnais (Illinois) et y fondent, trois ans plus tard, le Collège Saint-Viateur. La communauté s'établit également à Otterburne (Manitoba), où elle ouvre un orphelinat en 1904, et en Ontario, notamment à Embrun (1940-1954), à Cornwall où elle dirige un collège* du même nom (1949-1968) et à Timmins (1966).

CLINT : voir CORBEIL

CLOUTIER, Cécile. Professeur et poète (Québec, 13 juin 1930 —). Formée en lettres, en es-

thétique et en psychothérapie à l'Université Laval et l'Université de Paris, elle entreprend, en 1962, une carrière dans l'enseignement universitaire d'abord à Québec, puis à Ottawa et à Toronto à compter de 1966. Depuis 1960, elle a publié six recueils de poésie d'inspiration surréaliste, une pièce de théâtre, *Utinam* (1977), et plusieurs articles. Elle est récipiendaire de nombreux prix. Ses poèmes sont traduits dans plusieurs langues. Sa poésie représente à ses yeux une fenêtre sur l'univers et une vision fugitive des forces cachées qui mènent le monde. Son recueil le plus récent, *L'Échangeur*, a paru en 1985.

CLOUTIER, Edmond. (Saint-Narcisse de Champlain, Québec, 25 novembre 1893 — Ottawa, Ontario, 2 avril 1977). Licencié en philosophie à l'Université* d'Ottawa, il s'engage dans une carrière journalistique au quotidien *Le Droit**, devenant tour à tour journaliste (1918), éditorialiste (1919-1921) et gérant général (1932-1940). De 1920 à 1927, il est secrétaire de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario. Quittant *Le Droit*, il est nommé imprimeur du roi (1940-1967). Préoccupé par les questions scolaires, il laisse un manuscrit, *Quinze années de lutte 1910-1925 : catéchisme de la question scolaire ontarienne*, conservé aux archives du Centre* de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

CLUBS D'ÂGE D'OR. Au cours des années soixante, avec l'abaissement de l'âge normal de la retraite et le déclin de la famille traditionnelle au profit de la famille nucléaire, les personnes âgées, cherchant à meubler leur temps libre, commencent à créer des clubs sociaux appelés Clubs d'âge d'or. Répartis partout en Amérique du Nord, les Clubs d'âge d'or sont généralement rattachés à des paroisses. Organisant des loisirs et proposant des voyages d'échange entre clubs, ils constituent dans certaines régions, et en particulier en Nouvelle-Angleterre, des refuges pour la langue française. Prenant un essor depuis environ 1975, plusieurs Clubs d'âge d'or (environ la moitié) se constituent en fédérations. Ainsi naissent la Fédération de l'âge d'or du Québec, la Fédération des aînés du Nouveau-Brunswick, la Fédération des aînés francophones de l'Ontario, la Fédération des aînés franco-manitobains, la Fédération des aînés fransaskois et la Fédération

américaine francophone des aînés. En 1981, l'Association internationale francophone des aînés (AIFA) voit le jour. Associée au Secrétariat* permanent des peuples francophones, l'Association cherche à resserrer les liens entre les groupes d'aînés francophones de divers pays de langue française. Depuis sa fondation, l'AIFA a organisé deux colloques internationaux des aînés francophones : le premier, à l'Université Laval en 1985, et le second, à l'Université d'Ottawa en 1987.

CLUB DES DIX, LE. Ce cercle littéraire est fondé en 1884 à Ottawa, par des Canadiens français au service du gouvernement fédéral. Joseph Marmette, Alfred-Duclos De Celles* et Benjamin Sulte*, entre autres, en font partie. Les membres se réunissent d'abord deux fois par mois, puis chaque semaine, accueillant parfois des personnalités de passage. Au cours des réunions, ils discutent de sujets allant de la science à la littérature, en passant par la géographie et l'histoire, mais évitent la religion, la politique et la lecture de leurs propres œuvres. Durant les quelque trente années de son existence, le Club permet donc à ses membres de s'instruire en se divertissant. Il témoigne de l'éclosion d'une culture canadienne-française savante dans une ville qui ne possédait guère de tradition à cet égard.

CLUB RICHELIEU : voir RICHELIEU INTERNATIONAL

CLUT, ISIDORE. Évêque et missionnaire (Saint-Rambert, Drôme, France, 11 février 1832 — Grouard, Alberta, 9 juillet 1903). Après des études au Séminaire de Saint-Rambert, il est ordonné prêtre oblat (1857) et se rend au Canada la même année. En 1866, il est sacré auxiliaire du vicaire apostolique d'Athabaska-Mackenzie. Il passe 27 ans à parcourir les missions du Nord-Ouest. En 1868, il fonde la mission de Fort-Vermillion en Alberta et, en 1891, il fait venir les Sœurs de la Providence pour établir une école à Grouard. Son activité de missionnaire lui a valu le surnom d'Évêque de peine ; des lacs et une île dans le Nord canadien portent son nom.

COBALT. Ville minière de l'Ontario, sise à 145 km au nord de North Bay. Population totale : 1 759 habitants. Selon la légende, c'est en 1903 qu'un forgeron du nom de Fred La* Rose découvre un filon d'argent qui provoque une véritable

ruée. Plus de 50 mines d'argent s'ouvrent par la suite et la ville atteint une population d'environ 20 000 habitants. Cobalt est alors classée au quatrième rang pour la production d'argent dans le monde. Autour des années 1930, les activités minières déclinent rapidement, mais reprennent au début des années 1950 grâce à l'augmentation de la demande mondiale pour le minerai de cobalt. Population francophone : 445.

COBO, ALBERT-EUGÈNE. Homme politique (Déroit, Michigan, 2 octobre 1893 — *ibid.*, 12 septembre 1957). Confiseur, puis représentant des ventes pour la Burroughs Adding Machine Co., Cobo est prêté par son employeur à la ville de Déroit pour faire face à la situation d'urgence qu'entraîne la crise économique. Une fois la situation rétablie, plutôt que de revenir à l'entreprise privée, Cobo remplace le trésorier-adjoint de la ville en 1933, temporairement croit-il, pour terminer un mandat inachevé. Il restera à ce poste pendant sept mandats consécutifs et, en 1949, brigue les suffrages de ses concitoyens dans une élection non partisane. Il est élu, coup sur coup, en 1949, 1951 et 1953, maire de la capitale de l'automobile.

COCHRANE. Ville de l'Ontario située à 380 km au nord de North Bay. Population totale : 4 848 habitants. Cochrane voit le jour en 1908, lorsque le gouvernement de l'époque décide d'établir une ville à la jonction de deux lignes ferroviaires, le Temiskaming and Northern Ontario et le National Transcontinental. Les premiers habitants arrivent autour de 1909 et sont, pour la plupart, des agriculteurs canadiens-français à la recherche de nouvelles terres pour y établir leur famille. L'économie de Cochrane reste longtemps dépendante du réseau ferroviaire et, de nos jours, elle demeure un carrefour de transport important. Son développement est renforcé par des activités agricoles et par la présence de divers services gouvernementaux. Population francophone : 2 200.

CODERRE, LIONEL. Homme politique (Coderre, Saskatchewan, 15 avril 1915 —). Vendeur et gérant dans le magasin général familial, Lionel Coderre prend part à la guerre de 1939-1945 et accède au rang de major. Revenu à la vie civile, il monte une entreprise de vente au détail en quincaillerie et en matériel électronique. Élu député libéral de Gravelbourg* au parlement

de la Saskatchewan (1951-1971), il entre au cabinet en 1967 comme ministre du Travail, de la Coopération et du Développement coopératif, puis comme ministre des Travaux publics en septembre 1970 ; il est défait en 1971.

CODOFIL : voir **CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FRANÇAIS EN LOUISIANE**

COHOES. Ville de l'État de New York située à 14 km au nord d'Albany. Population totale : 18 653 habitants. Les Canadiens français affluent dans cette région au XIX^e siècle, attirés par les possibilités d'emplois qu'offrent les usines textiles et les autres industries dont le développement est lié à la disponibilité des ressources hydrauliques. La première paroisse francophone est fondée en 1868. Trois nouvelles paroisses françaises s'y ajoutent bientôt. En 1868, l'usine Harmony Mills devient la plus importante fabrique de textile au monde et, en 1880, les Canadiens français y mènent avec succès une grève de 9 jours. En 1895, Cohoes dispose de 5 journaux de langue française, dont *La Patrie nouvelle* créé en 1876 et publié jusqu'en 1900. Population francophone : 3 298.

COLD LAKE. Petite ville de l'Alberta située sur le lac du même nom, à 290 km au nord-est d'Edmonton. Population totale : 2 110 habitants. Colonisé à partir de 1910, le village initial se développe en trois phases. En 1928, d'abord, quand une voie du Canadien Pacifique l'atteint, puis, durant la seconde guerre mondiale, alors qu'on y établit une base militaire canadienne et, enfin, au cours des années soixante-dix alors qu'on y exploite les sables bitumineux. Ce dernier développement attire un certain nombre de travailleurs itinérants québécois. Une paroisse française, la paroisse Saint-Dominique, y est établie dès 1919. Population francophone : 135.

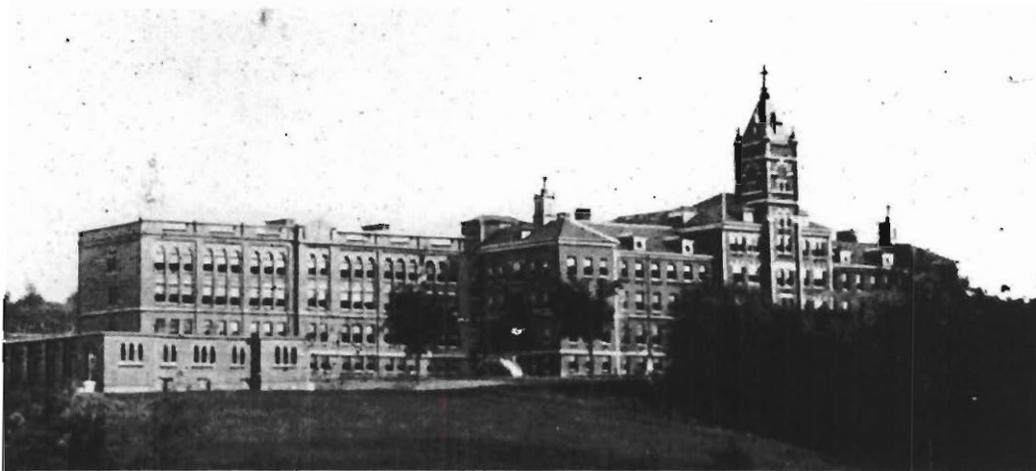
COLLÈGE ALGONQUIN. Inaugurée en 1966 à Ottawa, cette institution naît de la fusion du Centre d'enseignement professionnel de l'Ontario (1964) et de l'Institut de technologie de l'Est de l'Ontario (1957). Comme les 22 autres collèges communautaires de l'Ontario, il a pour but la formation post-secondaire, en particulier dans les domaines techniques. Composé de dix campus situés surtout à Ottawa* mais desservant aussi la

région s'étendant de Hawkesbury à Pembroke*, le Collège offre le tiers de ses programmes en français. Des 10 000 étudiants inscrits en 1984-1985, 24 % sont des étudiants francophones. Il est l'un des trois collèges communautaires (avec Cambrian à Sudbury et Northern à Timmins) officiellement bilingues en Ontario.

COLLÈGE BOURGET. Cette institution d'enseignement est fondée en 1850 à Rigaud (Québec) par les Clercs* de Saint-Viateur avec l'appui de l'évêque de Montréal, M^{gr} Ignace Bourget*, dont elle prend le nom en 1872. Collège classique, offrant aussi un cours scientifique et commercial, d'abord affilié à l'Université Laval, puis à l'Université de Montréal, le collège actuel privé offre le cours secondaire suivant les programmes du ministère de l'Éducation du Québec. Situé près de l'Ontario, le collège a attiré, annuellement, durant la première moitié du XX^e siècle, jusqu'à une centaine d'élèves de cette province, venant d'aussi loin que le Témiscamingue et le Nord de l'Ontario. Cependant, les institutions francophones d'enseignement en Ontario se multipliant, la population du collège devient presque exclusivement québécoise après 1960.

COLLÈGE DE CORNWALL. Fondée en 1949 par un groupe de laïcs puis cédée aux Clercs de Saint-Viateur, cette institution d'enseignement dispense à ses débuts un cours classique, puis, à partir du début des années soixante, un cours d'école secondaire conforme au curriculum du ministère de l'Éducation de l'Ontario. Affilié à l'Université* d'Ottawa en 1953, le collège dessert la clientèle francophone de tout l'Ontario, plus particulièrement celle de l'Est de la province. Il ferme ses portes en 1968 à la suite de la création du réseau d'écoles secondaires publiques et françaises en Ontario.

COLLÈGE D'EDMONTON. Fondé en 1913 par les Jésuites*, ce collège, affilié à l'Université* Laval, dispense le cours classique auquel s'ajoute un cours commercial. À son apogée en 1922, il compte plus de 200 élèves. Les difficultés financières suscitées par une concurrence trop forte (Edmonton compte alors deux autres collèges) ont raison de cette institution. Le collège est vendu en 1942 à l'armée américaine, qui a besoin de locaux pour loger les militaires dans le cadre de la guerre contre le Japon.



Le Collège de L'Assomption, Worcester, Massachussetts

COLLÈGE DE GRAVELBOURG : voir **COLLÈGE MATHIEU**

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION. Ce collège classique ouvre ses portes en 1904, à Worcester (Massachusetts). Dirigé par les pères Assomptionnistes*, il offre un double programme d'études en français et en anglais, et, à partir de 1917, il offre le diplôme de bachelier ès arts. Le Collège s'adresse en priorité à la clientèle franco-américaine. En effet, il se veut un foyer d'éducation pour la francophonie de la Nouvelle-Angleterre. Ainsi met-il sur pied divers organismes, notamment le Cercle français et la Maison française (1957), ainsi que la revue *L'Assomption* et un journal étudiant bilingue *Le Levrier*. Sa dernière création est l'Institut* français (1979), dirigé par Claire Quintal* depuis sa fondation.

COLLÈGE DE PRINCE-ALBERT. Fondé sous le nom de Collège Notre-Dame à Prince-Albert (Saskatchewan) en 1953, cette institution du clergé diocésain a pour but de promouvoir les vocations sacerdotales. S'adressant d'abord aux francophones, il ouvre ensuite ses portes aux anglophones. Déménagé dans la localité voisine de Saint-Louis en 1967, il ferme ses portes en 1974. Le collège a formé environ 250 étudiants durant son existence.

COLLÈGE DE SAINT-BONIFACE. Créé en 1818 par M^{gr} Joseph Norbert Provencher, ce collège manitobain est successivement dirigé par les Oblats, les Frères* des écoles chrétiennes et le clergé séculier, pour finalement passer, en 1885,

aux mains des Jésuites*. Ceux-ci offrent alors, en français, le traditionnel cours classique destiné aux garçons ; mais, depuis 1967, une corporation laïque en assume la direction. Partie intégrante de l'Université du Manitoba depuis 1877, le Collège offre la possibilité à ses étudiants francophones de poursuivre des études menant à l'obtention de baccalauréats dans les domaines des arts, des sciences (1971) et de l'éducation (1972). Il dispense, en plus, un programme de deuxième cycle dans cette dernière discipline depuis 1982. Parallèlement, il se dote, en 1975, d'un secteur communautaire proposant, entre autres, des programmes de secrétariat bilingue et d'administration des affaires. De plus, le Collège de Saint-Boniface participe à la création de divers instituts, agents de diffusion de la langue française au Manitoba. Ainsi, en 1975, un centre de recherches multidisciplinaires voit le jour, qui oriente temporairement la recherche dans le domaine de l'éducation française au Manitoba. En 1978, le Collège crée le Centre* d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO) et accueille le Centre des ressources éducatives françaises du Manitoba.

COLLÈGE DES JÉSUITES : voir **COLLÈGE D'EDMONTON**

COLLÈGE DE TECHNOLOGIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE D'ALFRED. Il est fondé en 1981 par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario, qui en assure la gestion et le fonctionnement. Le collège offre trois



Le Collège de Saint-Boniface

programmes d'études : technologie agricole, supervision des services alimentaires et, depuis 1985, celui de machinisme agricole, afin de former des techniciens aptes à occuper des postes de direction dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration. Cette institution devient le premier établissement post-secondaire de l'Ontario à donner des cours uniquement en français. De ce fait, le ministère de l'Agriculture y établit, en 1985, son Centre de ressources francophones.

COLLÈGE DOMINICAIN DE PHILOSOPHIE ET DE THÉOLOGIE. Situé à Ottawa, ce centre universitaire est fondé en 1900 par l'Ordre des Dominicains. Cette institution est d'abord un lieu de formation, voué à la recherche et à l'enseignement de la philosophie, de la théologie et de la pastorale de saint Dominique. Reconnu dès 1909 comme le principal collège d'éducation dominicaine au Canada, il reçoit une charte d'université romaine en 1965 et une charte civile d'université ontarienne en 1967. Depuis lors, le collège ne se contente plus de former seulement de futurs dominicains et son enseignement s'adresse de plus en plus aux laïcs.

COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR DE BATHURST : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON
COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR. Institution d'enseignement francophone fondée en 1913 à Sudbury* (Ontario). Affilié à l'Université Laval jusqu'en 1957 et dirigé par les Jésuites*, le collège offre un cours classique. Sa clientèle se compose d'externes venus de la région immédiate et de pensionnaires venus de toutes les régions de l'Ontario, mais en particulier du Nord de la province et du Nord-Ouest québécois. De 1957 à 1967, le collège cesse d'offrir un cours classique pour n'offrir qu'un cours d'école secondaire, tandis que l'Université* de Sudbury prend la relève de l'éducation post-secondaire. Fermant ses portes en 1967 pour des raisons financières, le collège les ouvre à nouveau en 1978 ; il est dirigé par les Sœurs* de la Charité d'Ottawa depuis sa réouverture.

COLLÈGE GLENDON. Institution d'enseignement bilingue rattachée à l'Université York de Toronto depuis sa fondation en 1965, elle dispense surtout des cours en sciences humaines. Formant chaque année près de 1 900 étudiants, dont environ 250 sont de langue maternelle fran-

çaise, le Collège Glendon cherche à axer ses activités de recherche et d'enseignement universitaires de manière à préparer sa clientèle à évoluer dans un milieu bilingue. Il dispose depuis 1984 d'un carrefour d'échanges pour la communauté artistique de Toronto : La Maison de la culture du Collège Glendon. Il se donne ainsi pour vocation de favoriser la vitalité de la langue française par la promotion de la créativité culturelle des francophones de cette grande métropole du Canada.

COLLÈGE MAILLET : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

COLLÈGE MATHIEU. D'abord désigné sous le nom de Collège de Gravelbourg (Saskatchewan), cette institution unilingue française, fondée par M^{sr} Olivier Elzéar Mathieu*, archevêque de Regina*, ainsi que par les abbés Charles Gaillard et Louis-Pierre Gravel*, ouvre ses portes en 1918. La direction est d'abord assurée par le clergé séculier, puis passe aux mains des pères Oblats* en 1920. En 1925, l'institution prend le nom de Collège Mathieu. Celui-ci offre aux jeunes garçons un cours élémentaire et un cours secondaire classique, sur lesquels viennent se greffer, en 1953, une École d'arts et de métiers, ainsi que des cours de science. Le collège s'affilie en 1919 à l'Université* Laval puis, en 1924, à l'Université* d'Ottawa et n'offre plus, à partir de 1968, qu'un cours secondaire. Depuis le début des années 1970, il assure une éducation mixte et, à partir de 1976, la direction de l'établissement est assurée par une corporation composée de laïcs et de religieux.

COLLÈGE RIVIER. Fondé en 1923 à Nashua* (New Hampshire) par les Sœurs* de la présentation de Marie, il adopte le nom de la fondatrice de cette congrégation. Il est alors le seul établissement francophone de la Nouvelle-Angleterre à assurer l'éducation des filles. Connaissant une croissance rapide, le Collège doit aménager dans de nouveaux locaux peu après sa fondation. Affilié à l'Université catholique de Washington, il décerne des baccalauréats ès arts principalement en sciences, en musique et en pédagogie. Le Collège ferme ses portes au cours des années soixante.

COLLÈGE SAINT-ALEXANDRE. Située à Limbour (Québec), cette institution est fondée en

1914, par les Pères* du Saint-Esprit. Jusqu'en 1967, elle dispense à ses étudiants un enseignement classique qui leur permet de recevoir un baccalauréat ès arts de l'Université Laval. Depuis, le collège se consacre à l'enseignement secondaire général conformément à la Loi sur l'enseignement privé du ministère de l'Éducation. Depuis sa fondation, le Collège Saint-Alexandre reçoit plusieurs élèves d'Ottawa et de l'Est ontarien.

COLLÈGE SAINTE-ANNE : voir UNIVERSITÉ SAINTE-ANNE

COLLÈGE SAINT-JEAN : voir FACULTÉ SAINT-JEAN

COLLÈGE SAINT-JOSEPH : voir UNIVERSITÉ D'OTTAWA

COLLÈGE SAINT-JOSEPH. Fondée à Makinak (Manitoba) en 1904, par les Clercs* de Saint-Viateur, la Maison Saint-Joseph est d'abord un orphelinat. Après son transfert à Otterburne en 1912, on y enseigne l'agriculture, surtout entre 1945 et 1948. Adoptant, en 1949, le programme d'enseignement officiel du Manitoba, elle devient le Collège Saint-Joseph, une école supérieure bilingue. Un maximum de 180 élèves y sont admis ; comme condition d'admission, l'étudiant doit être catholique et savoir parler français. En 1967, ce collège disparaît à la suite de la réorganisation du système d'éducation au Manitoba.

COLLÈGE SAINT-JOSEPH DE MEMRAMCOOK : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE HEARST. Fondé en 1953 par M^{sr} Louis Lévesque et portant alors le nom de Séminaire de Hearst, le collège se voit reconnaître son statut à titre de corporation par le gouvernement de l'Ontario en 1959. Quatre ans plus tard, il est affilié à l'Université* Laurentienne de Sudbury et devient en 1971 le Collège universitaire de Hearst. Institution bilingue où le programme offert conduit au baccalauréat ès arts, elle dessert à la fois la ville de Hearst et ses environs, et tout le territoire entre Timmins et Geraldton, Moosonee et Manitowadge, en offrant des cours sur place. Environ 400 étudiants y sont inscrits à temps partiel et une quarantaine, à temps complet. Visant à favoriser le développement scientifique et socio-

culturel des étudiants et du personnel, le Collège universitaire de Hearst s'intéresse aussi au développement communautaire et plus largement à la promotion de la culture française dans le Nord-Est de l'Ontario. Seule institution post-secondaire de la région, elle montre sa particularité non seulement grâce à son apport scientifique mais également par son impact dans le développement local.

COLLÈGE UNIVERSITAIRE SAINT-JEAN : voir FACULTÉ SAINT-JEAN

COLOMBIE-BRITANNIQUE : voir OUEST CANADIEN

COLONISATEUR CANADIEN, LE. Journal de propagande en faveur de la colonisation et de l'agriculture. Mensuel de 1885 à 1888, il devient bi-mensuel en 1888 sous la direction de l'abbé Charles-Agapit Beaudry*, missionnaire-colonisateur et curé-fondateur de Saint-Hyacinthe de La* Salle au Manitoba. L'abbé Beaudry le distribue gratuitement lors de la série de conférences qu'il donne sur la colonisation de l'Ouest. La devise du journal est « Emparons-nous du sol ». Il semble avoir été publié parfois à Montréal et parfois au Manitoba, grâce à un octroi du ministère de l'Agriculture.

COLONISATION : VOIR RAPATRIEMENT ; SOCIÉTÉ D'ÉTABLISSEMENT RURAL

COMEAU, AMBROISE. Homme d'affaires et homme politique (Meteghan River, Nouvelle-Écosse, 17 septembre 1860 — Eel Brooke, *ibid.*, 25 août 1911). Marchand, il fonde à Clare (Nouvelle-Écosse) sa propre entreprise, la A.H. Comeau Q.G. Ltd. Il s'engage relativement tôt dans la vie politique et devient conseiller municipal de la localité de Clare dès l'âge de 24 ans ; à 29 ans, il est nommé préfet. En 1890, sous la bannière libérale, il se fait élire à la législature provinciale dans la circonscription de Digby. Député jusqu'en 1907, il occupe des fonctions de ministre sans portefeuille en 1895 et, en 1896, il est invité à se joindre au Cabinet. Nommé sénateur à Ottawa en 1907, Ambroise Comeau y est le premier représentant acadien de sa province.

COMEAU, ANSELME-FRANÇOIS. Homme politique (Comeauville, Nouvelle-Écosse, 2 décembre 1793 — *ibid.*, 27 novembre 1867). Instruit

dans sa jeunesse par un maître d'école itinérant, il devient propriétaire d'une ferme et d'une scierie, puis maître de poste de Clare en 1835. Se présentant comme candidat au Parti réformiste dans la circonscription de Clare en 1840, il est élu à trois reprises (1843, 1847, 1851) à la législature de la Nouvelle-Écosse. Nommé juge en 1848, il devient en 1855 le premier Acadien à accéder au Conseil législatif de cette province. Il y demeure jusqu'à sa mort.

COMEAU, BENOÎT. Homme politique (Comeauville, Nouvelle-Écosse, 23 juillet 1916 —). Fonctionnaire à Ottawa* à partir de 1936, il sert dans l'aviation canadienne pendant la seconde guerre mondiale et revient ensuite dans sa localité natale pour se lancer en affaires, d'abord dans l'élevage du vison, puis dans la construction domiciliaire. Élu à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1967 sous la bannière du Parti libéral, il est réélu dans son comté de Clare sans interruption jusqu'en 1981. En 1970, Comeau devient ministre des Terres et des Forêts (1970-1972), ministre des Pêches (1972-1973) et ministre des Travaux publics (1972-1978). Il se voit également confier la responsabilité de la Loi sur le contrôle des alcools (1976-1978).

COMEAU, GERMAINE. Écrivain et musicienne (Yarmouth, Nouvelle-Écosse, 1946 —). Détentrice d'une maîtrise en linguistique de l'Université* d'Ottawa et d'une maîtrise en études théâtrales de l'Université de Paris, elle fait également des études en musique et participe à une tournée européenne avec les Jeunesses musicales du Canada. Tour à tour enseignante et traductrice, elle s'adonne également à l'écriture. En plus de nombreux poèmes, elle publie quatre pièces de théâtre, dont *Les Pêcheurs déportés* (1974).

COMEAU, JOSEPH-WILLIE. Homme politique (Comeauville, Nouvelle-Écosse, 12 mars 1875 — Digby, *ibid.*, 10 janvier 1966). Tour à tour marchand de poisson et instituteur, entre 1896 et 1900, il séjourne par la suite à Paris. En 1907, il revient dans sa province et est élu à l'Assemblée législative comme représentant libéral de la circonscription de Digby. Il y est réélu jusqu'en 1948. Il siège au Cabinet à trois reprises comme ministre sans portefeuille de 1911 à 1917,

de 1921 à 1925 et de 1933 à 1948. En 1948, il accède au Sénat canadien.

COMEAU, LÉGER. Prêtre et professeur (Saulnierville, Nouvelle-Écosse, 21 octobre 1920 —). Licencié en théologie (à Rome) et en philosophie (à l'Université de Montréal), il est d'abord professeur à Edmundston*, à Bathurst* et à Halifax*, puis administrateur à l'Université* Sainte-Anne où il occupe par la suite le poste de vice-recteur. En 1970-1971, il est directeur administratif de la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse et, l'année suivante, représentant régional des provinces de l'Atlantique à l'Office national du film. Président-fondateur du Club français de Halifax (1965-1967), il assume à compter de 1978 la présidence de la Société* nationale des Acadiens.

COMEAU, LOUIS ROLAND. Éducateur et homme politique (Meteghan, Nouvelle-Écosse, 7 janvier 1941 —). Formé en sciences à l'Université* de Moncton (Nouveau-Brunswick), il enseigne pendant quatre ans la physique et les mathématiques à l'Université* Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse). Élu député conservateur, il siège au parlement canadien comme représentant de la circonscription de South West Nova entre 1968 et 1972. Durant ces quatre années de vie politique, il sera appelé à représenter le Canada aux Nations-Unies et à participer aux travaux de la Commission Canada-France et de l'Union interparlementaire. Il devient en 1972 recteur de l'Université Sainte-Anne, poste qu'il occupe jusqu'en 1977. Depuis lors, il assume la présidence de différentes sociétés industrielles.

COMEAU, PAUL-ANDRÉ. Journaliste et politique (Montréal, 9 mars 1940 —). Après avoir obtenu une maîtrise en science politique à l'Université de Montréal (1965), il enseigne à l'Université d'Ottawa de 1967 à 1970. Durant ces trois années, il mène également diverses enquêtes, pour le compte d'organismes franco-ontariens, sur l'enseignement français en Ontario et sur la bilinguisation du Collège* Algonquin d'Ottawa. Par la suite, il devient journaliste à la pige (1970-1976), correspondant de Radio-Canada à Bruxelles (1976-1982) et à Londres (1982-1985). Depuis 1985, il est rédacteur en chef au journal *Le Devoir**. Il a publié de nombreux articles dans

des revues scientifiques et deux livres, dont *Le Bloc populaire* (1982).

COMEAU, PHIL. Cinéaste (Saulnierville, Nouvelle-Écosse, 2 mars 1956 —). Intéressé très tôt par le cinéma, Comeau produit son premier film, *La Cabane* (1977), à l'âge de 21 ans et tourne plusieurs documentaires et reportages pour le compte de l'Office national du film. Dans *Les Gossipeuses* (1978), il cherche à décrire avec humour le cheminement d'une rumeur dans un village acadien. Après avoir réalisé *La Mer enlignee nos terres* (1979) et quatre documentaires sur l'Acadie (1979-1980), Comeau signe, en 1982, *J'avions 375 ans*, un film qui marque l'anniversaire de la présence acadienne en Nouvelle-Écosse et qui plaide en faveur du maintien de la culture française dans cette province. Depuis lors, il continue de produire : en 1984, il a tourné *L'Image de la mer*, suivi, en 1985, de *Touchons du bois* et, en 1986, de *Le Tapis de Grand-Pré*.

COMEAUVILLE : voir BAIE SAINTE-MARIE

COMITÉS CONSULTATIFS DE LANGUE FRANÇAISE. Comités établis en 1968 par l'article 28 de la Loi scolaire de l'Ontario. Ces comités représentent la collectivité francophone dans le processus décisionnel des conseils scolaires, en ce qui a trait aux élèves de langue française. Leur seul pouvoir est d'émettre des recommandations à l'intention de leur conseil respectif. Chaque comité est composé de neuf membres dont trois sont nommés par le conseil et six, élus par les contribuables de langue française. Il existe des comités consultatifs de langue française dans 45 conseils scolaires de la province.

COMITÉ CONSULTATIF DES COMMUNAUTÉS ACADIENNES. Créé à Charlottetown en 1978 par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, le Comité a pour mandat de conseiller le gouvernement sur les questions acadiennes et de voir au suivi des dossiers et des revendications des Acadiens auprès des institutions responsables. Cherchant à étendre l'usage du français, il réussit à obtenir, dans la région Évangéline, un centre de services aux Acadiens dans leur langue. Les pressions qu'il exerce à cet égard se déploient aussi dans les secteurs de l'éducation, de l'administration publique et de la santé.

Restructuré en 1983, ce comité est rattaché au ministère des Affaires culturelles et ses huit membres sont nommés par le Cabinet.

COMITÉ DE LA SURVIVANCE FRANÇAISE : voir **CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE**

COMITÉ DE VIE FRANCO-AMÉRICAINNE. Regroupement d'organismes franco-américains, fondé à Boston en 1947 à la suite d'une recommandation du 2^e congrès de la langue française. Composé de dirigeants d'organismes, de présidents de mutuelles et de représentants d'établissements d'enseignement supérieur, il se donne comme mandat d'établir des structures pour assurer la survivance culturelle des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Il parraine la création d'autres organismes, dont la Fédération* féminine franco-américaine, et, depuis 1953, décerne l'Ordre du mérite franco-américain. Il publie un bulletin annuel intitulé *La Vie franco-américaine*.

COMITÉ DU PARLER FRANÇAIS DE LA SASKATCHEWAN : voir **ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN**

COMITÉ PERMANENT DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE : voir **CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE**

COMMISSION BYRNE. Mise sur pied par le gouvernement du Nouveau-Brunswick en 1962 et connue sous le nom de son président, E.G. Byrne, la Commission a pour mandat d'étudier le problème de la taxation municipale dans la province. Très vite, elle est amenée à aborder la question du financement de l'éducation par les municipalités et à questionner la décentralisation poussée du système scolaire. Après étude, elle recommande de réduire de 422 à 60 le nombre des conseils scolaires et de confier à la province la perception des taxes scolaires. Reçues favorablement par les milieux politiques et éducatifs du Nouveau-Brunswick, les recommandations de la Commission ont été rapidement mises en application et ont par la suite favorisé le développement de l'enseignement en français au Nouveau-Brunswick. Peu à peu, les élèves ont eu plus facilement accès aux manuels scolaires en français. Quant aux enseignants, ils ont connu une hausse

et une uniformisation de leurs conditions salariales, et une nette amélioration de leurs conditions de perfectionnement.

COMMISSION DES ÉCOLES FRANSAKSOISES. Association de 450 familles de la Saskatchewan, dont le but est de revendiquer des services éducatifs en langue française et de promouvoir un programme global d'éducation française pour les Fransaskois. Elle a son siège social à Regina. Par le biais de son congrès annuel, d'un bulletin intitulé *Pour vous tenir au courant* et de ses réunions avec les parents, elle tente de sensibiliser à la fois les instances gouvernementales et les parents francophones, aux problèmes de l'éducation en français.

COMMISSION GRAHAM. Créée en 1971 par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, cette commission royale d'enquête, connue sous le nom de son président John F. Graham a pour mandat d'évaluer la place du français dans les milieux de l'éducation et au sein des services publics, selon la politique de bilinguisme et de biculturalisme du gouvernement fédéral. Dans son rapport remis en 1974, la Commission recommande que les francophones puissent obtenir l'enseignement dans leur langue dans toutes les communautés néo-écossaises où ils représentent plus de 10 % de la population. Cette reconnaissance de principe de bilinguisme dans le système d'éducation de la Nouvelle-Écosse ne trouvera d'application pratique que quelques années plus tard, lorsqu'en 1981, les écoles acadiennes seront déclarées admissibles au financement public.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME. Commission d'enquête sur le dualisme culturel et linguistique au Canada, instituée par le gouvernement Pearson en 1963. Présidée par André Laurendeau et Davidson Dunton, elle a pour mandat plus spécifique d'évaluer le bilinguisme dans la fonction publique fédérale et d'étudier le rôle des organismes publics et privés dans la promotion de meilleures relations culturelles. La Commission dépose un rapport préliminaire en 1965 et un rapport final en six volumes en 1967 après de nombreuses études sectorielles. Elle conclut, entre autres, que les francophones n'occupent pas la place qui leur revient dans la fonction publique du pays et que les minorités

francophones reçoivent un traitement inférieur à la minorité anglophone au Québec. À la suite des recommandations de la Commission, le gouvernement fait passer la Loi sur les langues officielles en 1969, qui établit fermement le bilinguisme dans les institutions fédérales, et crée le Bureau du commissaire aux langues officielles. La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme aura été le catalyseur d'une affirmation renouvelée chez les francophones hors Québec.

COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON : voir HUDSON, COMPAGNIE DE LA BAIE D'

COMPAGNIE DE JÉSUS : voir JÉSUITES

COMPAGNIE DES CENT-ASSOCIÉS. Fondée en 1627, avec la sanction royale de Louis XIII, par le cardinal Richelieu, elle reçoit la mission de consolider l'empire de la France en Amérique du Nord. En 1663, ses droits sur la Nouvelle-France sont abolis, lorsque celle-ci devient un territoire royal.

COMPAGNIE DES CENT-ASSOCIÉS FRANCOPHONES. Cet organisme, créé en 1979 par l'Association* canadienne d'éducation de langue française (ACELF) a pour but de reconnaître le mérite de ceux qui ont contribué de façon exceptionnelle à la défense et au rayonnement du français en Amérique du Nord et sur la scène internationale. La compagnie, dont le nom rappelle celui de l'entreprise de commerce et de peuplement créée par Richelieu au début du XVII^e siècle, entend ainsi travailler à la consolidation de la francophonie et à l'établissement de liens entre les communautés françaises. Pour atteindre ses objectifs, elle reconnaît, en les honorant et en leur rendant hommage, la contribution de certaines personnes et organise des échanges sur la langue française. Elle compte aujourd'hui plus de 80 membres, dont 15 membres d'honneur.

COMPAGNIE DU NORD-OUEST. Société commerciale fondée en 1784 à Montréal pour faire le commerce des fourrures dans la région du Nord-Ouest canadien. Elle est composée à ses débuts de Loyalistes américains et d'Écossais. Née pour faire concurrence à la Compagnie* de la baie d'Hudson, elle devient une force majeure dans l'économie canadienne, avec des postes de

traite de Montréal jusqu'à l'océan Pacifique. La Compagnie du Nord-Ouest réussit particulièrement à conquérir la faveur des populations amérindiennes grâce à son personnel francophone avec lequel les Amérindiens préfèrent transiger. En recrutant massivement des Canadiens français, la compagnie favorise l'implantation de ceux-ci dans l'Ouest. Elle fusionne avec la Compagnie de la baie d'Hudson en 1821.

COMPROMIS LAURIER-GREENWAY. En 1890, une loi provinciale du Manitoba abolit l'éducation en français et les écoles catholiques en leur refusant les octrois de la province. S'ensuit une bataille légale qui aboutit, en Cour suprême du Canada, à la reconnaissance de la légalité de cette action. Nouvellement élu en 1897, le gouvernement de Wilfrid Laurier* conclut un accord de compromis avec le gouvernement du Manitoba, dirigé par Greenway, accord selon lequel on pourrait dispenser une demi-heure par jour d'instruction religieuse dans les écoles publiques. Cette instruction ne peut être imposée à un élève d'une autre dénomination et ne peut être dispensée uniquement en français. L'opposition au compromis est vive et n'est apaisée que par l'intervention papale qui prône la conciliation. Ces événements contribuent à exacerber les tensions entre francophones et anglophones au Canada.

CONCERTS TREMBLAY. Concerts organisés à Ottawa par l'impresario Antonio Tremblay avec la collaboration de son épouse Adine et de sa fille Suzanne. Le premier a lieu en 1929. Présentés au Glebe Collegiate, au Capitot et au Centre national des arts, il s'agit de récitals, de comédies musicales, d'opéras, de ballets ou de concerts (orchestres, ensembles de chambre, vedettes populaires). Bien que la famille Tremblay se retire de l'entreprise en 1963, les Concerts Tremblay, sous une nouvelle direction, se poursuivent pendant une dizaine d'années. Tremblay et son épouse sont faits membres de l'Ordre du Canada, premier couple à recevoir cet honneur. Antonio meurt en 1974 et Adine lui survit jusqu'en 1986.

CONFÉDÉRATION : voir ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME. Fondée à Montréal en 1658 par Marguerite Bour-

geoy, elle est reconnue par M^{gr} Laval en 1669. Associée étroitement au développement de la Nouvelle-France, cette congrégation religieuse se consacre spécialement à l'éducation et à des œuvres missionnaires. Installées à Québec, les religieuses de Notre-Dame ouvrent une mission à Louisbourg dès 1727, mission qui fermera ses portes en 1755. Par la suite, la congrégation essaime au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, en Nouvelle-Angleterre dans les États du Maine, du Connecticut, du Massachusetts et du Vermont. Cette congrégation a compté au total, de sa fondation à 1970, environ 7 000 membres.

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME DU SACRÉ-CŒUR. Fondée en 1924 à Saint-Joseph de Memramcook (Nouveau-Brunswick) par l'évêque du diocèse de Saint-Jean, cette communauté de religieuses, issue des Sœurs de la Charité de l'Immaculée-Conception, se consacre à l'enseignement auprès des Acadiens. Sa mission sociale s'étend aussi aux malades, aux orphelins et aux vieillards. La communauté de Notre-Dame du Sacré-Cœur compte aujourd'hui une quarantaine d'établissements – couvents, écoles et hôpitaux – dans les Maritimes, dont l'hôpital Stella-Marie-de-Kent à Sainte-Anne de Kent (Nouveau-Brunswick).

CONGRÉGATION DE SAINTE-CATHERINE DE SIENNE DE FALL RIVER : voir DOMINICAINES DE FALL RIVER

CONGRÉGATION DE SAINTE-CROIX. Fondée en France en 1837, la congrégation s'établit à Montréal en 1847 et y fonde le Collège Saint-Laurent. Par la suite, plusieurs pères de Sainte-Croix sont affectés au ministère paroissial en Ontario et en Acadie. Au nombre de leurs réalisations majeures et déterminantes pour le développement de la culture française en Amérique, il faut mentionner l'établissement, en 1864, du Collège Saint-Joseph de Memramcook, berceau de l'Université* de Moncton, et la création en 1937 des Éditions Fides, dont les travaux sont connus, distribués et utilisés à des fins d'enseignement ou de recherche, dans les diverses institutions desservant les communautés françaises de l'Amérique du Nord.

CONGRÉGATION DE SAINT-SAUVEUR : voir RÉDEMPTORISTES

CONGRÉGATION DES PÈRES DE SAINTE-CROIX : voir CONGRÉGATION DE SAINTE-CROIX

CONGRÉGATION DES SŒURS DE L'INSTITUT JEANNE D'ARC : voir INSTITUT JEANNE D'ARC

CONSEIL ACADIEN DE LA COOPÉRATION. Mise sur pied en 1955, l'Union coopérative acadienne est devenue, après vingt-cinq ans d'existence, le Conseil acadien de la coopération. Le Conseil se donne pour mission sociale de promouvoir l'esprit de coopération au sein de la société acadienne et de travailler au développement des coopératives en favorisant la formation du personnel et en assurant la coordination des efforts entre les intervenants. Regroupant environ 35 coopératives avec un total de plus de 20 000 membres et un actif de 24 millions de dollars, il est affilié au Conseil* canadien de la coopération et a son siège social à Caraquet.

CONSEIL CANADIEN DE LA COOPÉRATION (CCC). Fondé à Québec en 1946, cet organisme cherche à coordonner les divers groupes francophones de coopération à travers le Canada et à stimuler leur développement socio-économique. Inspiré par l'idéal du mouvement coopératif, il rassemble ses adeptes et sert d'agent de liaison et de communication entre eux. Tenant compte de la dualité culturelle et linguistique du pays, le CCC collabore étroitement avec son pendant anglophone, la Co-operative Union of Canada. Ses moyens d'action consistent à organiser des sessions de formation, à diffuser l'information et à propager l'idée de coopération dans tous les secteurs de la société. Parmi ses réalisations, le Conseil a réussi à faire modifier les lois sur les impôts de façon à ce que ces dernières stimulent le développement coopératif. Ayant des filiales dans toutes les provinces canadiennes à l'exception de Terre-Neuve, le Conseil publie *Coopresse* (cinq fois l'an). Son siège social est aujourd'hui situé à Lévis (Québec).

CONSEIL DE LA COOPÉRATION D'ONTARIO (CCO). Fondé en 1964 à Ottawa*, cet organisme cherche à concerter et à assurer la croissance des différentes forces coopératives afin

qu'elles servent de levier de développement économique à la société franco-ontarienne. Sa mission sociale est de propager un idéal de coopération et de susciter un mouvement global d'application de ce principe auprès des intervenants de langue française de l'Ontario. Affilié au Conseil* canadien de la coopération, il collabore également avec son homologue anglophone, la Co-operative Union of Ontario. Cet organisme représente aujourd'hui plus de 54 coopératives œuvrant dans divers secteurs. Il publie un bulletin bimensuel d'information pour ses membres intitulé *Coopère-Action*. Son siège social est toujours situé à Ottawa.

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE.

Organisme du gouvernement du Québec créé en 1978 pour gérer l'application de la Charte de la langue française, qui fait du français la seule langue officielle de cette province. Sa mission consiste à renseigner et à conseiller le ministre responsable de cette législation sur l'évolution du français au Québec. Cherchant à accélérer la francisation des entreprises du Québec et de la société en général, le Conseil veille également au renforcement des liens entre les communautés francophones du Canada et des États-Unis et se donne pour objectif d'accroître les communications et les échanges entre les diverses associations culturelles françaises du continent. C'est ainsi qu'il a organisé, à l'occasion du 370^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec (1978), la Rencontre des francophones d'Amérique, manifestation destinée à établir un dialogue sur la situation et l'avenir de la vie française de l'Amérique du Nord.

CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN

AMÉRIQUE (CVF). Fondé en 1937, le Conseil de la vie française en Amérique est d'abord connu sous le nom de Comité de la survivance française (jusqu'en 1956). Visant à établir des liaisons étroites entre les diverses communautés francophones en Amérique du Nord, le CVF sert également d'organisme de pression auprès des divers paliers de gouvernement. Sous l'égide de celui qui, durant 40 ans, en est le secrétaire et l'âme dirigeante, M^{sr} P.E. Gosselin*, le CVF participe directement à la fondation de plusieurs organismes, dont l'Union* des mutuelles-vie d'Amérique (1942), la Fédération* canadienne-

française de la Colombie-Britannique (1945), l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (ACELF) (1947) et la Fédération* féminine franco-américaine (1952). De surcroît, en vue de promouvoir la vie française hors Québec, le Conseil a mis sur pied le prix Champlain* (1957) dans le domaine des lettres, le concours Aurèle-Séguin (1981) dans celui de la chanson, la bourse Archibald-Lemieux (1979) dans le domaine académique et l'Ordre* de la fidélité française (1948), qui souligne les contributions les plus importantes pour la vie française en Amérique du Nord. Enfin, le Conseil publie une revue trimestrielle, *Vie française*, fondée en 1946, ainsi que le *Répertoire de la vie française* et des actes de colloques ; sa maison d'édition, les Éditions Ferland, publie de nombreux ouvrages d'intérêt pour les francophones hors Québec.

CONSEIL DE L'ÉDUCATION FRANCO-

ONTARIENNE (CEFO). Créé en 1972 pour faire suite aux recommandations du Rapport Symons sur l'éducation secondaire en langue française en Ontario, cet organisme se voit d'abord conférer un statut de comité ministériel permanent. En 1977, son mandat est étendu à l'éducation post-secondaire et le comité devient alors un conseil consultatif. Composé de dix membres, dont sept représentants du public et trois fonctionnaires, il doit conseiller le ministre de l'Éducation et le ministre des Collèges et Universités sur toute question relative à l'éducation franco-ontarienne. Pour ce faire, il étudie les documents, rencontre la population et entretient des rapports étroits avec le Conseil des affaires universitaires, le Conseil des gouverneurs des collèges d'arts appliqués et de technologie et le Conseil* des affaires franco-ontariennes. De plus, il dispose d'un budget pour appuyer financièrement les projets éducatifs qu'il juge les plus importants pour les Franco-Ontariens.

CONSEIL DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DE LA CULTURE (CPDC).

Regroupant aujourd'hui 14 associations culturelles régionales du Nouveau-Brunswick, le Conseil est fondé à Memramcook en 1971. D'abord organe de la Société* nationale des Acadiens (1971-1973) puis de la Société* des Acadiens du Nouveau-Brunswick, il acquiert son autonomie en 1975. Jusqu'en 1976, le Conseil s'occupe avant tout de la gé-

rance de projets et d'activités artistiques. Par la suite, il s'occupe surtout de liaison entre les différents intervenants culturels, de soutien au développement des artistes acadiens du Nouveau-Brunswick, d'harmonisation des échanges artistiques interprovinciaux et internationaux, et de représentation auprès des organismes subventionnaires publics et privés.

CONSEIL DES AFFAIRES FRANCO-ONTARIENNES (CAFO). Cet organisme consultatif composé de représentants des milieux français de l'Ontario est chargé de conseiller les ministres sur toutes questions relatives aux Franco-Ontariens. Créé en 1974, le Conseil met en œuvre un éventail de moyens propres à assurer la promotion du fait français : il organise des colloques, participe aux réunions, congrès et assemblées qui regroupent les Franco-Ontariens, publie des documents et diffuse des publications en langue française du gouvernement provincial. Il publie en outre chaque année *L'Annuaire franco-ontarien*, un répertoire de plus de 2 000 organismes, associations, institutions et regroupements franco-ontariens, de même qu'un rapport sur ses propres activités dans les divers secteurs. Le Conseil a parfois été contesté dans le passé en raison de liens jugés trop étroits avec le gouvernement. Il a été démembré le 31 décembre 1986.

CONSEIL ÉCONOMIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Organisme sans but lucratif fondé à Beresford* en juin 1979 sous le nom de Conseil économique acadien du Nouveau-Brunswick, le Conseil a aujourd'hui son siège social à Moncton* et compte environ 700 membres du monde des affaires. Il a pour objectif de promouvoir le développement économique, de favoriser la communication entre ses membres ainsi que leur perfectionnement. Apolitique, le Conseil organise des séminaires et des rencontres, met en chantier des projets de recherche et publie six fois l'an un bulletin d'informations d'économiques.

CONSEIL JEUNESSE PROVINCIALE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE. Regroupement de dix organisations de jeunes comprenant environ 2 000 membres au total, le Conseil est fondé à Halifax* en 1980. Poursuivant auprès des jeunes l'œuvre entreprise par la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, il regroupe les jeunes, les repré-

sente auprès du gouvernement et des autres institutions, et leur permet de se rencontrer et de s'épanouir en organisant une rencontre annuelle, des stages en communication et des sessions de formation.

CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FRANÇAIS EN LOUISIANE (Codofil). Créé en 1968 par le gouvernement louisianais sur l'instigation de James Domengeaux, le CODOFIL a pour mandat de restaurer la place du français en Louisiane. Dirigé par Domengeaux, le Codofil cherche à créer un climat juridique favorable au rétablissement du français. C'est ainsi que l'Acadiana, région de l'État où est concentrée la majorité des Cajuns*, est désignée bilingue, puis c'est tout l'État de la Louisiane qui devient officiellement bilingue (seul État bilingue aux États-Unis). Par la suite, des lois garantissant l'enseignement du français en Louisiane sont promulguées. Afin d'assurer la place du français dans les écoles, le CODOFIL développe des programmes d'enseignement du français et recrute des centaines d'enseignants francophones venus principalement du Québec et de la France. De façon à dégager la Louisiane de son isolement historique, le Codofil resserre les liens avec le Québec, la France et la Belgique. Par le biais de festivals et de manifestations culturelles, le Conseil assure l'animation et la promotion de la vie française dans l'État. En dépit de ses succès comme instigateur de cette renaissance française, le Codofil n'est pas sans ses critiques. Plusieurs lui reprochent son élitisme et son parti pris en faveur du « français international » au détriment de la langue cajun. Formé d'une cinquantaine de membres, le Codofil a son siège social à Lafayette*.

CONSEILS RÉGIONAUX D'AMÉNAGEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Créés en 1964 au moment de l'adoption de la loi fédérale sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA), les conseils régionaux de développement devaient, selon leurs concepteurs, contribuer à atténuer les disparités entre les zones différentes économiques du Canada. Financés conjointement par les gouvernements fédéral et provincial, ils sont au Nouveau-Brunswick au nombre de cinq, dont trois à prédominance française : ceux du Nord-Ouest, du Nord et du Sud-Est. De 1964 à 1972, ces conseils ont suscité

d'intéressantes initiatives populaires et soutenu la création de coopératives de producteurs agricoles, forestiers, etc. Ils servent aussi de filière de transmission aux revendications populaires, voire de véhicule d'un nouveau discours acadien qui associe affirmation culturelle et conscience de classe.

CONSTANTINEAU, Albert. Magistrat (Saint-Eugène, Ontario, 16 avril 1866 – Rockland, *ibid.*, 30 juin 1944). Il étudie au Collège* Bourget de Rigaud, Québec, puis à Osgoode Hall, à Toronto. Admis au Barreau (1890), il termine sa carrière comme juge doyen des comtés unis de Prescott et Russell, Ontario (1919). Président de plusieurs sociétés littéraires, il organise le premier congrès franco-ontarien (1909). Propriétaire et rédacteur de *L'Interprète de L'Original** (Ontario) (1895-1898), il publie aussi un traité sur les officiers publics.

CONSTANTIN-WEYER, Maurice. Romancier (Bourbonne-les-Bains, France, 24 avril 1881 – Paris, *ibid.*, 22 octobre 1964). Il abandonne des études en médecine en 1901 et arrive au Canada en 1904. Il y restera dix ans comme fermier et y trouvera une source d'inspiration pour une quinzaine des quelque 40 romans qu'il écrira par la suite. Les premiers, *Vers l'Ouest* (1921), *Manitoba* (1924), *La Bourrasque* (1925), passent presque inaperçus. Mais en 1928, il remporte le prix Goncourt après la publication de *Un homme se penche sur son passé* (1928). La critique canadienne est cependant loin d'être toujours élogieuse à son sujet. On lui reproche entre autres d'avoir caricaturé les gens du Manitoba.

CONTRECŒUR, CLAUDE-PIERRE PÉ-CAUDY DE. Militaire (Contrecœur, Québec, 28 décembre 1705 – Montréal, 13 décembre 1775). Ayant embrassé la carrière militaire dès l'âge de 16 ans, ce seigneur fait une expédition dans l'Ohio (1749) et devient commandant du fort Niagara. En 1754, le gouverneur Duquesne lui ayant ordonné d'occuper la vallée de l'Ohio, Contrecœur s'exécute et devient commandant du fort Duquesne (aujourd'hui Pittsburg, Pennsylvanie). L'année suivante, il résiste avec succès aux Anglais qui attaquent le fort.

CONVENTIONS FRANCO-AMÉRICAINES. Assemblées de Franco-Américains tenues annuellement entre 1865 et 1901. Elles sont de deux or-

dres : les Conventions générales s'adressant aux délégués de tous les groupements francophones et les Conventions de l'Union canadienne-française de secours mutuel des États-Unis. De 1869 à 1876, les deux sont convoquées simultanément. À ces assises, s'ajoutent les conventions d'États qui ont lieu de façon régulière, ou sporadique selon les cas, au Massachusetts, au New Hampshire, dans le Maine, au Connecticut et dans l'État de New York. Lieux de réflexion, ces conventions traitent des questions les plus diverses comme l'éducation, la tempérance, la presse, l'assurance-vie, les bibliothèques publiques et la culture française.

CONVENTIONS NATIONALES ACADIENNES. Manifestation d'un éveil et d'une prise de conscience politiques, la première convention nationale acadienne a lieu à Memramcook en 1881. Elle marque chez les Acadiens une volonté d'affirmation nationale. C'est d'ailleurs à cette occasion que les Acadiens se donnent une Fête nationale, encore célébrée aujourd'hui le 15 août de chaque année, date de la commémoration de l'Assomption de la Vierge. Trois ans plus tard, à l'occasion de la seconde convention tenue à Miscouche (Île-du-Prince-Édouard), leurs porte-paroles choisissent un drapeau puis adoptent *l'Ave maris Stella* comme hymne national. Au début du XX^e siècle, les Acadiens tiendront à nouveau des semblables États généraux : d'abord à Pointe-de-l'Église (1890) en Nouvelle-Écosse, puis à Arichat (1900), Caraquet* (1905) et Saint-Basile* (1908) au Nouveau-Brunswick et enfin à Tignish* dans l'Île-du-Prince-Édouard en 1913. Ces forums ou assises nationales donnent lieu à des prises de position sur l'affirmation des droits culturels, politiques et linguistiques des Acadiens et pallient leur représentation faible ou inexistante aux parlements provinciaux et fédéral.

COOPÉRANTS, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE-VIE, LES : voir SOCIÉTÉ DES ARTISANS

COOPÉRATIVE D'ARTISANAT DE CHÉTICAMP. Créée en 1964, cette coopérative regroupe les artisans de Chéticamp* engagés dans la production de tapis dits « hookés » ou crochétés. Introduite dans l'économie de la ville vers 1923, cette activité artisanale devait jouer un grand rôle spécialement durant la crise des an-

nées trente. Mais la Coopérative d'artisanat de Chéticamp est plus qu'une coopérative de production. Elle fournit à ses membres des services de mise en marché auprès des quelque 30 000 touristes qui, chaque année, se rendent à Chéticamp. Ses artisans ont réalisé, entre autres, une tapisserie de trois mètres carrés représentant la dispersion des Acadiens.

COOPÉRATIVE DE THÉÂTRE L'ES-CAOQUETTE. Fondée en 1978 à Moncton (Nouveau-Brunswick), cette coopérative se donne le mandat d'offrir à toute la population française des Maritimes un théâtre qui soit un instrument de développement de la culture acadienne. Cherchant à susciter une prise de conscience collective, cette corporation à but non lucratif se consacre exclusivement à la représentation de textes d'auteurs acadiens. Troupe itinérante, la Coopérative de théâtre l'Escaouette se produit surtout dans les milieux scolaires et parfois devant le grand public.

COOPÉRATIVE DES ARTISTES DU NOUVEL-ONTARIO. Regroupement d'artistes fondé à Sudbury* au début des années soixante-dix par une quinzaine des jeunes diplômés de l'Université* Laurentienne. Le noyau du début s'élargit et en vient à inclure une cinquantaine d'artistes s'exprimant dans presque toutes les disciplines artistiques : peinture, musique, poterie, théâtre, photo, etc. Généralement, les artistes qui en font partie sont d'inspiration contre-culturelle. En 1973, ils acquièrent une ferme dans la région d'Earlton*, qu'ils transforment en commune. Pour subvenir à leurs besoins, ils y entreprennent l'élevage du bison. Les artistes rattachés à la Coopérative ont joué un rôle prépondérant dans la création du Théâtre* du Nouvel-Ontario, des éditions *Prise* de Parole*, de la Nuit* sur l'étang et du groupe musical *CANO**. La Coopérative disparaît vers la fin des années soixante-dix.

CORBEIL. Village du nord de l'Ontario situé à 16 km à l'est de North Bay. Population totale : 175 habitants. Fondé vers 1880, le village s'appelle d'abord Clint, puis Grit et adopte son nom actuel vers 1897 d'après Jean-Baptiste Corbeil, propriétaire de la première scierie. Le village est situé sur le portage reliant le lac Nipissing et le lac Trout, emprunté jadis par Champlain* et les nombreux voyageurs qui l'ont suivi. Corbeil ac-

quier une notoriété internationale comme lieu de naissance des célèbres jumelles Dionne*. Population francophone : environ 150.

CORBIN, Eymard Georges. Journaliste et homme politique (Grand Falls, Nouveau-Brunswick, 2 août 1934 —). Journaliste de profession, il est élu député libéral pour la première fois à la Chambre des communes à Ottawa en 1968. Représentant de la circonscription de Madawaska-Victoria (Nouveau-Brunswick), il demeure en poste après l'élection générale de 1970 et devient secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des forêts. Réélu à quatre reprises, il occupe le poste de secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement (1971-1972). Il occupe aussi la présidence de la section canadienne de l'Association* internationale des parlementaires de langue française (1978-1981). E.G. Corbin est nommé sénateur en 1984.

CORMIER, CLARENCE. Homme politique (Saint-Antoine-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 14 juillet 1930 —). Professeur à l'Université* Saint-Joseph pendant deux ans, il travaille ensuite à la Division du programme d'alcoolisme du Nouveau-Brunswick, de 1964 à 1976. De 1980 à 1982, il fait partie de la Commission d'alcoolisme et de dépendance des drogues. Maire de Dieppe de 1977 à 1982, il est élu député conservateur de Memramcook* à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, lors de l'élection générale de 1982. On lui confie alors le ministère de l'Éducation. En 1985, il quitte le Cabinet pour des raisons de santé mais continue de représenter la circonscription électorale de Memramcook.

CORMIER, Clément. Prêtre et professeur (Moncton, Nouveau-Brunswick, 15 janvier 1910 — *ibid.*, 29 juillet 1987). Après des études classiques à l'Université* Saint-Joseph et théologiques au Séminaire des Pères* Sainte-Croix, à Montréal, il est ordonné prêtre en 1936. De retour à l'Université Saint-Joseph (1940), il occupe les postes de préfet des études, puis de supérieur (1948). Premier recteur de l'Université* de Moncton (1963), il s'occupe activement de la promotion du fait français en Acadie. C'est ainsi qu'il fait campagne en faveur de la nomination d'un Acadien au Sénat canadien et réclame la création d'une école secondaire française et d'une station de Radio-Canada* à Moncton*. Son nom

est également associé à l'établissement de l'École normale et du Centre* d'études acadiennes de l'Université* de Moncton et à la création du Village* acadien. Engagé dans plusieurs organismes, il s'adonne à l'écriture et publie, en 1975, un ouvrage intitulé *Université de Moncton — Historique*. De 1973 à 1978, il occupe le poste de chancelier de l'Université de Moncton.

CORMIER, ROBERT. Écrivain (Leominster, Massachusetts, 17 janvier 1925 —). Franco-Américain d'origine acadienne, il est d'abord annonceur dans un poste de radio de Worcester* (Massachusetts) puis journaliste et rédacteur en chef de journaux anglophones de la Nouvelle-Angleterre. Écrivain et pigiste depuis 1966, Cormier publie plusieurs romans, dont *A Little Raw on Monday Mornings* (1974), *Take Me Where the Good Times Are* (1965), *After the First Death* (1974), *The Chocolate War* (1977), *I Am the Cheese* (1979), *Eight Plus One* (1980), *The Bumblebee Flies Anyway* (1983). *Fade*

CORNWALL. Ville ontarienne située à 100 km au sud-est d'Ottawa. Population totale : 46 125 habitants. Fondée en 1784, cette ville devient, dès le milieu du XIX^e siècle, un important centre manufacturier, regroupant essentiellement des industries textiles et de pâtes et papiers. Les usines attirent un nombre important de Canadiens français qui constituent encore aujourd'hui une proportion importante de la population. Mais Cornwall doit son essor économique et démographique surtout au développement de la voie maritime du Saint-Laurent dont elle est aujourd'hui le centre administratif. Très tôt, les Canadiens français concrétisent leur présence à Cornwall. Dès 1882, ils fondent une première société francophone, la Société* Saint-Jean-Baptiste. Deux ans plus tard, ils érigent leur première paroisse et peu après une première école. Ils se dotent aussi de revues et de journaux français, d'un premier hebdomadaire, *L'Avenir* de Cornwall* qui voit le jour en 1932, suivi en 1950 de *L'Étoile* de Cornwall*, qui est publié jusqu'en 1968. Cet hebdomadaire finit par être remplacé en 1977 par *Le Journal de Cornwall*. De plus, un poste de radio française, CFML (CFIX depuis 1977), diffuse sur les ondes à partir de 1959. Population francophone : 16 340.

COSBY : voir NOËLVILLE

COSTE, DONAT (pseud. de Daniel Boudreau). Écrivain (Petit-Rocher, Nouveau-Brunswick, 12 janvier 1912 — Montréal, 25 avril 1957). Devenu orphelin à l'âge de cinq ans, il est adopté par Edward Coste qui l'amène vivre aux îles Saint-Pierre et Miquelon. Il poursuit ses études à Montréal, lorsqu'en 1929 une maladie le confine définitivement à une chaise roulante. Il se consacre alors à l'écriture et prépare plusieurs articles, nouvelles et contes. Il écrit aussi plusieurs romans, dont *L'Enfant noir* publié en 1950.

CÔTE DU PACIFIQUE. Comprenant les États de Washington, de l'Orégon et de la Californie, la côte du Pacifique est premièrement peuplée par des francophones durant les années 1820 à 1840. Le premier peuplement francophone s'effectue en Orégon, qui inclut, jusqu'en 1889, l'État de Washington ; la Californie, alors sous domination espagnole, ne devient un État américain qu'en 1850. Les francophones qui, au cours de cette période s'établissent dans la région, sont principalement des traiteurs, des prospecteurs ou des aventuriers. Ce peuplement ne se limite pas à l'Orégon, mais s'inscrit dans un mouvement de peuplement de toute la partie nord de la côte du Pacifique, c'est-à-dire dans les territoires actuels de l'Orégon, de Washington et de la Colombie-Britannique, les frontières politiques étant alors mal définies. Un deuxième mouvement migratoire francophone s'effectue entre 1830 et 1860, dans la foulée du mouvement de colonisation de l'Ouest par les pionniers américains. Cette fois, il s'agit de Canadiens français établis dans le Midwest, qui quittent cette région pour s'installer en Orégon en empruntant l'Oregon Trail. Dans les vallées de la Walla-Walla et de la Willamette, le nombre de Canadiens français est assez élevé pour justifier la création de deux diocèses. Parallèlement, la Californie attire plusieurs pionniers et aventuriers, dont un certain nombre de francophones ; le plus notoire d'entre eux, Prudent Beaudry, est le premier maire de Los Angeles. L'attrait de la Californie pour les francophones se manifeste surtout après la seconde guerre mondiale. D'une part, l'industrie cinématographique attire comédiens, techniciens et, bien sûr, aspirants canadiens — français. D'autre part, le climat clément de la Californie attire de nombreux

Canadiens français soit à la retraite, soit employés par des compagnies de la région, en particulier dans le domaine de l'informatique. Le nombre de Canadiens français en Californie est suffisamment élevé pour justifier une émission française à un poste de radio de Los Angeles. Cependant, comme les francophones de la région sont d'origine diverses (et surtout originaires de France), il est impossible d'estimer avec précision le nombre de Canadiens français qui s'y trouvent.

CÔTÉ, ADÉLARD-EMMANUEL. Syndicaliste (Nashua, New Hampshire, 15 novembre 1904 — *ibid.*, 31 décembre 1982). Après avoir terminé ses études secondaires à Manchester* (New Hampshire), il occupe successivement plusieurs emplois, laitier, peintre, cordonnier, menuisier, puis, en 1923 et pendant vingt-deux ans, il sera un employé de la J.F. McElwain, une manufacture de chaussures. En 1943, il devient chef du syndicat ouvrier de cette firme et préside de ce fait aux destinées du New Hampshire Shoe Workers Union jusqu'en 1956. La même année, il est nommé Commissaire du travail de l'État du New Hampshire, devenant le premier Franco-Américain à accéder à ce poste. En 1953, il devient membre de la Interim Tax Commission, laquelle est chargée de réviser les modalités de la taxe imposée par l'État. Et, l'année suivante, il représente son État lors d'un congrès des commissaires du travail tenu à Washington. Il est actif également au sein d'autres organisations syndicales et culturelles. Il occupe notamment le poste de secrétaire-trésorier du United Labor Committee of New Hampshire et se dévoue pour la jeunesse en participant aux activités des scouts de sa région, dont il préside le Conseil régional. Il est également membre de diverses sociétés à caractère humanitaire.

CÔTÉ, ALDA. Artiste-peintre et chapelière (Wottonville, Québec, 30 juin 1900 — Edmonton, Alberta, 15 avril 1962). Élevant seule une famille nombreuse, elle réussit à peindre des toiles et aide à l'ornementation de l'église de Vimy (Alberta). Tout en continuant à peindre, elle se consacre à la couture et à la chapellerie et aide à mettre sur pied, dans la région d'Edmonton, une cinquantaine de centres qui offrent des cours dans ces domaines. Elle a donné son nom à une société de promotion des arts en Alberta.

CÔTÉ, ERNEST ADOLPHE. Fonctionnaire et diplomate (Edmonton, Alberta, 12 juin 1913 —). Au terme de ses études en droit à l'Université de l'Alberta, il est admis au barreau de cette province en 1939. De 1945 à 1955, il œuvre aux Affaires extérieures du Canada et, de 1955 à 1963, devient sous-ministre adjoint au ministère des Affaires du Nord et des Ressources naturelles. Sous-ministre aux Affaires indiennes et du Développement nordique de 1963 à 1968, au ministère des Anciens combattants en 1968 et au bureau du Solliciteur général (1968-1972). De 1972 à 1975, sa carrière se poursuit dans la diplomatie comme ambassadeur en Finlande, à la suite de quoi il prend sa retraite

CÔTÉ, JEAN-LÉON. Ingénieur et homme politique (Les Éboulements, Québec, 6 mai 1867 — *ibid.*, 23 septembre 1924). Formé à l'Académie commerciale de Montmagny, il embrasse une carrière d'arpenteur et d'ingénieur civil. Il se rend dans les Territoires du Nord-Ouest à l'âge de 19 ans. De 1899 à 1903, il exerce sa profession à Dawson (Yukon) et s'installe par la suite à Edmonton*. Élu député libéral à l'Assemblée législative de l'Alberta en 1909, il est nommé secrétaire provincial en 1918, et demeure à son poste jusqu'à sa nomination au Sénat canadien en 1923. Une paroisse de l'Alberta septentrional est nommée en son honneur.

CÔTÉ, LOUIS. Sénateur (Ottawa, Ontario, 30 septembre 1890 — *ibid.*, 2 février 1943). Reçu bachelier ès arts de l'Université d'Ottawa en 1910, il poursuit des études de droit à Osgoode Hall (Toronto) et ouvre, en 1913, une étude légale. De 1919 à 1922, il occupe le poste de procureur de la Couronne pour les comtés unis de Prescott et Russell. En 1925, il est membre de la Commission Merchant-Côté-Scott chargée de mener une enquête auprès des écoles bilingues ontariennes. À la suite du dépôt du rapport d'enquête, le Règlement* 17 est rendu inopérant. Peu après, Côté participe à la fondation de l'École normale bilingue de l'Université d'Ottawa. En 1929, il se lance dans la politique et est élu député conservateur d'Ottawa-Est à l'Assemblée législative de l'Ontario. Il occupe cette fonction jusqu'à sa nomination au Sénat en 1933. De plus, il est membre de plusieurs associations et occupe, entre autres, les postes de vice-président de l'As-

sociation* canadienne-française de l'Ontario (1934) et celui de directeur de l'Alliance* française d'Ottawa.

CÔTÉ, STÉPHANE M^{re}. Curé (Saint-Barthélemy de Joliette, Québec, 4 avril 1876 – Sturgeon Falls, Ontario, 31 juillet 1952). Formé en théologie au Grand séminaire de Montréal (1855-1899), il est nommé curé dans diverses paroisses, dont plusieurs en Ontario, en particulier Chelmsford (1906-1945). Co-fondateur de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (1910) et du Collège* du Sacré-Cœur (1913), il participe également à la création de la Société historique du Nouvel-Ontario. Soucieux de l'épanouissement culturel des Franco-Ontariens, il voit à la mise sur pied d'écoles françaises dans ses paroisses.

COTNOIR, NARCISSE. Prêtre (Saint-Robert-sur-Richelieu, Québec, 1887 – *ibid.*, 6 mai 1961). Ordonné prêtre oblat en 1916, il est nommé vicaire dans la paroisse Saint-Sauveur à Québec. De 1928 à 1939, il sert comme vicaire à Saint-Jean-Baptiste de Lowell* (Massachusetts). Dès 1932, sous le pseudonyme « Jean de Tourelles », il collabore au journal français de Lowell, *L'Étoile**, au *Journal* de Berlin ainsi qu'à *L'Impartial** de Nashua*. Il lance également une publication, *Le Patient*, feuille mensuelle pour les malades et les infirmières. Jusqu'en 1945, il enseigne au junicot de Colebrook au New Hampshire, puis il est à nouveau nommé vicaire à Sainte-Jeanne-d'Arc de Lowell pour deux ans. De 1947 à 1950, il est aumônier aux Cayes à Haïti.

COTTONPORT : voir AVOYELLES

COTTREAU, ERNEST G. Directeur d'école et homme politique (Wedgeport, Nouvelle-Écosse, 28 janvier 1914 –). Après des études aux écoles de Wedgeport et au Collège Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), il fait carrière comme directeur d'école. Il fait également partie de plusieurs associations sportives, patriotiques ou de bienfaisance. D'allégeance libérale, il est nommé au Sénat canadien en 1974. Il fait partie de la délégation canadienne à plusieurs conférences du Commonwealth.

COURRIER DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE, LE. Fondé à Pubnico* (Nouvelle-Écosse) en 1937, le

journal porte pendant 31 ans le nom de *Le Petit Courrier*. Vendu en 1972 à la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, il est alors publié à Yarmouth. L'objectif du journal consiste à rejoindre toutes les clientèles francophones de la province et, ainsi, à renforcer l'unité des Acadiens. Seul hebdomadaire d'expression française de la Nouvelle-Écosse, *Le Courrier* compte chaque semaine de 28 à 32 pages d'informations régionales acadiennes et son tirage atteint en 1985 les 3 500 exemplaires.

COURRIER DE L'ILLINOIS, LE. Première publication francophone de l'Illinois, ce journal hebdomadaire est fondé à Kankakee* en 1857 par Alexandre Grandpré et Claude Petit. Installé à Chicago peu après, il revient à Kankakee, puis disparaît en 1863. Relancé à Chicago* en 1875 par J.B.A. Paradis, il fusionne en 1903 avec plusieurs autres journaux qui s'unissent pour donner naissance à un nouvel organe francophone : *Le Courrier franco-américain*. *Le Courrier de l'Illinois* détient le record de longévité parmi les journaux francophones du Midwest américain.

COURRIER DE L'OUEST, LE. Hebdomadaire fondé en 1905, à Edmonton* (Alberta), *Le Courrier de l'Ouest* est le produit des efforts concertés d'une douzaine d'actionnaires, dont le sénateur Philippe Roy. Cherchant à promouvoir la vie française dans l'Ouest canadien, le journal, par sa diffusion au Québec et en France, cherche à favoriser l'immigration française dans l'Ouest ; d'inspiration libérale, il défend les idées de Sir Wilfrid Laurier. Les problèmes suscités par la première guerre mondiale ont raison de l'hebdomadaire, qui doit fermer ses portes en 1916.

COURRIER DES PROVINCES MARITIMES, LE. Hebdomadaire fondé à Bathurst* en 1885. *Le Courrier* compte parmi ses pionniers plusieurs personnes – pensons à Valentin Landry* et à Pierre-Jean Veniot*, respectivement propriétaire et directeur de 1884 à 1887 et de 1894 à 1900 – associées au mouvement de réveil acadien qui marque le tournant des XIX^e et XX^e siècles. À l'origine, le journal entent susciter et promouvoir le réveil linguistique, culturel et économique des Acadiens du Nouveau-Brunswick. Alors indépendant politiquement, il en vient à se montrer favorable aux thèses et aux intérêts libéraux. *Le Courrier* connaît de nombreuses difficultés. Il doit

faire face à la concurrence d'autres journaux acadiens et sa publication est suspendue temporairement à deux reprises ; une première fois en 1886 puis, en 1899, pour une période de près d'une année. En 1898, il devient bilingue et prend le nom de *Courrier des Provinces Maritimes and Gloucester Chronicle* dans l'espoir d'élargir sa clientèle.

COURRIER D'OTTAWA, LE : voir **COURRIER D'OUTAOUAIS, LE**

COURRIER D'OUTAOUAIS, LE. Fondé en 1870 par Napoléon Bureau, ce quotidien est créé pour promouvoir la bonne entente entre francophones et anglophones. Dès sa parution, ses pages bilingues en illustrent la vocation, de même que son titre original : *Le Courrier d'Ottawa/The Ottawa Courier*. Mais, l'anglais disparaît bientôt au profit du français, de sorte que dix jours après ses débuts le journal est rebaptisé *Le Courrier d'Outaouais*. Durant les six années de son existence, la rédaction change d'orientation politique à cinq reprises alternant entre l'allégeance conservatrice et l'allégeance libérale.

COURRIER DU MICHIGAN, LE. Fondé en 1912 à Lake Linden (Michigan), ce journal régional s'établit ensuite à Détroit*. En 1929, il devient le seul organe de presse d'expression française de la région américaine des Grands Lacs. Tout au long de son existence, soit de 1912 à 1959, *Le Courrier du Michigan* est dirigé par son fondateur, Pierre-Eudore Mayrand. La mort de celui-ci, en 1959, marque aussi la fin du périodique. Pendant 47 ans, ce journal constitue l'un des rares moyens de communication et d'identification de la communauté francophone du Michigan.

COURTENAY-COMOX. Villes-jumelles de Colombie-Britannique situées sur la côte est de l'île de Vancouver, à 219 km au nord de Victoria. Populations totales : 8 992 et 6 607 habitants respectivement. Colonisées en 1862, elles se trouvent aujourd'hui au centre d'une riche région agricole laitière et fruitière. Elles abritent une base importante des Forces armées canadiennes et leur climat agréable attire de nombreux retraités. Population francophone : 325.

COUTURE, ADÉLARD. Prêtre et coopérateur (Saint-Boniface, Manitoba, 1^{er} juin 1901 — *ibid.*,

9 septembre 1975). Ordonné prêtre en 1926, il arrive à La* Broquerie (Manitoba) au début des années 30. Devenu directeur diocésain de l'Action catholique et des œuvres sociales (1937), il le restera durant vingt-cinq ans. Fondateur de trente-huit caisses populaires, dix coopératives de consommation, dix fromageries coopératives et de quelques silos coopératifs, il est aussi l'auteur du catéchisme des caisses populaires du Manitoba et reçoit la médaille d'or du Conseil* de la vie française en Amérique (1975).

COUTURE, JOSEPH-MARIE. Jésuite et missionnaire (Saint-Anselme-de-Dorchester, Québec, 17 octobre 1885 — Longlac, Ontario, 4 mars 1949). En 1906, il entre au noviciat de la Compagnie de Jésus au Sault-au-Récollet. Après ses études en théologie à Montréal, il est ordonné prêtre en 1922. Jusqu'à sa mort, son apostolat missionnaire se déroule surtout à Longlac*, dans le nord de l'Ontario, parmi les Indiens de la tribu des Odjibwés. Ces derniers le surnomment *Neendawishkang*, « celui que l'on aime voir venir ». En 1933, il obtient un hydravion et devient le premier prêtre-aviateur du Canada.

COUTURIER, FÉLIX. Évêque (La Forie, France, 29 mars 1876 — Alexandria, Ontario, 27 juillet 1941). Formé dans un collège catholique d'Angleterre, il est ordonné prêtre dominicain en 1901. Durant la première guerre mondiale, il est aumônier des troupes britanniques en Égypte et au Moyen-Orient. Arrivé au Canada en 1921, il est intronisé sur le nouveau siège épiscopal d'Alexandria dont il devient le premier titulaire ; il y demeure 20 ans.

CRÉPEAU, GEORGES. Écrivain (Sorel, Québec, 25 avril 1868 — Wilmington, Massachusetts, 7 janvier 1913). Au terme de brèves études au Collège commercial de Sorel, il s'expatrie à l'âge de 21 ans avec ses parents en Nouvelle-Angleterre. Sa famille décide de s'établir à Lowell* (Massachusetts). Machiniste dans une filature locale, il se consacre, dans ses périodes de loisirs, à l'écriture poétique, romanesque et théâtrale. Son œuvre la plus connue est un roman policier : *Bélanger ou l'histoire d'un crime* (1892).

CROWLEY. Ville de l'Acadiana en Louisiane et chef-lieu de la paroisse d'Acadia, située à 35 km à l'ouest de Lafayette. Population totale : 16 104

habitants. Fondée en 1887 par les frères acadiens Duson, la ville compte une forte population francophone tout au long de son histoire comme l'attestent les noms de rues, de plantations ou de personnages qui y ont laissé leur marque. Crowley s'enorgueillit d'être la capitale américaine du riz. Population francophone : 6 285.

CUMBERLAND : voir ORLÉANS

CYR, LOUIS. Haltérophile (Saint-Cyprien-de-Napierville, Québec, 10 octobre 1863 — Montréal, 1912). Homme d'une remarquable robustesse dès l'enfance, il se signale à l'âge de 15 ans par des tours de force qui ébahissent son entourage. Ses exploits musculaires lui valent une renommée plus large lorsqu'en 1877 sa famille émigre à Lowell* (Massachusetts). Parmi ses prouesses, il soulève 250 kilos avec un doigt, 2 000 kilos avec le dos, résiste à la tire de deux chevaux, etc. Athlète d'exhibition, il parcourt l'Amérique et l'Europe.

CYR, PAUL. Gouverneur (Jeanerette, Louisiane, 9 septembre 1878 — *ibid.*, 24 août 1946). Dentiste installé à Jeanerette à partir de 1900, il devient directeur de la First National Bank en 1907 et directeur d'une corporation. En 1928, il est élu lieutenant-gouverneur de la Louisiane comme partenaire électoral du gouverneur démocrate Huey P. Long. Il succède à ce dernier en 1930 pour la fin de son mandat, soit jusqu'en 1932.

D

DABLON, CLAUDE. Missionnaire et géographe (Dieppe, France, 21 juin 1619 — Québec, 3 mai 1697). Jésuite depuis 1639, il arrive au Canada en 1655. Il effectue en 1655 un premier voyage qui le mène au sud du lac Ontario et un second l'année suivante, dans la même région ; à la suite de ces voyages, il recueille une description précise des lieux. Après un séjour de plus de dix ans à Québec au cours duquel il occupe diverses fonctions, principalement dans l'enseignement, il est nommé supérieur des missions de l'Ouest (1669) dont le centre est à Sault-Sainte-Marie. Après une exploration du lac Supérieur, il élabore une carte géographique de la région, étonnamment précise pour l'époque. Nommé supérieur des Jésuites pour la Nouvelle-France en

1671, il assume cette fonction de 1671 à 1680 et de 1686 à 1693. Entre 1655 et 1672, le Père Dablon a rédigé plusieurs chapitres des *Relations*.

DAGNAUD, PIERRE-MARIE. Prêtre (Bains, France, 5 novembre 1858 — Plancoët, *ibid.*, 27 juillet 1930). Ordonné prêtre en 1882, il enseigne en France durant 17 ans. Arrivé au Canada en 1899, il est nommé supérieur du Collège* Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), puis vice-provincial des Eudistes* en 1901. Également prédicateur, Dagnaud est curé des paroisses de Sainte-Marie et de Saulnierville. En 1918, il fonde la paroisse Saint-Cœur-de-Marie à Québec et en demeure le curé jusqu'en 1927. Il est l'auteur de *Les Français du Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse* (1905) dans lequel il relate la vie de l'abbé Sigogne* ; il a publié également un manuel de lecture, *À travers le Canada* (1906), qui a longtemps été utilisé dans les écoles élémentaires acadiennes.

DAGNEAU, GEORGES-HENRI. Journaliste et fonctionnaire (Québec, 6 août 1911 —). Diplômé en philosophie de l'Université Laval et de l'École supérieure de journalisme de Lille (France), il œuvre à *L'Action catholique* de Québec (1936-1948), au quotidien *Le Droit** d'Ottawa (1948-1952) et à l'Association professionnelle des industriels. Il entre par la suite au ministère des Affaires culturelles du Québec (1963-1975), où il est directeur du Département* du Canada français d'outre-frontières, puis achève sa carrière au ministère des Affaires intergouvernementales (1975-1976) où il est conseiller du sous-ministre en matière de relations avec les minorités francophones.

DAIGLE, FRANÇOIS-M. Prêtre et journaliste (Saint-Louis-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 13 avril 1882 — Yarmouth, Nouvelle-Écosse, 29 janvier 1960). Formé en théologie au Collège de la Propagande à Rome, il est ordonné prêtre en 1910. D'abord vicaire à Bathurst* (1910-1912), puis à Néguac (1912), il devient curé à Rivière Jacquet (1913-1918), puis à Pokemouche (1918-1923), avant d'enseigner au collège Saint-Thomas de Chatham* (1923-1935). Par la suite, il est aumônier à l'hôpital Hôtel-Dieu de Moncton* pendant plusieurs années. Mais il est également connu dans les milieux acadiens du Nouveau-Brunswick pour ses activités journalisti-

ques. Il assume en effet la direction-rédaction du journal *L'Ordre social* de 1937 à 1943. Plus tard, il occupe le poste de gérant et rédacteur à *L'Évangéline**.

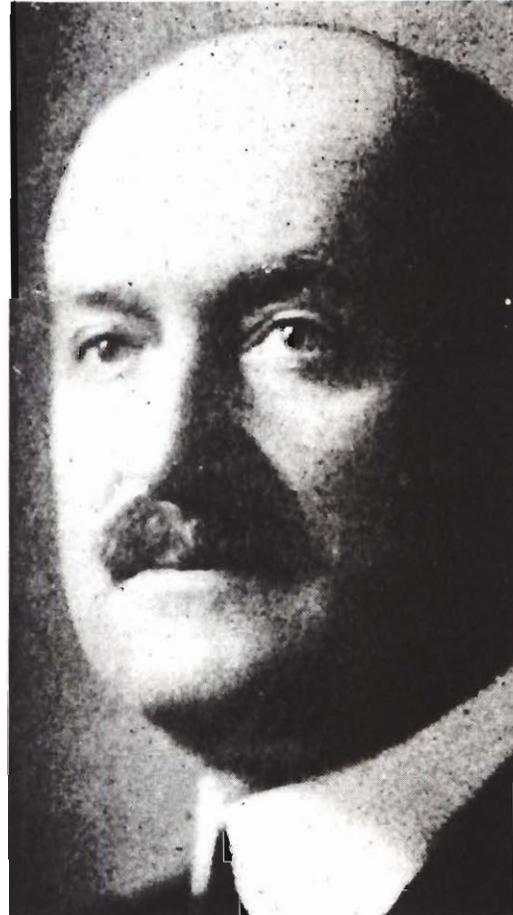
DAIGLE, JEAN. Professeur et administrateur (Montréal, 1941 —). Formé d'abord à l'Université de Montréal, il obtient par la suite un doctorat en histoire de l'Université du Maine à Orono (États-Unis) en 1975. Chargé d'enseignement à l'Université* de Moncton, il dirige également le Centre* d'études acadiennes (1976-1981) et le Musée acadien (1977-1981). En 1978, il préside le premier Colloque international de l'Acadie. Il est le co-auteur d'une *Histoire du Nouveau-Brunswick* (1971), de l'*Atlas de l'Acadie* (1976), du *Petit Manuel d'histoire d'Acadie des débuts à 1976* (1976). Il est aussi éditeur d'une *Bibliographie acadienne* (1978) et collabore en 1980 à la publication d'*Acadiens des Maritimes : études thématiques*.

DAIGLE, JOFFRE. Homme politique (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 24 juillet 1925 — Dalhousie, *ibid.*, 9 septembre 1968). Diplômé de Collège Sacré-Cœur de Bathurst* en 1947, il devient médecin en 1954 après des études à l'Université* Laval. Établi à Dalhousie* (Nouveau-Brunswick), il entre en politique en 1967 comme député libéral de Restigouche à l'Assemblée législative de sa province et occupe jusqu'à sa mort le poste de ministre de la Jeunesse et du Bien-être.

DAIGLE, JOSEPH ZÉNON. Homme politique (Saint-Charles, Nouveau-Brunswick, 23 juin 1934 —). Avocat de formation, il travaille comme adjoint administratif aux côtés du Premier ministre Louis Robichaud à compter de 1960. En 1962, il ouvre un cabinet privé à Richibouctou*. Élu député libéral à l'Assemblée législative provinciale en 1974, il est choisi comme chef du parti en 1978. La même année, son parti est défait aux élections mais il est lui-même réélu dans son comté. Il quitte la direction de son parti en 1981 et est nommé juge à la Cour du Banc de la Reine en 1982.

DAIGLE, RAYMOND. Fonctionnaire (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 1946 —). Détenteur d'une maîtrise en histoire de l'Université* Laval, Raymond Daigle enseigne dans une

polyvalente d'Edmundston* de 1972 à 1976. Par la suite, il travaille comme conseiller au ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, puis au ministère de la Jeunesse, des Loisirs et des Ressources culturelles. Depuis 1983, il est directeur des relations culturelles et de la coopération au ministère des Ressources historiques et culturelles.



Elphège Daigneault

DAIGNEAULT, ELPHÈGE-J. Avocat et journaliste (Woonsocket, Rhode Island, 8 juin 1879 — *ibid.*, 25 mai 1937). Fils de marchand, il fait ses études classiques à Sherbrooke et à Montréal et son droit à l'Université Columbia de New York. Admis au barreau (1903), il ouvre une étude dans sa ville natale. Député de son comté, juge de la Cour des tutelles, Daigneault est également membre de plusieurs associations, dont l'Association* canado-américaine qu'il dirige de 1922 à 1936. Il fonde *La Sentinelle** en 1924

dans le but de défendre les intérêts franco-américains et s'engage dans une lutte contre le clergé irlandais catholique à qui il impute des visées assimilatrices. *La Sentinelle* est frappée d'interdiction par Rome et, excommunié, Daigneault se soumet. Il publie une série de causeries radiophoniques sur les Franco-Américains et une histoire du mouvement sentinelliste* : *Le Vrai Mouvement sentinelliste* (1935).

DALHOUSIE. Ville du Nouveau-Brunswick sise à l'embouchure de la rivière Restigouche sur la baie des Chaleurs. Population totale : 4 958. Fondée en 1826, l'agglomération est progressivement peuplée par des francophones attirés par l'usine de pâtes et papiers. Sa paroisse française, Saint-Jean-Baptiste, remonte à 1865. On y trouve le musée historique Chaleur et, en juillet de chaque année, s'y déroule le festival Bon Ami. Population francophone : 2 370.

X DALPÉ, JEAN-MARC. Comédien, dramaturge et poète (Ottawa, Ontario, 21 février 1957—). Il obtient un baccalauréat en théâtre de l'Université d'Ottawa et étudie trois ans au Conservatoire d'art dramatique de Québec. Depuis 1980, il se produit en spectacle, surtout en Ontario, et travaille avec les troupes de théâtre francophones, entre autres, le Théâtre* de la Vieille 17 (dont il est l'un des co-fondateurs) et le Théâtre* du Nouvel-Ontario. Il est aussi l'auteur de trois recueils de poésie et co-auteur, avec Brigitte Haentjens, de trois pièces de théâtre. Son œuvre la plus connue s'intitule *Les Murs de nos villages* (1980).

D'AMBOISE, JACQUES. Danseur et chorégraphe (Dedham, Massachusetts, 25 juillet 1934 —). Il étudie à New York (School of American Ballet) puis se joint à la troupe du New York City Ballet en 1949 comme danseur et chorégraphe. Il se fait surtout connaître dans les années 1950 comme premier danseur dans des œuvres chorégraphiques de George Balanchine et Frederick Ashton. Il participe à des productions cinématographiques. Comme chorégraphe, depuis 1963, il élabore des pièces qui demeurent des contributions importantes à la danse. Durant les années 1970, il enseigne à son *alma mater* et dirige le National Dance Institute.

D'AMOURS, ERNEST R. Avocat (Holyoke, Massachusetts, 24 avril 1904 — Manchester, New

Hampshire, 4 mai 1965). Diplômé en droit de l'Université Harvard, il ouvre son cabinet à Manchester. Nommé procureur général adjoint de 1940 à 1946, puis procureur général de 1946 à 1949, il dirige (ou est membre) de nombreuses commissions d'État. Actif au sein des organismes franco-américains, il est pendant longtemps directeur du journal *L'Action* de Manchester*, membre de la Société* historique franco-américaine et secrétaire du conseil d'administration du Collège Anselme. Il venait d'être nommé président de l'Association* canado-américaine au moment de son décès.

DANDURAND, DAMASE. Architecte et prêtre (Laprairie, Québec, 23 mars 1819 — Saint-Boniface, Manitoba, 13 avril 1921). Ordonné prêtre oblat en 1841, il est successivement curé de la cathédrale d'Ottawa, vicaire général et administrateur du diocèse d'Ottawa* (1847-1875). Il s'occupe alors des travaux d'architecture de la cathédrale, des églises Saint-Joseph et Sainte-Anne et de l'édification du premier collège de la ville d'Ottawa, le Collège de Bytown, qui deviendra plus tard l'Université* d'Ottawa. Il y enseigne et devient un des membres de la corporation (1849-1861). Après son séjour à Ottawa, il est durant 25 ans curé de diverses paroisses à Winnipeg* (Manitoba) (1875-1900). Il occupe par la suite le poste d'aumônier de l'hospice Taché de la même ville (1900-1916).

DANDURAND, LÉO. Homme d'affaires (Kankakee, Illinois, 9 juillet 1889 — Montréal, 26 juin 1964). Débutant en affaires à Montréal dès l'âge de 20 ans, il se lance dans le commerce de l'immobilier (1913) et du tabac (1920). L'année suivante, il fait l'acquisition avec son associé de l'équipe de hockey Les Canadiens ; sous sa férule, l'équipe devient l'une des plus grandes au monde. Innovateur dans le monde du sport, il implante aux États-Unis des courses de lévriers, d'abord à Sarasota (Floride) en 1926, puis à Atlantic City (1927) et enfin à Phoenix (Arizona) (1938). Il fonde aussi une équipe professionnelle de crosse et fait revivre ce sport à Montréal. Durant la Crise des années trente, il invente et met sur pied des *dancethons*, épreuves d'endurance qui connaissent une très grande popularité aux États-Unis. Parallèlement à ses entreprises sporti-

ves, Dandurand dirige aussi plusieurs grandes corporations industrielles.

DANTIN, EDMOND : voir LEMAY, GEORGES

DANTIN, LOUIS, (pseud. d'Eugènes Seers). Écrivain et critique littéraire (Beauharnois, Québec, 28 novembre 1865 — Boston, Massachusetts, 17 janvier 1945). Entré chez les Pères du Saint-Sacrement en 1883, il étudie en Belgique et à Rome avant d'être ordonné prêtre à Paris en 1888. Supérieur à Bruxelles en 1890, et à Paris en 1893, il revient à Montréal où il rédige *Le Messager du Saint-Sacrement* et publie quelques poèmes et contes. À la même époque, il se lie d'amitié avec Émile Nelligan. En 1903, il quitte la vie religieuse et s'installe à Boston où il exerce le métier de typographe. À partir de 1919, il travaille à l'imprimerie de l'Université Harvard. Alors qu'il est aux États-Unis, il se taille la réputation de meilleur critique littéraire de l'Amérique française en collaborant à plusieurs journaux et revues comme *La Revue moderne* de Montréal. Il publie, entre autres, deux études critiques sur les lettres canadiennes-françaises, *Poètes de l'Amérique française* (1928) et *Gloses critiques* (1931), de même qu'un roman largement autobiographique dont l'action se passe à Boston, *Les Enfances de Fanny* (1951).

DAOUST, CHARLES-ROGER. Journaliste (Montréal, 30 mars 1865 — Manchester, New Hampshire, 17 novembre 1924). Après des études à l'Université McGill à Montréal, il décide de faire carrière dans le journalisme. D'abord rédacteur au *Travailleur** de Worcester (Massachusetts) puis au *National** de Plattsburg (New York), il suspend sa carrière pour se joindre comme correspondant militaire au 65^e Régiment, lors de la campagne contre les Métis en 1885. La campagne terminée, il revient au journalisme. On le retrouve successivement dans presque tous les journaux franco-américains de la Nouvelle-Angleterre entre 1888 et 1908 ; il entreprend même d'en fonder un, *La Patrie nouvelle* de Southbridge (Massachusetts), en 1896. Auteur de deux essais historiques et d'un recueil de poèmes, il publie *Étude historique sur le Canada et les États-Unis* (1892).

DAOUST, JEAN-CHARLES. Journaliste (Montréal, 15 septembre 1906 — Ottawa, 8 septembre 1963). Fils du journaliste Charles-Roger Daoust*, il est d'abord journaliste à *L'Avenir* national* de Manchester (New Hampshire), puis correspondant à Manchester pour *Le Soleil* de Québec. Il prend la direction des pages sportives du *Droit** d'Ottawa en 1938 à la suite du décès de Gilbert-O. Julien. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est correspondant de 1941 à 1945, puis il devient éditeur à la Fonction publique fédérale (1945-1951). Il retourne ensuite au *Droit* en tant que journaliste sportif et rédacteur de la section sportive (1951-1963). En son honneur, on décerne annuellement un trophée à l'athlète amateur francophone par excellence, trophée important pour les sportifs canadiens-français.

DAUDELIN, ALPHONSE-S. Médecin (Sutton, Québec, 13 février 1870 — Montréal, 28 août 1943). Peu après ses études de médecine à l'Université Laval de Montréal, il va exercer sa profession à Fort Kent (Maine) (1896-1898), puis à Worcester* (Massachusetts) (1898-1907). En 1907, Théodore Roosevelt le nomme pour six mois commissaire des États-Unis à l'exposition maritime internationale de Bordeaux en France. Il entreprend ensuite un séjour d'études en Europe pour se spécialiser en oto-rhino-laryngologie et en ophtalmologie. En 1911, Daudelin revient à Worcester où il exerce dans sa spécialité.

DAUNAIS, OLIVIER. Trappeur et prospecteur (Saint-Ours, Bas-Canada, 1836 — 1916). Il travaille aux États-Unis, à la Rivière* Rouge et à nouveau aux États-Unis, avant d'arriver dans la région de Thunder* Bay en 1870. Il fait la traite et prospecte dans toute la région qui s'étend du lac Nipigon à la frontière du Minnesota. Averti par un ami amérindien de la présence d'argent sur le Mont Rabbit (dans l'Ouest ontarien), il enregistre les droits à son nom. La ruée vers l'argent qui s'ensuit en fait un magnat de ce métal, mais sa fortune est de courte durée. En 1890, la ruée est déjà terminée et avec elle s'éteint la renommée de Daunais.

DAUPHINAIS, FRANÇOIS. Homme politique (Manitoba, 1^{er} janvier, 1816 — 1874). Métis* de naissance, il est l'un des trois délégués du district électoral de Saint-François-Xavier* à la convention convoquée par le gouvernement de Riel*, le

16 novembre 1869. Le 8 janvier 1870, il devient vice-président du gouvernement provisoire. Malgré son rôle dans le gouvernement insurrectionnel, il est nommé membre du Conseil législatif du Manitoba le 10 mars 1871.

DAURAY, CHARLES. Curé de paroisse (Marienville, Québec, 15 mars 1838 — Woonsocket, Rhode Island, 22 février 1931). Après des études au Séminaire Saint-Sulpice de Montréal, il est ordonné prêtre en 1870 et s'installe à Central Falls (Rhode Island), où il fonde la première paroisse francophone : Notre-Dame du Sacré-Cœur. En 1875, il est nommé curé de la paroisse Précieux-Sang de Woonsocket*. Sous sa gouverne et avec l'aide de plusieurs communautés religieuses, il y érige une église (1876), une école paroissiale (1884), l'Académie Jésus-Marie (1898), l'Orphelinat Saint-François (1906) et l'Hospice Saint-Antoine (1913). Il est nommé prélat en 1918 et protonotaire apostolique en 1929. Son nom est attribué à un vaisseau de guerre américain (1942).

DAVIAULT, PIERRE (pseudonyme Pierre Hartex). Traducteur et écrivain (Saint-Jérôme, Québec, 9 novembre 1899 — Ottawa, Ontario, 18 novembre 1964). Après des études à l'Université de Montréal et à la Sorbonne, il devient courriériste parlementaire pour le compte de *La Presse* de Montréal (1923-1925). En 1925, il quitte le journalisme pour entreprendre une carrière de traducteur au Service des débats de la Chambre des communes. Il devient chef de ce service en 1946. Entre 1955 et 1964, il occupe le poste de surintendant du Bureau des traducteurs et, parallèlement, il est professeur de traduction à l'Université d'Ottawa (1936-1963). De plus, pendant douze ans, il participe à l'émission radiophonique hebdomadaire « La Langue bien pendue » sur les ondes de Radio-Canada* et il fait fonction de critique littéraire au journal *Le Droit** d'Ottawa, de 1934 à 1940. Il est aussi en 1951 l'un des fondateurs de *La Nouvelle Revue canadienne*. Auteur de traités et d'essais sur la traduction, il produit des ouvrages d'intérêt historique ainsi que quelques romans. Parmi ses œuvres les plus connues, on note *Langage et Traduction* (1962), *Dictionnaire canadien français-anglais, anglais-français* (en collaboration — 1962), *Le Baron de Saint-Castin, chef abénaquis* (1939) et *Le Mystère*

des Mille-Îles (1927). Il devient le premier récipiendaire de la médaille Chauveau décernée par la Société royale du Canada (1952). De 1958 à 1961, il occupe le poste de président général de la Société des écrivains canadiens.

DEBDEN. Village de la Saskatchewan situé à 50 km au nord-ouest de Prince-Albert. Population totale : 403 habitants. Fondé en 1910-1911 par l'abbé Bérubé et des colons francophones venus du Québec, Debden reçoit sa paroisse française (Saint-Jean-Baptiste) en 1921. On y érige une école primaire où l'on dispense jusqu'à 75 % de l'enseignement en français. Population francophone : 240.

DE CELLES, ALFRED DUCLOS. Journaliste, historien et bibliothécaire (Saint-Laurent, Québec, 15 août 1843 — Ottawa, Ontario, 5 octobre 1925). Il étudie à Québec et est admis au barreau en 1873. Journaliste, il travaille principalement au *Journal de Québec*, à *La Minerve* et à *L'Opinion publique* (1873-1880). Il est nommé ensuite bibliothécaire au parlement d'Ottawa (1880-1920). Membre de la Société royale du Canada dès 1884, il publie plusieurs ouvrages historiques dont *Lafontaine et son temps* (1907), *Papineau* (1905), *Cartier et son temps* (1907), *Laurier et son temps* (1920) et *Constitutions du Canada* (1918). Il participe à la vie intellectuelle d'Ottawa en devenant membre-fondateur du Club* des dix et en participant à l'Alliance* française d'Ottawa.

DECHÈNE, ANDRÉ-MIVILLE. Juge (Edmonton, Alberta, 25 mars 1912 —). Au terme de ses études en droit à l'Université de l'Alberta, il exerce à Edmonton*. Sa carrière à la magistrature débute comme juge de comté dans le Nord de l'Alberta en 1963 et se poursuit comme juge à la Cour du Banc de la Reine après 1965. Parallèlement, il occupe la présidence de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (1950-1956) et celle du Conseil* de la vie française en Amérique (1965-1969).

DE COTRET, ROBERT RENÉ. Homme politique (Ottawa, Ontario, 20 février 1944 —). Diplômé en administration de l'Université McGill (1966) et en économie des affaires de l'Université du Michigan (1969), il devient conseiller économique du président des États-Unis

(1970-1971) et conseiller au ministère des Finances du Canada (1971-1972). Vice-président des affaires internationales à la Banque du Canada (1972-1978), De Cotret entre à la Chambre des communes en 1978 sous les couleurs du parti conservateur. Appelé au poste de ministre de l'Industrie et du Commerce en 1979, il perd son élection peu après dans le comté d'Ottawa-Centre et ne peut exercer cette dernière fonction. Sénateur pendant quelques mois, il connaît une nouvelle défaite dans Berthier-Maskinongé au Québec. Élu en 1984 dans cette même circonscription, il est nommé président du conseil du Trésor. Ce ministre est l'un des rares députés du Québec d'origine franco-ontarienne.

DEDICHE : voir CAP-PELÉ

DÉFENSE, LA : voir SENTINELLE, LA

DE GRACE, JOSEPH-GÉRARD. Édicateur (Shippagan, Nouveau-Brunswick, 15 octobre 1905 —). Joseph-Gérard de Grace fait carrière dans l'enseignement et l'administration scolaire dans diverses écoles publiques (1927-1948), puis à l'École normale de Fredericton de 1948 à 1953. Par la suite, il entre dans la haute fonction publique du Nouveau-Brunswick et devient adjoint au sous-ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick (1953-1964), avant d'occuper lui-même le poste de sous-ministre (1964-1968). En marge de ses engagements professionnels, il travaille à la préparation et à la publication de manuels et d'outils pédagogiques. Au nombre de ses travaux, mentionnons un module de cours par correspondance intitulé *Expression française* et certains ouvrages destinés à l'apprentissage des langues secondes : *Anglais, guide du maître*, *Oral Approach to French*, *Learning the English Language*, *Petit Guide grammatical*. J.G. De Grace traduit aussi les sept volumes d'arithmétique édités par la maison *Copp Clark* à la toute fin des années 1950.

DELORME, PIERRE. Homme politique (Saint-Boniface, Manitoba, 1^{er} octobre 1831 — Saint-Adolphe, *ibid.*, 10 novembre 1912). Après ses études à Saint-Boniface*, il s'installe dans la localité de Saint-Norbert (Manitoba) et y exploite une ferme. Participant à la Convention nationale en 1869 sous le gouvernement Riel*, il se tourne ensuite vers la vie politique. Élu député conserva-

teur en 1870 à l'Assemblée législative du Manitoba, il est défait en 1874, réélu en 1878 et nommé la même année ministre de l'Agriculture et président du Conseil exécutif. L'année suivante, il démissionne à la suite d'une divergence entre les élus francophones et le premier ministre Norquay. Dans l'intervalle, il avait été le premier représentant du comté de Provencher à la Chambre des communes (1871-1874).



M^{sr} Modeste Demers

DEMERS, MODESTE. Missionnaire et évêque (Saint-Nicolas-de-Lévis, Québec, 11 octobre 1809 — Victoria, Colombie-Britannique, 28 juillet 1871). Il étudie au Séminaire de Québec et, ordonné prêtre (1836), il devient missionnaire à la Rivière-Rouge*, puis dans l'État de l'Orégon (1839). Il s'intéresse aux populations amérindiennes de l'Ouest, dont il apprend plusieurs dialectes et pour lesquelles il rédige des livres de prières. Il voyage dans la vallée du Fraser (1841) et se rend jusqu'au fort Alexandria en Nouvelle-Calédonie (1842). Nommé évêque de l'Île-de-Vancouver (1847), il se voue à l'établissement de son diocèse. Sous son égide, les Sœurs* de Sainte-Anne et les Oblats* érigent des écoles et des hôpitaux. Il entreprend, à Victoria*, l'édification de la première cathédrale du diocèse, tout en voyageant aux États-Unis et en Europe en vue de

recruter les prêtres et les religieux dont il a besoin pour ses œuvres.

DENIS, RAYMOND. Fermier et administrateur (Courcelles, France, 15 octobre 1885 – Montréal, 19 février 1965). Arrivé au Canada en 1904, il s'établit comme fermier en Saskatchewan (1905-1920). Préoccupé par la carence du français dans le système scolaire de cette province, il fonde et dirige l'Association interprovinciale (1917-1927), qui se voue au recrutement d'instituteurs francophones pour dispenser l'enseignement en français. Il est en même temps amené à présider et à diriger successivement plusieurs organisations de promotion culturelle et scolaire. Son départ pour Montréal en 1934, où il gère la Compagnie La Sauvegarde pour les provinces de l'Ouest, n'empêche pas sa participation, voire son rôle-moteur, dans maintes initiatives francophones, dont la création des postes radiophoniques de Gravelbourg et de Saskatoon.

DENISET, LOUIS. Homme politique et juge (Saint-Boniface, Manitoba, 29 juin 1919 – Québec, 26 août 1983). Militaire durant dix ans (1939-1949), il se tourne vers le barreau et pratique le droit à Winnipeg*. En 1957 et 1958, il est élu député fédéral libéral pour la circonscription de Saint-Boniface*, puis est nommé juge de la Cour du Banc de la Reine en 1965. Il laisse un roman autobiographique, *L'Équilibre instable* (1977).

DENYS, NICOLAS. Commerçant (Tours, France, 1598 – Nipisiquit, 1688). On connaît peu de choses des années de formation de cet entrepreneur. En 1632, il est agent-représentant de la Compagnie de la Nouvelle-France et il aide à la préparation de l'expédition envoyée en Acadie sous le commandement d'Isaac de Razilly. Il reçoit, en 1634, une importante concession à La Hève où il entreprend la coupe de chêne blanc, première entreprise d'exploitation forestière au Canada. À la suite de nombreux déboires, il retourne à La Rochelle où il redevient le représentant de la Compagnie de la Nouvelle-France. Il organise des expéditions de pêche et de traite sur les côtes de Terre-Neuve et dans le golfe de Saint-Laurent. En 1647, Menou d'Aulnay, alors gouverneur de l'Acadie, conteste sa concession de La Hève et confisque ses biens et marchandises accumulés à Miscou depuis 1645. Mais en 1653,

Denys acquiert de la Compagnie de la Nouvelle-France, les droits sur la côte et les îles du golfe Saint-Laurent. L'année suivante, il est fait gouverneur de l'Acadie, de Canso jusqu'à Gaspé. En 1672, il fait publier en France un ouvrage important, qui s'intitule *Description géographique et historique des costes de l'Amérique Septentrionale : avec l'Histoire naturelle du Pais*. Une société historique du Nord-Est de l'Acadie porte son nom.

DÉPARTEMENT DU CANADA FRANÇAIS D'OUTRE-FRONTIÈRES. Organisme du gouvernement du Québec créé en 1961 pour développer les liens culturels entre les diverses communautés francophones du continent nord-américain. Appelé Service du Canada français d'outre frontières en 1963, il se donne pour mission de participer à l'effort de survivance du fait français en subventionnant des associations provinciales œuvrant dans le domaine de la culture et de l'éducation. Ses moyens d'action consistent à dispenser des bourses d'études et à apporter une aide technique à des projets susceptibles de contribuer au rayonnement de la vie française hors Québec. Publiant un bulletin d'information intitulé *Québec-Amérique*, patronnant à l'occasion des manifestations spéciales dans une ville canadienne ou américaine, ce service devient peu à peu absorbé par le ministère des Affaires intergouvernementales. Son mandat est aujourd'hui assumé par le Secrétariat des affaires canadiennes du gouvernement du Québec.

DÉPORTATION DES ACADIENS. La déportation des Acadiens, également connue sous le nom de Grand Dérangement, demeure le fait marquant de l'histoire acadienne. Établis aux confins de territoires perpétuellement contestés par la France et l'Angleterre, les quelque 16 000 Acadiens dénombrés vers 1750 connaissaient depuis le traité d'Utrecht de 1713 une situation politique délicate. Plus de la moitié d'entre eux, installés sur la baie Française – le long de la rivière du Dauphin, autour du bassin des Mines et de la baie de Chignectou – vivent sous administration anglaise. D'autres sont établis aux limites des possessions britanniques, sur le versant nord de la Baie de Chignectou, dans une zone qui se disputent Londres et Versailles. Enfin, quelques milliers d'Acadiens vivent dans les îles Royale et Saint-Jean, demeurées sous juridiction française

en 1713, mais convoitées par Londres dans le combat qu'elle s'apprête à livrer pour la possession du continent nord-américain. Soucieux de maintenir la relative prospérité que leur permet la fragile stabilité politique régionale durant la première moitié du XVIII^e siècle, les Acadiens de Nouvelle-Écosse se veulent résolument neutres. Mais alors que la France tente de consolider ses positions dans la région, les administrateurs britanniques se méfient de cette neutralité qu'ils perçoivent plutôt comme de la résistance passive – d'autant plus que bon nombre d'Acadiens refusent de prêter le serment d'allégeance à la couronne britannique. Aussi, l'été de 1755, au début de la guerre de Sept ans, ils prennent la décision de déporter cette population acadienne gênante. Entre 1755 et 1757, quelques 7 000 Acadiens de la péninsule de Nouvelle-Écosse sont déportés dans les colonies de la côte est américaine. Après la prise de Louisbourg, les Acadiens de l'île Saint-Jean et de l'île Royale sont touchés à leur tour et 3 500 personnes sont alors expédiées en France. Enfin, durant la guerre d'Indépendance américaine, les Acadiens réfugiés à Saint-Pierre et Miquelon sont envoyés en France. Pour ces déportés, dont bon nombre mourront de faim ou

des suites de maladies, ou encore périront en mer, commence alors une longue période d'errance. Plusieurs se rendent en Louisiane – qu'ils croient toujours française –, d'autres s'assimilent à la société américaine et une proportion importante rejoint le Québec et s'établissent en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine et dans la région de Montréal. Mais plusieurs de ces Acadiens de la Déportation cherchent à revenir au pays ancestral désormais occupé par les Loyalistes américains. Refoulés vers les terres pauvres du nord et de l'est du Nouveau-Brunswick et sur l'île du Cap-Breton, ils vivent de pêche et d'agriculture de subsistance.

Le bouleversement démographique, le démantèlement des structures sociales et la déstabilisation économique qu'elle a provoqués dans la société acadienne du XVIII^e siècle font de la déportation un événement très présent et à forte valeur symbolique dans la mémoire collective des Acadiens du XX^e siècle. Aujourd'hui encore, le groupe musical 1755 et le roman d'Antonine Maillet, *Pélagie la Charette*, pour ne citer que des exemples connus, font écho à l'*Évangéline* de Longfellow et rappellent à l'Acadie contemporaine l'épopée des Acadiens du Grand Dérangement.



La statue d'Évangéline, parc historique national de Grand-Pré, Nouvelle-Écosse.

DEROUZIER, GEORGES : voir BARBE-ZIEUX, ALEXIS DE

DESAINTEs, LOUIS : voir TESSON, LOUIS

DESBIENS, PATRICE. Poète (Timmins, Ontario, 18 mars 1948 —). Autodidacte, Patrice Desbiens est tour à tour, journaliste, vendeur et percussionniste. Il publie deux recueils de poésie à compte d'auteur avant de confier sa production aux éditions Prise* de Parole en 1977. *Les Conséquences de la vie* (1977) et *L'Espace qui reste* (1979), se méritent les éloges de la critique pour leur originalité et leur authenticité. *L'Homme invisible/The Invisible Man* (1982) apporte une nouvelle conception du bilinguisme. Avec son dernier recueil, *Dans l'après-midi cardiaque* (1985), il est candidat au prix du Gouverneur général en 1986.

D'ESCHAMBAULT, ANTOINE. Prêtre (Lettelier, Manitoba, 15 octobre 1896 — Saint-Boniface, *ibid.*, 18 mai 1960). Il étudie successivement à Saint-Boniface*, à Québec et à Rome. Ordonné prêtre en 1921, il est chancelier de son diocèse natal (1924-1947) et curé de la paroisse Saint-Émile de Saint-Vital* (Manitoba). Membre du comité consultatif du ministère de l'Éducation de sa province et représentant manitobain à la Commission des sites et monuments historiques du Canada, il est archiviste du diocèse et président de la Société* historique de Saint-Boniface de 1933 à 1960.

DESCHAMBAULT, GEORGES. Traiteur (Québec, 11 février 1803 — Saint-Boniface, Manitoba, 28 décembre 1870). Descendant de la famille des Fleury, Deschambault sera toute sa vie employé par la Compagnie* de la baie d'Hudson, à la Rivière-Rouge* (Manitoba). D'abord commis (1827-1847), il est nommé traiteur en chef dans plusieurs postes de l'Ouest (1847-1870). Durant la rébellion de 1869-1870, il manifeste de la sympathie pour la cause des Métis*. Une rue de Saint-Boniface*, où il habita, porte aujourd'hui son nom et a inspiré à la romancière Gabrielle Roy* le titre d'un de ses ouvrages.

D'ESCOUSSE : voir ÎLE MADAME

DE SÈVE, ALFRED. Violoniste et compositeur (Montréal, juin 1858 — *ibid.*, 25 novembre 1927). Il étudie avec Oscar Martel à Montréal, puis à Paris avec Henri Vieuxtemps. Après quelques concerts au Canada, il enseigne au New England Conservatory de Boston (1881). Soliste invité des orchestres philharmonique et symphonique de cette ville, il effectue, en outre, de nombreuses tournées aux États-Unis. Revenu à Montréal (1899), il y enseigne et compose quelques œuvres, dont *Deux Berceuses*.

DES GROSEILLIERS, MÉDARD CHOUART. Explorateur (Charly-sur-Marne, France, 31 juillet 1618 — Nouvelle-France?, 1696). Arrivé très jeune au Canada, il se retrouve à la mission jésuite de la Huronie (aujourd'hui Sainte-Marie des Hurons*) en 1646. S'installant à Trois-Rivières quelques années plus tard, il effectue plusieurs voyages d'exploration chez les Amérindiens de la baie d'Hudson en compagnie de Radisson*. Prêtant ses services aux Anglais en 1665, il fait valoir la possibilité d'utiliser la voie de la Baie d'Hudson pour la traite des fourrures. Ce faisant, il joue un rôle de premier plan dans la fondation de la Compagnie de la baie d'Hudson. En 1676, il retourne au service des Français et entre à la Compagnie du Nord en 1682. Après quelques revers de fortune, il se retire en Nouvelle-France vers 1685.

DESJARDINS, ALPHONSE. Journaliste et financier (Lévis, Québec, 5 novembre 1854 — *Ibid.*, 31 octobre 1920). Au terme de ses études au Collège de Lévis, il fait du journalisme, puis, à partir de 1879, il édite pendant onze ans les *Débats de l'Assemblée législative du Québec*. Il devient rapporteur officiel des débats à la Chambre des communes à Ottawa en 1892 et occupe ce poste jusqu'en 1917. À l'occasion des discussions parlementaires sur une loi prohibant les taux usuraires, il conçoit la mise sur pied d'un nouveau système de financement qui, s'inspirant de l'idée de coopération, vise à élargir l'accessibilité au crédit. Les Caisses populaires naissent en 1900 et se répandent à travers le Canada français et la Nouvelle-Angleterre. Elles sont regroupées aujourd'hui en Fédérations*.

DESJARDINS, BENJAMIN M. Inventeur (Tyre, Michigan, 10 octobre 1858 — Hartford, Connecticut, 1936). Observateur à l'esprit inven-

tif, il est vivement intrigué par la mécanique. Il débute sa carrière au service d'un quotidien et met ses talents à profit dans la composition en inventant une machine qui dispose les textes de façon uniforme, ancêtre de nos photo-composeuses. En 1884, il ouvre un bureau de dessin industriel et invente divers instruments dont une calculatrice et un cryptographe, instrument qui sert à encoder et décoder les messages secrets. Ces inventions seront exploitées par la Desjardins Type Justifier Co. en 1888 et la Desjardins Computing Register Co. après 1899. Desjardins figure parmi les grands inventeurs américains du XIX^e siècle.

DESJARDINS, LAURENT LOUIS. Homme politique (Saint-Boniface, Manitoba, 15 mars 1923 —). Entrepreneur de pompes funèbres, il fait son entrée dans la vie publique comme échevin de la ville de Saint-Boniface* (1951-1954). Élu sous la bannière néo-démocrate dans le comté de Saint-Boniface à l'Assemblée législative du Manitoba en 1959, il est réélu sans interruption jusqu'en 1973. De retour à son poste en 1974, Desjardins devient ministre du Tourisme, des Loisirs et des Affaires culturelles (1971-1973). Responsable de la Loi sur les loteries de la province (1975-1977), il est nommé ministre de la Santé, responsable des loisirs et du sport, en 1981. Ministre des Affaires urbaines à compter de 1985, cet homme politique est également responsable des affaires franco-manitobaines.

DESJARLAIS, LIONEL. Professeur (Providence, Rhode Island, 21 juin 1920 —). Il étudie aux États-Unis, à l'Université de Montréal (1941), puis à l'Université* d'Ottawa où il obtient un doctorat en 1954. Il enseigne dans diverses écoles secondaires d'Ottawa puis devient surintendant des Écoles séparées d'Ottawa (1962-1964). En 1967, il fonde la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa ; il en est le doyen jusqu'en 1977, tout en y poursuivant une carrière d'enseignant. De 1979 à 1980, il occupe le poste de directeur général des Écoles séparées catholiques d'Ottawa. De plus, il siège à deux comités ministériels : en 1966, la Commission McLeod sur la formation des enseignants et, en 1968, la Commission Bériault* sur les écoles secondaires de langue française. Auteur de nombreux articles,

livres et communications, il met au point des tests de vocabulaire et du matériel didactique pour les étudiants de l'élémentaire au post-secondaire et il est consultant auprès de conseils scolaires et de ministères de l'éducation tant au Canada qu'aux États-Unis.

DESLAURIERS, OMER. Enseignant, administrateur et haut-fonctionnaire (Hawkesbury, Ontario, 21 septembre 1927 —). Après des études à l'Université* d'Ottawa et à l'Université de Latran à Rome, il entreprend une carrière d'enseignant aux niveaux primaire et secondaire dans diverses écoles d'Ottawa* (1947-1969). En 1970, il est nommé directeur de l'École secondaire Champlain d'Ottawa. Il participe de façon très active à plusieurs associations franco-ontariennes et franco-canadienne : président des enseignants franco-ontariens (1960-1961), président de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (1972-1974), et vice-président de l'Association* canadienne d'éducation de langue française (1976). La même année, il devient le premier président du Conseil* des affaires franco-ontariennes. De 1982 à 1985, il occupe le poste de délégué général de l'Ontario en Belgique.

DESLOGES, DIANE ET BÉATRICE (LES SOEURS). Enseignantes (Respectivement : Ottawa, Ontario, 5 novembre 1892 — Chambly, Québec, 14 août 1945 et Ottawa, Ontario, 1^{er} novembre 1895 — *ibid.*, 24 septembre 1957). Embauchées pour enseigner à l'école* Guigues d'Ottawa en septembre 1915, les sœurs Desloges s'opposent au Règlement* 17 qui leur interdit d'enseigner en français plus d'une heure par jour. Elles maintiennent leur position, même quand les autorités provinciales refusent de verser leur salaire et menacent de retirer leur brevet d'enseignement. Interdites d'accès à l'école Guigues, elles ouvrent des classes clandestines dans un vieil édifice de la rue Murray à Ottawa. Leur courage leur a valu l'admiration de leurs compatriotes et a fait d'elles un symbole de la résistance au Règlement 17.

DESMARAIS, PAUL. Homme d'affaires (Sudbury, Ontario, 4 janvier 1927 —). Détenteur d'un baccalauréat en commerce de l'Université* d'Ottawa, il fait une année de droit à Osgoode Hall à Toronto. En 1951, il entreprend de mettre à flot l'entreprise de transport public de son père



Paul Desmarais

à Sudbury*. Après ce premier succès, il achète une compagnie d'autobus d'Ottawa. En 1959, il vend sa compagnie pour acheter la compagnie Provincial Transport, qui devient la compagnie Voyageur. En 1965, il fait l'acquisition de Trans-Canada Corp Fund et devient par la même occasion propriétaire de *La Presse* de Montréal, quotidien auquel il ajoute plusieurs journaux en province. En 1968, il acquiert Power Corporation, qui, au cours des ans, absorbe de nombreuses entreprises, dont Canada Steamship Lines, Davie Shipbuilding, Consolidated Bathurst, Investors' Syndicate, Great West Life, etc. Déjà en 1970, il contrôle le plus important empire financier du Canada. Passé maître dans les stratégies d'acquisition, il vend certaines de ses compagnies pour devenir, vers la fin des années soixante-dix, le plus grand actionnaire du Canadien Pacifique ; en Europe, il multiplie les investissements et finit par contrôler la firme Paribas. Souvent perçu comme un étranger aussi bien au Québec que dans les milieux financiers torontois, il est souvent frustré dans ses tentatives d'acquisition :

celle du *Soleil* de Québec en 1975, de Argus Corporation en 1979, de Télémétropole en 1986, etc. Canadien français qui connaît le plus grand succès financier de tous les temps, il contredit le stéréotype du Canadien français inapte aux affaires. Il sert ainsi de modèle à de nombreux francophones qui, au cours des années quatre-vingts, chercheront à suivre ses traces.

DESMARINS, PAUL (pseud. de Paul Leblanc). Professeur et écrivain (Maria, Gaspésie, 19 juin 1908 — Montréal, 22 janvier 1971). Enseignant au Collège Brébeuf de 1934 à 1938, puis au niveau primaire à Montréal de 1938 à 1954, il assume par la suite des fonctions administratives à la Commission des écoles catholiques de Montréal jusqu'en 1965. Collaborant, à partir des années quarante, aux journaux *L'Évangéline** et *La Terre de chez nous*, il écrit plus d'une douzaine d'essais et de romans, dont *Traqués sans merci* (1956), dans lesquels il évoque l'histoire de l'Acadie.

DE SMET, PIERRE-JEAN. Missionnaire (Termonde, Belgique, 30 janvier 1801 — Saint-Louis, Missouri, 23 mai 1873). Du Séminaire des Malines (Belgique), il passe au noviciat des Jésuites* à Baltimore (États-Unis). Ordonné prêtre en 1827, il retourne en Belgique, où il réunit hommes et argent pour les missions d'Amérique. Revenu en Amérique, il fonde plusieurs missions dans les Rocheuses et établit des relations diplomatiques entre les Têtes-Plates et les Pieds-Noirs. Ses talents de négociateur et sa connaissance des tribus indiennes l'amènent dans le Midwest* américain où, en 1868, dans un tête-à-tête avec Sitting Bull, au cours duquel sa vie est menacée, il réussit à faire accepter le traité de Fort Rice, jugé à l'époque la plus sage et la plus complète des ententes signées jusqu'alors avec les Indiens.

DÉSORMEAUX, ERNEST. Enseignant et fonctionnaire (Salem, Massachusetts, 9 décembre 1895 — Ottawa, Ontario, 22 avril 1977). Alors qu'il est encore jeune, sa famille s'installe à Embury* (Ontario). Diplômé de l'École normale d'Ottawa (1913), il enseigne dans cette ville et y devient secrétaire-trésorier des Écoles séparées (1913-1940). De 1940 à 1962, il occupe la fonction de secrétaire de la Commission d'assurance-chômage (organisme du gouvernement fédéral). Désormeaux est tour à tour président de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Onta-

rio (1944-1953), président-fondateur de l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (1947) et président du Conseil* de la vie française en Amérique (1947-1949).

DESPRÉS, RONALD. Traducteur-interprète et poète (Lewisville, Nouveau-Brunswick, 7 novembre 1935 —). Formé aux collèges* Saint-Joseph (Memramcook) et l'Assomption (Moncton), il poursuit ses études universitaires au Collège Saint-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse). Puis il suit des cours de philosophie et de musique à Paris (1954-1956). De retour en Acadie, il est journaliste à *L'Évangéline** durant une courte période. Il devient traducteur et interprète à Ottawa*, au parlement fédéral puis au Secrétariat d'État. En 1971, il est chargé de mettre en place un tout nouveau système de traduction et d'interprétation au gouvernement fédéral. Poète prolifique depuis 1958, il publie, entre autres, *Silences à nourrir de sang* (1958), *Les Cloisons en vertigo* (1962) et *Le Balcon des dieux inachevés* (1968).

DESROCHES, JACQUES MARCEL. Haut fonctionnaire (Ottawa, Ontario, 9 avril 1924 —). Il obtient un baccalauréat en commerce de l'Université Carleton à Ottawa en 1950 et il entreprend une carrière dans la fonction publique. Il atteint les plus hauts échelons du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, du ministère des Approvisionnements et Services et de la Monnaie royale canadienne. À compter de 1979, il est président et directeur général de l'Association de l'industrie aérospatiale canadienne.

DESROSIERS, LÉO-PAUL. Écrivain (Berthier, Québec, 11 avril 1896 — Montréal, 18 avril 1967). Après son cours classique à Joliette et ses études de droit à Montréal, il fait du journalisme au *Canada* et au *Devoir* de Montréal. En 1920, il passe à Ottawa comme correspondant parlementaire du *Devoir*, puis devient rédacteur des procès-verbaux de la Chambre des communes de 1928 à 1941. De 1941 à 1953, il est bibliothécaire à la bibliothèque de la Ville de Montréal. Auteur de plusieurs ouvrages historiques, il a donné une dizaine de romans, dont le plus connu, *Les Engagés du grand portage*, publié en 1938, évoque les conditions de vie et de travail dans la traite des fourrures au tournant du XIX^e siècle.

DÉTROIT. Capitale de l'État du Michigan. Population totale : 1 511 322 habitants. Cette ville fondée en 1701 par Antoine Laumet dit LaMothe, sieur de Cadillac*, est située sur les rives de la rivière Détroit, à laquelle elle doit son nom, entre le lac Érié et la rivière Sainte-Claire.

D'abord appelée fort Pontchartrain, la ville est au XVIII^e siècle un important centre de commerce des fourrures ainsi qu'un poste militaire. Après la capitulation des Français, Détroit passe aux Anglais en 1760. En 1763, la garnison subit l'attaque du chef amérindien Pontiac, qui l'assiège durant cinq mois. Vingt ans plus tard, la ville passe aux mains des Américains après le traité* de Paris, mais demeure sous tutelle anglaise jusqu'en 1796. Détroit connaît au XIX^e siècle plusieurs vagues de migrants venus du Québec, notamment au cours de la décennie 1870-1880. La communauté tente à maintes reprises de mettre sur pied un organe de presse francophone. Le premier journal à voir le jour est *La Gazette de Détroit* (1825), qui n'aura que trois numéros. En 1843, paraît *L'Ami de la Jeunesse*, qui publie seulement onze numéros et, en 1850, naît un journal littéraire, *Le Citoyen*, qui cessera sa publication au cours de l'année suivante. Quelques organismes et associations francophones se développent néanmoins à Détroit, telle la Société* Saint-Jean-Baptiste (1868), et plusieurs édifices de la ville témoignent de ses origines françaises : la Place Pontchartrain. Population francophone : 9 218.

DEVEAU, ALPHONSE. Professeur (Rivière-aux-Saumons, Nouvelle-Écosse, 22 novembre 1917 —). Formé au Collège Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), puis aux universités* Laval (Québec) et Dalhousie, Alphonse Deveau enseigne dans diverses écoles de la Nouvelle-Écosse avant de devenir professeur au Collège Sainte-Anne (1968), où il établit en 1973 un centre d'études acadiennes. Il est également l'auteur du roman *Le Chef des Acadiens*, réédité en 1980. Dans *La Ville française*, publié en 1968, il raconte l'histoire de la Baie-Sainte-Marie* au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

DEVOIR, LE. Fondé à Montréal par Henri Bourassa, en 1910, ce quotidien se veut à l'origine nationaliste, indépendant et catholique. Tout au long de son existence, il garde son indépendance

et s'affirme généralement nationaliste ; le volet catholique de son orientation décline à compter des années soixante. Lu avant tout par l'intelligentsia canadienne-française du Québec, mais également, et dans une proportion importante, à l'extérieur du Québec, *Le Devoir* se taille la réputation d'être la « conscience du Canada français ». Aussitôt fondé, *Le Devoir* prend la défense des Franco-Ontariens et mène une bataille épique contre le Règlement 17. Formateur d'opinion, le journal réussit à soulever les passions québécoises contre cette loi interdisant l'enseignement en français. Au cours des années vingt, l'Acadie devient à son tour l'objet d'une attention particulière du journal ; de façon périodique, le sort des francophones de l'Ouest retient également son attention. Après le départ de Bourassa, le journal se préoccupe moins des francophones hors Québec, bien que leur sort continue d'y occuper une place plus importante que dans les autres quotidiens québécois, comme en témoignent les chroniques d'Om'er Héroux jusque dans les années 1950.

DICKSON, ROBERT. Professeur et poète (Toronto, Ontario, 23 juillet 1944 —). Il obtient sa maîtrise à l'Université de Toronto et entreprend des études doctorales en lettres à l'Université Laval (1972). Depuis, il enseigne la littérature canadienne-française à l'Université* Laurentienne. Il publie de nombreux articles de revues et de journaux mais surtout des poèmes dans *Boréal*, *L'Express*, *Liaison**, *Anus*, *Rauque*, *Mooskek Reader* et *The Townships Sun*. Il joue un rôle d'animateur culturel en fondant La Cuisine de la poésie en 1975, en participant à La Nuit* sur l'étang à plusieurs reprises, ainsi qu'à certains autres événements culturels importants en Ontario. Il est le président de Prise* de parole durant de nombreuses années (1974-1981) et y dirige la collection « Les Perce-Neige » depuis 1980.

DIEPPE. Ville du Nouveau-Brunswick située à 5 km à l'est de Moncton. Population totale : 8 511 habitants. Fondée en 1897 sous le nom de Léger Corner, l'agglomération reçoit en 1946 son nom actuel en commémoration du débarquement désastreux de 1942 en Normandie. On y célèbre une fête des Acadiens. On y trouve la paroisse Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, fondée en 1930,

et trois écoles, dont l'une fut créée par les religieuses* de Notre-Dame du Sacré-Cœur. Ville-dortoir, elle doit son expansion à l'essor économique de Moncton*. Population francophone : 6 055.

DIÈREVILLE. Écrivain et botaniste (Pont-l'Évêque, France, 1670 — 1710). Formé en chirurgie à l'Hôtel-Dieu de Paris, il s'embarque en 1699 sur un navire à destination de l'Acadie. Séjournant à Port-Royal* pendant une année, il se livre à l'herborisation, au recensement de la faune et à l'étude des coutumes des populations françaises et amérindiennes. De retour en Europe en 1700, il consigne ses observations et raconte son voyage dans un ouvrage intitulé *Relations du voyage du Port-Royal de l'Acadie, ou de la Nouvelle-France*, paru en 1708.

DION-LÉVESQUE, ROSAIRE (pseud. de Léo-Albert Lévesque). Écrivain (Nashua, New Hampshire, 26 novembre 1900 — *ibid.*, 6 janvier 1974). Après des études au Séminaire de Sherbrooke (Québec) et au Nashua Business College, il gagne sa vie tour à tour comme comptable, rédacteur et inspecteur de chemin de fer. Fonctionnaire du comté de Hillsboro jusqu'à sa retraite, il publie un premier recueil de poèmes, *En égrenant*



Rosaire Dion-Lévesque

le chapelet des jours (1928), qui marque le début d'une prolifique carrière et qui le liera à d'autres écrivains, dont Louis Dantin*, Henri d'Arles* et Alice Lemieux*, qu'il épouse en 1932. Il collabore à *L'Impartial* de Nashua* (1934-1943), au *Bayou* de l'Université du Texas (1938 —) et au *Phare* de Woonsocket, Rhode Island (1951-1952). Dion-Lévesque a publié une dizaine de recueils, une traduction française de poèmes de Walt Whitman (*Leaves of Grass*) et *Silhouettes franco-américaines* (1957), d'abord publiées dans *La Patrie* de Montréal. En 1959, il reçoit le prix Champlain*, décerné par le Conseil* de la vie française en Amérique.

DIONNE, LES « JUMELLES » (YVONNE, CÉCILE, ANNETTE, ÉMILIE ET MARIE).

Quintuplées (Corbeil, Ontario, 28 mai 1934 —). Leur naissance donne lieu à un phénomène social inusité alors que de partout les gens accourent afin d'apercevoir ces cinq jeunes filles nées en même temps ; la publicité qui les entoure rapporte une fortune. Elles deviennent, en dépit de leur bas âge, vedettes de cinéma et

points de mire de la presse internationale. Prétendant leur exploitation possible, le gouvernement ontarien, avec la loi Croll (1935), les soumet à l'entière responsabilité du ministère du Bien-être et, de ce fait, les soustrait à leurs parents, dont la francité, la catholicité et la pauvreté dérangent. La controverse entourant l'interdiction imposée aux parents de rendre visite à leurs enfants, suscite des tensions nationales et religieuses importantes. En 1938, Oliva Dionne (le père) fait appel à l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario, laquelle sollicite l'appui de la population. Avec la seconde guerre mondiale, l'intérêt pour les jumelles diminue et, en 1944, elles retrouvent leurs parents qui les élèvent désormais en français. Annette (1954) et Marie (1970) sont décédées depuis lors.

DIONNE, RENÉ. Professeur (Saint-Philippe-de-Néri, Québec, 29 janvier 1929 —). Il fait ses études au Québec, aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne. Docteur ès lettres, il enseigne au Collège Sainte-Marie et aux universités de



La famille Dionne

Montréal et de Sherbrooke et, à partir de 1970, à l'Université d'Ottawa. Directeur du département des lettres françaises de 1975 à 1978, il participe à de nombreux comités universitaires et sociétés savantes. Essayiste et critique littéraire, il publie une dizaine de volumes et plus de deux cents articles et comptes rendus dans diverses revues. Directeur de la revue-collection *Histoire littéraire du Québec et du Canada français* depuis 1979, il participe également à plusieurs autres revues littéraires et est l'auteur de plusieurs études portant sur la littérature franco-ontarienne.

DIRECTION-JEUNESSE (DJ). Organisme de regroupement de la jeunesse franco-ontarienne fondé à Ottawa en 1970. Son apparition résulte d'une fusion de l'Association de la jeunesse franco-ontarienne (AJFO) et de l'Assemblée provinciale des mouvements de jeunes de l'Ontario français (APMJOF). Au début, il cherche avant tout à insuffler chez les jeunes un sentiment d'appartenance à la communauté franco-ontarienne mais progressivement, Direction-Jeunesse dépasse son mandat original et cherche à amener les jeunes à se prendre en main dans les domaines qui les touchent. Ses moyens d'action consistent à organiser des rencontres d'information sur la politique, l'emploi et la formation scolaire et à publier un bulletin bimestriel intitulé *Toujours est-il que...*

DIRONBOURG : voir BÂTON-ROUGE

DIX-SEPT CINQUANTE-CINQ (1755). Groupe de musiciens créé en 1977 à Moncton* (Nouveau-Brunswick). Même si le nom rappelle la date de la déportation des Acadiens, 1755 chante davantage l'Acadie d'aujourd'hui que celle du passé et offre une musique se voulant originale et s'inspirant à la fois de l'héritage folklorique et des courants de la musique contemporaine. En 1978, il lance un premier microsillon (*1755*) et connaît une certaine notoriété au festival international de Nice, qui lui accorde le prix de la meilleure chanson de la francophonie. 1755 produit par la suite deux autres disques : *Vivre dans la Baie* (1979) et *Synergie* (1984). Le groupe est inactif depuis 1984.

DOIRON, BÉATRICE. Enseignante et femme politique (Néguac, Nouveau-Brunswick, 31 janvier 1927 —). Au moment où elle obtient

un baccalauréat en pédagogie de l'Université* de Moncton en 1971, Béatrice Doiron a déjà derrière elle une longue carrière d'enseignante. Après avoir effectué un stage à l'École normale de Fredericton (1946), elle s'occupe d'abord d'enfants atteints de poliomyélite. En reconnaissance de ses services, le ministère de l'Éducation lui décerne son certificat d'enseignante. Elle débute dans l'enseignement à Bas-Caraquet* en 1950. Particulièrement active au sein d'associations communautaires, elle est élue maire de Bas-Caraquet en 1974, puis réélue en 1980. Elle est la première Acadienne à devenir maire d'une municipalité.

DOIRON, JOSEPH-AUBIN. Dentiste et lieutenant-gouverneur (North Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 10 juin 1922 —). Détenteur d'un doctorat en médecine dentaire de l'Université de Montréal, J.A. Doiron exerce sa profession à compter de 1951 à Summerside* (I.-P.-E.). Il participe activement à la vie culturelle de l'Acadie en assumant la présidence de nombreuses sociétés historiques et patrimoniales, dont l'Association des musées acadiens et la Fondation historique de l'Île-du-Prince-Édouard. En 1980, il est nommé lieutenant-gouverneur de sa province.

DOMENGEAUX, JAMES. Avocat, homme politique et homme d'affaires (Lafayette, Louisiane, 6 janvier 1907 —). Admis au barreau après des études en droit à la University* of Southwestern Louisiana, il établit sa pratique à Lafayette*. Élu représentant démocrate à la Législature louisianaise en 1940, il est élu l'année suivante au Congrès américain. Cependant, il quitte la politique en 1942 pour combattre dans la seconde guerre mondiale. Réélu au Congrès américain en 1945, il se retire définitivement de la politique active en 1949 après avoir été défait au Sénat des États-Unis. Parallèlement à la pratique du droit qu'il reprend, il se lance en affaires. À la suite d'investissements fructueux, il achète et exploite des milliers d'hectares de culture du riz et de soja. Il devient également propriétaire de plus d'une centaine de puits de pétrole. Très prospère, il renoue avec ses origines acadiennes et entreprend de faire rayonner le français à nouveau en Louisiane. Il réussit ainsi en 1963 à convaincre le gouverneur de la Louisiane de conférer au français un statut officiel dans cet État et, en 1968, il

participe à la création du Codofil (Conseil* pour le développement du français en Louisiane). En tant que président du Codofil depuis sa fondation, il resserre les liens entre la Louisiane, d'une part, et le Québec et la France, d'autre part. Il attire un plus grand nombre d'étudiants louisianais à l'école française, puis il favorise l'embauche de centaines de professeurs québécois et français. Il réussit donc à créer un climat propice à ce que le français fasse partie des mœurs de la Louisiane. Enfin, il participe à la fondation d'organismes analogues au Codofil en Nouvelle-Angleterre (Codofine) et au Manitoba (Codofim). Compte tenu de ses nombreuses réalisations, les noms Domengeaux et Codofil sont devenus synonymes de la renaissance du français en Louisiane.

DOMINICAINS (FRÈRES PRÊCHEURS).

Communauté religieuse fondée en 1215 à Toulouse, France, par saint Dominique. Sa présence au Canada remonte à la fin du XVIII^e siècle, alors que des Dominicains œuvrent d'abord à Terre-Neuve (1786-1800), en Nouvelle-Écosse (1800-1801), puis au Nouveau-Brunswick (1812-1817 et 1822-1825). Arrivé au Québec en 1873 en provenance de Fall River (Massachusetts) et de Lewiston (Maine), l'Ordre s'établit d'abord à Saint-Hyacinthe puis à Ottawa. Les Dominicains s'implantent par la suite à Montréal (1901), à Québec (1906), à Sackville (Nouveau-Brunswick, 1926), à Prince-Albert (Saskatchewan, 1928) et à Sherbrooke (1939). Cette communauté qui se voue essentiellement à la prédication a sa maison-mère à Montréal.

DOMINICAINES DE FALL RIVER. Congrégation fondée à Springfield (Kentucky) en 1822 par le père dominicain Samuel Thomas Wilson, sous le nom de Congregation of Saint Catharine of Siena, aussi connue sous le nom de Dominican Sisters of Saint Catharine, Kentucky. Un groupe de ces religieuses s'établit dans l'Illinois en 1873 et devient indépendant. En 1891, une partie de ce groupe s'établit à Fall* River (Massachusetts) et acquiert son autonomie en 1922 sous le nom de Congrégation de Sainte-Catherine de Sienna de Fall River ou Sœurs dominicaines de Fall River, Massachusetts. Ces dernières regroupent surtout des Franco-Américaines qui œuvrent principalement dans le domaine hospitalier.

DOMRÉMY. Village de la Saskatchewan situé à environ 55 km au sud de Prince-Albert. Population totale : 209 habitants. Fondé en 1895 par un groupe de colons originaires de France, l'établissement porte le nom de leur village d'origine, patrie de Sainte Jeanne d'Arc. La paroisse Sainte-Jeanne est établie dès 1895. Pendant trois quarts de siècle, Domrémy représentera un coin de la vieille France transplanté dans l'Ouest canadien. Les habitants y pratiquent l'élevage et la culture. Population francophone : 115.

DONNELLY. Village de l'Alberta situé à 320 km au nord-ouest d'Edmonton, à l'ouest du lac Kinniwān. Population totale : 336 habitants. Les premiers colons, surtout des francophones, arrivent dans cette région en 1912. Trois ans plus tard, la voie ferrée relie le village au reste du pays. Après l'avènement du chemin de fer, la colonisation se fait plus rapide et la vocation agricole se précise. La paroisse du Sacré-Cœur remonte à 1922. Population francophone : 235.

DONTENWILL, AUGUSTIN. Archevêque (Bischwiller, Alsace, 4 juin 1857 — Rome, 30 novembre 1931). Après une enfance aux États-Unis, à Buffalo, il fait ses études à l'Université* d'Ottawa, entre chez les Oblats* et est ordonné prêtre en 1885. Il dirige un collège à New Westminster (Colombie-Britannique). En 1908, il devient le premier archevêque de Vancouver*. Il démissionne presque aussitôt de ce poste pour aller prendre à Rome la direction générale de la congrégation des Oblats, fonction qu'il assume durant vingt ans.

DORAIS, FERNAND. Professeur (Saint-Jean d'Iberville, Québec, 8 mars 1928 —). Membre de la Compagnie* de Jésus depuis 1959, il détient des maîtrises en littérature française (1953), en philosophie (1955) et en théologie (1957). Professeur à Montréal (1955-1958), à Sainte-Thérèse et Saint-Jérôme (1967-1969), il se joint à l'Université* Laurentienne en 1969. Rattaché au département de français de cette dernière institution, il signe de nombreux articles, livres et manuscrits. Préoccupé par la survivance franco-ontarienne, Dorais publie *Entre Montréal... et Sudbury, essais, pré-textes pour une francophonie ontarienne* (1984), ouvrage qui se veut une dénonciation de l'acculturation des francophones de cette province.

DORGE, CLAUDE. Acteur et auteur dramatique (Saint-Norbert, Manitoba, 29 septembre 1945 —). Après des études à l'Institut pédagogique du Manitoba, il interprète de nombreux rôles au Cercle* Molière, au Centre national des arts et au Théâtre du petit bonheur. Parallèlement, il fait de la mise en scène, adapte des pièces et rédige des textes pour la télévision. Il écrit aussi deux livres d'enfants avant de donner ses premières pièces de théâtre, *OK d'abord* (1976) et *Nico et Niski et la raquette volante* (1979). Il écrit sept pièces, dont la plus connue est *Le Roi-let* (1980), pièce sur la mission sociale et religieuse de Louis Riel.

DORGE, LIONEL. Historien (Sainte-Agathe, Manitoba, 1937 —). Après des études universitaires au Manitoba et à Hamilton (Ontario), il se lance dans l'enseignement au Manitoba. Actif dans la Société* historique de Saint-Boniface, il y exerce les fonctions d'archiviste, de président et de directeur. Il œuvre également à titre d'archiviste à l'archevêché de Saint-Boniface* et il est directeur-fondateur des Éditions* du Blé de Saint-Boniface (1974 —). Auteur de nombreuses publications, il a écrit notamment *Introduction à l'étude des Franco-Manitobains* (1973) et *Manitoba, reflets d'un passé* (1976).

DORION, EUGÈNE-PHILIPPE. Avocat, traducteur et homme de lettres (St-Ours, Québec, 6 août 1830 — Ottawa, 1^{er} juillet 1872). En 1941, il entre au Séminaire de Saint-Hyacinthe, où il fait ses études secondaires. Admis au barreau en 1853, il devient en 1855 traducteur à la Chambre d'assemblée de la province du Canada. En 1859, il dirige le bureau des traducteurs français, poste qu'il occupe ensuite à Ottawa auprès de la Chambre des communes. En 1862, il publie à Québec un opuscule intitulé *Historique des fonds de retraite en Europe et au Canada*. Dans les dernières années de sa vie à Ottawa, il est président de la Société Saint-Jean-Baptiste et de l'Institut* canadien-français.

DORVAL, ONÉSIME. Institutrice (Sainte-Scolastique, Québec, 3 août 1845 — Duck Lake, Saskatchewan, 10 septembre 1932). Brevetée d'enseignement des Sœurs* de Sainte-Anne à Saint-Jérôme au Québec, elle se rend au Manitoba en 1877 et fonde, entre 1877 et 1896, des écoles à la Baie-Saint-Paul, à Saint-Laurent*, à

Saint-Vital* et dirige un orphelinat à Saint-Albert. Entre 1896 et 1914, elle enseigne à Saint-Laurent, puis à Duck Lake* jusqu'en 1921.

DOUCET, ANDRÉ. Homme politique (Anse-aux-Fraises, Île d'Anticosti, 1^{er} janvier 1880 — Bathurst, Nouveau-Brunswick, 21 mai 1963). Bachelier ès arts de l'Université* Laval, il devient conseiller municipal de Gloucester (Nouveau-Brunswick) de 1909 à 1910, puis de 1922 à 1923. Entre 1910 et 1922, il est fonctionnaire au service du ministère de l'Intérieur dans les Territoires du Nord-Ouest. Revenu au Nouveau-Brunswick, il se lance en politique provinciale en 1923 et est élu député libéral du comté de Gloucester, circonscription qu'il représente sans interruption jusqu'en 1956. Au cours de sa carrière politique, il est appelé à occuper diverses fonctions ministérielles, d'abord au sein de la Régie électrique (1940), au ministère de la Santé et du Bien-être social, puis au ministère de l'Industrie et du Développement, dont il est le premier titulaire.

DOUCET, CAMILLE-ANTONIO. Prêtre et écrivain (Petit-Rocher, Nouveau-Brunswick, 29 mars 1903 —). Formé en théologie au Grand Séminaire de Halifax, il entre à la Trappe d'Oka en 1928. Après une carrière d'enseignement et de direction spirituelle au Québec, il est affecté au monastère de Rogersville* (Nouveau-Brunswick) en 1967. Il a par ailleurs publié plusieurs travaux, dont une histoire de sa paroisse natale intitulée *À l'ombre du Petit-Rocher* (1948) et une biographie de M^{gr} Marcel-François Richard* : *Une étoile s'est levée en Acadie* (1973).

DOUCET, FRED. Professeur, administrateur et conseiller politique (Grand-Étang, Nouvelle-Écosse, 30 janvier 1939 —). Détenteur d'un doctorat en administration scolaire de l'Université* d'Ottawa (1976), il enseigne d'abord au Manitoba (1960-1962) puis au Québec (1962-1965). Doyen du collège Saint-Lawrence à Sainte-Foy (1965-1968), il devient par la suite administrateur-adjoint du président de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) (1968-1974). De 1976 à 1979, il y poursuit une carrière de professeur et d'administrateur, à la suite de quoi il délaisse l'enseignement pour se consacrer à ses fonctions administratives jusqu'en 1982. En 1983, Doucet travaille pour une entre-

prise privée et se joint la même année au cabinet du chef de l'opposition à Ottawa. Avec la victoire du Parti conservateur en 1984, il devient chef du cabinet du Premier ministre Brian Mulroney.

DOUCET, GÉRALD. Homme politique (Grand-Étang, Nouvelle-Écosse, 4 mai 1937 —). Bachelier ès arts de l'Université Saint-François-Xavier (Nouvelle-Écosse) en 1958, il termine ses études de droit à l'Université Dalhousie en 1961 et établit sa pratique privée à Halifax. En 1963, il est élu député conservateur du comté de Richmond à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Il y siège jusqu'en 1974. Membre du Cabinet de la Nouvelle-Écosse, il occupe les fonctions de secrétaire provincial (1964-1967), de ministre responsable des mesures d'urgence (1964-1967), de ministre responsable du Bureau de la jeunesse (1966-1970), et de ministre de l'Éducation (1967-1970). Il est également vice-président du Conseil canadien des ministres de l'éducation en 1969-1970.

DOUCET, MICHAEL : voir BEAUSOLEIL

DOUCET, STANISLAS-J. Prêtre (Bathurst, Nouveau-Brunswick, 8 juillet 1847 — Grande-Anse, *ibid.*, 1^{er} décembre 1925). Ordonné prêtre en 1870, il est immédiatement nommé vicaire à Tracadie* (1870-1871). Par la suite et jusqu'à sa mort, il assume plusieurs cures à Shippagan* (1871-1872, 1888-1898), à Saint-Charles et Richibouctou* (1872-1878), à Pokemouche (1878-1888) et à Grande-Anse* où il demeure pendant plus de vingt-six ans (1898-1925). Élevé au rang de prélat domestique en 1916 puis de vicaire général de son diocèse en 1920, le père Doucet s'adonne aussi à la recherche scientifique, spécialement médicale, et recourt à l'homéopathie pour prodiguer des soins à ses fidèles. Préoccupé par la survivance culturelle du peuple acadien, il propose à ses concitoyens en 1912 le chant populaire patriotique *En Avant*, version acadienne de *La Marseillaise*.

DOUTREMONT, HENRI : voir BUGNET, GEORGES

DOWLING : voir ONAPING FALLS

DRAPEAU, STANISLAS. Journaliste et écrivain (Saint-Roch, Québec, 28 juillet

1821 — Pointe-Gatineau, Québec, 21 février 1893). Il est apprenti typographe de 1837 à 1844 au *Fantasque*, au *Canadien* et à *L'Artisan*. En 1845, il édite un quotidien bilingue *The Courier and Quebec Shipping Gazette*. Il collabore à l'*Album de la Revue canadienne* en 1846, au *Journal de Québec* de 1851 à 1856 et au *Courrier du Canada* en 1857. À Ottawa, où il est agent de colonisation à partir de 1859 et fait partie du bureau de la statistique de 1865 à 1880, il fonde *Le Foyer domestique* en 1876 et la *Lyre d'or* en 1888. Il est président de l'Institut* canadien-français pendant plusieurs années et de la Société* Saint-Jean-Baptiste en 1886. On lui doit un *Manuel de la tempérance* et diverses études sur la colonisation.

DRIARD, SOSTHÈNES MAXIMILLAN. Hôtelier (Chapelle-la-Ruine, France, 1819 — Victoria, Colombie-Britannique, 15 février 1873). Émigré aux États-Unis, il s'établit à Victoria*, attiré par la ruée vers l'or. Il y ouvre un hôtel et un restaurant dont la renommée dépasse vite les frontières de la province. En 1860, il fonde, avec un compatriote français, Jules Rueff, la Société française de la bienfaisance et de secours mutuels de la ville. Cet organisme crée un hôpital auquel se rattache un système mutuel de secours médicaux à cotisation mensuelle, système qui s'apparente aux régimes actuels d'assurance-maladie.

DROIT, LE. En 1910, mille deux cents congressistes franco-ontariens réunis pour la première fois à Ottawa prennent la décision de fonder un journal catholique et français. Issu, en fait, de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario, *Le Droit* publie son premier numéro dans la capitale nationale, le 27 mars 1913, après avoir obtenu sa charte fédérale le 9 décembre 1912 sous le nom de Syndicat d'œuvres sociales Ltée. Dès le départ, plusieurs Oblats soutiennent le projet. L'histoire du *Droit* est jumelée à celle des écoles de l'Ontario ; aussi le journal s'engage-t-il en 1912 dans la lutte contre le Règlement* 17 qui interdisait l'enseignement du français dans les écoles ontariennes. Le quotidien connaît à ses débuts de graves difficultés financières, puis une grève en 1921. Se relevant de ses difficultés, le Syndicat d'œuvres sociales achète en 1942 le poste de radio francophone de Hull, CKCH. En 1955, l'unique quotidien de langue française en

Ontario déménage dans un nouvel édifice doté d'un équipement moderne. S'il s'intéresse aux grands dossiers ontariens, *Le Droit* couvre également les événements de la province de Québec où il trouve la majorité de ses lecteurs. Tiré à 46 000 exemplaires, le journal appartient depuis 1983 à Unimédia.

DRUILLETTE, GABRIEL. Missionnaire et explorateur (Garot, France, 29 septembre 1610 — Québec, 8 avril 1681). Il étudie au noviciat des Jésuites à Toulouse (France) et est ordonné prêtre en 1642. En 1643, il arrive à Québec où il apprend le montagnais. En 1650 il est envoyé par le gouverneur de Québec négocier une alliance avec les Iroquois de la Nouvelle-Angleterre. Par la suite, il sert d'ambassadeur auprès des Amérindiens du Nord-Est américain et fonde une mission à la Baie-Verte, au Wisconsin (1668-1678).

DRUON, ZÉPHIRIN. Prêtre et curé (France, ? — Saint-Albans, Vermont, 27 janvier 1891). Il arrive au Vermont en 1854 et passe 38 ans au service de la population franco-américaine de cet état, dont 25 à la cure de l'église de Sainte-Marie. Nommé vicaire général du diocèse de Burlington, il y fait construire 14 églises. Il est co-fondateur et co-propriétaire du journal *Le Protecteur* canadien* (1868), premier périodique français dans cette partie de l'Amérique.

DUBÉ, FERNAND. Homme politique (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 29 décembre 1928 —). Formé à Edmundston*, puis à l'Université d'Ottawa*, Fernand Dubé obtient une licence en droit de l'Université* du Nouveau-Brunswick. Il pratique sa profession à Campbellton à compter de 1957. En 1974, il est élu député conservateur de la circonscription provinciale de Campbellton. La même année, il est nommé ministre du Tourisme. Des responsabilités supplémentaires lui sont attribuées à titre de ministre de l'Environnement. En 1978, il se voit confier le ministère des Finances et la responsabilité de la politique énergétique du gouvernement. Réélu à l'élection provinciale en 1982, il devient procureur général et ministre de la Justice, poste qu'il occupe jusqu'à sa nomination comme ministre du Commerce et de la Technologie en 1985.

DUBÉ, JEAN-EUDES. Avocat et homme politique (Matapédia, Québec, 6 novembre 1926 —). Formé à l'Université* d'Ottawa en philosophie, à la School of Foreign Service de l'Université Georgetown (Washington) et à l'Université du Nouveau-Brunswick, en droit, il est procureur de la Couronne en 1960-1961. Après une tentative infructueuse en 1961, il est élu député fédéral sous la bannière libérale en 1962 pour le comté de Restigouche-Madawaska (Nouveau-Brunswick). Réélu en 1963, 1965, 1968 et 1972, il devient ministre des Affaires des anciens combattants (1968-1972) et ministre des Travaux publics jusqu'à sa démission en 1974. En 1975, il est nommé juge du Tribunal d'appel des cours martiales du Canada.

DUBÉ, NORMAND. Enseignant et écrivain (Van Buren, Maine, 18 juillet 1932 —). Diplômé de l'Université d'État de New York et de l'Université d'État de l'Ohio, il enseigne d'abord dans une école secondaire (1950-1965), puis à l'Université de l'Ohio (1965-1967) et à l'Université du Maine (1967-1971). Depuis 1982, il est conseiller pédagogique pour le département de l'Éducation du Massachusetts. Dubé a publié *Guidelines for the Teaching of French to Franco-Americans* (1971). Poète, il signe *Un mot de chez-nous* (1976), *Au cœur du vent* (1978) et *La Broderie inachevée* (1978). L'écrivain cherche à exprimer dans ses textes la nostalgie du pays de ses ancêtres et la difficulté des francophones en Nouvelle-Angleterre.

DUBERGER, JEAN-BAPTISTE. Ingénieur et géographe (Détroit, 7 février 1767 — Montmagny, Québec, 19 septembre 1821). Après des études au Petit Séminaire de Québec, il débute sa carrière en 1792 comme sous-arpenteur en dressant une carte du Bas-Canada. Il devient ensuite dessinateur au service des ingénieurs à Québec. Son talent commence à être reconnu lorsqu'on l'engage, en 1803, à titre d'employé de seconde classe au Corps royal des arpenteurs-dessinateurs militaires. Il se voit alors confier le projet d'une maquette de la ville de Québec, qui fait sa renommée. À cause de problèmes de santé, il prend sa retraite en 1817, dans la propriété de son gendre près de la Malbaie (Québec). Sa maquette, terminée en 1808, se trouve aujourd'hui au parc de l'Artillerie, à Québec.

DUBOIS, JACQUES. Médecin (L'Original, Ontario, 26 janvier 1923 —). Il obtient son baccalauréat ès arts du Petit Séminaire d'Ottawa en 1943, complète des études en médecine à l'Université de Montréal en 1949, puis établit sa pratique à Welland* (Ontario). Commissaire aux écoles publiques de Welland, il réussit à faire augmenter de façon substantielle les services en français. Il est actif dans la Société* Saint-Jean-Baptiste et participe à la fondation d'un Club Richelieu* à Welland. En 1967, il devient vice-président de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (ACFO). En 1976, il publie un rapport ironiquement intitulé *Pas de problème* sur les soins de santé en français en Ontario.

DUBREUILVILLE. Petite ville de l'Ontario située sur la rivière Magpie, au nord du lac Supérieur. Population totale : 988 habitants. Fondée en 1942 par les frères Dubreuil pour la coupe et la transformation du bois de construction, la ville s'enorgueillit d'une scierie moderne. La mainmise totale de la firme Dubreuil sur la ville a longtemps fait considérer celle-ci comme un fief mais, depuis 1978, le mouvement syndical y a profondément transformé les relations de travail. Une paroisse française, Sainte-Cécile, y est fondée en 1969 ; la vie française y est animée par le Centre culturel La Ruche. Population francophone : 895.

DUBUC, JOSEPH. Magistrat et homme politique (Sainte-Martine, Québec, 1840 — Los Angeles, Californie, 1914). Il fait ses études en droit au collège de Montréal et à l'Université McGill (1869). Parallèlement à ses études, il collabore au journal *La Minerve* de Montréal jusqu'en 1871. En 1870, à l'invitation de Louis Riel* qu'il a connu au Collège, il s'établit à la Rivière-Rouge*(Manitoba) et devient membre du gouvernement provisoire métis. La même année, il est élu député à l'Assemblée législative du Manitoba. Tout en exerçant sa profession d'avocat, il est nommé membre du Conseil des Territoires du Nord-Ouest (1871). Réélu en 1874, il est nommé procureur général de la province, puis président de l'Assemblée législative (1875-1878). Il est ensuite élu député de la circonscription de Provencher à la Chambre des communes (1878-1879). Il quitte alors la politique et devient successivement juge à la Cour du Banc de la Reine (1879-1903)

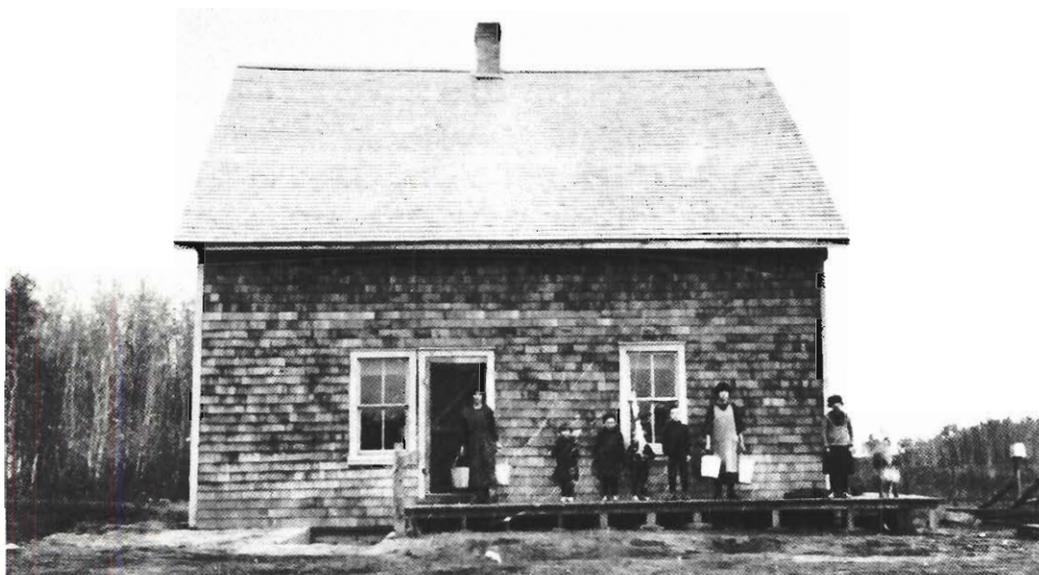
et juge en chef du Manitoba (1903-1909). En 1885, il refuse de juger Louis Riel. Outre ses fonctions politiques et judiciaires, il est rédacteur du journal *Le Métis** à la Rivière-Rouge, dès 1871.

DUBUQUE, HUGO. Juge et journaliste (Saint-Hugues, Québec, 3 novembre 1854 — Fall River, Massachusetts, 15 novembre 1928). Il fait ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe et à l'École de droit de la Boston University. Admis au barreau, il ouvre un cabinet à Fall* River en 1877. Tour à tour commissaire d'école puis député à la législature de l'État, il est nommé juge à la Cour Supérieure du Massachusetts en 1911. Il collabore à la rédaction du *Travailleur** de 1878 à 1882, participe à la fondation du *Castor* en 1882 et publie *La Colonie canadienne-française de Fall River, Massachusetts* (1883).

DUBUQUE, JULIEN. Coureur des bois, traiteur et entrepreneur (Saint-Pierre-les-Becquets, Québec, 10 janvier 1762 — Dubuque, Iowa, 1810). Coureur des bois à vingt ans, il est parmi les premiers à s'établir, en 1785, à la Prairie-du-Chien*, dans le Wisconsin, où il devient traitant en fourrures. En 1788, il obtient du Conseil de la tribu des Renards une concession de sept lieues par trois, riche en gisements de plomb qu'il entreprend d'exploiter. En 1788, il fonde la ville de Dubuque, future capitale de l'Iowa.

DUCHARME, JACQUES. Romancier (Holyoke, Massachusetts, 29 juin 1910 —). Après avoir obtenu un baccalauréat ès arts du Collège de l'Assomption de Worcester (Massachusetts), il embrasse la carrière de journaliste et, pendant deux ans, est rédacteur-proprétaire de *La Justice**, journal français de sa ville natale. Par la suite, il est correspondant pour plusieurs journaux français et signe régulièrement des articles de revues. Mais ce qui fait le plus justement sa renommée, ce sont ses romans, dont *The Delusion Family* (1939), *The Shadows of the Trees* (1943). Satires mordantes, ces témoignages de la vie franco-américaine sont l'objet d'éloges de la part des critiques littéraires, qui voient en lui un observateur social perspicace.

DUCHAUSOIS, PIERRE. Missionnaire et écrivain (Vallincourt, France, 4 août 1878 — Nice, *ibid.*, 9 novembre 1940). Il entreprend des études



Une ferme à Duck Lake, Saskatchewan, en 1926

à Cambrai et au scolasticat de Liège (Belgique), et est ordonné prêtre oblat en 1903. D'abord envoyé au Canada, il séjourne à Ottawa* de 1903 à 1913, puis se retrouve à Edmonton* jusqu'en 1915. Il part alors pour le Grand Nord, où il visite jusqu'en 1921 diverses missions qui lui inspirent quelques ouvrages, notamment, *Aux glaces polaires*; *Indiens et Esquimaux* (1921). Ce livre, traduit en cinq langues, lui vaut le prix Montyon de l'Académie française et est adapté pour le cinéma en 1933. Après un court séjour en France (1921-1924), il revient temporairement au Canada où il écrit un autre volume couronné par l'Académie française, *Rose du Canada*; *Mère Marie-Rose, fondatrice de la Congrégation des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie* (1932). Peu après, il part pour l'Afrique mais des problèmes de santé le forcent à rentrer définitivement dans son pays d'origine.

DUCK LAKE. Petite localité de la Saskatchewan située à 58 km au sud-ouest de Prince-Albert, dans une région à vocation agricole. Population totale : 699 habitants. Au tournant du siècle, Duck Lake est le centre principal de l'immigration française dans le nord de la Saskatchewan. La paroisse du Saint-Sacrement de Duck Lake est fondée en 1879. Population francophone : 295.

DUFAULT, ERNEST : voir JAMES, WILL

DUFAULT, PAUL. Écrivain et médecin (St-Nazaire d'Acton, Québec, 1894 — ?, 1969).

Après des études au juvénat des Pères du Très Saint-Sacrement à Terrebonne et au Séminaire de Saint-Hyacinthe en philosophie, il obtient son diplôme de médecine en 1924 à l'Université Laval de Montréal. Il exerce ensuite à Rutland (Massachusetts) dans le premier sanatorium d'État pour combattre la tuberculose. Grâce à lui, d'autres médecins du Québec viennent y travailler. Il dirige le centre de 1944 à 1964. Étant lui-même atteint de tuberculose, il publie en 1938, à compte d'auteur, un roman autobiographique, *Sanatorium*, afin d'alerter les Québécois sur les méfaits de ce fléau. Dans le même but, il publie d'autres ouvrages de vulgarisation et rédige des articles dans quelques revues scientifiques.

DUFRESNE, JACQUES. Administrateur (Québec, 26 avril 1844 — Ottawa, Ontario, 10 juin 1896). Membre de l'Union* Saint-Joseph, il en devient président en 1881 et contribue à étendre les opérations de la société à tout l'Ontario. Il est également président de la Société Saint-Thomas, laquelle devient une branche des Artisans canadiens-français. Il est responsable de la fusion en 1895 entre la Société Saint-Pierre et l'Union Saint-Joseph.

DUGAL, L. AUGUSTE. Homme politique (Rivière-du-Loup, Québec, 8 août 1869 — Edmundston, Nouveau-Brunswick, 20 octobre 1926). Mar-

chand et entrepreneur général, il siège au conseil municipal d'Edmundston* avant d'être élu député libéral de Madawaska à l'Assemblée législative provinciale en 1912. Chef de l'opposition, il est réélu en 1917 et nommé ministre sans portefeuille jusqu'en 1920, quand il se retire de la vie politique. En 1914, il crée un précédent en s'adressant en français à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

DUGAS, GEORGES. Missionnaire et historien (Saint-Jacques de l'Achigan, Québec, 5 novembre 1833 — Saint-Lin, *ibid.*, 14 décembre 1928).

Après ses études au Collège de l'Assomption, près de Montréal, il est ordonné prêtre à Varennes, Québec (1862). D'abord aumônier de l'hospice Lajemmerais (1862-1866), il devient missionnaire à la Rivière-Rouge* (Manitoba), où il est successivement directeur du Collège* de Saint-Boniface (1866-1869), curé de la cathédrale (1869-1878) et aumônier du pensionnat et de l'orphelinat de Saint-Boniface* (1878-1888). En 1888, il revient au Québec, à Sainte-Anne-des-Plaines, où il est curé jusqu'à sa mort. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment, *Un voyageur des pays d'en-haut* (1890), *L'Ouest canadien* (1896) et *Histoire véridique des faits qui ont préparé le mouvement des Métis à la Rivière-Rouge en 1869* (1905).

DU GUA DE MONTS, PIERRE. Explorateur et colonisateur (Saintonge, France, 1558 (?) — Ardennes, *ibid.*, 1628). Après avoir combattu du côté protestant durant les Guerres de religion en France, De Monts effectue plusieurs voyages de reconnaissance sur les côtes canadiennes à la fin du XVI^e siècle. En 1603-1604, il obtient les autorisations requises et, contre obligation d'établir des colons, prend la tête d'une expédition de traite. Avec Samuel de Champlain, il explore les côtes de la Nouvelle-Écosse et de la baie de Fundy et construit un premier établissement sur l'Île Sainte-Croix. Suite à certaines difficultés d'approvisionnement, De Monts déménage sa colonie et érige l'établissement de Port-Royal non loin de l'actuelle ville d'Annapolis* (Nouvelle-Écosse). Il rentre en France en 1605 et, pendant les années subséquentes, investit toutes ses énergies dans la défense de son monopole, contesté notamment par les marchands de Saint-Malo. Il maintient son monopole jusqu'en 1608

après s'être engagé à établir un poste sur le Saint-Laurent, engagement auquel Champlain donnera suite en fondant Québec. Par la suite, et malgré la perte de son monopole, De Monts continue à s'intéresser activement à la colonisation du Canada et à investir dans le commerce colonial. En plus d'avoir jeté les bases des premiers établissements français en Amérique, il a le mérite d'avoir réuni une collection d'animaux, d'oiseaux et d'objets amérindiens qui constituent les premiers témoignages ethnographiques nord-américains.

DUGUAY, CALIXTE. Poète et musicien (Sainte-Marie-sur-mer (Île Lamèque), Nouveau-Brunswick, 16 juillet 1939 —). Calixte Duguay étudie d'abord au Collège de Bathurst* (Nouveau-Brunswick) ainsi qu'à l'Université* Laval, où il obtient, en 1966, une maîtrise ès arts. De 1968 à 1974, il enseigne la littérature au Collège de Bathurst. La même année, il remporte le Grand Prix de la chanson dans la catégorie des auteurs-compositeurs et interprètes au festival de Granby (Québec). L'année suivante, il publie un premier recueil de poèmes, *Les Stigmates du silence*. Il écrit aussi, à la même époque, une comédie musicale, *Louis Mailloux*, suivie d'une autre, en 1983, *La Lambique*. En 1976, il enregistre son premier microsillon, *Les Aboiteaux*. Puis, il anime durant deux ans une série hebdomadaire, *Encore debout*, sur les ondes de Radio-Canada à Moncton. Très actif dans le milieu artistique acadien, il s'occupe de la direction et de la mise en scène de plusieurs spectacles à travers les provinces maritimes et entreprend de nombreuses tournées qui le mènent un peu partout à travers le Canada et l'Europe.

DUHAMEL, JOSEPH-THOMAS. Archevêque (Contrecœur, Québec, 6 novembre 1841 — Casselman, Ontario, 5 juin 1909). Tout jeune, il déménage avec ses parents à Bytown (Ottawa). Après avoir été tour à tour vicaire et curé dans l'Est ontarien, il devient en 1874, alors qu'il n'a que 33 ans, évêque du diocèse d'Ottawa* et, en 1886, archevêque d'Ottawa. En 1889, il joue un rôle de premier plan dans l'obtention d'une charte pour l'Université* d'Ottawa. Son diocèse étant bilingue, il lui faut beaucoup de diplomatie, après la pendaison de Louis Riel (1885), pour que n'éclatent pas de conflits entre les fidèles

francophones et les fidèles anglophones. Durant son épiscopat, ses réalisations sont multiples. À sa nomination comme évêque, le diocèse compte 61 paroisses et missions, 80 prêtres et 96 000 fidèles ; à sa mort, les nombres ont monté à 136 paroisses et missions, 258 prêtres et plus de 150 000 fidèles.



M^{gr} Duhamel

DUHAMEL, ROGER. Journaliste (Hamilton, Ontario, 16 avril 1916 — Montréal, 12 août 1985). Diplômé en droit de l'Université de Montréal en 1938, il est journaliste au *Canada* (1940-1942), au *Devoir* (1942-1944), à *La Patrie* (1944-1947, 1952-1960) et au *Montréal-Matin* (1947-1952) et collaborateur à *Liaison** et au journal *Le Droit**. S'installant à Ottawa, il est nommé Imprimeur de la Reine (1960-1969), puis conseiller au Secrétariat d'État (1970) et, enfin, président du Comité consultatif sur les districts bilingues (1971-1972). Il devient par la suite ambassadeur du Canada au Portugal et directeur des Éditions La Presse (1978-1981). Il laisse une œuvre considérable de plus d'une quinzaine de li-

vres et d'essais, la plupart traitant de la littérature française, classique et contemporaine.

DULONGPRÉ, LOUIS. Peintre (Saint-Denis, France, 1754 — Saint-Hyacinthe, Québec, 1843). Marin français, il vient en Amérique en 1778 pour porter assistance aux forces révolutionnaires lors de la Guerre de l'indépendance ; il combat sous les ordres du général Rochambeau. Établi à Montréal une fois la paix conclue, il enseigne la musique et peint des tableaux. Capitaine dans le troisième bataillon de la milice de Montréal d'environ 1805 à 1828, il produit de 1815 à 1842 une importante œuvre picturale, tantôt d'inspiration religieuse, tantôt à caractère portraitural. Ses fresques ornent, aujourd'hui encore, les églises de l'Hôtel-Dieu de Montréal, de Lacadie, de Saint-Michel-de-Bellechasse et des Ursulines de Trois-Rivières.

DULHUT, DANIEL GREYSOLON. Explorateur et officier (Saint-Germain-Laval, France, 1639 — Montréal, 25 février 1710). Après avoir effectué son service militaire en France, Duluth immigre en Nouvelle-France en 1675. En 1678, il se rend au Sault-Sainte-Marie* dans l'espoir d'amener les Sioux et les Monsonis à traiter avec les Français. Revenu à Québec en 1681, il est accusé d'avoir pratiqué illicitement la traite ; il part alors pour la France et est de retour à Québec l'année suivante. En 1683, il se met en route vers les Grands Lacs et le Mississippi où il bâtit et commande (1686-1696) le fort Saint-Joseph (aujourd'hui Détroit) puis le fort Frontenac, sur le lac Ontario (1696). Des ennuis de santé l'obligent à abandonner ses fonctions et il passe les quinze dernières années de sa vie dans l'inaction forcée à Montréal. Une ville du Minnesota porte son nom, orthographiée Duluth.

DULUTH. Ville du Minnesota située à l'extrémité ouest du lac Supérieur. Population totale : 106 000 habitants. La région est d'abord explorée par Daniel Greysolon Dulhut* en 1679, puis par Nicolas Perrot*. En 1856, la ville prend le nom de son premier explorateur et fondateur. La présence de francophones à Duluth est attestée par l'établissement de la paroisse Saint-Jean-Baptiste en 1884 et d'un journal français, *Le Courrier*, en 1890. Les Sœurs* des Saints Noms de Jésus et de Marie y fondent également un couvent et une école vers 1940. Population francophone : 1 293.

DUMAINE, FRÉDÉRIC-C. Financier (Hadley, Massachusetts, 6 mars 1866 — Groton, *ibid.*, 27 mai 1957). Contraint dès l'âge de onze ans à travailler pour subvenir aux besoins de sa famille à la suite du décès de son père, il est commis dans une entreprise à Dedley (Massachusetts). Manifestant des aptitudes particulières pour l'administration, il devient trésorier de la compagnie Amoskeag à Lawrence. Président et propriétaire d'une demi-douzaine d'entreprises gigantesques, dont la Waltham Watch Company, la River Shipbuilding Company, l'Atlantic Gulf & West Indies Steamship Company, la Mack Motor Truck Company, etc., il s'illustre également dans le secteur des banques par des redressements financiers de haute voltige. À sa mort, Dumaine est président d'un important réseau ferroviaire en Nouvelle-Angleterre, le New York and New Haven Railroad.

DUMAS, EMMA. Pédagogue et écrivain (Saint-Jean-Port-Joli, Québec, 20 février 1857 — Hartford, Connecticut, 2 juin 1926). Diplômée de l'École normale Laval des Ursulines de Québec, elle émigre aux États-Unis et elle introduit une méthode à succès d'enseignement phonétique des langues anglaise et française. Sous le nom de plume d'Emma Port-Joli, elle écrit un roman feuilleton historique intitulé *Mirbah*, qui paraît à Holyoke* de 1910 à 1912.

DUMONT, GABRIEL. Chef métis (Rivière-Rouge, Manitoba, *circa* 1838 — Bellevue, Saskatchewan, 19 mai 1906). Fils de métis, il se consacre d'abord à la chasse au bison, pour laquelle on lui reconnaît un grand talent. Ayant rencontré Louis Riel* lors des événements de 1869-1870 au Manitoba, Dumont est reconnu chef des Métis* de Saint-Laurent de Gandin* (Saskatchewan) au début des années 1870. Se sentant de plus en plus dépossédée devant les progrès de la colonisation blanche, la communauté des Métis délègue Dumont au Montana pour convaincre Riel de leur porter secours (1884). Devant l'inactivité du gouvernement fédéral face aux demandes des Métis, ceux-ci se révoltent le 18 mars 1885. Pendant les deux mois que dure l'insurrection, Riel est reconnu comme chef politique et Dumont chef militaire des rebelles. Bien que Dumont eût préféré mener une guérilla contre les troupes fédérales, Riel insiste pour que les Métis défendent Bato-

che*. Au lendemain de cet engagement qui met fin au soulèvement, Dumont s'enfuit au Montana où il participe au « Wild West Show » de Buffalo Bill Cody. Il revient au Canada en 1888, à la suite de l'amnistie de 1886, et se consacre à la chasse et à la pêche.

DUMONT, GEORGES. Médecin et homme politique (Saint-Anselme, Québec, 25 juin 1898 — Campbellton, Nouveau-Brunswick, 4 juillet 1966). Après des études primaires, secondaires et universitaires à la Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), Caraquet* et Bathurst* (Nouveau-Brunswick), il étudie la médecine à l'Université* Laval de Québec et s'installe à Campbellton*, où il devient chirurgien-chef de l'hôpital local. Député et ministre de la Santé (1960-1966) au gouvernement provincial, il est tour à tour président du journal *L'Évangéline**, du Conseil* de la vie française, de l'Association nationale de l'Assomption et de l'Association* des médecins de langue française du Canada. Toute sa vie, il milite dans les groupements de défense des droits des Acadiens.

DUMOUCHEL, ANTOINE. Médecin (Sherrington, Québec, 7 août 1897 — Lewiston, Maine, 6 octobre 1976). En 1901, la famille d'Antoine Dumouchel quitte le Québec pour s'établir à North Adams, Massachusetts. Le jeune Antoine revient au Québec pour faire ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe. Ensuite il se spécialise en chirurgie à l'hôpital Polyclinic de New York, où il pratique pendant 40 ans. Très actif dans la communauté franco-américaine, il est fondateur et premier trésorier du Comité* de vie franco-américaine en 1947, vice-président d'honneur de la Société* historique franco-américaine et membre fondateur et premier président du Richelieu* de Worcester.*

DUMOUCHEL, ARTHUR et ÉDOUARD. Musiciens (Rigaud, Québec, 1^{er} mars 1841 — Albany, New York, 10 janvier 1919; *ibid.* — Ogdensburg, New York, 21 septembre 1914). Frères jumeaux, ils étudient tous deux au Collège* Bourget de Rigaud au Québec et se familiarisent avec les rudiments de la musique, puis vont se spécialiser en Europe autour de 1870. Ils font carrière aux États-Unis. Arthur est organiste à la cathédrale d'Albany (État de New York) pendant quarante ans au cours desquels il compose

des hymnes, des pièces de piano et un opéra, tous disparus aujourd'hui. Édouard exerce la même fonction à Ogdensburg, de 1883 à 1914.

DURANQUET, DOMINIQUE CHARDON. Missionnaire jésuite et linguiste (Chalut, France, 20 janvier 1813 — Wikwémikong, Ontario, 19 décembre 1900). Entré chez les Jésuites, il est ordonné prêtre en 1842. Il fait partie du premier groupe de jésuites à revenir au Canada après la Conquête. À son arrivée, il est envoyé en mission aux lacs Témiscamingue et Abitibi (1843), puis à l'île Walpole près de Windsor (1844-1850), à l'île Manitoulin (1850-1852), au Sault-Sainte-Marie* (1852-1877) et, enfin, à Wikwémikong (1877-1900). Il a composé et traduit de nombreux ouvrages en langue outaouaise.

DURANT, WILLIAM JAMES. Historien et philosophe (North Adams, Massachusetts, 5 novembre 1885 — Los Angeles, Californie, 7 novembre 1981). Cinquième d'une famille de onze enfants, Durant a des origines modestes : son père est employé de filature, ce qui n'empêche pas le fils d'obtenir un doctorat en philosophie à l'Université Columbia de New York. Il commence sa carrière comme professeur à l'Université de Californie à Los Angeles, mais ne tarde pas à s'adonner exclusivement à l'écriture. Il publie, de 1917 à 1975, une vingtaine d'œuvres d'histoire, de philosophie et de sociologie où percent constamment son érudition et son humanisme. Ses meilleurs livres traitent de l'histoire des civilisations et des leçons que l'homme moderne pourrait en tirer. *Rousseau and the Revolution* lui vaut le prix Pulitzer en 1968.

DURELLE, YVON. Boxeur (Baie-Sainte-Anne, Nouveau-Brunswick, 14 octobre 1929 —). Surnommé Doux, Durelle participe à son premier combat de boxe en 1947. Après une série de succès, il obtient son premier titre de champion canadien des poids moyens en mai 1953, suivi du titre de champion canadien des mi-lourds quelques mois plus tard. Il perd son titre en décembre de la même année mais le reprend l'année suivante. En 1957, il devient champion du Commonwealth des mi-lourds puis cherche à deux reprises (1958 et 1959) à conquérir le titre mondial dans sa catégorie, sans succès. Il essaye d'acquiescer le titre canadien des poids lourds (1959), mais il est défait et se retire. Après un essai dans la

lutte professionnelle, il revient à la boxe en 1963, connaît quelques victoires, puis se retire de façon définitive la même année. Admis au Temple canadien de la Renommée, Durelle est resté une source de fierté pour les Acadiens de sa province natale.

DURIEU, PAUL. Missionnaire et évêque (Saint-Paul-de-Mons, France, 4 décembre 1830 — New Westminster, Colombie-Britannique, 1^{er} juin 1899). Il entreprend des études au Noviciat des Oblats* à Notre-Dame de l'Osier et est ordonné prêtre à Marseille, en 1854. Au cours de la même année, il s'embarque pour l'Orégon, où il exerce son ministère dans différentes missions, notamment à Yakimas (1854-1856) et à Olympia, Washington (1859-1859). En 1859, il part pour la Colombie-Britannique et œuvre d'abord à Esquimalt sur l'île de Vancouver. En 1870, il s'installe à New Westminster où il occupe successivement les postes de vicaire général et d'évêque en 1890. Il devient, la même année, vicaire apostolique de la Colombie-Britannique. Un village de cette province porte son nom.

DUVAL-THIBAUT, ANNE-MARIE. Poète et écrivain (Montréal, 15 juillet 1862 — San Diego, Californie, 23 octobre 1958). Originaire de la province de Québec, sa famille émigre aux États-Unis en 1865. Elle s'installe d'abord à Troy (New York) puis à New York (1877), où Anne-Marie fait ses études. En 1887, elle devient collaboratrice de *L'Indépendant** de Fall River (Massachusetts), dans lequel elle publie un feuilletton, *Les Deux Testaments, esquisse de mœurs canadiennes* (1888), qui paraît sous forme de roman la même année. C'est toutefois un recueil de poésie intitulé *Les Fleurs de printemps* (1892) qui vaut à Anne-Marie Duval d'être considérée comme l'un des principaux auteurs franco-américains de son époque.

DUVERNAY, LUDGER. Journaliste et homme politique (Verchères, Québec, 22 janvier 1799 — Montréal, 28 novembre 1852). Il quitte l'école à 14 ans pour s'engager aux ateliers du *Spectateur* de Montréal. À 18 ans, il fonde la *Gazette des Trois-Rivières* (1817-1822). Après avoir dirigé d'autres journaux, il revient à Montréal où il fonde *La Minerve* (1827) dans lequel il préconise l'indépendance du Canada. En 1834, il fonde la Société* Saint-Jean-Baptiste, dont le rayonne-

ment s'étendra sur toute l'Amérique du Nord ; la même année, le 24 juin, il inaugure la première fête de la Saint-Jean-Baptiste. Élu député à l'Assemblée du Bas-Canada (1837) et participant à la rébellion, il est obligé de se réfugier à Burlington* (Vermont) où il fonde un des tout premiers journaux français aux États-Unis, *Le Patriote**. Revenu à Montréal (1842), il reprend la direction de *La Minerve*. Duvernay est responsable du choix de la feuille d'érable comme emblème national.

E

EARLTON. Localité située dans l'Ontario septentrional à environ 30 km au nord-ouest du lac Témiscamingue. Population totale : 1 442 habitants. Dans les années 1900, l'endroit attira surtout des exploitants de l'industrie forestière, pour la plupart des Canadiens français du Québec, qui furent les premiers à s'y installer en 1907 et à y construire une scierie. En 1910, des cultivateurs francophones s'y établirent également pour pratiquer l'agriculture. La colonisation a aussi été déterminée dans une large mesure par la construction d'un chemin de fer qui traversa la municipalité dès 1902. La production laitière constitue aujourd'hui la principale activité économique d'Earlton. Durant les années 1970, c'est à Earlton que s'installe la Coopérative* des artistes du Nouvel-Ontario, communément appelée CANO. Population francophone : 1 135.

EASTMAN'S SPRINGS : voir CARLSBAD SPRINGS

EASTVIEW : voir VANIER

EAU VIVE, L'. Hebdomadaire de la Saskatchewan fondé en 1910 par le Père Adrien Maurice à Duck* Lake sous le nom de *Patriote de l'Ouest*. Il fusionne en 1941 avec *La Liberté** de Winnipeg, mais reprend en 1971 son indépendance et son nom actuel. Depuis 1978, sa parution est assurée par Les Publications Fransaskoises Ltée. Son tirage est d'environ 2 000.

ÉCHO, L'. Journal fondé à New* Bedford (Massachusetts) en 1904 par J.B. Archambault. D'abord hebdomadaire, il devient quotidien en 1910. À ses débuts, il paraît en tant que supplément de la *Presse* de Montréal sous le nom de

L'Écho de la Presse. Il devient indépendant en 1910 et prend alors le nom de *L'Écho*. À l'origine, *L'Écho de la Presse* commentait exclusivement les nouvelles locales, il élargit pourtant son mandat lorsqu'il se détache de la *Presse* et diffuse alors des informations à caractère national et international. Cependant, en raison de son faible tirage (environ 1 800 exemplaires), il est vendu à *L'Indépendant** de Fall* River vers 1915.



L'édifice du journal *Le Patriote de l'Ouest*

ÉCHO DE L'OUEST. Hebdomadaire de Minneapolis (Minnesota), créé et dirigé par Zéphirin Desmeules en 1883, puis géré par son fils à partir de 1898. Moyen de communication entre les populations d'expression française de cette région des États-Unis, l'*Écho de l'Ouest* est tiré à 5 000 exemplaires. Il disparaît en 1929.

ÉCHO DU MANITOBA, L'. Hebdomadaire fondé en 1898 à Winnipeg* par le député libéral Alphonse Martin et le commerçant Noé Chevrier*. Le journal se veut combatif et n'hésite pas à prendre position en faveur du parti libéral ; d'ailleurs, son directeur est Ernest Cyr, premier président de l'Association libérale française du Manitoba et son rédacteur en chef, Henri d'Hellencourt*, est un ami personnel et un partisan inconditionnel de Sir Wilfrid Laurier*. *L'Écho* brise le quasi-monopole dont jouissait *Le Manitoba**, organe du parti conservateur, sur l'information en français au Manitoba. Pris à parti par un clergé d'allégeance conservatrice, le journal récuse le dirigisme clérical en politique et encourage l'immigration française dans l'Ouest. Après le départ de d'Hellencourt, le journal disparaît en 1905.

ÉCOLE GUIGUES. École élémentaire construite en 1904-1905, rue Murray à Ottawa. En 1915 et en 1916, l'école Guigues devient le centre de l'opposition au Règlement* 17 quand deux de ses enseignantes, les sœurs Desloges*, refusent de s'y soumettre. Le gouvernement réplique en fermant l'école; en janvier 1916, des parents, en majorité des femmes, prennent l'édifice d'assaut et en forcent la réouverture. Cet épisode de la revendication des droits des Franco-Ontariens à l'éducation en français est connu sous le nom de la Bataille des Dames. Après 1930, l'École Guigues figure au rang des meilleures écoles françaises en Ontario. Il est aujourd'hui question de transformer l'immeuble désaffecté en un lieu culturel pour la communauté francophone.

ÉCOLE NORMALE DE SUDBURY. École de formation des enseignants francophones catholiques fondée à Sudbury* en 1963 et confiée à la direction du père Jacques Martineau. Son programme d'un an de formation théorique et de stages pratiques mène à l'obtention d'un brevet d'enseignement pour les écoles de langue française de l'Ontario. En 1974, elle devient l'École des sciences et de l'éducation de l'Université* Laurentienne

ÉCOLE NORMALE D'OTTAWA. Ayant son origine dès 1907 avec la création d'une école expérimentale nommée Ottawa English-French Model School, destinée à la formation pédagogique des enseignants, elle devient une institution indépendante en 1923 avec le concours de l'Université* d'Ottawa et de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario. À cette époque, elle porte le nom d'École de pédagogie. Reconnue officiellement en 1927 par le ministère de l'Éducation, elle est alors intégrée sous le patronage de ladite université et rebaptisée École normale de l'Université d'Ottawa. En 1969, le gouvernement de l'Ontario donne la responsabilité de la formation des maîtres aux universités, de sorte que l'École normale disparaît pour donner naissance à la faculté d'Éducation de l'Université d'Ottawa.

ÉDITIONS D'ACADIE. Première maison d'édition acadienne, incorporée à Moncton* en 1972. Issue d'un concours de poésie organisé par un groupe de professeurs de l'Université* de Moncton, la jeune compagnie lance sa première œuvre,

Cri de terre, en 1973. Depuis, elle n'a cessé d'augmenter et sa production, avec environ 80 livres déjà parus, et sa diffusion, surtout au Nouveau-Brunswick et au Québec. De ce fait, elle contribue grandement à canaliser les forces créatrices de l'Acadie vers la publication et à faire connaître l'Acadie à l'extérieur aussi bien qu'aux Acadiens eux-mêmes.

ÉDITIONS DE L'INTERLIGNE. Maison d'édition fondée à Ottawa en 1981 dans le but de promouvoir la vie artistique d'expression française, le journalisme culturel et la publication d'essais. Sa principale activité est la production de la revue *Liaison*.

ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA : voir PRESSES DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

ÉDITIONS DES PLAINES. Maison d'édition fondée à Saint-Boniface* en 1979, dont l'objectif est de mettre en valeur la culture française au Manitoba et dans l'Ouest canadien en général, en publiant des textes de ses écrivains. Deuxième entreprise de ce genre au Manitoba, après les Éditions* du blé, elle publie son cinquantième titre en 1986. Son répertoire est constitué de recueils de poésie, de romans, de livres d'enfants, d'ouvrages d'histoire et de pièces de théâtre. Bénéficiant de subventions gouvernementales, les Éditions des plaines œuvrent aussi dans le domaine des publications scolaires pour le compte du ministère de l'Éducation du Manitoba.

ÉDITIONS DU BLÉ. Maison d'édition fondée en 1974 à Saint-Boniface*, dont l'objectif est de fournir aux écrivains franco-manitobains un véhicule de diffusion pour faire connaître leur littérature aux francophones de l'Ouest. Première entreprise à publier en français dans cette province, elle compte une soixantaine de titres à son catalogue : romans, recueils de poésie, récits historiques, etc. Sans but lucratif, les Éditions du blé sont financées par leurs membres, par des subventions et par les profits des ventes.

ÉDITIONS DU VERMILLON, LES. Créée à Ottawa en décembre 1982 par Monique Bertoli et Jacques Flamand*, cette maison d'édition française s'oriente dès le début vers la publication d'ouvrages d'intérêt pédagogique et didactique et favorise la diffusion de la production littéraire

franco-ontarienne. En 1985, la maison a à son actif une quinzaine de titres publiés et regroupés dans quatre collections : Parole vivante, Langue et communication, Essais et recherches, et Visages.

ÉDITIONS MAROIS. Fondées à Toronto en 1982 par Françoise Marois, alors professeur à l'Université York, les Éditions Marois publient d'abord une anthologie intitulée *Morceaux choisis : Québec-France-Acadie*. Ce livre pose le premier jalon de la collection Charisme à laquelle s'ajoute la collection Tsarine, réservée aux contes illustrés pour enfants (domaine bien connu de Françoise Marois, qui a traduit et adapté plus d'une trentaine de livres pour enfants).

ÉDITIONS PERCE-NEIGE. Maison d'édition fondée à Moncton* (Nouveau-Brunswick) en 1980 par l'Association* des écrivains acadiens (AEA), les Éditions Perce-Neige se spécialisent dans la diffusion d'ouvrages de création de jeunes auteurs. Tournée vers le développement de la relève au théâtre, en poésie et dans le roman, l'entreprise, indépendante de l'AEA depuis 1984, compte plus d'une douzaine de titres, dont *Portraits d'écrivains* (1982), de Melvin Gallant*, et *Les Cent Lignes de notre américanité* (1985), de Ginette Gould.

ÉDITIONS PRISE DE PAROLE : voir PRISE DE PAROLE, ÉDITIONS

EDMONTON. Capitale de l'Alberta, située au centre de la province sur les rives de la rivière Saskatchewan Nord, à 320 km à l'est des montagnes Rocheuses. Population : 532 246. Fondé en 1795, fort Edmonton est un centre important de traite des fourrures et il attire de nombreux Canadiens français de 1795 à 1877. Leur nombre s'accroît après la construction de la voie ferrée en 1878. Entre 1891 et 1899, l'abbé Jean-Baptiste Morin* y amène 620 familles de colons. Le développement de l'industrie pétrolière attire également de nombreux francophones au cours des années 1970. Aujourd'hui, Edmonton est un centre administratif et commercial important. Une paroisse française, Saint-Joachim (créée en 1877), et un centre universitaire, le Collège* Saint-Jean, animent la vie française d'Edmonton. Population francophone : 17 205.

EDMUNDSTON. Ville du nord-ouest du Nouveau-Brunswick située au confluent des rivières Madawaska et Saint-Jean. Population totale : 12 044 habitants. Appelée autrefois Petit-Sault, elle est aujourd'hui la quatrième ville de la province et la capitale de la légendaire République du Madawaska. Le maire y détient d'ailleurs le titre honorifique de Président de la République. Colonisée en 1785 par des réfugiés acadiens, elle exerce par sa situation géographique un rôle de carrefour entre le Québec, l'État du Maine et le Nouveau-Brunswick. Edmundston assure une fonction éducative dans la région avec le Centre universitaire Saint-Louis-Maillet affilié à l'Université* de Moncton ainsi qu'un rôle d'animation avec ses festivités, entre autres, la foire Brayonne. Edmundston a également son hebdomadaire bilingue, *Le Madawaska**, et un poste français de radio, CJEM. La majorité de la population active est employée par les exploitations forestières et les industries des pâtes et papiers. Population francophone : 10 805.

ÉDUCATION ET BESOINS DES FRANCO-ONTARIENS. Rapport (en deux tomes), commandé par le Conseil* de l'éducation franco-ontarienne et réalisé par une équipe de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. Le premier tome, déposé en novembre 1985, examine le système scolaire francophone en Ontario, aux niveaux primaire et secondaire. Il souligne les carences du système, dues au fait que les francophones manquent de contrôle sur leurs écoles ; il préconise la mise sur pied d'un système de représentation garantie. Le deuxième tome, déposé en mars 1986, met en relief la sous-représentation des Franco-Ontariens dans les programmes d'études post-secondaires. Critique, le rapport dénonce l'absence de programmes en français dans certaines disciplines collégiales et universitaires, généralement celles qui offrent les meilleurs possibilités d'emploi.

EDWARDS, EDWIN W. Gouverneur de la Louisiane (Marksville, Louisiane, 7 août 1927 —). Diplômé en droit du Louisiana State University, il établit sa pratique à Crowley. Il entre en politique en 1954, se faisant d'abord élire au Conseil municipal, puis au Congrès des États-Unis à quatre reprises en 1965, 1966, 1968 et 1970. Sous la bannière démocrate, en 1972,

après une campagne bien orchestrée et menée surtout en français, il devient le premier gouverneur francophone catholique de la Louisiane depuis plus d'un demi-siècle, grâce surtout aux votes des cajuns et des noirs. Réélu deux fois (1976 et 1984), il fait progresser le français dans son État. Ayant établi des rapports étroits avec James Domengeaux* du Codofil*, il resserre les liens avec les francophones du Canada et de l'Europe, et amende la Constitution de façon à y promouvoir le français. Sous sa férule, la Louisiane assiste à l'instauration du *french (cajun) power*, la majorité des membres de son Cabinet étant d'origine acadienne.

EEL RIVER CROSSING. Localité du comté de Restigouche au Nouveau-Brunswick, située à l'embouchure de la rivière Eel, à environ 5 km au sud de Dalhousie. Population totale : 1 431 habitants. Fondée en 1913, elle se trouve sur le passage de la voie ferrée de l'Intercolonial. La principale activité économique est générée par le moulin de pâtes et papiers de Dalhousie*. La paroisse Sainte-Trinité y a été fondée en 1954. Population francophone : 1 240.

EFFIGIE : voir AVOYELLES

ÉGALITÉ. Revue d'analyse politique fondée à l'Université de Moncton* en 1980, *Égalité* veut susciter et alimenter la réflexion du peuple acadien sur lui-même et sur ses droits, particulièrement au sein des intelligentsia acadiennes et anglophones du Nouveau-Brunswick. Le choix de son nom évoque un programme d'action collective, destiné à assurer l'égalité aux deux peuples fondateurs de cette province. Publiée trois fois l'an, tirant à 650 exemplaires et comptant environ 350 abonnés, cette revue est distribuée principalement dans les Maritimes et atteint une clientèle très spécialisée au Québec, aux États-Unis et en Europe.

ELLIOT LAKE. Ville de l'Ontario située dans le comté d'Algoma à mi-chemin entre Sudbury et Sault-Sainte-Marie. Population totale : 16 733 habitants. Fondée en 1954 après la découverte de gisements d'uranium, Elliot Lake est une ville-champignon : trois ans après sa fondation, sa population s'élève déjà à plus de 10 000 habitants. Elle connaît une période de stagnation, puis un nouveau *boom* en 1975 au moment où la de-

mande d'oxyde d'uranium s'accroît. En cinq ans seulement, sa population double. Venu dès la fondation de la municipalité, les francophones sont surtout originaires de Sudbury*, de l'Abitibi et de la Côte-Nord du Québec. Population francophone : 4 560.

ÉLOÏZES. Organe de l'Association* des Écrivains Acadiens (AEA), *Éloïzes* est lancé en 1980 à Moncton* (Nouveau-Brunswick) dans le but d'encourager la production et la diffusion de créations littéraires acadiennes. Paraissant deux fois par année, la revue se veut à la fois un banc d'essai pour les jeunes écrivains et un instrument au service des auteurs plus connus de manière à faciliter les échanges et la critique littéraire chez les créateurs acadiens. *Éloïzes* publie à l'occasion des numéros spéciaux, dont celui sur la poésie en 1984, intitulé *Poésie Caméléon*.

ÉMARD, JOSEPH-MÉDARD. Archevêque (Saint-Constant, Québec, 1^{er} avril 1853 — Ottawa, 28 mars 1927). Après des études classiques et de théologie au Collège des Sulpiciens et au Grand Séminaire de Montréal, il est ordonné prêtre en 1874. Il termine en 1880 un doctorat en théologie et en droit canon, et devient peu après vice-chancelier (1886) puis chancelier titulaire (1889) de l'Archevêché de Montréal. De 1892 à 1922, il est évêque de Valleyfield (Québec). En 1922, il est sacré archevêque d'Ottawa*. À sa demande, les Sœurs* grises de la Croix y ouvrent l'hôpital Saint-Vincent, pour les malades incurables. M^{gr} Émard est l'auteur de quelques ouvrages. Ses *Oeuvres complètes* (5 volumes, 1921-1924) regroupent ses écrits : opuscules, mandements et lettres épiscopales.

EMBRUN. Village de l'Ontario situé à 40 kilomètres au sud-est d'Ottawa, sur la rivière Castor, dans le comté de Russell. Population totale : 1 695 habitants. Le nom Embrun lui fut donné en 1857 par un missionnaire français, le père François Michel, en mémoire d'une commune des Hautes-Alpes en France. Des forestiers venus du Québec sont parmi les premiers à s'installer dans la région vers 1847. Ils sont appelés les « gens de la rivière du Castor ». Les résidents érigent une chapelle (1856) et une église de pierre (1880). Plus tard, la nouvelle orientation agricole du village entraînera une spécialisation dans l'industrie laitière. Centre de la francophonie du

comté de Russell, Embrun dispose d'une école normale pour enseignants francophones (1926-1935), école qui disparaîtra lorsque l'Université* d'Ottawa ouvrira la sienne. La quasi-totalité de la population est francophone.

ÉMEUTES DE CARAQUET. En novembre 1874, les citoyens de Caraquet* (Nouveau-Brunswick) se réunissent pour élire trois syndicats au conseil scolaire ; les trois élus sont des Acadiens. À la suite des protestations des anglophones qui mettent en cause la légalité du vote, le député du comté et président du Conseil exécutif de la province, Robert Young, tient en décembre une réunion secrète. Au cours de cette réunion, trois syndicats anglophones sont élus et une institutrice anglophone est embauchée. Le 14 janvier 1875, une assemblée tenue en vue d'arriver à un compromis avorte ; de ce fait, les positions des trois syndicats et de l'institutrice anglophone sont confirmées. Le lendemain, un groupe d'Acadiens se rend à l'école et dans quelques magasins du village, où ils causent des dommages matériels. Un peu plus tard, ils se rendent chez Young et le menacent. Le 27 janvier, une vingtaine de miliciens munis de mandats d'arrestations se rendent à Caraquet afin d'inculper les responsables de l'émeute du 15 janvier. À leur arrivée dans une maison où s'étaient groupés certains Acadiens, les esprits s'échauffent et des coups de feu sont échangés. Un Acadien, Louis Mailloux, et un milicien, John Gifford, sont trouvés morts. Neuf Acadiens sont accusés de complicité dans le meurtre de Gifford. Après un premier procès avorté et avant même que le deuxième procès soit terminé, les neuf accusés sont libérés de façon à soulager les tensions entre Acadiens et anglophones. Par la suite, Louis Mailloux a été consacré héros de la résistance des Acadiens à la loi de 1871, qui restreignait l'usage du français dans les écoles.

ENTREMONT, LOUIS D'. Enseignant (Pubnico, Nouvelle-Écosse, 16 août 1881 — Yarmouth, *ibid.*, 28 juin 1970). Formé au Collège Saint-Anne et à l'École normale de Truro en Nouvelle-Écosse puis, il poursuit ses études au Collège Macdonald de Guelph (Ontario) et finalement à la Sorbonne. De retour dans sa province, il se consacre à l'enseignement pendant cinq ans (1903-1908) et devient le premier ins-

pecteur d'écoles de langue française en Nouvelle-Écosse (1908-1948). Il est membre de plusieurs sociétés francophones, notamment le Conseil* de la vie française (1945-1960) et l'Association* acadienne d'éducation. Son dévouement à la cause du français dans les écoles de Nouvelle-Écosse lui a valu des décorations de l'Alliance française et de la Société* du bon parler français.

ENTREMONT, SIMON D'. Homme politique (Pubnico-Ouest, Nouvelle-Écosse, 28 octobre 1788 — Pubnico-Est, *ibid.*, 6 septembre 1886). Premier Acadien élu à la l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, il représente le canton d'Argyle de 1837 à 1840, date à laquelle il se retire de la vie politique. En 1838, il est nommé juge de paix du comté d'Yarmouth et, de 1854 à 1864, il est officier de douane pour les ports d'Argyle.

ENTREMONT, RAYMOND N. D'. Commerçant et député (Pubnico-Ouest, Nouvelle-Écosse, août 1875 — *ibid.*, 20 janvier 1974). Formé d'abord au Collège* Sainte-Anne (Pointe-de-l'Église, Nouvelle-Écosse) puis à l'École normale de Truro, Raymond N. d'Entremont consacre quelques années à l'enseignement. En 1906, il achète un commerce de poissons et devient, pendant la première guerre mondiale, propriétaire de plusieurs bateaux de pêche. Parallèlement, il occupe dans son village les fonctions de notaire et de juge de paix. De 1925 à 1928, il est membre de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse et il travaille à la reconnaissance du français dans les écoles acadiennes de sa province.

ESPANOLA. Petite ville du nord-ouest de l'Ontario, située sur la rivière Spanish, au nord de l'île Manitoulin. Population totale : 5 836 habitants. Les premiers francophones arrivent à Espanola entre 1898 et 1911, lors de la construction d'un barrage à Webbwood Falls. Une usine de pâtes et papiers commence à y produire de la pulpe en 1905. En 1930, l'entreprise est fermée et Espanola devient une ville-fantôme. Elle redevient prospère à partir de 1943 avec l'achat et la réouverture de l'usine. Population francophone : 1 295.

ESTIMAUVILLE, ROBERT d'AILLESBOUST. Avocat (Québec, 16 février 1827 — Rochester, New York, 27 septembre 1895). Il étudie le droit

à New York et devient instituteur en Pennsylvanie. Il participe à la guerre du Mexique, puis est admis au barreau. Il pratiquera à San Francisco pendant plus de trente ans et il publiera de nombreux ouvrages de droit sous le nom de Robert Desty. Élu sénateur de l'État pour les comtés unis de San Francisco et San Mateo, il ne peut occuper son siège, ayant négligé de se faire naturaliser américain.

ÉTATS GÉNÉRAUX DU CANADA FRANÇAIS.

En 1961, la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste lance l'idée de réunir des représentants canadiens-français de toutes les régions du Canada afin de faire le point sur l'avenir du Canada français. L'idée fait son chemin et, en 1964, les premières sessions regroupant des représentants d'organismes sont tenues, au terme desquelles une commission générale composée de 37 membres est élue. En 1966, un secrétariat permanent est établi à Montréal. En novembre 1966, se tiennent des assises préliminaires : réunis à l'Université de Montréal, les 1 700 délégués élus préparent les dossiers qui seront discutés aux grandes assises, l'année suivante. Après de nouvelles élections, plus de 2 000 délégués se réunissent à la Place des Arts de Montréal pour les assises de 1967. Devant l'orientation indépendantiste des résolutions, des dissensions se manifestent rapidement. Se sentant mis à l'écart des discussions, voire méprisés, les francophones hors Québec partent outrés des États généraux. Les États généraux marquent un tournant dans les relations entre le Québec et les francophones des autres provinces. Les grands débats constitutionnels sur le Canada français se tiendront désormais entre Québécois à la faveur des mouvements indépendantistes qui voient le jour à la fin des années soixante. Quant aux francophones du reste du Canada, ils entreprennent de défendre leurs propres intérêts, ce qui amène en 1975 la création de la Fédération* des francophones hors Québec.

ÉTENDARD NATIONAL, L'. Journal fondé en 1869 à Worcester* (Massachusetts) par Ferdinand Gagnon.* En 1870, il devient la propriété de l'*Opinion publique* de Montréal, qui en fait son édition américaine. La publication de *L'Étendard national* durera jusqu'en 1874.

ÉTHIER-BLAIS, JEAN. Critique littéraire, romancier et poète (Sturgeon Falls, Ontario, 15 novembre 1925 —). Après son cours classique au Collège* Sacré-Cœur de Sudbury et des études à l'Université de Montréal, il étudie à Paris à l'École normale supérieure et à l'École pratique des hautes études, de 1948 et 1952. Il obtient un doctorat ès lettres à l'Université Laval de Québec en 1971. Sa carrière débute en 1953 au ministère des Affaires extérieures du Canada comme diplomate, d'abord à Paris, ensuite à Varsovie et enfin à Hanoï. En 1960, il enseigne la littérature française à l'Université Carleton (1960-1961), à l'École des hautes études commerciales de Montréal (1960-1962), puis à l'Université McGill de Montréal à compter de 1962. Il est surtout connu comme critique littéraire et chroniqueur au journal *Le Devoir* (1961-1983). S'adonnant lui-même à la création, Éthier-Blais produit une œuvre importante et diversifiée (romans, essais, recueil de poésie, etc.), qui le classe parmi les grands écrivains canadiens-français. Son *Dictionnaire de moi-même* (1976) est plein de souvenirs sur son enfance et sa jeunesse dans le nord de l'Ontario.



Jean Éthier-Blais

ÉTOILE DE CORNWALL, L'. Hebdomadaire français fondé en 1950 par un groupe d'homme d'affaires de Cornwall* sous la direction de Jacques Garneau. Organe surtout publicitaire, sa devise n'en est pas moins « Croire et tenir » et il se veut un témoignage de la présence française à Cornwall. De 1955 à 1968, il est la propriété d'Antonio Bussière, qui lui insuffle une vitalité nouvelle. Devenu bilingue en 1969, il cesse de paraître en novembre 1971.

ÉTOILE, L'. Journal fondé par le Cercle canadien de Lowell (Massachusetts) en 1886. D'abord hebdomadaire, il devient quotidien en 1893, puis paraît trois fois, par semaine à partir de 1944. Le journal connaît plusieurs propriétaires pour finalement passer aux mains de Louis Buron, de 1910 jusqu'à sa disparition en 1958. Il est alors considéré comme le plus ancien des journaux de langue française en Nouvelle-Angleterre. Ce journal se veut un fidèle représentant et un défenseur de la vie française en Nouvelle-Angleterre. Il se préoccupe, entre autres, du problème de l'assimilation dans le domaine de l'enseignement et au sein de la société franco-américaine en général.

EUDISTES, CONGRÉGATION DE JÉSUS ET DE MARIE, DITE DES. Fondée à Caen en mars 1643, la Congrégation se consacre à l'éducation dans des séminaires et des collèges et à la propagation de la foi. Ses premiers représentants en terre canadienne arrivent à Halifax le 13 septembre 1890. Ils fondent d'abord le Collège Sainte-Anne et le Juvénat Saint-Jean-Eudes à Pointe-de-l'Église* (Nouvelle-Écosse). Par la suite, les Eudistes établissent le Grand séminaire du Saint-Cœur de Marie à Halifax (1895) puis les collèges Sacré-Cœur, à Bathurst* (1916), et Saint-Louis, à Edmundston*, aujourd'hui composantes de l'Université* de Moncton. La congrégation s'est également établie au Québec où elle a pris charge de nombreuses paroisses, missions et institutions scolaires.

EUNICE. Ville de la paroisse de Saint-Landry en Louisiane, située à 64 km au nord-ouest de Lafayette. Population totale : 11 427 habitants. Incorporée en 1895, Eunice est située au centre d'une région de culture cajun : Mamou, Ville-Platte, Branch, Elton et Basile. Les traditions

acadiennes telles le Mardi* gras, la Grande Boucherie et le festival Cajun y sont encore très vivantes. La région vit de la culture du riz, du coton et du soja. On y extrait aussi du pétrole. La ville est le site d'un campus de l'Université de la Louisiane. Population francophone : 5 938.

ÉVANGÉLINE. Inspiré par un poème du même nom paru en 1847, *Évangéline*, personnage de légende, naît d'abord sous la plume de Henry Wadsworth Longfellow, qui, à travers une fiction littéraire, évoque l'errance d'un peuple à la recherche d'une terre d'accueil. Moins d'un siècle après leur Déportation* par les conquérants anglais, les Acadiens se reconnaissent dans cette élégie dès sa publication. Ils voient l'histoire de leur propre odyssee dans celle d'une jeune fille, *Évangéline*, qui part pour retrouver son fiancé, Gabriel, que les colonisateurs britanniques ont contraint à prendre le chemin de l'exil. De par l'immense Amérique, l'héroïne voyage, livrée à l'incertitude de sa propre existence, pour finalement retrouver son amant mourant. Devenue beaucoup plus qu'un récit imaginaire, cette épopée incarne aujourd'hui dans le folklore de l'Acadie le drame de ses habitants sollicités tantôt par le défi anglophone, tantôt par la volonté de survivre. La légende rappelle aux générations actuelles la lutte de leurs ancêtres pour conserver la culture française en terre d'Amérique.

ÉVANGÉLINE, L'. Fondé à Digby (Nouvelle-Écosse) en 1887 par Valentin Landry, *L'Évangéline* s'établit à Moncton* en 1905. Empruntant son nom à l'héroïne du célèbre poème de Longfellow, le journal (hebdomadaire entre 1887 et 1930 et de 1932 à 1949 ; quotidien de 1930 à 1932 et de 1949 à 1982) s'adresse à tous les Acadiens des Maritimes aux yeux de qui il représente pendant longtemps le principal, sinon l'unique, « Journal des Acadiens ». Tout au long de son existence, *L'Évangéline* rend compte de l'actualité acadienne, jette un regard critique et prend position dans tout débat intéressant le développement politique, social et économique des Acadiens. Mais la vie du journal n'est pas facile et ses nombreux propriétaires ont du mal à assurer sa survie. L'émergence, surtout à compter du milieu du XX^e siècle, de journaux locaux et régionaux desservant les diverses communautés acadiennes, ajoute à ses difficultés. Malgré tous les efforts et

Moncton
à
St
Maritime

en dépit de l'intervention d'organismes publics – la France octroie une aide de plusieurs dizaines de milliers de dollars en 1968 – *L'Évangéline* cesse de paraître en 1982, alors que certains lui reprochent depuis un bon moment une approche régionaliste qu'ils qualifient d'étroite et que d'autres n'acceptent pas ses prétentions au titre de Quotidien français des Maritimes.



Cimetière cajun

ÉVANGÉLINE. Paroisse du nord-ouest de l'Acadiana en Louisiane qui comprend les villages de Mamou et de Ville-Platte. Population totale : 31 932 habitants. Développée au début du siècle (Mamou est fondé en 1911) par les frères acadiens Duson, la paroisse vit de l'agriculture, en particulier de la culture du riz. La langue et les traditions françaises y sont particulièrement tenaces, surtout chez les plus âgés. Parmi les manifestations actuelles de la vie française, on compte le Festival cajun, la Grande Boucherie et le Mardi* gras. Mamou est considéré comme le berceau de la musique cajun authentique. Population francophone : 24 222.

ÉVANTUREL, ALFRED. Avocat et président de la Législature ontarienne (Québec, 31 août 1849 – Alfred, Ontario, 15 novembre 1908). Fils d'un ministre de l'Agriculture sous l'Union des Canadas, Alfred Évanturel étudie au Séminaire de Québec et fait son droit à l'Université Laval. Admis au barreau de la province de Québec en 1871, il est élu député conservateur de Prescott (Ontario) en 1886, mais, en désaccord avec la position de son parti à l'endroit des Canadiens fran-

çais, il se joint aux Libéraux peu de temps après son élection. Il devient président de la législature ontarienne en 1897 (il est le premier et seul francophone à occuper ce poste) et ministre sans portefeuille en 1904. Défait en 1905, il est nommé greffier adjoint au Sénat canadien. De 1886 à 1892, il a été rédacteur en chef de *l'Interprète* d'Alfred, qu'il avait fondé.

EXPRESS DE TORONTO, L'. Journal fondé à Toronto* en 1976 sous le nom de *Toronto Express*, il prend son nom actuel en 1978. D'abord bi-mensuel (1976), il devient hebdomadaire à partir de 1977. Politiquement indépendant, *L'Express* a pour but d'informer la population francophone torontoise sur tous les sujets non seulement d'actualité régionale, mais également nationale et internationale. Il se veut un lien entre les Franco-Ontariens et les autres groupes francophones du pays et du continent. Il refuse de se cantonner au seul milieu franco-ontarien et prône une plus grande ouverture au monde extérieur. Le tirage de *L'Express* augmente régulièrement et atteint, en 1985, 24 000 exemplaires.

F

FACULTÉ SAINT-JEAN. Fondée par les Oblats* à Pincher Creek (Alberta) en 1908 et transférée à Edmonton* en 1910, cette maison d'enseignement est destinée à la formation des futurs religieux. Semblable à un collège classique québécois mais offrant le curriculum de l'Université* d'Ottawa, ce pensionnat s'affilie officiellement avec cette université en 1928. En 1943, il prend le nom de Collège Saint-Jean. Une période d'expansion s'ensuit et, en 1963, le collège est affilié à l'Université de l'Alberta. En 1970, il devient une constituante bilingue de cette université et prend le nom de Collège universitaire Saint-Jean puis, en 1978, celui de Faculté Saint-Jean. Desservant la population canadienne-française de l'Alberta, cette institution d'enseignement joue, depuis ses origines, un rôle de premier plan pour la survivance du fait français dans cette province. Il offre des programmes de baccalauréat général en art, en sciences et en éducation.

FAFARD, JOSEPH. Sculpteur (Sainte-Marthe, Saskatchewan, 2 septembre 1942 –). Sixième d'une famille de douze enfants, il étudie

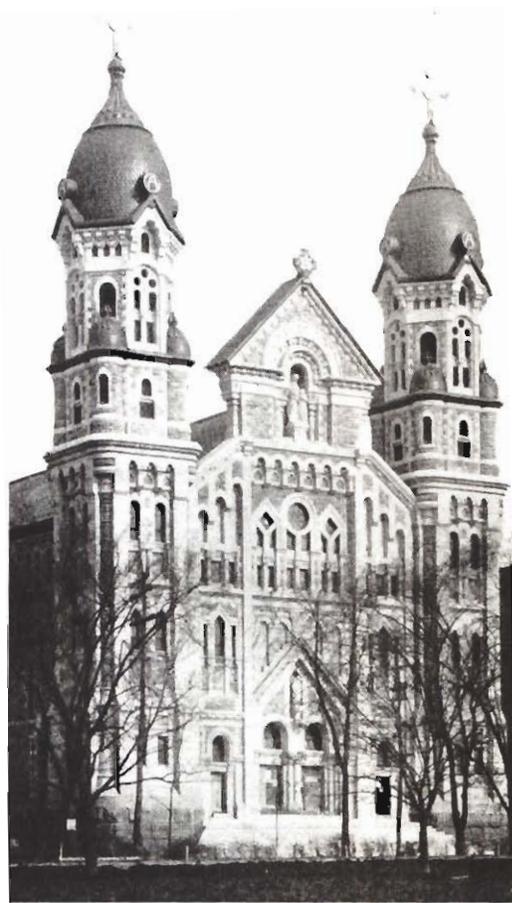
les beaux-arts à Winnipeg* et utilise d'abord le plâtre puis la glaise avant de se tourner vers la céramique en 1972. Il délaisse l'enseignement en 1974 et se consacre à son art. Il produit des portraits, souvent satiriques, de gens et d'animaux qui lui valent une renommée à l'échelle nationale. Dans une autre veine, il a aussi fixé sur la céramique les traits de personnalités aussi diverses que Pierre Trudeau* et la reine Elizabeth II.

FALCON, PIERRE. Cultivateur et chansonnier (Fort du Coude, Manitoba, 4 juin 1793 — Saint-François-Xavier, *ibid.*, 26 octobre 1876). Métis né sur les bords de la Rivière-Rouge* (Manitoba), il passe sa jeunesse au Bas-Canada. À l'âge de 15 ans, il s'engage comme commis à la Compagnie* du Nord-Ouest, puis passe à la Compagnie* de la baie d'Hudson au moment de la fusion des deux entreprises. Il vit plus tard de chasse et d'agriculture et, en 1855, est nommé juge de paix à la Prairie-du-cheval-blanc (Manitoba). Trop âgé pour participer à la Résistance* de 1870, celui qu'on appelle le barde de la Rivière-Rouge s'inspire des événements pour composer de nombreuses chansons, dont certaines sont parvenues jusqu'à nous, entre autres la *Chanson de la Grenouillère*. Un lac du Manitoba porte aujourd'hui son nom.

FALHER. Village de l'Alberta situé à 447 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 1 102 habitants. Il tient son nom du Père C. Falher, missionnaire durant les années 1890. Sa première gare porte le nom de Girouxville* pour la distinguer de Fowler, située à quelques kilomètres de là. Le village est presque entièrement colonisé par des Canadiens français venus s'installer avant le début de la construction du chemin de fer en 1916. Sa paroisse, Sainte-Anne, remonte à 1912. De 1951 à 1971, Falher abrite le Collège Notre-Dame-de-la-Paix. Aujourd'hui, une composante de l'Association* canadienne-française de l'Alberta, l'ACFA de Rivière-la-Paix, anime la vie française de la communauté. Population francophone : 765.

FALL RIVER. Ville du Massachusetts située à 95 km au sud de Boston. Population totale : 96 976 habitants. Les Canadiens français arrivent dans la région après la guerre de Sécession et travaillent surtout dans les filatures de la American Linen Mills. La première paroisse francophone

est fondée en 1869. Cinq nouvelles paroisses françaises s'y ajoutent par la suite. En 1876, le journal *Le Protecteur Canadien* succède à *L'Écho du Canada*. D'autres journaux sont créés, comme *Le Castor*, *L'Indépendant**, *Le Citoyen*. En 1878, une grève éclate et dure plusieurs mois. Fall River abrite de nombreuses institutions francophones, dont les Cercles littéraires Montcalm et Salaberry et l'Union* canadienne Saint-Jean-Baptiste. Population francophone : 17 115.



L'église Sainte-Anne de Fall River, Massachusetts

FANNYSTELLE. Village du Manitoba situé à 55 kilomètres au sud-ouest de Winnipeg. Population totale : 106 habitants. Fannystelle (Étoile de Fanny) tient son nom de Fanny River, dame de compagnie de la richissime comtesse parisienne Marthe d'Albuféra, qui, durant les années 1880, conçoit l'idée de fonder une colonie française dans l'Ouest canadien. Afin de mettre son projet

à exécution, elle charge Thomas-Albert Bernier, maire de Saint-Boniface* de faire l'acquisition de terrains pour les colons venus s'y installer vers 1891. Il s'agit de « fils de grandes familles parisiennes » qui ne connaissent rien à l'agriculture et encore moins aux rigueurs de l'hiver. Leur présence crée des tensions avec les Canadiens français qui les jugent à la fois pédants et volages. Les colons français qui retournent en France dix ans plus tard seront remplacés par des Canadiens français. Avec le temps, le village, qui au début du siècle comptait une population d'environ 500 habitants, voit sa population diminuer. Les francophones composent aujourd'hui environ la moitié de la population totale.

FARAUD, HENRI. Prêtre et missionnaire (Gigondas, France, 17 mars 1823 — Saint-Boniface, Manitoba, 26 septembre 1890). Après des études théologiques en France, il est ordonné prêtre oblat* en 1847 à Saint-Boniface*. En 1848 et 1849, il est missionnaire à l'Île-à-la-Crosse. Puis, il part fonder la mission de La Nativité (1849) près du fort Chipewyan et y demeure jusqu'en 1861. Au cours de ce séjour, il visite la région et fonde les missions de Fort-Résolution (1856), de l'Île-d'Orignal au Grand-Lac-des-Esclaves (1856) et de Rivière-La-Paix au fort Vermilion (1858). De 1861 à 1863, il est directeur de la mission de l'Île-à-la-Crosse. Nommé évêque titulaire et vicaire apostolique du Mackenzie en 1862, il se consacre désormais au développement de son vicariat. De 1864 à 1869, il établit son siège épiscopal d'abord à fort Providence, puis, en 1869, à la mission de Notre-Dame-des-Victoires à Lac-la-Biche* (Alberta) où il habite jusqu'en 1889. Il démissionne de ses fonctions en 1890 et se retire à Saint-Boniface.

FARIBAULT, JEAN-BAPTISTE. Traiteur et pionnier (Berthier, Québec, 19 octobre 1775 — Mendota, Minnesota, 20 août 1860). Dès l'âge de seize ans, en 1791, il devient commis chez un commerçant de Québec. Intéressé par ce genre de travail autant que par les grands espaces et l'aventure, il entre en 1796 au service de la Compagnie* du Nord-Ouest, qui l'envoie au Michigan travailler comme commis au fort Michillimackinac*. Puis, il fonde un poste de traite sur la rivière Kankakee. Ayant beaucoup de succès auprès des Amérindiens, il est chargé d'un poste au

fort Rouge dans le territoire des Iowas et des Sioux puis, en 1801, il se retrouve traiteur au poste des Petits-Rapides près du fort Saint-Pierre. En 1806, il quitte la Compagnie du Nord-Ouest et établit son propre commerce de traite à Prairie-du-Chien* (Wisconsin). Lors de la guerre de 1812, il refuse de s'allier aux Anglais contre les Américains. Fait prisonnier puis éventuellement relâché, il constate la perte de la totalité de ses biens. En 1817, il décide de partir défricher le sol à l'ouest du Mississipi, sur l'île Pike, près du fort Snelling. Premier défricheur de ce coin de pays, il connaît des difficultés à la suite des inondations en 1822 et 1826. Il s'installe alors à Mendota pour y cultiver la terre et y construire une église catholique, la première au Minnesota.

FARMER'S BANK OF RUSTICO. Institution bancaire mise en opération en 1861 à Rustico* (Île-du-Prince-Édouard), juridiquement constituée en 1864. La *Farmer's Bank*, créée à l'initiative de l'abbé Georges-Antoine Belcourt et administrée à l'origine par des cultivateurs acadiens — son premier président est Jérôme Doiron —, est considérée, en termes de capital-action, comme la plus petite banque à charte dans l'histoire du Canada. Banque populaire, établie pour subvenir aux besoins des petits cultivateurs, elle détient le pouvoir d'émettre ses propres billets et très tôt elle établit des succursales à Tignish et Egmont Bay. Mais, en 1873, lorsque l'Île-du-Prince-Édouard entre dans la fédération canadienne, la banque se trouve soumise aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques de 1871 et, bien que l'on renouvelle sa charte en 1883, elle se voit contrainte de fermer ses portes en 1894. Précurseur dans son domaine, elle inspirera Alphonse Desjardins*, fondateur des caisses populaires en Amérique du Nord.

FAROG FORUM. Journal bilingue fondé en 1972 par un groupe d'étudiants de l'Université du Maine dans le but de susciter une prise de conscience, voire une reconnaissance, du fait français dans cette institution et dans la population de la Nouvelle-Angleterre en général. Créé et dirigé par Yvon Labbé* et publié sous l'égide de l'Office Franco-Américain, *FAROG Forum* est peu à peu devenu l'un des principaux médias de la communauté francophone du Maine. Paraissant

neuf mois par année, ce journal a aujourd'hui un tirage de 4 500.

FAUCHER, PHILIPPE. Enseignant et administrateur (Montréal, Québec, 10 juin 1919 – Ottawa, Ontario, 9 juin 1984). Admis frère de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes en 1929, il débute sa carrière d'enseignant en 1934. Il travaille d'abord dans différentes écoles primaires françaises d'Ottawa, puis devient directeur d'écoles (1947-1977) à Hawkesbury, à Ottawa, à Sturgeon Falls et à Alfred (à l'École industrielle Saint-Joseph ou École Champlain, site actuel du Collège* de technologie agricole et alimentaire d'Alfred). Très actif au sein de l'Association* des enseignants franco-ontariens et de la Fédération des enseignants de l'Ontario, il y participe à titre de membre et de président. Les dernières années de sa vie, il occupe la présidence de la Fédération des aînés francophones d'Ontario.

FAULK, JAMES DONALD. Professeur (Paroisse du Vermilion, Louisiane, 1925 – Abbéville, Louisiane, 21 juin 1984). Après avoir terminé une maîtrise en espagnol, il enseigne pendant 25 ans, notamment au Crawley High School. En 1977, il publie à Abbéville la première grammaire « cadienne » éditée par The Cajun Press. Son œuvre *Cajun French I*, un volume de 375 pages, contient un glossaire de plus de 3 000 mots et de nombreuses illustrations. Il reçoit un accueil chaleureux chez les Louisianais, mais suscite les réserves des puristes de la langue française.

FAUQUIER. Petite localité de l'Ontario sise en bordure de la rivière Groundhog, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Cochrane. Population totale : 1 509 habitants. Habitée de façon permanente depuis 1909 et connue d'abord sous le nom d'Alexandra, cette localité tient son nom actuel depuis 1920 de l'ingénieur G.E. Fauquier, responsable de la construction d'une section de la voie ferrée du National Transcontinental dans la région. Peuplée principalement par deux vagues d'immigration venant du Québec en 1911-1922 et en 1952-1954 – la seconde vague venant surtout du Lac-Saint-Jean – cette communauté témoigne encore aujourd'hui d'une forte prépondérance francophone. L'activité économique principale y est la coupe et la transformation du bois de construction. Population francophone : 1 315.

FAVREAU, J.-ARTHUR. Journaliste et fonctionnaire (Spencer, Massachusetts, 17 mai 1873 – 1933). Après ses études classiques au Collège de Sainte-Marie-de-Monnoir (Québec), il est tour à tour reporter, assistant-rédacteur puis rédacteur en chef à *L'Opinion* publique* de Worcester. Il devient fonctionnaire en entrant aux Postes de Boston en 1902. Organisateur de la convention des Franco-Américains de Springfield en 1901, secrétaire de la Société* historique franco-américaine, il collabore à plusieurs revues et journaux français des États-Unis et du Canada. Il est également membre de l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique et de plusieurs sociétés patriotiques franco-américaines. On lui doit l'initiative du premier comité France-Amérique (fondé à Woonsocket) et il est l'auteur d'un ouvrage sur les Franco-Américains intitulé *The Chinese of the East*.

FECTEAU, ÉDOUARD. Journaliste et écrivain (Lawrence, Massachusetts, 28 août 1897 – Methuen, *ibid.*, 7 octobre 1973). Après des études classiques au Québec, il revient dans sa ville natale où il travaille d'abord dans les filatures puis comme vitrier. Par la suite, il collabore à la rédaction de *L'Étoile** de Lowell (Massachusetts) et devient co-propriétaire puis rédacteur du *Courrier de Lawrence*, journal auquel il collabore de 1928 à 1957. Auteur de nombreuses chroniques et brochures intéressant l'histoire des institutions franco-américaines de sa région, il publie, entre autres, *The French Contribution to America* (1945). Membre de plusieurs organismes culturels, il est secrétaire – fondateur de l'Action franco-américaine.

FÉDÉRATION ACADIENNE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (FANE). Issu de la Société* nationale des Acadiens, cet organisme, fondé en 1968 à Halifax*, s'inscrit dans un mouvement plus général de création d'associations provinciales qui se veulent les porte-paroles des Acadiens de Nouvelle-Écosse. Ainsi, la FANE se donne pour but de sensibiliser les Acadiens à leur culture et à leur langue et se charge de promouvoir et de faire respecter les intérêts des francophones dans leur province. Pour se faire, elle s'efforce de leur fournir une aide technique, humaine, financière et institutionnelle. Elle joue un rôle actif dans le domaine scolaire, notamment en militant

pour la reconnaissance du français comme langue d'enseignement, ainsi que dans les domaines culturel et économique. Cependant, dans cette province où la population acadienne se trouve répartie dans trois régions (Chéticamp*, Île Madame* et Baie-Sainte-Marie*) distantes les unes des autres, le taux d'assimilation reste élevé parmi les plus jeunes. Pour contrer cette tendance, la FANE travaille de concert avec d'autres associations francophones, comme l'Association* des Acadiens de la Nouvelle-Écosse, l'Association* canadienne d'éducation de la langue française et la Société* nationale des Acadiens.

FÉDÉRATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE : voir FÉDÉRATION DES FRANCO-COLOMBIENS

FÉDÉRATION CATHOLIQUE FRANCO-AMÉRICAINNE. Regroupement d'organismes franco-américains effectué en 1916 dans le but de contrer les efforts d'américanisation des Franco-Américains par les sociétés catholiques à prédominance irlandaise. Elle compte à l'origine 20 sociétés regroupant plus de 15 000 membres. Elle défend aussi auprès de l'opinion publique les œuvres religieuses, charitables et d'éducation. Son action cesse vers 1933.

FÉDÉRATION CULTURELLE DES CANADIENS-FRANÇAIS (FCCF). Fédération regroupant les neuf associations culturelles provinciales hors Québec et celles des deux territoires canadiens. Fondée le 10 juillet 1977 à Saint-Boniface (Manitoba), elle a pour but la promotion du développement culturel et artistique de la communauté francophone, en fournissant aux associations membres une aide technique, en facilitant les contacts et les échanges entre ses membres et en leur servant de porte-parole auprès des agences gouvernementales provinciales, fédérales et intergouvernementales. Maintenant son siège social à Saint-Boniface jusqu'en 1986, puis à Ottawa, l'organisme répond à un besoin, identifié dans le rapport *Les Héritiers de Lord Durham**, qui est de coordonner les activités culturelles chez les francophones hors Québec.

FÉDÉRATION DES AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Fondée en 1985, cette fédération a pour buts de soutenir le déve-

loppement de l'agriculture au Nouveau-Brunswick, de défendre les ententes et d'améliorer les conditions de vie des producteurs et productrices agricoles francophones. Elle s'intéresse notamment au dossier du libre-échange entre les États-Unis et le Canada et à ses éventuelles retombées sur l'agriculture acadienne. Elle est très active également dans l'élaboration des stratégies de développement agricole régional. La Fédération compte aujourd'hui quelque 300 membres, regroupés dans les trois fédérations régionales du nord-est, du nord-ouest et du sud-est de la province.

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE PARENTS ET INSTITUTEURS DE LANGUE FRANÇAISE DE L'ONTARIO (FAPI). Fondée en 1954 à Ottawa, où elle a son siège social, la Fédération cherche à favoriser les échanges entre parents et instituteurs des écoles primaires afin d'harmoniser les valeurs de l'école et celles des parents, et afin de favoriser l'instruction en français et l'instruction religieuse en Ontario. En 1960, elle regroupe entre 40 000 et 50 000 familles franco-ontariennes et couvre deux tiers des écoles primaires. Aujourd'hui elle compte 18 800 membres, regroupés en 7 sections. Elle publie un bulletin interne appelé *Liaison*.

FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ACADIENNES. Constituée en 1945 à Bathurst* et regroupant des caisses acadiennes, cette association fait à l'origine partie de la Ligue des Caisses populaires du Nouveau-Brunswick, qui comprend aussi les Credits Unions. La nouvelle fédération fournit à ses quelque 90 caisses populaires affiliées, des services techniques et professionnels susceptibles de favoriser leur croissance et leur développement. Avec un actif de plus de 173 millions de dollars, la Fédération demeure avant tout au service de ses 175 000 membres, majoritairement francophones, et concentre ses efforts du côté des prêts hypothécaires et personnels. Elle joue un rôle de second plan dans l'établissement d'entreprises commerciales et industrielles, bien qu'elle participe au financement de la presque totalité des coopératives acadiennes. Son siège social est aujourd'hui situé à Caraquet*.

FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. Cette fédération voit le jour à

Ottawa en 1946 et s'inspire de la philosophie d'Alphonse Desjardins*, instigateur du mouvement coopératif. Elle se donne comme but de coordonner les activités des nombreuses caisses qui lui sont affiliées. Ainsi, alors qu'à ses débuts elle comptait une dizaine de caisses, autour des années 1980 elle en regroupe près de quatre-vingts, avec un actif d'environ 293 000 000 dollars. La Fédération organise aussi de nombreux services afin de promouvoir le mouvement coopératif. Elle distribue un bulletin d'information interne, *Actualité-Caisse*, à l'intention de ses membres et, depuis 1977, une revue mensuelle *Le Mouvement*. De plus, la Fédération s'intéresse de très près à la promotion linguistique et culturelle de la francophonie ontarienne.

FÉDÉRATION DES CLUBS SOCIAUX FRANCO-ONTARIENS. Fondée à Toronto en 1958 par l'union de dix clubs sociaux du sud de la province, la Fédération tente de regrouper les francophones souvent isolés et oriente ses efforts vers les jeunes dans le domaine des loisirs sportifs et culturels. Aujourd'hui, elle compte une cinquantaine de clubs membres, répartis dans toute la province. Affiliée à l'Association* canadienne-française de l'Ontario, elle publie tous les mois *Le Trait d'Union*, bulletin distribué gratuitement aux dirigeants des clubs membres.

FÉDÉRATION DES DAMES D'ACADIE. Créée en 1968 à Campbellton* (Nouveau-Brunswick), l'Association provinciale des Dames d'Acadie devient, dix ans plus tard, la Fédération des dames d'Acadie. Elle a pour mission de regrouper les Acadiennes afin de leur fournir une tribune d'expression et de défense de leurs intérêts. Elle vise aussi bien à susciter une prise de conscience collective qu'à développer des projets spécifiques capables d'apporter une amélioration de la condition féminine en Acadie. Composée d'environ 1 000 personnes, réparties en 21 cercles, cette fédération publie depuis 1975 un bulletin mensuel intitulé *Matulu*. Elle a également publié un ouvrage qui présente, pour la première fois, des biographies de femmes d'Acadie : *Silhouettes acadiennes* (1981).

FÉDÉRATION DES ÉLÈVES DU SECONDAIRE FRANCO-ONTARIEN (FESFO). Fondé en 1977, cet organisme est au service des jeunes francophones des écoles secondaires de

l'Ontario. Par des stages en leadership, des ateliers de formation (journalisme étudiant, photographie, écriture, improvisation théâtrale, etc.), des colloques, des rencontres régionales et provinciales ainsi que par l'organisation de campagnes de sensibilisation, la FESFO vise à l'épanouissement de ses 25 000 membres.

FÉDÉRATION DES FEMMES CANADIENNES-FRANÇAISES. Fondée à Ottawa en 1914, la Fédération se donne comme première tâche d'aider les soldats canadiens-français outre-mer ainsi que leurs familles. Dès sa fondation, elle prend partie contre le Règlement 17 en Ontario. Au fil des ans, elle se donne pour objectifs la promotion de la culture française en position minoritaire, la sensibilisation et l'épanouissement des femmes canadiennes-françaises ainsi que l'intégration pleine et entière des femmes dans la société. Cependant, elle ne saurait être qualifiée de féministe au sens actuel : elle épouse les valeurs familiales traditionnelles et regroupe avant tout des femmes au foyer qui offrent bénévolement leurs services aux œuvres de charité paroissiales. La FFCF publie une revue cinq fois l'an. *Femmes d'action*. Elle a toujours son siège à Ottawa et regroupe des composantes dans six provinces (Ontario, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Manitoba, Saskatchewan et Alberta), avec 54 sections, 10 groupes et 7 000 membres.

FÉDÉRATION DES FESTIVALS ACADIENS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (Féfane). Fondé en 1982 par la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, cet organisme est connu, au cours de sa première année d'existence, sous le nom de l'Association des festivals de la Nouvelle-Écosse. Son objectif est de promouvoir et de coordonner la tenue de manifestations récréatives et culturelles dans les localités francophones de la province. Supervisant 10 festivals, la Féfane s'occupe de leur financement et de la mise en valeur de l'héritage acadien. Elle publie également un bulletin d'information intitulé *Le tur-lu-tu-tons*.

FÉDÉRATION DES FRANCO-COLOMBIENS. Cet organisme fondé à Vancouver* en 1945 se donne pour but de veiller au maintien de la langue et de la culture françaises et de protéger les intérêts des francophones de la Colombie-Britannique. À ses débuts, elle

encourage les Canadiens français à fonder des paroisses nationales ou francophones. Puis, elle milite afin que les francophones obtiennent un enseignement dans leur langue maternelle. Enfin, graduellement, l'organisme élargit son action. En éducation, le programme-cadre de français destiné aux enfants de parents francophones offre des guides d'action et d'implantation. En économie, la Fédération publie, entre autres, *L'Annuaire des commerçants, des professionnels et des organismes francophones de la C.-B.* Elle fait aussi valoir les intérêts de la population francophone auprès des divers gouvernements. Elle dresse un *Répertoire des ressources culturelles francophones en C.-B.* et publie un bulletin, *Le Trait d'Union*. Le service d'intervention de la Fédération offre des ressources en communication, en consultation et en formation. En 1982, la Fédération participe à la mise sur pied du projet d'habitation coopérative La Vérendrye. En 1987, la Fédération regroupe 16 associations affiliées.

FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR. Fondée le 17 novembre 1973, la Fédération a pour but de promouvoir et de développer le fait français à Terre-Neuve et au Labrador et d'assurer la représentation des francophones auprès des instances politiques terre-neuviennes et canadiennes. Elle regroupe cinq sociétés membres et concentre ses efforts dans les secteurs de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des communications. Elle publie en outre *Ici Terre-Neuve*, bulletin d'information bimensuel destiné à tous ceux qu'intéresse le fait français à Terre-Neuve et au Labrador.

FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC. Fondée en novembre 1975, la Fédération fait office de porte-parole officiel des francophones hors Québec auprès des autorités fédérales et veut assurer la coordination des associations qui œuvrent pour leur développement linguistique et culturel. Elle se compose des neuf associations francophones provinciales hors Québec, de celles des deux territoires et de cinq membres associés. Elle offre des programmes de coordination et de concertation, de fonctionnement, de recherche et d'information, de consultation et de développement. Ses principaux secteurs d'intervention touchent les communications, la Constitution, l'économie, les loisirs et les sports

ainsi que les services gouvernementaux. En outre, la Fédération publie régulièrement depuis sa création des dossiers sur différents aspects de la situation des francophones hors Québec, notamment : *Les Héritiers de Lord Durham* (Vol. I et II, 1977-1978) et *Deux poids, deux mesures* (1983). En juin 1982, le rapport du comité de la politique de développement global, *Pour nous inscrire dans l'avenir*, définit la philosophie d'action et les principaux dossiers d'intervention de la Fédération.



La campagne de 1979 et la Fédération des francophones hors Québec

FÉDÉRATION DES PARENTS ACADIENS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (FPANE). Fondée à Halifax* en 1984 à la suite de l'adoption, en 1981, d'une loi provinciale donnant droit à une éducation en français, la Fédération vise à promouvoir les valeurs éducatives, culturelles, religieuses et démocratiques des parents acadiens soucieux de l'éducation française de leurs enfants. Elle est donc un carrefour d'information en même temps qu'un groupe de pression. Depuis sa création, elle a d'ailleurs fait pression auprès du gouvernement et des commissions scolaires pour

obtenir des écoles acadiennes. De plus, elle milite en faveur d'une restructuration de la section française du ministère de l'Éducation qui soit plus conforme aux besoins des Acadiens. La Fédération regroupe sept composantes régionales ; elle publie un bulletin appelé *Le Lien*.

FÉDÉRATION DES JEUNES CANADIENS FRANÇAIS. Fondée en 1974, la Fédération, qui regroupe neuf associations provinciales de jeunes francophones hors Québec, s'adresse aux étudiants et étudiantes du secondaire, du post-secondaire et aux jeunes travailleurs et travailleuses. Elle se veut un outil de développement pour des jeunes à qui elle fournit des services de recherche et de publication sur des sujets les intéressant. Elle favorise également toutes les formes d'échange et de communication entre les jeunes soit en organisant des manifestations culturelles ou en ayant recours aux médias. De plus, elle joue un rôle de coordination à l'échelle nationale et agit comme groupe de pression. C'est ainsi que devant la montée du taux de chômage chez les jeunes au début des années 1980, la Fédération a pris position et a revendiqué des programmes d'emplois spécifiques pour les jeunes. Son siège social se situe actuellement à Ottawa.

FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS SAINT-JEAN-BAPTISTE DE L'ONTARIO. Fondée en 1939 à Ottawa, cette fédération réunit les sociétés* Saint-Jean-Baptiste des différentes villes ontariennes. En vue de coordonner leurs activités, elle offre les services d'un secrétariat provincial. Elle se donne pour but de regrouper les francophones de l'Ontario et de travailler au développement de leurs intérêts culturels, sociaux, éducatifs et commerciaux en décernant notamment des prêts et des bourses aux étudiants méritants et en favorisant l'établissement de bibliothèques, de caisses populaires et de coopératives. De plus, la Fédération se veut un agent de liaison entre l'Ontario français et les diverses communautés francophones à travers le continent. Elle publie, de façon intermittente, une revue : *La Source*.

FÉDÉRATION FÉMININE FRANCO-AMÉRICAINNE. Fondée en 1951, la Fédération a son siège social à Lowell* au Massachusetts. Elle vise à réunir tous les groupes et organismes féminins existants afin de protéger les valeurs chrétiennes et de promouvoir la connaissance de

la langue et de la culture françaises par l'action des femmes. En 1982, elle comptait plus de 10 000 membres.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS. Organisme international créé en 1969 et regroupant quelque 63 associations, réparties dans 45 pays. Organisme de liaison et de service, il s'adresse aux enseignants de tous les niveaux, depuis la maternelle jusqu'à l'université, et embrasse tous les domaines où la langue française est enseignée. Ainsi la FIPF cherche à favoriser le développement des méthodes pédagogiques, à assurer les échanges et à promouvoir la diffusion de l'enseignement du français. De plus, la FIPF vise à stimuler le dialogue entre les cultures d'expression française et les autres. Pour ce faire, elle maintient des relations étroites avec divers organismes internationaux impliqués dans le développement culturel et linguistique, tels que l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française.

FÉDÉRATION NATIONALE DES SOCIÉTÉS DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE FRANCO-AMÉRICAINNE. Regroupement des sociétés de généalogie et d'histoire franco-américaines, effectué en 1981 à Manchester (New Hampshire) pour promouvoir la coopération de ces sociétés entre elles et assurer une liaison permanente avec des sociétés analogues du Québec. Elle aide à la formation de nouvelles sociétés, ranime les moins actives et encourage les autres. Elle fait circuler l'information, accrédite les généalogistes et sollicite des appuis gouvernementaux. Enfin, la Fédération encourage les auteurs d'ouvrages historiques et généalogiques et publie elle-même un bulletin intitulé *Gen/Histo-Gram*.

FÉNELON, FRANÇOIS DE SALIGNAC DE LAMOTHE. Prêtre-missionnaire (Sainte-Mondane, France, 1641 — 1679). Demi-frère de l'archevêque de Cambrai, l'écrivain français Fénelon, il entre au séminaire de Saint-Sulpice de Paris en 1665. Arrivé au Canada en 1667, il reçoit le sacerdoce de M^{gr} Laval en 1668. Fondateur de la première mission sulpicienne chez les Iroquois de Kenté, au lac Ontario (1668), il demeure dans la communauté autochtone jusqu'en 1670, puis retourne en France. Il revient au Canada en 1672 avec Frontenac. Fénelon met sur

ped une école pour les Indiens à Gentilly en 1673. Dénonçant les abus du gouverneur Frontenac (1674), il est vivement réprimandé par les autorités civiles et religieuses et doit regagner la France la même année. Il meurt à l'âge de 38 ans.

FERLAND, MARCIEN. Compositeur et professeur (Saint-Boniface, Manitoba, 4 août 1935 —). Après avoir étudié plusieurs instruments (dont le violon et la trompette), le solfège et l'orchestration, il devient maître de chapelle dans plusieurs paroisses, dont celle de la cathédrale de Saint-Boniface*. Il y dirige aussi la Chorale des Intrépides, spécialisée dans le folklore canadien-français. En 1965, il présente à l'Université du Manitoba une thèse de maîtrise intitulée *La métaphore musicale dans l'œuvre de Marcel Proust*. Professeur de français à l'Université de Winnipeg entre 1966 et 1973, Ferland quitte l'enseignement pour se consacrer à la composition et à la publication de nombreuses pièces musicales. Parmi ses œuvres, on compte *Chansons à répondre du Manitoba* (1979) et une cantate saisissante intitulée *La Basilique de Saint-Boniface*, dans laquelle il relate en musique l'histoire de cette cathédrale qui a été l'âme de la vie française à Saint-Boniface.

FERRON, MARIE-ROSE. Religieuse (Saint-Germain-de Grantham, Québec, 24 mai

1902 — Woonsocket, Rhode Island, 11 mai 1936). Née d'une famille québécoise qui émigre aux États-Unis alors qu'elle est en bas âge, Marie-Rose passe son enfance à Fall* River puis à Woonsocket.* Elle manifeste tôt une vive piété. À l'âge de vingt ans, elle devient infirme et ne peut se servir de ses jambes. Elle fait profession religieuse le 8 décembre 1928. On raconte qu'à sa mort, on a pu voir les traces d'une couronne d'épines sur son front. Surnommée la Stigmatisée de Woonsocket, on a, par la suite, attribué à son intervention de nombreuses faveurs obtenues. Sa vie et sa mort ont fait l'objet d'un livre intitulé *Couronnée d'épines*, publié en 1943 par l'abbé O.-A. Boyer.

FESTIVAL DE MUSIQUE ACADIENNE. Manifestation annuelle organisée depuis 1974 sous le patronage du Conseil* pour le développement du français en Louisiane afin de mettre en valeur la musique des francophones cajuns et créoles de cet État américain. Présentant surtout des musiciens engagés dans une carrière professionnelle, ce concert attire à chaque année jusqu'à 50 000 personnes. Tenu généralement les 21 et 22 septembre à Lafayette*, le Festival de la musique acadienne constitue l'un des principaux indicateurs de la vivacité et de l'évolution de la culture des Louisianais d'expression française.



Le Festival franco-ontarien

FESTIVAL DU VOYAGEUR. Organisation d'activités ou d'œuvres de bienfaisance fondée en 1970 à Saint-Boniface* (Manitoba). Ses activités culminent en une fête communautaire annuelle, un festival d'hiver à caractère historique et culturel, qui met en relief et valorise le patrimoine des Franco-Manitobains. Elle comprend des activités scolaires et récréatives, tels des courses de chiens, un casino, un bal, des relais et des spectacles de toutes sortes.

FESTIVAL FRANCO-ONTARIEN. Rassemblement et manifestation culturelle annuels qui ont lieu en juin de chaque année, à Ottawa, depuis 1975. D'une journée qu'il était au début, le Festival franco-ontarien dure maintenant dix jours et attire plus de 175 000 personnes. Il comprend toute une gamme d'activités artistiques et récréatives, des danses, des films, des expositions, du théâtre et surtout des spectacles d'artistes venant de tout le Canada français qui constituent le clou de la fête. Le Festival est l'une des plus imposantes manifestations de la francophonie canadienne à l'extérieur du Québec.

FÊTE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE. En 1834, à l'instigation de Ludger Duvernay*, saint Jean-Baptiste est formellement adopté comme pa-

tron des Canadiens français. La même année, la Société* Saint-Jean-Baptiste est créée et la première fête officielle de la Saint-Jean est célébrée le 24 juin. Progressivement, des fêtes de la Saint-Jean sont célébrées partout où se trouvent des Canadiens français en Amérique du Nord.

D'abord d'inspiration nationaliste, la Saint-Jean change de caractère et, des années 1870 aux années 1960, elle est davantage religieuse que nationaliste alors que les rites traditionnels l'emportent sur le sens politique original de la Saint-Jean-Baptiste. Durant les années 1960, à la faveur de la montée du nationalisme québécois, le caractère politique de la fête est restauré. Aussi bien au Québec qu'à l'extérieur du Québec, la fête de la Saint-Jean a des allures champêtres et elle inclut généralement une messe et une parade au cours de laquelle un enfant accompagné d'un agneau personnifie saint Jean-Baptiste. Un feu traditionnel clôture la fête. Dans la fête moderne, des spectacles d'artistes ont supplanté la parade et la messe est généralement délaissée. Au Québec, elle a été rebaptisée Fête nationale des Québécois en 1977. Ailleurs, la fête de la Saint-Jean-Baptiste continue d'être un jour de ralliement important pour les francophones, sans la dimension politique qu'elle revêt au Québec.



La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Jacques d'Embrun en Ontario, 1897

FEUILLE D'ÉRABLE, LA. Fondé par le sénateur Gustave Lacasse*, en 1931 à Tecumseh*, Ontario, cet hebdomadaire d'inspiration libérale et nationaliste, se porte à la défense de la minorité francophone des comtés ontariens d'Essex et de Kent. Ce journal bilingue, puisque la dernière page intitulée *The Maple Leaf* est rédigée en anglais, est l'œuvre d'un homme, le sénateur Lacasse, qui rédige à lui seul presque tout le journal en empruntant plusieurs pseudonymes. Les fils du sénateur prendront la relève de 1953 à 1958, année où le journal cesse d'être publié.

FILIATRAULT, MAURICE. Banquier et administrateur (Verrier, Ontario, 14 octobre 1925 —). D'abord employé par la Banque Canadienne Nationale dont il est gérant de succursales au Québec, il devient, en 1962, président de Brazeau Transport Inc., la plus importante compagnie de transport routier au Québec et l'une des plus importantes au Canada. Il est aussi membre, administrateur ou président de plusieurs associations et de corporations industrielles régionales, provinciales et nationales.

FILLES DE JÉSUS. Fondée en 1834 en Bretagne (France), la congrégation arrive en Amérique (New York) en 1902, et s'installe à Saint-Albert (Alberta) l'année suivante. Elle se consacre à l'enseignement et au soin des malades. Ainsi, la congrégation érige de nombreux établissements d'enseignement et des hôpitaux dans l'Ouest (canadien et américain), notamment à Edmonton, Morinville et Picardville (Alberta), à Modesto (Californie) et Lewiston (Montana), ainsi qu'à Moncton, Dalhousie, Grand'Anse (Nouveau-Brunswick) et à Sydney et Chéticamp (Nouvelle-Écosse).

FILLES DE LA CROIX, DITES SŒURS DE SAINT-ANDRÉ. Fondée en France en 1805, la congrégation arrive au Canada en 1904, à la demande de M^{gr} Langevin*, archevêque de Saint-Boniface. Elle se consacre à l'enseignement, puis au soin des pauvres et des malades. Ainsi, un premier établissement voit le jour à Saint-Malo (Manitoba) dès 1904. Plus tard, d'autres maisons d'enseignement sont érigées, dont six au Manitoba et cinq en Saskatchewan : Saint-Adolphe (Manitoba) en 1906, Winnipeg, La Flèche (Saskatchewan) en 1915 et Willow Bunch (Saskatchewan) en 1914.

FILLES DE LA PROVIDENCE (DE SAINT-BRIEUC). Fondée en Bretagne (France) en 1818 par Jean-Marie-Robert de La Mennais et Marie-Anne Cartel, la congrégation envoie des religieuses au Canada, en 1897, à la demande de M^{gr} Pascal*, évêque de Prince-Albert (Saskatchewan). Elles s'établissent d'abord à Saint-Louis (Saskatchewan) où elles se consacrent à l'enseignement de jeunes filles et au soin des malades. Au cours des années suivantes, des écoles sont ouvertes un peu partout à travers la Saskatchewan et l'Alberta afin de permettre aux étudiants de recevoir un enseignement bilingue. Ainsi, des établissements sont érigés notamment à Prud'homme (Saskatchewan), à Vegreville (Alberta) ainsi qu'à Saskatoon et à Prince-Albert.

FILLES DE LA SAGESSE. Fondée à Poitiers (France) en 1703 par Louis-Marie de Montfort et Marie-Louise Trichet, la congrégation s'établit au Québec en 1884. Depuis un siècle, cette communauté de femmes se consacre aux soins des malades et des orphelins ainsi qu'à l'enseignement français en Ontario, notamment à Ottawa (1891) où elle fait ériger l'hôpital Montfort en 1952. Les filles de la Sagesse s'installent également en Alberta (1911) et en Saskatchewan ainsi qu'à Edmundston (Nouveau-Brunswick) dès 1905. Administrant des hôpitaux, des orphelinats et des écoles, la congrégation s'est aussi implantée aux États-Unis dans les États du Maine, de New York, de Virginie et du Connecticut (1949).

FILLES DE MARIE DE L'ASSOMPTION. Fondées à Campbellton (Nouveau-Brunswick) en 1922 par M^{gr} Louis-Joseph Melanson* sous le nom d'Association des institutrices de l'Académie de l'Assomption, elles prennent le nom de Filles de Marie de l'Assomption lors de leur érection canonique en 1924. M^{gr} Melanson met sur pied cette association dans le but d'instituer un ordre religieux qui se consacrerait à l'enseignement dans les paroisses privées d'écoles catholiques. Ainsi, de nombreux établissements voient le jour au Nouveau-Brunswick, notamment à Saint-Quentin (1924), Bathurst (1937), Edmundston (1939), Moncton (1947), Richibouctou (1948), Balmoral (1952), Paquetville (1960), ainsi qu'à Yarmouth (Nouvelle-Écosse) en 1955.

FINN, GILBERT. Homme d'affaires (Inkerman, Nouveau-Brunswick, 3 septembre 1920 —). Après des études à l'Université* Laval, il se dirige vers le domaine de l'assurance-vie où il assume plusieurs postes de direction. Ainsi, il entre au service de l'Assomption mutuelle d'assurances-vie en 1950 et il devient le président du comité exécutif dès 1969. Parallèlement, il cumule les charges de président (1963-1964) puis de directeur (1965-1968) de l'Union des mutuelles-vie françaises et, de 1969 à 1980, il est directeur de l'Association canadienne des compagnies d'assurances-vie. À la même époque, il s'intéresse au développement économique des provinces maritimes. De 1962 à 1968, il est membre du Conseil économique des provinces de l'Atlantique et du Conseil économique du Canada (1973-1976). Il est également le président-fondateur du Conseil économique acadien (1900) ainsi que directeur de l'Institut du mouvement coopératif acadien (1978-1980). Il occupe le poste de recteur de l'Université* de Moncton depuis 1980.

FISSET, Pierre. Prêtre (Ancienne-Lorette, Québec, 28 mai 1840 — Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 18 avril 1909). Ordonné prêtre en 1864, il enseigne d'abord à l'Université d'Antigonish en Nouvelle-Écosse (1864-1865). Il est ensuite nommé curé à Havre Boucher, une localité située à 49 km au sud-est d'Antigonish (1865-1875). Mais il a surtout marqué Chéticamp* où il fut curé pendant 34 ans, de 1875 à 1909. Soucieux d'assurer les meilleures conditions au développement spirituel de ses fidèles, il fonde la paroisse voisine de Saint-Joseph-du-Moine (1879). Il s'intéresse également à l'essor matériel de la région ; il dirige plusieurs entreprises, dont un magasin qui devient un important comptoir du Havre. Il achète poissons et bétail pour les revendre sur les marchés extérieurs et se porte acquéreur d'une homarderie et d'un moulin à farine. Il construit un quai au Havre en 1888 et à La Pointe en 1904. Le père Fisset est propriétaire de grands domaines, dont une importante ferme privée, destinée à encourager l'agriculture chez les Chéticantins. Il devient en 1907 président de la Great Northern Mining Company qui opère une mine de plâtre active de 1907 à 1913. Ses nombreuses activités insufflent une prospérité remarquable à la fin du XIX^e siècle à l'agglomération de Chéticamp.

FISHER BRANCH. Petite localité située à 154 kilomètres au nord de Winnipeg, le long de la voie ferrée du Canadien National. Population totale : 2 321 habitants. Déjà connue sur le nom Rivière-Pécan ou Rivière-aux-Pécans, son nom atteste l'importance des fourrures dans cette communauté puisque le « pécan » (martre) abondait déjà dans cette région. Simple mission de 1909 à 1911, elle attire une cinquantaine de colons francophones vers 1914. Ces colons rejoignent les quelques familles de Métis* qui y habitaient déjà. Les habitants vivent d'agriculture mixte et de l'industrie laitière. Population francophone : 155.

FITCHBURG et LEOMINSTER. Villes du Massachusetts situées côte à côte à environ 70 km au nord-ouest de Boston. Population totale : 43 343 habitants (Fitchburg) et 34 318 habitants (Leominster). Situées toutes deux sur la rivière Nashua, elles attirent des manufacturiers de petite et moyenne envergure grâce aux ressources hydro-électriques de la rivière. Vers les années 1880-1890, des Québécois y affluent en quête d'emploi. Ils fondent les paroisses Immaculée-Conception (1886), Saint-Joseph (1890) et Saint-François d'Assise (1903) à Fitchburg et la paroisse Sainte-Cécile à Leominster. Le journal *La Liberté*, établi à Fitchburg, sert pendant plus d'un demi-siècle (1908-1965) de lien privilégié de communication pour les francophones de ces deux villes. Population francophone : 10 195 (Fitchburg) et 6 798 (Leominster).

FIVE FINGERS : voir SAINT-QUENTIN

FLAMAND, JACQUES. Traducteur et écrivain (Le Puy-en-Velay, France, 12 juillet 1935 —). Docteur en théologie, licencié en philosophie, en anglais, en psychologie et en lettres modernes, Jacques Flamand enseigne de 1961 à 1973 dans diverses institutions en France et au Canada. Il occupe le poste de traducteur-réviseur au Secrétariat d'État de 1970 à 1975 ; il devient ensuite chef-traducteur au Conseil des Arts du Canada. Et de 1981 à 1986, il est directeur du Programme des langues officielles au Conseil des arts du Canada. Il est également vice-président de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario. Il a publié une dizaine de livres sur la théologie, la traduction et la poésie ainsi que des recueils de poèmes et de nom-

breux articles de journaux et de revues. En 1982, il participe à la fondation et devient le premier président des Éditions* du Vermillon. À compter de 1986, il se consacre à temps plein à l'édition.

les
L'Amérique
du
1500-
1600!

FLORIDE. Depuis la cession de la Floride par l'Espagne aux États-Unis, en 1819, les francophones y sont venus en trois temps. On trouve un premier groupe – le moins important des trois sur le plan numérique – dès la fin du XIX^e siècle lorsque sont entrepris de vastes travaux de défrichement des nouvelles terres dans le nord de l'État. Quelque 500 francophones du Québec s'établissent alors dans la région du Pensacola pour pratiquer l'agriculture. Ils fondent bientôt un village, Béliandville, mais, isolés, ils s'intègrent rapidement à la société américaine. Plus tard, dans la foulée du New Deal, une vingtaine de milliers de Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre immigrent en Floride, participent aux travaux de défrichement du sud de l'État et trouvent du travail dans les usines et entreprises de service de Miami. Après la seconde guerre mondiale, l'industrie touristique de Floride connaît un essor considérable. Les premiers francophones à découvrir les attraits touristiques de la Floride sont les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre qui apprécient surtout la région de Miami Beach. À partir des années 1960, à la faveur de la croissance économique, des milliers de Québécois découvrent à leur tour la Floride. Privilégiant la côte est de l'État – Hollywood, Fort Lauderdale et West Palm Beach –, ils y créent leurs propres structures d'accueil. Touristes pour la plupart retraités, ils ont le loisir de prolonger leurs séjours en Floride, s'y achètent souvent des maisons et dans plusieurs cas deviennent des résidents permanents. Venu tard dans la vie sous le soleil de Floride, ils restent culturellement attachés au Québec. Ils cherchent d'ailleurs à le transposer dans leur nouveau milieu de vie en se donnant des clubs sociaux, comme les Richelieu, et des journaux français comme *Le Soleil de Floride*. Grâce aux moyens de transport rapides et aux liaisons très fréquentes, les journaux québécois quotidiens sont largement diffusés dans ces milieux francophones. Bien qu'aucune statistique ne soit disponible, on estime qu'entre 500 000 et 800 000 Québécois passent plus de trois semaines chaque hiver en Floride. Le nombre de Québé-

cois ayant décidé de s'installer en permanence en Floride est considérable mais difficile à estimer.



L'hôtel Norman à Miami

FOISY, JOSEPH-ALBERT. Journaliste (New-Bedford, Massachusetts, 6 février 1887 – Miami, Floride, 26 avril 1952). Diplômé de l'Université Laval, il collabore d'abord à *L'Action catholique* de Québec puis devient, en 1917, rédacteur en chef du quotidien *Le Droit* d'Ottawa. Il émigre au Rhode Island en 1924 et devient directeur du journal *La Sentinelle* de Woonsocket*, journal fondé pour contrer la politique assimilatrice de l'évêque de Providence (Rhode Island). En 1925, il passe au *Daily Tribune*. L'année suivante il se tourne contre les Sentinellistes*. En 1929, il quitte le journalisme pour l'enseignement dans un High School de Fall River. Il a publié avec Luc Bérard *Plus qu'elle-même !*, roman patriotique qui raconte l'histoire d'une jeune canadienne française de Fall River, venue enseigner en Ontario.

FONDATION CULTURELLE ACADIENNE. Créée à Caraquet* en 1981 par un groupe de citoyens désireux d'assurer l'avenir culturel des Acadiens, la Fondation se donne comme objectif à long terme de recueillir un million de dollars. Ces fonds serviraient éventuellement à aider les organismes culturels, sensibiliser les secteurs publics et privés à la culture acadienne et à publier une revue de diffusion, promotion et coordination des activités culturelles acadiennes. En 1986, la Fondation possède un actif de 175 000 dollars.

FONDATION DONATIEN FRÉMONT : voir **FRÉMONT, DONATIEN**

FONDATION FRANCO-ONTARIENNE. En octobre 1985, l'Association* canadienne-française de l'Ontario (ACFO) suscite la création de la Fondation franco-ontarienne. Officiellement lancée le 30 janvier 1986, cette corporation sans but lucratif et autonome vise à doter la collectivité franco-ontarienne d'un levier financier indépendant et permanent. Son mandat est de recueillir, d'administrer, de redistribuer et de gérer des fonds au profit de projets communautaires franco-ontariens. Le choix des projets se fait principalement dans les domaines de l'éducation, des arts et de la culture. Cette fondation est gérée par un conseil d'administration indépendant, dont le premier président est Roger Guindon*.

FONDATION LIONEL-GROULX. Institué en 1956 à Outremont (Québec), la Fondation a pour but premier de favoriser l'étude de l'histoire du Canada et du fait français en Amérique. Pour ce faire, la Fondation aide l'Institut* d'histoire de l'Amérique française et la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Elle organise aussi des concours et octroie des bourses. La Fondation possède une bibliothèque de plus de 12 000 volumes, de 3 000 brochures, de périodiques canadiens, américains et européens et a également plusieurs fonds d'archives.

FONTAINE, FRANK. Comédien (Cambridge, Massachusetts, 19 avril 1920 — Spokane, Washington, 4 août 1978). Fils d'un père canadien-français et d'une mère irlandais-écossaise, il tient son premier rôle dès l'âge de neuf ans dans la comédie *The Daddy Sunshine*. Poursuivant sa carrière au théâtre, à la radio et au cinéma, il parcourt le Canada et les États-Unis et acquiert une

certaine célébrité dans les années cinquante avec sa participation aux films *Nancy Gæs Back to Rio* (1949), *Stella* et *Call Me Mister* (1950), *The Marriage Brother* (1951). C'est cependant sa participation régulière au « Jackie Gleason Show » qui l'aura consacré comme vedette du showbiz américain.

FONTAINE, L.J. OSCAR. Compositeur et professeur (Saint-Hyacinthe, Québec, 4 juillet 1878 — New Bedford, Massachusetts, 3 mars 1950). Il étudie le piano à Québec et à Montréal, où il se familiarise aussi avec l'orgue. Il développe son talent sous l'influence des grands maîtres de cette discipline. Organiste-assistant à la cathédrale de Saint-Hyacinthe, à l'église Notre-Dame de Fall* River (1904-1910) et à New* Bedford à compter de 1910, il se consacre aussi à l'enseignement privé et à la composition musicale. Ses travaux sont publiés à Montréal, à Boston et à Philadelphie.

FONTAINE, RENÉ. Homme politique (Hearst, Ontario, 5 novembre 1933 —). Après avoir étudié l'administration des affaires à l'Université d'Ottawa, il revient à Hearst et prend la direction de l'entreprise familiale de transformation du bois de construction. Il se lance en politique municipale et devient échevin de 1963 à 1966 et maire de Hearst de 1968 à 1980. Pendant ce temps, il fonde l'Ontario Lumber Manufacturers Association. Élu député libéral de Cochrane-Nord à l'Assemblée législative ontarienne lors du scrutin de 1985, René Fontaine est appelé à faire partie du gouvernement comme ministre des Affaires du Nord et des Mines. Face à un présumé conflit d'intérêts, il se voit contraint de démissionner, puis se représente à des élections partielles qu'il remporte en août 1986. Toutefois, il ne réintègre pas le Cabinet provincial.

FORBES, GUILLAUME. Archevêque (Île Perrot, Québec, 10 août 1865 — Ottawa, Ontario, 22 mai 1940). Ordonné prêtre en 1888, il exerce le ministère paroissial à Caughnawaga, à Sainte-Anne-de-Bellevue et à Montréal avant d'être sacré évêque de Joliette (1913) puis archevêque d'Ottawa* (1928-1940). Durant son épiscopat à Ottawa, il fait venir un grand nombre de congrégations religieuses et fonde six paroisses. Il est le premier responsable de la fondation du Séminaire

de l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages en iroquois.

X FOREST, GEORGES. Assureur (La Salle, Manitoba, 1924 — 1990). Navigateur dans l'armée de l'Air canadienne, enseignant à Winnipeg*, puis assureur, il devient président de l'Agence Assurances Forest Ltée en 1948. Fondateur de cinq caisses populaires et président de l'une d'elles, membre fondateur du Club Richelieu* de Saint-Boniface*, vice-président de la Société* canadienne du français à l'université, membre de la Société* franco-manitobaine, il gagne la notoriété quand, en 1976, il refuse de payer une contravention libellée en anglais seulement. Forest obtient gain de cause devant les tribunaux et fait reconnaître le caractère bilingue du Manitoba.

FOREST, LÉONARD. Cinéaste et écrivain (Chelsea, Massachusetts, 17 janvier 1928 —). Venu au Nouveau-Brunswick avec sa famille, il étudie au Collège Saint-Joseph de Memramcook et il pratique pendant quelques temps le métier de journaliste à *L'Évangéline**. En 1953, il devient réalisateur à l'Office national du film, où il fait plusieurs films sur les Acadiens, dont *Les Aboiteaux* (1955), *Acadie Libre* (1969) et *Les Canadiens de la dispersion* (1967). Il compose aussi de nombreux poèmes et nouvelles qu'il publie dans diverses revues. Son premier recueil de poésies intitulé *Saisons antérieures* paraît en 1973, suivi d'une autre, en 1979, *Comme en Florence*, qui lui vaut le prix France-Acadie.

FORESTIERS FRANCO-AMÉRICAINS, ORDRE DES. Fondée en 1905 à Woonsocket* (Rhode Island), cette société mutuelle d'assurances-vie reçoit sa charte en 1906. Issu de l'Ordre des forestiers d'Amérique (société mutuelle d'assurances-vie catholique et surtout irlandaise), l'Ordre des Forestiers franco-américains voit le jour lorsque des Franco-Américains de Woonsocket, mécontents de voir l'Ordre diffuser sa documentation en langue anglaise seulement, ce qui était contraire à la constitution de la société, se détachent de cette dernière pour fonder leur propre société. Progressivement, des sections locales dans presque toutes les communautés franco-américaines suivent l'exemple et se joignent à l'Ordre des forestiers franco-américains. L'Ordre publie pendant un certain temps un bulletin appelé *Le Forestier*. L'Ordre devient une société

fraternelle en 1932, puis fusionne avec l'Association* canado-américaine en 1938.

FORGET, AMÉDÉE. Homme politique (Marieville, Québec, 12 novembre 1847 — Ottawa, Ontario, 8 juin 1923). Admis au barreau du Québec en 1871, il est nommé secrétaire de la Commission chargée d'examiner et de régler les réclamations des Métis des Territoires du Nord-Ouest en 1875. Greffier de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest (1888), puis lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest (1898-1905), il devient le premier lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan (1905-1910). Il est nommé sénateur en 1911.

FORGET, JEAN-URGEL. Curé (Saint-Janvier, Québec, 27 janvier 1862 — Ottawa, Ontario, 24 février 1946). Il fait ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse (Québec) et est ordonné prêtre à Ottawa* en 1887. Arrivé à Embrun* comme curé en 1896, il s'y révèle un excellent administrateur, réussissant à payer les dettes de la paroisse tout en faisant réparer l'église. Il obtient à Embrun une école-modèle en 1925 et une école secondaire bilingue en 1935. Nommé chanoine en 1945, il meurt l'année suivante.

FORGET, ULYSSE. Médecin (Versailles, Québec, 7 septembre 1898 —). Diplômé en médecine de l'Université de Montréal en 1927, il pratique d'abord à Palmer (Massachusetts) puis, en 1928, à Warren (Rhode Island). Il se spécialise en oto-rhino-laryngologie. Il enseigne l'ophtalmologie à l'hôpital St. Ann de Fall* River (Massachusetts). Président de l'Association franco-américaine des médecins de Nouvelle-Angleterre, il s'intéresse également à l'histoire et publie, en 1952, *La Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Warren, État du Rhode Island*.

FORT BRISEBOIS : voir CALGARY

FORT CATARAQUI : voir KINGSTON

FORT DES PRAIRIES : voir EDMONTON

FORT ELLICE : voir SAINT-LAZARE

FORT FRONTENAC : voir KINGSTON

FORT GARRY : voir WINNIPEG

FORT GEORGES : voir PRINCE GEORGE

FORTIER : voir SAINT-EUSTACHE

FORTIN-TERRIEN, YVONNE. Bénévole (Hull, Québec, 1910 — Amos, *ibid.*, 3 mai 1982). Après des études à l'Institut dominicain de philosophie d'Ottawa, elle devient très active dans la communauté catholique francophone d'Ottawa*. En 1940, elle va s'établir à Victoria* (Colombie-Britannique). Tour à tour, elle participe activement à la fondation du Club canadien de Victoria (1941), de la Fédération* canadienne-française de la Colombie-Britannique (1945) et, en 1957, à l'établissement de la première paroisse francophone de Victoria, la paroisse Saint-Jean-Baptiste.

FORT KAMINISTIQUIA : voir FORT WILLIAM

FORT KAMINISTIQUIA : voir THUNDER BAY

FORT LA JONQUIÈRE : voir CALGARY

FORT LA PRÉSENTATION : voir OGDENSBURG

FORT-LA-REINE : voir PORTAGE-LA-PRAIRIE

FORT-LAWRENCE : voir BEAUBASSIN

FORT McMURRAY. Ville de l'Alberta située au nord de la province, au confluent des rivières Athabasca et Clearwater. Population totale : 31 000 habitants. Poste de traite de la Compagnie* de la baie d'Hudson dès 1870, Fort McMurray a attiré de nombreux francophones, comme en témoigne l'établissement d'une paroisse catholique et française (Saint-Jean-Baptiste) dès 1853. La ville doit aujourd'hui sa notoriété et sa prospérité aux sables bitumineux qui l'entourent et qui, au cours des années 1970, attirent un certain nombre de Québécois en quête d'emplois. Population francophone : 1 420.

FORT MICHILLIMAKINAC : voir MICHILIMAKINAC

FORT NORMANDEAU : voir RED DEER

FORT ONTARIO : voir OSWEGO

FORT ORANGE : voir ALBANY

FORT PONTCHARTRAIN : voir DÉTROI

FORT ROUGE : voir WINNIPEG

FORT ROUILLÉ : voir TORONTO

FORT SACKVILLE : voir VINCENNES

FORT SAINT-CHARLES : voir LAC-DES-BOIS

FORT SAINT-JEAN-BAPTISTE : voir NATCHITOCHE

FORT-WILLIAM. Ancienne municipalité de l'Ontario située sur la rive ouest du lac Supérieur, jumelée en 1970 à Port-Arthur pour former l'agglomération urbaine de Thunder* Bay. Fondé comme poste de traite en 1671 sous le nom de Fort-Kaministiquia, Fort-William était un relais important sur la route d'accès des voyageurs aux fourrures de l'ouest. Duluth* et La* Vérendrye s'y sont arrêtés, comme tant d'autres explorateurs et commerçants. À une époque plus récente, Léo-Paul Desrosiers* l'immortalise dans son roman sur le commerce des fourrures, *Les Engagés du Grand Portage* (1938). Le fort reconstitué est aujourd'hui une attraction touristique de Thunder Bay.

FORT YORK : voir TORONTO

FOURCHE DE LA RIVIÈRE ROUGE : voir SAINT-BONIFACE

FOURNIER : voir CASSELMAN

FOURNIER, CAMILLE. Instituteur (Beauharnois, Québec, 1890 — Saint-Boniface, Manitoba, 4 mars 1962). Il émigre au Manitoba en 1911 et enseigne à Haywood pendant deux ans. Il poursuit ensuite sa carrière d'instituteur à l'Institut Provencher de Saint-Boniface* durant 43 ans. Parallèlement, il obtient, en 1942, un doctorat en pédagogie de l'Université de Montréal. Président des Instituteurs bilingues en 1915 et 1916, il est membre-fondateur de l'Association* d'éducation des Canadiens-Français du Manitoba (AECFM) et vice-président de cet organisme de 1936 à 1940. Il est aussi président de l'Union régionale de l'Association* catholique de la jeunesse canadienne-française (1930-1934) et membre du Comité permanent de la Survivance française en Amérique (1944-1948).

FOURNIER, EDGAR. Homme politique (Saint-Basile, Nouveau-Brunswick, le 1^{er} juin 1908 —). Directeur du New Brunswick Vocational Institute, il est élu pour la première fois

à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1952 et réélu en 1956, comme représentant de Madawaska. Défait en 1960, il passe à la scène fédérale et est élu en 1961 député conservateur de Restigouche-Madawaska. Il est délégué du Canada à plusieurs conférences du Commonwealth. Défait à l'élection générale de 1962, il est nommé au Sénat le 24 septembre de la même année. Il représente le Canada auprès du Marché commun européen en 1978 et en 1979. Il se retire de la vie publique en 1983.

(STEPHEN)

FOURNIER, JEAN-ÉTIENNE. Homme d'affaires et maire (Trois-Pistoles, Québec, 27 décembre 1852 — Sudbury, Ontario, 11 février 1929). Arrivé à Sudbury en 1884, il devient le premier maître de poste officiellement nommé par le gouvernement fédéral, fonction qu'il occupera pendant 13 ans. L'année suivante, il se lance en affaires et inaugure le seul magasin général de cette ville naissante. Participant activement à la fondation de Sudbury, Jean-Étienne Fournier remporte les élections qui en font le premier maire de l'histoire de cette ville minière. Il joue un rôle de premier plan dans la création d'institutions scolaires, dont le Collège* du Sacré-Cœur (1913).

FOURNIER, MICHEL. Homme politique (Pointe-Verte, Nouveau-Brunswick, 29 septembre 1905 —). Bachelier ès arts de l'Université* Saint-Joseph au Nouveau-Brunswick, il étudie la théologie pendant un an au séminaire de Halifax*, puis les sciences sociales à l'Université Saint-François-Xavier. Agriculteur, il contribue dès 1935 à la promotion des Caisses* populaires en organisant des cercles d'études. Il est le premier président de la caisse de Pointe-Verte de 1937 à 1943. Élu député libéral de Gloucester à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1945, il occupe les fonctions de ministre de l'Industrie et du Commerce de 1960 à 1963. Nommé vice-président de la Commission des accidents de travail en 1963, il accède au Sénat en 1971.

FOURNIER, ROBERT. Professeur et consultant en langues étrangères (Allentown, New Hampshire, 1936 —). Bachelier ès arts de l'Université du New Hampshire en 1962, il poursuit ses études de français à l'Université de Boston jusqu'en 1973. Il obtient un doctorat en éducation au Rhode Island College en 1980. Depuis 1967, il coordonne et dirige le programme d'édu-

cation en langues étrangères pour l'État du New Hampshire. Membre de nombreux organismes, tels le Conseil américain de l'enseignement des langues étrangères et l'Association nationale pour l'éducation bilingue, il est élu premier vice-président de l'Association* des Franco-Américains en 1981. Il est aussi l'auteur de plusieurs publications portant sur l'étude des langues étrangères.

FRANC CANADIEN, LE : voir CANADIEN FRANÇAIS, LE

FRANCHÈRE, GABRIEL. Trafiquant de fourrures et voyageur (Montréal, Québec, 3 novembre 1786 — Saint-Paul, Minnesota, 1856). Il entre au service de la Pacific Company de New York*, comme commis en 1810. Il est envoyé par la suite sur la côte ouest et y reste quatre ans, faisant preuve d'une grande habileté dans le commerce et d'une grande facilité pour les langues indigènes. Revenu à Montréal en 1814, il y publie six ans plus tard *Relation d'un voyage sur la Côte du Nord-Ouest de l'Amérique septentrionale*. Il termine ses jours comme chef de la maison Franchère et C^{ie} à New York.

FRANCISCAINS. Branche des Frères mineurs, fondée par saint François d'Assise. La présence des franciscains au Canada remonte à la fin du XIX^e siècle, lorsqu'on fait appel à eux pour établir de nouvelles paroisses et diffuser un enseignement catholique en français à travers le pays. C'est ainsi qu'en 1909, ils viennent s'établir à Edmonton (Alberta) à la demande de M^{gr} Legal*, évêque de Saint-Albert, et y ouvrent, en 1925, un collège classique. On les retrouve également à Regina (1922) et Vancouver (1924). À la même époque, ils s'installent à Ottawa (1919), Welland et Niagara Falls ainsi que dans les provinces maritimes, notamment à Edmundston en 1924.

FRANCO, LE. Hebdomadaire de l'Alberta fondé en 1928 à Edmonton* par la Congrégation des Oblats* et par Rodolphe Laplante, rédacteur du *Courrier de l'Ouest**. Il s'appelle d'abord *La Survivance*, puis, en 1967, le *Franco-albertain** et il prend son nom actuel en 1979. Journal d'inspiration chrétienne, orienté vers la défense et la promotion du fait français et des francophones en Alberta, il devient en 1975 la propriété de l'Association* canadienne-française de l'Alberta, qui en

fait son organe officiel. En 1985, son tirage dépasse les 3 000 exemplaires.

FREDERICTON. Capitale du Nouveau-Brunswick située à mi-chemin entre Moncton et Edmundston. Population totale : 43 723 habitants. D'abord appelée Sainte-Anne puis Sainte-Anne-des-Pays-Bas, Fredericton reçoit son nom actuel du Prince Frédéric d'Osnabourg. En 1743, le gouverneur Villebon accorde à son chef de milice, Gabriel Bellefontaine, les terres du village de Sainte-Anne. Puis, arrivent des fugitifs de Port-Royal, de la vallée d'Annapolis et de Beauséjour et on assiste alors à la fondation de Fredericton. En 1759, les Acadiens sont forcés de fuir la région. Après la guerre d'Indépendance américaine, plusieurs Loyalistes occupent les emplacements et déclarent Fredericton capitale du Nouveau-Brunswick en 1784. Quarante ans plus tard, des francophones réintègrent la ville et Fredericton abrite alors une première paroisse francophone. Le plus important contingent de francophones, des fonctionnaires pour la plupart, s'établit à Fredericton au cours des années soixante et soixante-dix à la suite de la promulgation du statut officiel du français dans la province. Le Cercle français tient sa première réunion en 1958 et ouvre une école française en 1965. À cela s'ajoutent le Centre culturel Sainte-Anne et une école secondaire française créés à la fin des années soixante-dix. Population francophone : 2 605.

FREDETTE, PAUL. Chanteur (Saint-Jean-Baptiste, Manitoba, 17 mars 1928 —). Il étudie le chant avec Herbert Sadler, Doris Mills Lewis et Max Kaplick à Winnipeg*. Il tient d'abord des rôles de soutien avec la Canadian Opera Company et le Golden Voices Opera du Manitoba. Avec le St. Paul Civic Opera, il est le Héraut dans *Lohengrin*. En 1960, il joue Arbel dans *Pelléas et Mélisande*, production de « L'Heure du concert » à la télévision de la Société* Radio-Canada. Soliste invité de la chorale Bach de Montréal et de l'Orchestre symphonique de Winnipeg, vedette de plusieurs opérettes à Winnipeg, il tient le rôle du duc de Trop dans l'enregistrement de *The Widow* de Calixa Lavalée*.

FREMONT, CHARLES. Militaire, explorateur, homme politique et homme d'affaires (Savannah, Georgie, 21 janvier 1813 — New York, 13 juillet

1890). Après des études au Charleston College à Charleston (Virginie), Fremont devient instituteur jusqu'en 1833. Il sert ensuite l'armée américaine comme explorateur-topographe jusqu'en 1844. Pendant la guerre du Mexique, en 1846, il prend la Californie et convainc le gouvernement américain d'en faire un état. Ayant perdu le poste de gouverneur, il conduit de nouvelles expéditions vers le Pacifique à partir de 1848. En 1850, il devient le premier sénateur de Californie, ainsi que le premier sénateur d'origine canadienne-française des États-Unis. Six ans plus tard, il se porte candidat républicain pour la présidence des États-Unis. Il se tourne ensuite vers les affaires, devient président et promoteur de la compagnie Memphis & El Paso. De 1878 à 1883, il est nommé gouverneur de l'Arizona, puis il réintègre l'armée comme major général.

FRÉMONT, DONATIEN. Journaliste et historien (Erbray, France, 7 janvier 1881 — Montréal, 1967). Arrivé à Montréal en 1904, il se rend en Saskatchewan en 1906 pour y cultiver la terre. Rédacteur au *Patriote* de l'Ouest* de Prince-Albert*, il dirige, à compter de 1925, *La Liberté** de Winnipeg*. Il travaille ensuite pour la Commission de l'Information en temps de guerre à Ottawa* (1941-1947) et termine sa carrière comme rédacteur du *Canada* de Montréal (1947-1953). Chevalier de la Légion d'honneur, il est aussi l'auteur d'études historiques, dont *Français dans l'Ouest canadien* (1959). Par ailleurs, la Fondation Donatien Frémont, créée en son honneur, est administrée par l'Association* de la presse francophone hors Québec. Elle vise à encourager la formation de jeunes journalistes francophones grâce à l'octroi de bourses d'études post-secondaires.

FRENCH RIVER : voir RIVIÈRE DES FRANÇAIS

FRENCHTOWN : voir MAILLARDVILLE

FRENIÈRE, MAXIME. Écrivain et dessinateur industriel (Sainte-Hyacinthe, Québec, 23 avril 1880 — après 1957). Alors qu'il est enfant, sa famille s'installe à Rutland (Vermont), où il fait ses études primaires. Puis il étudie quelque temps au Collège de Farnham (Québec) et revient aux États-Unis où il fait des études en dessin industriel au Massachusetts. Il fait une carrière de des-

sinateur industriel travaillant pour diverses compagnies à partir de 1900, à Springfield* principalement, jusqu'à sa retraite en 1949. Fêré d'histoire régionale, Frenière collectionne de nombreux ouvrages, textes et coupures de journaux concernant les francophones des États-Unis et du Canada. Il écrit également de nombreux articles qui paraissent dans divers journaux francophones de la Nouvelle-Angleterre. Très actif dans le milieu franco-américain, il s'intéresse au système coopératif et fonde à Springfield, en 1931, la Caisse populaire franco-américaine. On le retrouve également dans plusieurs organisations, notamment la Ligue des patriotes et la Société Saint-Jean-Baptiste de Springfield.

FRÈRES DE L'INSTRUCTION CHRÉTIENNE. Fondé en France en 1817 par Jean-Marie de la Mennais, cet institut se consacre à l'éducation des enfants. Les Frères ouvrent leur première école au Canada à Chambly-Bassin, en 1886. Ils ouvrent ensuite des écoles au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Ontario entre 1904 et 1971. Ils essaient aussi aux États-Unis. Ils publient des manuels dans la plupart des matières scolaires. Cent ans après leur arrivée au Canada, les Frères de l'Instruction chrétienne comptent plus de 1 500 membres à travers le monde, dont 600 au Québec, au Nouveau-Brunswick et aux États-Unis. On les retrouve surtout comme enseignants dans les institutions privées. Plusieurs travaillent aussi comme animateurs ou bénévoles dans les organismes diocésains, paroissiaux ou sociaux ou encore comme missionnaires dans 21 pays (dont neuf en Afrique).

FRÈRES DE MARIE : voir MARIANISTES

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES. Fondée à Reims (France) en 1600 par Saint-Jean-Baptiste de la Salle, cette congrégation religieuse se consacre à l'enseignement des valeurs chrétiennes et à l'instruction de la jeunesse de toutes les classes de la société. Les Frères des Écoles chrétiennes sont d'abord venus au Canada en 1737, puis ont cherché à s'établir en Louisiane de 1817 à 1822. Revenus à Montréal un siècle plus tard (1837), ils s'installent à Ottawa* en 1864. Se consacrant à l'éducation, ils se sont surtout fait valoir grâce à la mise sur pied d'un programme professionnel adapté au commerce, à l'industrie,

à l'agriculture, aux sciences ainsi qu'aux arts et métiers. Mais en 1895, devant l'impossibilité de s'entendre avec le ministère de l'Éducation de l'Ontario, les Frères quittent la capitale pour n'y revenir que quatre ans plus tard (1899) afin d'y établir une école indépendante : l'Académie* de La Salle. Parallèlement, ils s'établissent aux États-Unis à New York* (1848), à Saint-Louis* et à Baltimore (1849), à la Nouvelle-Orléans* (1850), à Détroit* et à Washington (1851), à Philadelphie (1853), à Utica, Brooklyn, Albany* (1854), Rochester (1857) et en Californie.

FRÈRES DU SACRÉ-CŒUR. Fondée à Lyon (France) en 1821, cette congrégation vouée à l'enseignement s'installe d'abord à Mobile (Alabama) en 1846, à la demande de l'évêque M^{gr} Portier. Peu après, ils érigent d'autres maisons d'enseignement à Dubuque (Iowa) en 1850, au Kentucky l'année suivante, puis au Québec à Coaticook (1890), ainsi qu'au New Hampshire, à Manchester (1889), Nashua (1891) et Woonsocket (1898) (Collège du Sacré-Cœur). En 1872, quelques frères viennent s'établir à Arthabaska (Québec) et, de là, se dispersent rapidement en Ontario, notamment à Ottawa dès 1911, à Cornwall (1940), Kapuskasing (1944), Timmins (1956) et Haileybury (1960). Ils se dirigent aussi vers les provinces maritimes, où on les retrouve principalement au Nouveau-Brunswick, à Petit-Rocher (1946), Tracadie (1951) et Bathurst (1958).

G

GABOURY, ÉTIENNE J. Architecte (Bruxelles, Manitoba, 24 avril 1930 —). Diplômé en architecture de l'Université du Manitoba en 1958, de l'École des beaux-arts de Paris en 1959 et membre du comité des architectes conseillers de l'Expo 67, il reçoit plusieurs distinctions pour l'originalité de ses travaux. Parmi ses nombreuses réalisations architecturales figurent le Centre municipal de Saint-Boniface* (1963), le projet de reconstruction de la Cathédrale de Saint-Boniface (1972) et le Royal Canadian Mint de Winnipeg* (1973). Il a été président de la Société* franco-manitobaine (1969-1970).

GABOURY, MARIE-ANNE. Pionnière (Maskinongé, Québec, 2 août 1780 — Saint-Boniface, Manitoba, 14 décembre 1874). Au lendemain de

son mariage en avril 1806 avec Jean-Baptiste Lagimodière*, trafiquant de fourrures, elle quitte Maskinongé pour le fort Gibraltar (site actuel de Winnipeg*). En 1807, elle séjourne dans la région de la Saskatchewan-Nord, revient en 1811 dans la colonie de la Rivière*-Rouge, puis s'installe en 1816 sur une concession située entre la rivière Rouge et la Seine, non loin de l'emplacement du fort Gibraltar. Marie-Anne Gaboury est la première femme blanche à s'établir dans l'Ouest. Sa fille Julie, née en 1822, sera la mère de Louis Riel*.

GABOURY, PLACIDE. Professeur et écrivain (Bruxelles, Manitoba, 5 octobre 1928 —). Il fait ses études en lettres françaises, en musique instrumentale et en théologie au Collège de Saint-Boniface et à l'Université de Montréal. Ordonné prêtre chez les Jésuites*, il entreprend une carrière d'enseignement de la littérature, de la religion et de la philosophie à Saint-Boniface*, Montréal, Sudbury* et Détroit*. Il quitte la prêtrise en 1983 pour se consacrer à la diffusion d'une nouvelle spiritualité ésotérique. Il a écrit une grande variété d'articles et plusieurs ouvrages sur l'art, la créativité et la religion, dont *Religion sans mur* (1984).

GAGNON, ANTOINE. Prêtre (Québec, 12 février 1785 — Shédiac, 2 juin 1849). Formé au Grand Séminaire de Québec il est ordonné prêtre en 1807. Vicaire à la cathédrale jusqu'en 1809, il est envoyé en Acadie pour remplir la fonction de curé dans plus de huit paroisses différentes, dont Richibouctou*(1809-1818), Shédiac* (1818-1849) et Barachois (1818-1849). Grand vicaire de Charlottetown de 1835 à 1843, puis de Saint-Jean*-du-Nouveau-Brunswick de 1843 à 1849, l'abbé Gagnon manque à deux reprises l'accession au rang d'évêque du diocèse au profit d'un candidat irlandais.

GAGNON, FERDINAND. Journaliste et propagandiste (Saint-Hyacinthe, Québec, 8 juin 1849 — Worcester, Massachusetts, 15 avril 1886). Après ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe et sa cléricature dans un bureau d'avocats, il s'installe à Manchester* (New Hampshire), où il enseigne le français, puis, influencé par Médéric Lanctôt, il fonde l'éphémère *Voix du peuple*, qui préconise l'indépendance du Canada et l'annexion aux États-Unis. En 1869, il

fonde à Worcester *L'Étendard* national*, qui sera publié jusqu'en 1874, puis il lance *Le Travailleur**. En 1875, le gouvernement québécois le nomme agent de rapatriement, mais ses efforts se soldent par un échec puisque pour chaque Franco-Américain qui retourne au Québec, dix émigrent vers les États-Unis. Devenant lui-même citoyen américain en 1882, il termine ses jours en se faisant propagandiste de l'établissement des francophones aux États-Unis.

GAIRE, JEAN. Missionnaire colonisateur (Lalaye, France, 16 novembre 1853 — Wauchope, Saskatchewan, 4 janvier 1925). Il entreprend des études au Grand Séminaire de Nancy (France) où il est ordonné prêtre en 1878. Une dizaine d'années plus tard, il part pour l'Ouest canadien avec l'intention de fonder de nouvelles paroisses françaises à l'ouest des établissements déjà existants. Il arrive à Saint-Boniface*, Manitoba, en 1888 et fonde la même année la paroisse de Grande-Clairière (Manitoba), puis celles de Cantal (1892), Bellegarde (1893) et Wauchope (1902) dans la Saskatchewan. Il contribue aussi à la fondation de plusieurs villes de la Saskatchewan et de l'Alberta. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Dix ans de mission au grand nord-ouest canadien* (Lille, 1898).

GALLANT, BENJAMIN. Homme politique (Bloomfield, Île-du-Prince-Édouard, 11 juin 1871 — Summerside, *ibid.*, 20 octobre 1921). D'abord marchand général dans son village natal, il se fait par la suite valoir dans d'autres entreprises commerciales. En 1900, il est élu sous l'étiquette libérale, député du comté de Prince à l'Assemblée législative de sa province. Il sera réélu en 1904 et en 1908, défait en 1912, puis élu à nouveau en 1915 et en 1919. Durant ses vingt années de vie politique, il a occupé à trois reprises (1905, 1908-1911 et 1919) le poste de ministre sans portefeuille.

GALLANT, EDGAR. Économiste (Egmont Bay, Île-du-Prince-Édouard, 19 septembre 1924 —). Formé à l'École des sciences sociales de l'Université* Laval, Edgar Gallant fait carrière dans la haute administration publique. Il entre en 1949 au ministère canadien des Finances. Par la suite, il aura l'occasion de travailler comme consultant en matière économique auprès de l'OTAN et des communautés européennes. À

compter de 1973, il assumera la présidence de la Commission de la capitale nationale à Ottawa*, avant de prendre la direction, en 1976, de la Commission de la fonction publique du Canada.

GALLANT, MARIN. Éducateur et homme politique (Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 24 juillet 1873 — Summerside, *ibid.*, 25 octobre 1958). Enseignant jusqu'en 1910, puis de 1922 à 1927, Gallant est inspecteur des écoles françaises dans sa province de 1910 à 1922, puis de 1927 à 1932. Membre du Parti libéral, il entre en 1935 à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard. Réélu en 1939 et en 1943, Gallant est nommé ministre sans portefeuille de 1935 à 1947, année où il se retire de la vie politique.

GALLANT, MELVIN. Professeur et écrivain (Urbainville, Île-du-Prince-Édouard, 24 mai 1932 —). Diplômé en science politique de l'Université de Paris (1960) et docteur en lettres de l'Université de Neuchâtel (1970), il enseigne la littérature française et acadienne à l'Université* de Moncton depuis 1964. Écrivain, il publie de nombreux essais et monographies sur l'Acadie. Au nombre de ces travaux, retenons *Ti-Jean* (1973), *La Cuisine traditionnelle en Acadie* (1975, en collaboration), *Le Pays d'Acadie* (1980), *L'Été insulaire* (1982) et *Le Chant des grenouilles* (1982).

GALT : voir CAMBRIDGE

GAMACHE, SIMONE. Religieuse et enseignante (Hull, Québec, 31 mars 1912 — Ottawa, Ontario, 9 octobre 1982). Elle prononce ses vœux en 1930 et entreprend, sous le nom de Sœur Charles-Auguste, une carrière comme enseignante et directrice d'écoles primaires dans plusieurs localités de l'Ontario : Ottawa, Paincourt, Alfred, Hawkesbury, Saint-Conrad et Sudbury. Elle est nommée présidente de l'Association* des enseignants franco-ontariens en 1963 et devient la première rédactrice du journal *Le Voyageur** en 1968. De 1963 à 1966, elle écrit et publie huit cahiers pédagogiques, qui, durant plusieurs années, sont utilisés dans les écoles françaises de l'Ontario.

GARAND, JEAN-C. Mécanicien et inventeur (Saint-Rémi de Napierville, Québec, 1^{er} janvier 1888 — Springfield, Massachusetts, 16 février 1974). De 1907 à 1916, il fabrique des outils à

Providence, Rhode Island, puis à New York. Devenu ingénieur armurier à Springfield* en 1919, il y invente onze ans plus tard le fusil semi-automatique Garand, qui devient le fusil officiel de l'armée américaine en 1936 et qui servira durant la seconde guerre mondiale.

GAREAU, FRANCE. Athlète (Verner, Ontario, 15 avril 1967 —). France Gareau participe à ses premières compétitions athlétiques de course en 1981 dans la région de Sudbury. Elle se spécialise bientôt dans les distances courtes (100 et 200 mètres). Elle obtient une place dans l'équipe nationale en 1983 et participe aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, où elle remporte une médaille d'argent pour l'équipe du Canada dans la course de 4 x 100 mètres à relais. Elle détient le record junior canadien dans les 200 mètres en salle, avec un temps de 23,71 secondes.

GARIÉPY, WILFRID. Avocat et homme politique (Montréal, Québec, 14 mars 1877 — Trois-Rivières, *ibid.*, 13 janvier 1960). Il étudie à l'Université* Laval et à l'Université McGill, puis pratique le droit, d'abord à Edmonton*, puis à Trois-Rivières. De 1909 à 1911, il publie le journal *Le Progrès* d'Edmonton. Élu député libéral de Beaver River à l'Assemblée législative albertaine en 1913, il devient ministre des Affaires municipales jusqu'en 1918, puis secrétaire de la province (1918). Il revient au Québec où il est élu député libéral de Trois-Rivières à la Chambre des communes en 1935. Il est nommé bâtonnier de Trois-Rivières en 1938.

GARIGUE, PHILIPPE. Professeur et administrateur (Manchester, Angleterre, 13 octobre 1917 —). Détenteur d'un doctorat en anthropologie du London School of Economics, il commence sa carrière d'enseignement en sciences sociales (sociologie et science politique) à l'Université McGill (1954-1957) et la poursuit à l'Université de Montréal (1957-1980). Nommé principal au Collège* Glendon de Toronto en 1980, il se préoccupe désormais des questions franco-ontariennes. Principal protagoniste de la reconnaissance de Toronto comme métropole des Franco-Ontariens, il écrit à ce sujet dans *L'Express de Toronto*.

GARNEAU, ALFRED. Traducteur et poète (Québec, 20 décembre 1836 — Ottawa, Ontario,

3 mars 1904). Fils aîné de François-Xavier Garneau*, Alfred, après ses études à l'Université* Laval, est admis au barreau en 1860. En 1867, il devient traducteur au Sénat à Ottawa* ; il y fait toute sa carrière, devenant traducteur chef en 1874. Il s'occupe aussi de la quatrième édition de l'*Histoire du Canada* de son père. Poète, il collabore à plusieurs périodiques que son fils Hector publiera, sous forme de volume, après sa mort : *Poésies* (1906). Il est membre-fondateur du Club* des dix.



Alfred Garneau

GARNEAU, FRANÇOIS-XAVIER. Poète et historien (Québec, 15 juin 1809 — *ibid.*, 3 janvier 1866). Issu d'un milieu pauvre, il s'instruit en autodidacte. En 1828, il entreprend un voyage qui le mène au Nouveau-Brunswick et au nord-est des États-Unis. Reçu notaire en 1831, il s'embarque pour l'Europe et en revient en 1833. Après avoir pratiqué le notariat et travaillé comme commis dans une institution bancaire, il occupe en 1842 le poste de traducteur français à l'Assemblée législative et, de 1844 à 1865, celui de greffier de la Ville de Québec. En 1845 paraît le premier tome de son œuvre maîtresse, l'*Histoire du Canada*, qui sera suivi de deux autres tomes relatant l'histoire de la Nouvelle-France, de

l'Acadie et de la Louisiane. Cette *Histoire du Canada* connaît par la suite sept rééditions, dont la dernière remonte à 1945. L'*Histoire du Canada* est l'œuvre historique la plus importante du XIX^e siècle et un classique de la littérature canadienne-française.

GARNEAU, WILFRID. Enseignant (Saint-Christophe, Québec, 20 octobre 1870 — Central Falls, Rhode Island, 27 novembre 1964). Membre des Frères* du Sacré-Cœur, il est professeur à Nashua* (New Hampshire) pendant onze ans, puis fondateur de l'Académie du Sacré-Cœur de Central Falls (Rhode Island). Enseignant dans plusieurs villes du Canada et des États-Unis, il se consacre de façon particulière à la promotion de la communauté franco-américaine et publie à cet effet un *Calendrier Patriotique*, dont l'ambition consiste à retracer l'histoire de la pénétration des Canadiens français aux États-Unis et à signaler leur contribution à la civilisation américaine.

GASTON, JEAN : voir BRAULT, EUGÈNE

GASTONGUAY, ALBERTE. Écrivain (Lewiston, Maine, 1906 — *Ibid.*, 1978). Elle fait ses études à l'école Saint-Pierre et Saint-Paul de Lewiston, puis suit des cours par correspondance auprès de l'Université Columbia. En 1929, elle fonde le Cercle des marchandes de bonheur pour secourir les orphelins et les vieillards. Attirée par l'écriture, elle écrit des « petites poésies » et publie un roman, *La Jeune Franco-Américaine* (1933), où elle préconise de rester fidèle à la foi et aux mœurs des ancêtres, tout en vivant dans le milieu américain. Elle cesse d'écrire en 1934. Plus tard, elle fait partie du Bureau de santé et d'assistance publique de Lewiston, puis devient courtier en immeubles.

GATINEAU, FÉLIX. Historien (Sainte-Victoire, Québec, 12 novembre 1857 — 31 décembre 1927). Émigré au Massachusetts en 1877, il s'installe à Southbridge* pour y diriger un commerce. Représentant à quelques reprises sa municipalité à la législature de l'État du Massachusetts, il est, par ailleurs, membre-fondateur de la Société* historique franco-américaine et, de 1902 à 1911, président général de l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique. Gatineau se préoccupe aussi de promouvoir l'intégration des Canadiens français dans leur pays d'accueil tout en proclamant la

nécessité de sauvegarder le patrimoine culturel. Historien de la présence française dans le nord des États-Unis, il publie, entre autres, un *Historique des Conventions générales des Canadiens français aux États-Unis* (1927).

GAUDET, ÉDOUARD T. Médecin (Saint-Joseph, Nouveau-Brunswick, 1857 — *ibid.*, 29 mai 1910). Diplômé en médecine et en chirurgie de l'Université McGill (Montréal), il pratique pendant trois ans à Moncton*, avant de revenir s'établir dans sa paroisse natale où il passe le reste de ses jours. Préfet du comté de Westmoreland pendant deux ans, il tente à deux reprises, mais sans succès, de se faire élire député conservateur. Membre de plusieurs sociétés et associations, il est en particulier président-fondateur (1906-1908) et grand chancelier (1908-1910) de la Société* mutuelle l'Assomption.

GAUDET, LAURA. Chanteuse (Enfield, Connecticut, 3 avril 1903 —). Après des études chez les Ursulines de Québec, elle reçoit la médaille d'or de l'Académie de musique de Québec. Elle va ensuite poursuivre des études musicales à Paris, puis, en 1926, à Rome à l'Académie Sainte-Cécile. Une dizaine d'années plus tard, elle revient aux États-Unis et poursuit ses études de chant et de piano à New York. Parallèlement, elle donne une série de concerts dans les plus importantes villes franco-américaines, où elle interprète principalement des chansons folkloriques françaises et acadiennes. En 1938, elle s'établit à Hartford* (Connecticut) et y fonde une chorale féminine de 25 voix, le Club Chaminade. Elle prend également part à de nombreuses émissions diffusées sur les ondes de la National Broadcasting Corporation et de Radio-Canada.

GAUDET, PLACIDE. Journaliste et généalogiste (Cap-Pelé, Nouveau-Brunswick, 19 novembre 1850 — Shédiac, *ibid.*, 9 novembre 1930). Après avoir étudié au Collège* Saint-Joseph de Memramcook (Nouveau-Brunswick), il entreprend une carrière d'instituteur dans sa province natale. Il devient ensuite journaliste au *Moniteur* Acadien* à Shédiac* (1866), à l'*Évangéline** à Weymouth (1890) et au *Courrier* des Provinces Maritimes* à Bathurst* (1894). Il termine sa carrière à Ottawa*, aux Archives publiques du Canada (1899). Passionné de généalogie, il a laissé

un fonds constitué surtout de notes généalogiques et biographiques acadiennes, aujourd'hui conservé au Centre des études acadiennes. Il est l'auteur d'une *Généalogie des familles acadiennes*, publiée dans le *Rapport des Archives du Canada* (1905) en plus d'une étude historique : *Le Grand Déranagement* (1922).

GAULIN, ANTOINE. Prêtre-missionnaire (Sainte-Famille, Île d'Orléans, 17 avril 1674 — Québec, 7 mars 1740). Venu en Acadie en 1698 comme missionnaire auprès des Abénaquis et des Micmacs, il est nommé vicaire général de l'Acadie en 1702. Ardent défenseur des intérêts de la France dans la région, il s'oppose activement à l'établissement de l'Angleterre. Après la prise de Port-Royal en 1710, il incite les Amérindiens à harceler les Anglais pour les empêcher de s'établir fermement en Nouvelle-Écosse. Il en réunit un grand nombre dans une nouvelle colonie française sur l'île Royale, mais ne réussit pas à convaincre beaucoup d'Acadiens de s'y établir. En 1727, il entreprend de recenser la population acadienne de la Nouvelle-Écosse, tout en continuant son œuvre missionnaire auprès des autochtones de la région. Éprouvant de sérieux problèmes de santé, il se retire à Québec en 1732.

GAULIN, RÉMI. Évêque (Québec, 30 juin 1787 — Sainte-Philomène-de-Châteauguay, Québec, 8 mai 1857). Après des études aux séminaires de Québec et de Nicolet, Rémi Gaulin est ordonné prêtre en 1811. Il quitte alors le Québec pour prendre charge de la paroisse Saint-Raphaël de Kingston* (Ontario) (1811-1815), avant de devenir missionnaire en Acadie (1815-1822). Par la suite, il revient dans sa province natale où il exerce son ministère dans plusieurs paroisses (1822-1833). En 1833, il est nommé évêque coadjuteur de Kingston (Ontario) et, en 1840, évêque. En 1845, frappé de paralysie, il confie l'administration du diocèse à M^{gr} Patrick Phelan et rentre au Bas-Canada.

GAULTIER DE VARENNES ET DE LA VÉRENDRYE, PIERRE. Trafiquant et explorateur (Trois-Rivières, Québec, 17 novembre 1685 — Montréal, 5 décembre 1749). Après une première carrière militaire au Canada et en Europe jusqu'en 1709, il s'engage dans le commerce des fourrures afin de consolider ses finances. En

1731, il part pour le Nord-ouest avec ses deux fils (Pierre et François), son neveu (La* Jemmerais) et une cinquantaine d'hommes, avec l'intention d'atteindre la grande mer au-delà du continent. Au cours des 12 années suivantes et après de nombreux voyages, il établit une chaîne de postes français dans la région du lac des Rois et du lac Winnipeg faisant ainsi reculer les frontières de la Nouvelle-France jusqu'au Manitoba. Poursuivant l'œuvre de leur père, ses fils atteignent les Rocheuses en 1742-1743. Revenu au Québec en 1743, Gauthier de Varennes se prépare à repartir pour l'Ouest, mais il meurt en 1749.

GAUTHIER, ANGÈLE (MÈRE MARIE-ANGÈLE). Religieuse, missionnaire (Vaudreuil, Québec, 9 février 1828 — Duncan, Colombie-Britannique, 25 mai 1898). Elle prononce ses vœux en 1851 chez les Sœurs* de Sainte-Anne et adopte le nom de mère Marie-Angèle. Elle est la supérieure générale de sa congrégation de 1854 à 1857. Arrivée à Fort-Victoria en Colombie-Britannique en 1858, elle se consacre à l'enseignement et au soin des orphelins jusqu'à sa mort en 1898.

GAUTHIER, EVA. Cantatrice et professeur (Ottawa, Ontario, 20 septembre 1885 — New York, 26 décembre 1958). Initiée au piano et l'harmonie à Ottawa, elle entreprend, en 1902, des études d'art vocal qui l'amènent successivement à Paris, en Italie et à Londres. De 1905 à 1906, elle participe à une tournée de 50 concerts dans les îles britanniques et au Canada. Sa carrière à l'opéra se limite à quelques rôles qu'elle joue en 1909 et 1910. De 1911 à 1917, elle vit à Java (Indonésie) et se produit en récital dans plusieurs pays du Pacifique-Sud. À son retour, la cantatrice s'installe à New York et se consacre à l'enseignement et à l'interprétation. Le répertoire de ses compositions comprend environ 700 mélodies. Gauthier est l'une des figures de proue du domaine musical et l'une des plus remarquées à son époque.

GAUTHIER, GUY. Écrivain et dramaturge (Saint-Boniface, Manitoba, 28 février 1939 —). Après des études classiques au Collège des Jésuites, puis en lettres à l'Université du Manitoba, il se met à écrire des poèmes, des nouvelles et des pièces de théâtre en anglais. De 1967 à 1971, il étudie le théâtre à New York et décide d'y demeurer. Son œuvre comprend envi-

ron 25 pièces, deux romans et de nombreux poèmes en anglais, une seule pièce en français, *Jeu d'orgue*, et plusieurs poèmes inédits. Son théâtre, à caractère contre-culturel et novateur, est présenté dans le réseau des scènes *off-off Broadway* de New York.

GAUTHIER, JEAN-ROBERT. Député fédéral (Ottawa, Ontario, 22 octobre 1929 —). Chiropraticien, il exerce sa profession à Ottawa depuis 1954. Élu député libéral pour la circonscription d'Ottawa-Est à la Chambre des communes en 1972 et en 1974, il est également choisi par les citoyens du comté d'Ottawa-Vanier lors des élections de 1979, 1980 et 1984. Sa carrière politique à la députation fédérale l'amène à agir comme secrétaire parlementaire au ministère des Affaires urbaines en 1975 et, depuis 1984, comme *whip* du parti libéral. Il s'est fait remarquer à la Chambre des communes comme le défenseur le plus vigoureux des droits des francophones hors Québec, en particulier en Ontario.

GAUTHIER, JOACHIM GEORGE. Artiste-peintre (North Bay, Ontario, 20 août 1897 —). Formé à Tacoma dans l'État de Washington, il y reçoit les enseignements d'artistes renommés. De retour au Canada, il œuvre pendant 37 ans dans la production commerciale de tableaux pour une firme de Toronto. Proche du cercle réputé de peintres canadiens appelé le Groupe des Sept, il y reproduit des portraits de chacun des membres. Surtout aquarelliste, ce peintre paysagiste s'inspire principalement dans ses toiles des régions du nord de l'Ontario. Ses peintures sont exposées dans de nombreuses galeries, tant au Canada qu'aux États-Unis. Son élection à la Canadian Society of Painters in Watercolour (1928), à la Ontario Society of Artists (1930) et à la Royal Canadian Academy (1947) consacre la reconnaissance de son œuvre.

GAUTHIER, ROBERT. Fonctionnaire (Cap Chat, Québec, 10 avril 1902 —). Diplômé des universités d'Ottawa*, de Toronto, de Laval* et de Montréal, il entame sa carrière dans l'enseignement à l'école de Vankleek Hill en 1926. L'année suivante, un poste d'inspecteur des écoles de langue française le retient dans la région de Cochrane* et, de 1928 à 1937, dans celle de Windsor*. Jusqu'en 1964, il occupe la direction de l'enseignement du français en Ontario. Fon-

tionnaire au ministère de l'Éducation de l'Ontario pendant 38 ans, il est le fondateur du Concours de français en Ontario (1938) et de l'Association* des enseignants franco-ontariens (AEFO — 1939). Professeur de littérature française à l'Université des Antilles de 1964 à 1966, Gauthier termine sa carrière au service de l'inspection dans les écoles de langues de la Fonction publique du Canada de 1966 à 1967.

GAUTIER, PIERRE. Organiste et compositeur (Argenton-sur-Creuse, Berry, France, 29 octobre 1863 — Eastview (Vanier), Ontario, 15 décembre 1940). Après avoir été organiste au Mans et professeur de piano, il se fixe à Ottawa* en 1920. Il succède à Amédée Tremblay au poste d'organiste de la basilique Notre-Dame et occupe les mêmes fonctions à l'église Saint-Charles de 1922 à 1934. Il effectue des harmonisations et des arrangements pour plus de 125 chansons folkloriques françaises et canadiennes, et compose des œuvres religieuses, dont certains sont couronnées lors de concours internationaux.

GAUVIN, JEAN. Enseignant et homme politique (Inkerman, Nouveau-Brunswick, 15 novembre 1945 —). Après l'obtention d'un baccalauréat en éducation de l'Université* de Moncton, il se dirige vers l'enseignement. Il se présente en politique provinciale à l'élection de 1978 et est élu député conservateur de Shippegan-Les-Îles. Il est réélu en 1982. Nommé au Cabinet comme ministre des Pêches en 1978, il se voit confier le nouveau ministère de l'Habitation en 1985. Durant son mandat comme ministre des Pêches, plusieurs catégories d'employés du secteur des pêcheries obtiennent le droit à l'accréditation syndicale.

GAUVREAU, FERDINAND ÉMOND. Prêtre (Québec, 12 septembre 1806 — Saint-Flavien, Québec, 2 mai 1875). Il étudie au Séminaire de Nicolet et est ordonné prêtre le 20 septembre 1828. Il exerce son ministère à Memramcook (Nouveau-Brunswick), au Québec où il fonde la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, puis il revient à Memramcook (1836-1852). Curé de Tracadie* (Nouveau-Brunswick), il y ouvre une léproserie en 1868 et s'y dévoue jusqu'à ce que la maladie l'oblige à rentrer dans sa province natale pour y passer ses derniers jours.

GAY, FRANK. Luthier, musicien et compositeur (Marcelin, Saskatchewan, 23 avril 1920 —). Il étudie la guitare à Toronto* et à New York*, avant d'ouvrir à Edmonton*, en 1953, un atelier de fabrication de guitares sèches à cordes métalliques, très recherchées par les vedettes country. Il fabrique aussi depuis 1960 des guitares classiques, des luths, des mandolines et des banjos. Très versatile, Gay se produit fréquemment en public ou à la radio comme accompagnateur ou en solo. En 1959, il fonde une société de guitare classique, probablement la première dans l'Ouest canadien.

GAY, PAUL. Essayiste et critique littéraire (Bourg-en-Bresse, France, 3 janvier 1911 —). Membre de la Congrégation des pères du Saint-Esprit, il étudie à l'Université Grégorienne de Rome. Ses supérieurs l'envoient au Canada, au Collège Saint-Alexandre de Limbour où il est professeur de lettres (1951-1970) et recteur pendant dix ans (1951-1961). Depuis 1970, il enseigne à l'Université* d'Ottawa et poursuit une riche carrière de critique littéraire dans *Le Droit**. Il a écrit trois œuvres intitulées *Notre littérature* (1969), *Notre roman* (1973) et *Notre poésie* (1974) et il a abordé la littérature française en Ontario dans deux autres : *Premiers regards sur la littérature franco-ontarienne* (inédit) et *La Vitalité littéraire de l'Ontario français* (1986).

GENEST, SAMUEL. Administrateur (Trois-Rivières, Québec, 10 juin 1865 — Ottawa, 25 juin 1937). Après avoir terminé ses études chez les Frères du Sacré-Cœur et au Séminaire de Trois-Rivières, il devient arpenteur au service du chemin de fer Pacific Pontiac Junction. Fonctionnaire au ministère de l'Intérieur pendant 47 ans (1883-1930), il est élu membre de la Commission des écoles séparées d'Ottawa en 1909 et en assume la présidence de 1913 à 1930. Président de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (1919, 1932-1933) et directeur-à-vie de l'Union* Saint-Joseph du Canada, cet homme bouillant est au cœur des luttes franco-ontariennes contre le Règlement* 17 (1912-1927). À Ottawa, il dirige la résistance, notamment en continuant, malgré les interdictions gouvernementales, de verser les salaires aux enseignants qui n'ont pas signé leur soumission au Règlement 17.

Cela lui vaut d'être traduit devant les tribunaux où son éloquence déclenche un mouvement de sympathie à la cause franco-ontarienne. Pour rendre hommage à son acharnement et reconnaître ses succès, on lui offre en 1933 un buste de bronze fait à son effigie par le sculpteur Alonzo Cinq-Mars. De plus, une institution d'enseignement d'Ottawa porte aujourd'hui son nom.

GERALDTON. Ville de l'Ontario située à 270 km au nord-est de la ville de Thunder Bay. Population totale : 2 956 habitants. Son histoire commence en 1931 par la découverte d'un filon d'or. Les compagnies minières se présentent nombreuses et plusieurs mines sont ouvertes (jusqu'à concurrence d'une douzaine en 1940). Dès 1935, on y fonde la paroisse Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus. Mais le filon tarit et la dernière mine ferme ses portes en 1970. L'industrie forestière prend alors la relève. Parmi les institutions de la ville on trouve une école secondaire française, l'École régionale secondaire du Nord-Ouest, qui dessert Geraldton et ses environs. Population francophone : 770.

GÉRIN, LÉON. Sociologue (Québec, 17 mai 1863 — Montréal, 17 janvier 1951). Fils d'Antoine Gérin-Lajoie et petit-fils d'Étienne Parent, il étudie successivement à Nicolet et à l'Université de Montréal (1881-1884) où il obtient son diplôme en droit. Après un an de pratique légale, il part pour Paris, où il suit des cours de sciences sociales. De retour au Canada (1887), il occupe le poste de secrétaire auprès de différents ministères à Ottawa avant de devenir traducteur des débats de la Chambre des communes en 1903. Il dirige ce service de 1917 à 1935, date à laquelle il prend sa retraite. Léon Gérin est l'auteur de quelques 90 études et publie notamment *L'Habitant de Saint-Justin : contribution à la géographie sociale du Canada* (1898), *Le Type économique et social des Canadiens* (1937), qui est un recueil de ses principaux articles, ainsi qu'*Aux sources de notre histoire : les conditions économiques et sociales de la colonisation de la Nouvelle-France* (1946). Ses nombreux ouvrages ont contribué à faire de lui, selon certains, le père de la sociologie au Canada français.

GÉRIN-LAJOIE, ANTOINE. Journaliste et écrivain (Yamachiche, Québec, 4 août 1824 — Ottawa, Ontario, 4 août 1882). Après ses

études classiques au Collège de Nicolet, il poursuit des études en droit à Montréal jusqu'à son admission au barreau en 1848. Rédacteur au journal *La Minerve* de 1845 à 1852, il devient ensuite traducteur à l'Assemblée législative de Québec, puis, de 1856 à 1880, bibliothécaire adjoint au parlement canadien, situé successivement à Toronto et Québec avant d'être fixé à Ottawa*. Auteur de la célèbre chanson *Un Canadien errant* (1842), il participe à la fondation de l'Institut canadien de Montréal (1844) et de deux revues, *Les Soirées canadiennes* (1861) et *Le Foyer canadien* (1863). Écrivain, Gérin-Lajoie signe plusieurs ouvrages, dont *Jean Rivard, le défri-cheur* (1862) et *Jean Rivard, économiste* (1864), dans lesquels il magnifie la destinée rurale de son peuple et condamne l'émigration de ses concitoyens vers les zones urbaines et industrielles de la Nouvelle-Angleterre.

GERMAIN, DORIC. Professeur et romancier (Lac-Sainte-Thérèse, Ontario, 14 avril 1946 —). Après avoir obtenu un baccalauréat du Collège* universitaire de Hearst et une maîtrise en lettres de l'Université d'Ottawa*, il entreprend en 1970 une carrière dans l'enseignement universitaire à Hearst. Il est l'auteur de deux romans d'aventures : *La Vengeance de l'original* (1980), *Le trappeur du Kabi* (1982) et d'un roman de mœurs, *Poison* (1985). Le premier, considéré comme un best-seller franco-ontarien, est largement utilisé dans les écoles secondaires de l'Ontario français.

GERVAIS, GAÉTAN. Professeur et historien (Sudbury, Ontario, 10 août 1944 —). Professeur au Collège* du Sacré-Cœur, puis à l'Université* Laurentienne depuis 1972, il obtient son doctorat en histoire à l'Université d'Ottawa en 1979. Ses domaines de spécialisation sont les chemins de fer au Québec et en Ontario et l'histoire des Franco-Ontariens. Il publie plusieurs articles et ouvrages traitant surtout de la colonisation du nord de l'Ontario. Directeur de l'enseignement en français à l'Université Laurentienne depuis 1981, il fait partie du comité de rédaction de la *Revue** *du Nouvel-Ontario*, du conseil d'administration du Centre* de folklore franco-ontarien, de l'Institut* franco-ontarien, qu'il a aidé à fonder, et de la Société* historique du Nouvel-Ontario.

GESTES. Théâtre de marionnettes et théâtre musical, fondé à Ottawa en mars 1985 par Diane Bouchard, auteur et comédienne, et Josée Richer, directrice de production. Subventionné par divers organismes gouvernementaux, Gestes diffuse ses créations et offre des ateliers de perfectionnement pour marionnettistes, notamment sur la confection, la manipulation et la construction de scénarios.

GIBAULT, PIERRE. Prêtre (Montréal, 7 avril 1737 — New Madrid, Missouri, 16 août 1802). Ordonné prêtre en 1768 après ses études au Séminaire de Québec, il se rend comme missionnaire en Illinois avec le titre de vicaire général. Il s'établit à Kaskaskia* et dessert la région environnante. À la suite de la prise de l'Illinois en 1778 par les Américains, il collabore avec les envahisseurs et fait l'objet de vives critiques de la part de ses concitoyens et des autorités ecclésiastiques, qui le destituent. Sa demande de rappel à Québec lui étant refusée, Gibault traverse le Mississippi et émigre en territoire espagnol.

GIGNAC, MARGUERITE. Cantatrice et professeur (Windsor, Ontario, 17 juillet 1928 —). Formée à l'École de Musique des Ursulines de Windsor*, au Royal Conservatory of Music de Toronto* et au Julliard School de New York*, elle entame sa carrière en 1948 avec la troupe de la Royal Conservatory Opera School dans la pièce *Les Noces de Figaro*. De 1952 à 1956, elle approfondit son art auprès des grands maîtres de sa discipline dans différentes villes d'Europe. De retour au Canada, elle se joint successivement au Grand Opéra de Montréal et à l'Orchestre symphonique de Montréal. Après plusieurs tournées au Québec, aux États-Unis et en France, elle enseigne, à partir de 1963, le chant et l'opéra au collège St.Catherine à Saint-Paul*, Minnesota.

GIGUÈRE, MADELEINE. Sociologue (Lewiston, Maine, 18 octobre 1925 —). Docteur en sociologie de l'Université Columbia de New York, elle se consacre à l'enseignement au St. Joseph's College (Maine), au Boston College, puis à la University of Southern Maine à Portland. Elle publie des travaux remarquables sur la population franco-américaine, dont une étude importante sur les francophones de la Nouvelle-Angleterre intitulée *A Franco-American Overview*. Son attention

se porte de plus en plus sur la participation des femmes à la vie franco-américaine.

GILL, THOMAS. Prêtre et écrivain (Nicolet, Québec, 25 juillet 1865 — McEween, Tennessee, 6 mars 1941). Ordonné prêtre en 1893, il exerce son ministère à Ottawa*, à Montréal, puis à Sackville (Nouveau-Brunswick) (1929-1936). Sous le nom de plume de Sabattis, il publie deux romans, d'abord en anglais, puis en français : *La Fascination de la Ville* (1930) et *L'Étoile de Lunenburg*. Dans le premier, il exalte les charmes de la vie pastorale en Acadie et dans le second, il met en valeur l'intrépidité de ses marins et la grandeur de la vie en mer.

GINGRAS, ANTOINE. Commerçant et député (? — Walhalla, Dakota du Nord, 25 septembre 1877). Vers 1824, Antoine Gingras est employé par la Compagnie* de la baie d'Hudson sur la rivière Colombia. Il décide de travailler pour son propre compte et établit des postes de traite avec son frère, François, au Dakota du Nord, au Minnesota et au Manitoba. En 1853, il est élu représentant du district de Pembina à la Chambre législative du territoire du Minnesota. La ville de Walhalla au Dakota du Nord, où il termine ses jours, honore sa mémoire comme l'un des cofondateurs.

GINGRAS, PAUL. Journaliste et écrivain (Manchester, New Hampshire, 11 décembre 1897 — *ibid.*, 23 janvier 1977). Après ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe (Québec), il retourne en Nouvelle-Angleterre et devient organisateur des sociétés* Saint-Jean-Baptiste, puis de l'Association* Canado-américaine pendant une quinzaine d'années. Journaliste à *L'Avenir* national* de Manchester et animateur d'une émission radiophonique intitulée « L'Heure française », il est, de 1944 à 1948, conseiller du gouverneur du New Hampshire. Écrivain et historien, Gingras est l'auteur d'une douzaine de petits livres, ayant pour titre *Nos septuagénaires*.

GIRARD, MARC-AMABLE. Homme politique (Varenes, Québec, 25 avril, 1822 — Saint-Boniface, Manitoba, 12 septembre 1892). Il étudie au collège de Saint-Hyacinthe (Québec), où il est le condisciple d'Alexandre-Antoine Taché*, futur évêque de Saint-Boniface*. Reçu au Barreau du Bas-Canada (1844), il devient notaire et se fait

élu maire de Varennes. En 1870, M^{re} Taché le persuade d'aller s'établir à Saint-Boniface. Député de Saint-Boniface à l'Assemblée législative du Manitoba (1870-1883), il est nommé au premier conseil exécutif de la province (1870-1872). En 1874, à la faveur d'une crise gouvernementale, il devient, pendant quelques mois, premier ministre du Manitoba. Retourné sur la banquette des députés, il devient secrétaire provincial en 1879 et ministre de l'agriculture (1881-1882). Il se retire de la politique provinciale en 1883 et occupe un siège au Sénat jusqu'à sa mort.

GIRARD, RODOLPHE. Journaliste et écrivain (Trois-Rivières, 24 avril 1879 — Richelieu, 29 mars 1956). Journaliste à *La Patrie*, puis à *La Presse* de Montréal au tout début du siècle, il publie, en 1904, *Marie Calumet*, qui est condamné par l'archevêque de Montréal. Il quitte alors la métropole et accepte le poste de rédacteur en chef du journal *Le Temps** d'Ottawa. Dès 1906, il entreprend une longue carrière de traducteur à la Chambre des communes. Il poursuit également son œuvre littéraire et publie dans les années qui suivent quelques romans, des contes et des textes dramatiques. Il participera à la première guerre mondiale à titre d'officier de l'armée canadienne.

GIROUARD, GILBERT-ANSELME. Homme politique et marchand (Saint-Marie-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 26 octobre 1846 — Bouctouche, *ibid.*, 13 janvier 1885). Après avoir terminé son cours classique au Collège* Saint-Joseph de Memramcook (1868), il enseigne pendant deux ans dans sa paroisse natale. En 1870, il s'établit comme marchand général à Bouctouche* et, en 1878, il est élu député conservateur du Comté de Kent. Il devient alors le deuxième député acadien à siéger à la Chambre des communes. Durant son mandat, il milite en faveur du développement économique de sa région mais, suite à des différends avec les autorités gouvernementales, il présente sa démission en 1883. Il compte par ailleurs parmi les membres-fondateurs de la Société nationale de l'Assomption. Des problèmes de santé l'amènent à se retirer de la vie publique et il meurt en 1885, victime de la tuberculose.

GIROUARD, JOSEPH-AMÉDÉE. Médecin et écrivain (Saint-Hyacinthe, 17 janvier 1865 — Lewiston, Maine, 1^{er} mars 1938). Après des études

à l'Université Laval, il est admis à la pratique de la médecine en 1889. Il séjourne au Montana, à Westbrook (Maine), puis s'installe définitivement à Lewiston*. En organisant diverses manifestations artistiques et culturelles, il cherche à faire de Lewiston un grand centre intellectuel de la Nouvelle-Angleterre. Il publie un recueil de poésies en 1909, *Au fil de la Vie*. Un second recueil, *Fragments de Rêves*, est publié après sa mort.

GIROUXVILLE. Village de l'Alberta situé à 330 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 325 habitants. Même si le village n'est reconnu officiellement qu'en 1928, les premiers contingents de colons francophones s'y installent dès 1914. Rattaché à la municipalité avoisinante de Falher* jusqu'à son incorporation, il est baptisé en l'honneur de la famille Giroux, la première à s'établir dans la région. Population francophone : 240.

GIRROIR, HUBERT. Prêtre (Tracadie, Nouvelle-Écosse, 18 juillet 1825 — Havre-Boucher, *ibid.*, 25 janvier 1884). Après des études théologiques au Séminaire de Québec, il est ordonné prêtre en 1853. La même année, il est nommé vicaire à la cathédrale d'Arichat (Nouvelle-Écosse). Parallèlement, il enseigne au St-Francis Xavier College à Arichat, qui prend le nom d'Arichat Academy à partir de 1866. Girroir devient le supérieur du collège, puis curé de la cathédrale d'Arichat. Il amène les Frères* des écoles chrétiennes ainsi que les Dames de la congrégation* de Notre-Dame de Montréal à s'installer à Arichat pour y enseigner en français. En 1863, il devient curé de Little Arichat (aujourd'hui West Arichat), où il a des démêlés avec les autorités religieuses à cause du Free School Act de 1864 et de son désir de maintenir l'enseignement en français dans sa paroisse. En 1868, il est nommé à Chéticamp* (Nouvelle-Écosse). Il travaille au développement de cette communauté en organisant la construction d'écoles et en faisant draguer le port, ce qui facilite la tâche des pêcheurs du village. De 1875 à 1884, il est curé de Havre-Boucher où il poursuit son travail pour la survie du français en Acadie.

GLOUCESTER : voir ORLÉANS

GODBOUT, ARTHUR. Professeur et écrivain (Ottawa, Ontario, 8 mars 1908 — *ibid.*, 12 janvier

1985). Après avoir terminé sa formation à l'Université* d'Ottawa, il enseigne dans plusieurs écoles secondaires de l'Ontario (1930-1943), puis devient inspecteur d'écoles dans la région de Sudbury* (1943-1945) et fonctionnaire au ministère de l'Éducation de l'Ontario (1950-1969). Il termine sa carrière comme professeur à l'Université d'Ottawa. Auteur de nombreux articles, il publie également quelques volumes, dont *L'Origine des Écoles françaises dans l'Ontario* (1972), qui lui vaut le prix Champlain*.

GOËSBRIAND, LOUIS DE. Évêque (Saint-Urbain, France, 4 août 1816 — Burlington, Vermont, 3 novembre 1899). Ordonné en 1840, il franchit aussitôt l'Atlantique pour devenir curé à Louisville (Kentucky) de 1840 à 1846. Jusqu'en 1853, il remplit tour à tour les fonctions de secrétaire de l'évêque de Toledo (Ohio), de grand vicaire à Cleveland (Ohio) et de premier supérieur du séminaire de ce diocèse. Son élévation à l'épiscopat en 1853 en fait le premier évêque du Vermont et le titulaire du diocèse de Burlington*. Héritant d'un diocèse tout neuf où ses ressources humaines se limitent à deux prêtres, il invite plusieurs missionnaires canadiens à s'y installer. Durant son épiscopat, il a réussi à fonder 200 paroisses de langue française.

GOGUEN, GEORGES-HENRI. Peintre (Moncton, Nouveau-Brunswick, 1934 —). Après avoir été l'élève du peintre Alex Colville, il poursuit des études à la Mount Allison School of Fine Arts. Gagnant sa vie comme peintre commercial pour la compagnie Eaton, il se consacre en même temps à la peinture artistique. Partisan de la peinture abstraite, il expose ses œuvres dans plusieurs galeries, principalement dans les Maritimes, mais également ailleurs au Canada.

GOSSELIN, LUCIEN HIPPOLYTE. Sculpteur (Whitefield, New Hampshire, 2 janvier 1883 — Manchester, *ibid.*, 26 mars 1940). Sa famille s'installe à Manchester* alors qu'il est âgé de deux ans. Il fait ses études dans cette ville, puis est admis à l'Académie Julian, à Paris. Il expose aux Salons de Paris de 1913 et de 1914. De retour à Manchester, il produit une œuvre abondante, qui orne de nombreux monuments et places publiques de la Nouvelle-Angleterre, entre autres, le Monument des combattants de la première guerre mondiale, à Manchester. Sculpteur

de la tradition et des valeurs civiques, il enseigne son art au Manchester Institute of Arts and Science (1920-1940).

GOSSELIN, PAUL-ÉMILE. Éducateur et prêtre (Saint-Maxime de Scott, Québec, 9 mai 1909 — Boischatel, *ibid.*, 23 juin 1982). Il fait son cours classique au Petit Séminaire de Québec. Bachelier ès arts et licencié en philosophie, il est ordonné prêtre en 1934, puis fait prélat domestique en 1955. Il enseigne la philosophie au Petit Séminaire de Québec et occupe la chaire de philosophie de la nature à l'Université Laval de 1944 à 1955. Défenseur du fait français en Amérique, il est pendant quarante ans (1938-1978), l'âme du Conseil* de la vie française dont il dirige le secrétariat toutes ces années. Il est aussi directeur de l'*Action catholique* (1953-1962), de la Société du parler français au Canada, de la revue *Vie française*, des Éditions Ferland et de l'Institut Camille-Roy. Il organise durant nombre d'années les voyages de la Liaison* française au Canada et aux États-Unis. Il est l'auteur d'une étude sur la présence française au Canada et aux États-Unis, *L'Empire français d'Amérique* (1963).

GOUIN, PAUL. Homme politique (Montréal, 20 mai 1898 — *ibid.*, 4 décembre 1976). Fils de Lomer Gouin et petit-fils d'Honoré Mercier*, tous deux anciens premiers ministres de la province de Québec. Député de l'Assomption à l'Assemblée législative du Québec en 1934, il fonde un nouveau parti : l'Action libérale nationale. Défait aux élections de 1936, Gouin se retire de l'arène politique. Homme de plume, il publie des poèmes en 1937 sous le titre de *Médailles Anciennes* et un recueil de conférences et de discours en 1938 : *Servir la Cause Nationale*. Membre du Conseil* de la vie française en Amérique, dont il est le président de 1955 à 1961, il multiplie les liens entre tous les francophones d'Amérique du Nord, en particulier par le Congrès de la re francisation en 1957.

GOULET, ALEXANDRE. Professeur (Warren, Rhode Island, ?). Après son cours classique au Séminaire de Joliette, il obtient un doctorat de l'Université de Paris en 1934. De retour dans sa ville natale, il devient journaliste et fonde l'hebdomadaire *Le Comédien*. En 1937, il est chargé de la direction des cours de français de l'Université de Scranton en Pennsylvanie. Deux ans plus

tard, il devient président de l'Alliance française de la même ville. Professeur au Collège Villanova en Pennsylvanie à partir de 1948, Alexandre Goulet est aussi l'auteur de nombreux articles et chroniques, publiés dans des journaux franco-américains.

GOULET, MAXIME. Homme politique (Saint-Boniface, Manitoba, 28 novembre 1855 — Winnipeg, *ibid.*, 17 janvier 1932). Métis* éduqué au Collège* de Saint-Boniface, il travaille pour le compte de la Compagnie* de la baie d'Hudson avant de devenir greffier à l'Assemblée législative manitobaine en 1876. Élu député de Saint-Vital* en 1878, il est nommé ministre de l'Agriculture en 1880. Il est réélu à deux reprises, dans la circonscription de La Vérendrye.

GOULET, ROBERT. Comédien et baryton (Lawrence, Massachusetts, 26 novembre 1933 —). Adolescent, il étudie le chant à Edmonton, puis fait ses débuts comme annonceur à la radio de CKUA en 1950, et à la télévision comme figurant dans une production de Radio-Canada. En 1960, il se distingue sur la scène de Broadway en jouant le rôle de sir Lancelot dans *Camelot* aux côtés de Julie Andrews et Richard Burton. Sa véritable carrière s'amorce alors et on le voit tenir de nombreux rôles dans des films et des séries télévisées canadiennes et américaines, notamment dans *Brigadoon* qui remporte un Emmy Award en 1966. En 1962, il reçoit un Grammy Award à titre de meilleur nouvel artiste de l'année. Parallèlement, il enregistre de nombreux 45-tours à succès, ainsi que quelques trente microsillons de chansons populaires. Depuis les années 1970, il se produit surtout dans les cabarets, entre autres, à Las Vegas.

GOULET-COURCHAINE, MARIE-THÉRÈSE. Enseignante et poète (Saint-Boniface, Manitoba, 27 mai 1912 — *ibid.*, 15 juillet 1970). Institutrice de carrière, ses origines métisses l'amènent à consacrer plus de vingt ans de sa vie à l'enseignement auprès des populations indienne et métisse du Manitoba en tant que représentante du ministère fédéral des Affaires indiennes. Animatrice au poste de radio francophone de Gravelbourg* (Manitoba) pendant quelque temps, elle se découvre un goût pour l'écriture radiophonique. Atteinte de cécité vers la cinquantaine, elle se consacre alors à la création littéraire. Sous le nom

de plume de Marie-Tobie, elle signe plusieurs textes dans diverses revues, dont *La Liberté** de Saint-Boniface*, et laisse un ouvrage posthume de prose et de poésie intitulé *Marie-Tobie — femme du Manitoba* (1979).

GOUMOIS, MAURICE DE. Romancier (Colmar, Alsace, 1896 — Montréal, Québec, 1970). Il émigre au Canada en 1920 et passe ses quatre premières années en terre canadienne près de Chappleau* (Ontario), travaillant pour une entreprise forestière. Cette expérience donne lieu à son premier roman intitulé *François Duvalet* (1954). Le personnage principal y revit les mêmes déboires que l'auteur aux prises avec l'immensité du pays et l'âpreté du climat. Goumois s'installe à Québec en 1924, où il est assureur puis haut fonctionnaire.

GOUPIL, LAVAL. Acteur et écrivain (Tracadie, Nouveau-Brunswick, 15 juillet 1945 —). Formé aux universités de Sherbrooke et de Moncton*, il entreprend une carrière théâtrale qui l'amène à tenir des rôles et à réaliser des mises en scène. Dramaturge, il publie en 1974 *Tête d'eau* et joue lui-même le rôle d'Onil, ce personnage qui choisit de s'exiler dans l'imaginaire et de mépriser la réalité. Dans *Le Djibou*, qui paraît en 1975, l'auteur cherche cette fois à exprimer le vécu du terroir à travers la représentation d'une famille de pêcheurs acadiens.

GOYAU, JEAN-BAPTISTE. Colon (Montréal, Québec, 13 octobre 1688 — Windsor, Ontario, 6 mai 1778). Il part pour Détroit en 1712 et devient traiteur et voyageur. En 1743, il devient fermier pour les pères jésuites et s'établit sur la rive canadienne de la rivière Détroit. Il semble bien que sa famille soit la première d'origine européenne à s'établir sur le territoire actuel de la province de l'Ontario. Une rue de Windsor porte son nom.

GRANDE-ANSE. Village du Nouveau-Brunswick situé sur la rive sud de la Baie des Chaleurs dans le comté de Gloucester à 45 km au nord-est de Bathurst. Population totale : 817 habitants. Le village, fondé en 1810, fut appelé autrefois par les Micmacs *Walnayik*, c'est-à-dire « grande anse ». Sa situation géographique en fait la porte d'accès à la péninsule acadienne. Ses habitants pratiquent l'agriculture et surtout la pê-



Grande-Anse, Nouveau-Brunswick

che. On y trouve un musée des papes, projet conçu et réalisé par le maire de Grande-Anse, Edmond Landry*, personnalité haute en couleur. Population francophone : 770.

GRANDE-CACHE. Ville de l'Alberta située à 430 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 4 523 habitants. Grande Cache doit son nom à une cache de fourrures qui y aurait été abandonnée en 1820 par Ignace Giasson. Grande Cache était connue depuis longtemps pour son gisement de coke mais ce n'est qu'en 1966, avec l'avènement des hauts-fourneaux japonais qu'on a commencé à en faire l'exploitation. Elle est aujourd'hui considérée comme une ville modèle. Population francophone : 230.

GRAND-ÉTANG : voir CHÉTICAMP

GRANDE-FOURCHE : voir KEDGWICK

GRANDE-PRAIRIE. Ville de l'Alberta sise à 400 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 24 263 habitants. Connue d'abord sous le nom de Buffalo Plains par les commerçants de la Compagnie* du Nord-Ouest, elle est ensuite nommée Grande-Prairie par le père missionnaire Grouard*, qui cherche à y attirer des colons. Ceux-ci affluent dès 1908 et le village est fondé

en 1914, deux ans avant l'arrivée du chemin de fer. Population francophone : 870.

GRAND FALLS : voir GRAND-SAULT

GRANDIN, VITAL JUSTIN. Missionnaire et évêque (Saint-Pierre-sur-Orthe, France, 8 février 1829 — Saint-Albert, Territoires du Nord-Ouest, 3 juin 1902). Il est ordonné prêtre oblat en 1854 après avoir fait ses études au Mans (France). Envoyé en mission au Canada (1854), il établit des postes auprès des Amérindiens du lac Athabasca et de l'île-à-la-Crosse. Évêque coadjuteur de Saint-Boniface* (Manitoba) en 1857 et vicaire apostolique de la Saskatchewan (1868), il devient le premier évêque de Saint-Albert (Alberta) en 1871. En plus de son travail pastoral, il s'intéresse activement aux problèmes politiques des Métis et des Amérindiens. Il informe le gouvernement des conditions de vie difficiles des autochtones et, lors du soulèvement de 1885, cherche à pacifier ces derniers. Il tente aussi, en vain, d'obtenir la libération de Louis Riel*. Il se consacre finalement à la défense des écoles catholiques et françaises dans l'Ouest.

GRANDMAÎTRE, BERNARD. Homme politique (Vanier, Ontario, 24 juin 1934 —). Après ses études secondaires et collégiales, il se lance en affaires et ouvre un commerce en élec-

tronique dans sa ville natale. Intéressé très tôt par la politique, il devient président de la Chambre de commerce locale (1969), échevin (1969) et maire de Vanier (1974 à 1980). Élu député libéral d'Ottawa-Est à l'Assemblée législative provinciale (1984), il se voit confier, l'année suivante, le nouveau portefeuille des Affaires francophones. En 1986, il réussit à faire adopter la Loi 8, garantissant des services gouvernementaux en français.

GRAND-PRÉ. Village de Nouvelle-Écosse situé à 100 km au nord-est d'Halifax. Ce village fondé par les Acadiens en 1686 est, à l'époque, le plus grand établissement de l'Acadie. En 1757, 350 Canadiens, conduits par Villiers*, y ont défait le colonel Noble et ses 500 soldats. Témoin de la Déportation* des Acadiens en 1755, il inspire le poème *Évangéline* à Longfellow. Depuis 1952, Grand-Pré est devenu le site d'un parc national à la mémoire du Grand Déménagement.

GRAND-SAULT. Ville du Nouveau-Brunswick sise sur le bord de la rivière Saint-Jean à 57 km au sud-est d'Edmunston. Population totale : 6 203 habitants. Appelée aussi officiellement Grand Falls, elle doit son nom à l'existence de chutes parmi les plus importantes de l'Est, si on les compare à la cataracte de Niagara. Établie comme poste français vers 1756, l'agglomération

devient officiellement une municipalité un siècle plus tard. L'exploitation de la forêt a joué un rôle prédominant dans l'évolution de Grand-Sault ; la culture de la pomme de terre occupe aujourd'hui une part considérable de l'activité économique. Population francophone : 5 060.

GRAVEL, CAMILLE FRANCIS. Avocat (Alexandria, Louisiane, 10 août 1915 —). Admis au barreau de la Louisiane en 1940, il pratique à Alexandria, puis devient procureur de district de la paroisse des Rapides en 1942. Membre de divers comités nationaux sur les droits de l'homme, la taxation, les relations communautaires et les lois sur le travail, il s'engage activement dans le Parti démocrate et est conseiller légal de Lyndon Johnson durant la campagne présidentielle de ce dernier en 1964. En 1975, il est nommé assistant-procureur général puis, à deux reprises, conseiller exécutif du gouverneur de la Louisiane.

GRAVEL, LOUIS-PIERRE. Prêtre et colonisateur (Princeville, Québec, 8 août 1868 — Montréal, 10 février 1926). Après des études au Grand séminaire de Montréal, il est ordonné prêtre en 1892. Il part alors pour New York où il exerce son ministère jusqu'en 1906. À cette date, il est invité par M^r Langevin, évêque de Saint-Boniface, à venir fonder une paroisse catholique



La rue principale de Gravelbourg, Saskatchewan, en 1925

en 1906 par l'abbé Louis-Pierre Gravel*, qui y installe des colons en provenance de la province de Québec. Cette ville est notamment connue pour son collège classique bilingue, le Collège* Mathieu, fondé en 1917. Gravelbourg demeure encore aujourd'hui un important centre de vie française en Saskatchewan. Plusieurs journaux francophones y voient le jour et le plus connu, *L'Étoile de Gravelbourg*, paraît pendant plus de quarante ans. On y trouve aussi depuis 1952 une station de radiophonie francophone (CFGK), ainsi qu'un centre culturel. L'emplacement de la ville en fait le centre régional du marché du blé. Population francophone : 670.

GREEN RIVER : voir RIVIÈRE-VERTE

GRÉGOIRE, FÉLIX. Inventeur (Saint-Cuthbert de Berthier, Québec, 7 janvier 1866 — Saint-Jean-Baptiste, Manitoba, 15 mai 1930). Arrivé en 1882 au Manitoba à l'âge de 16 ans, il établit très tôt sa réputation d'inventeur. En 1900, il conçoit une charrue capable de labourer plus profondément afin d'endiguer l'érosion de la terre arable dans la vallée de la rivière Rouge. Il propose en 1904 un système de freins pneumatiques pour les convois ferroviaires et, en 1912, un hydravion. L'année suivante, il invente un nouveau type de wagon hypomobile permettant de découpler la charge servant au transport des pierres pour la construction d'une banque à Winnipeg*. Ce procédé d'ingénierie servira à inspirer la construction des tracteurs à chenilles et des chars blindés.

GRIFFON, LE. Premier bateau à naviguer sur les Grands Lacs en amont des chutes Niagara. Mis à l'eau le 7 août 1679 sur la rivière Niagara, le petit bateau armé de sept canons navigue jusqu'à Michillimakinac* et la baie Verte sous le commandement de De La Salle. Il s'échoue au voyage de retour, chargé de fourrures. Certains ont cru reconnaître son épave sur la côte ouest de l'île Manitoulin, près du phare Mississagi.

GRISÉ, YOLANDE. Professeur (Montréal, Québec, 5 août 1944 —). Elle obtient sa maîtrise puis son doctorat ès lettres à la Sorbonne en 1977. De 1977 à 1979, elle enseigne à temps partiel à l'Université* Laval, puis à temps plein au département de lettres françaises à l'Université* d'Ottawa. Première coordonnatrice des cours de littérature franco-ontarienne dans cette institu-

tion, elle est directrice du Centre* de recherche en civilisation canadienne-française depuis 1985 ; par ailleurs, elle publie de nombreux articles et prononce plusieurs conférences sur la littérature franco-ontarienne. Son *Anthologie des textes littéraires franco-ontariens* en quatre volumes (1982) constitue un recueil utile de la littérature franco-ontarienne pour les écoles.

GRIT : voir CORBEIL

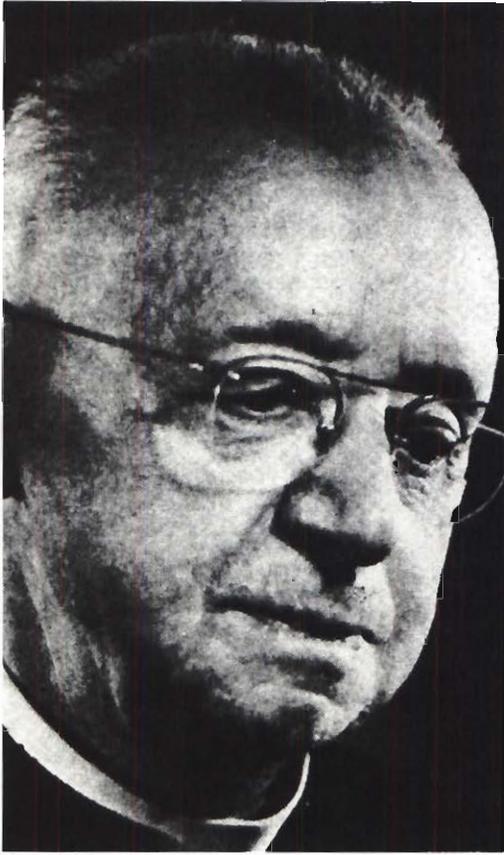
GROSSE POINTE : voir SAINT-JEAN-BAPTISTE

GROSSES-COQUES : voir BAIE-SAINTE-MARIE

GROUARD, ÉMILE. Missionnaire (Brulon, France, 2 février 1840 — Grouard, Alberta, 7 mars 1931). Il arrive au Canada en 1860, fait sa théologie à l'Université* Laval, est ordonné prêtre en 1862 et part immédiatement pour l'Ouest. Durant 60 ans, il pratique son apostolat depuis des limites de l'Alberta à l'embouchure du Mackenzie. Vicaire apostolique, il introduit les bateaux à vapeur et une presse d'imprimerie dans les régions nordiques. Il laisse de nombreux ouvrages, dont des manuels en langues indiennes et *Souvenir de mes soixante ans d'apostolat dans l'Athabasca-Mackenzie* (1923). Un village, deux lacs et une rivière de l'Ouest portent son nom.

GROULX, LIONEL. Prêtre et historien (Vaudreuil, Québec, 13 janvier 1878 — *ibid.*, 23 janvier 1967). Après ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse, au Grand Séminaire de Montréal, à Rome et à Fribourg (Suisse), il enseigne au Séminaire de Valleyfield. De 1915 à 1949, il est professeur d'histoire du Canada à l'Université de Montréal. De 1920 à 1928, il dirige la revue *L'Action* française*, qui défend vigoureusement les droits des Canadiens français. Conférencier invité à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris dans les années 1930, il fonde en 1946 l'Institut* d'histoire de l'Amérique française et dirige de 1947 à 1967 la *Revue d'Histoire de l'Amérique française*. Il collabore à nombre de périodiques et publie plusieurs ouvrages historiques qui connaissent une influence profonde. En 1957, il reçoit le Prix Champlain*. Groulx est surtout connu comme le principal idéologue du nationalisme canadien-français durant les années

1920 à 1960. L'action de son roman, *L'Appel de la race*, se déroule à Ottawa à l'époque du Règlement* 17. Un autre roman a pour sujet la résistance acadienne : *Au Cap Blomidon*.



Lionel Groulx

GUAY, JOSEPH. Homme politique (Saint-Vital, Manitoba, 4 octobre 1915 —). Homme d'affaires, échevin, puis maire de Saint-Boniface* de 1956 à 1968, il est élu député libéral de cette circonscription à la Chambre des communes en 1968. Réélu en 1972 et 1974, il devient whip du Parti libéral de 1975 à 1977. Membre du Conseil privé, il est successivement ministre sans portefeuille, ministre d'État chargé du multiculturalisme, puis ministre du Revenu national. En 1978, il est nommé au Sénat. Il fait partie de plusieurs associations, dont la Société*historique de Saint-Boniface et l'Association des Scouts du Manitoba.

GUAY, LOUISE-MARIE, SOEUR PAUL-ÉMILE. Écrivaine (Matane, Québec, 12 décembre 1885 — Ottawa, 20 février 1971). En 1892, sa

famille s'installe à Lowell (Massachusetts), puis, en 1897, elle vient s'établir à Ottawa. Louise-Marie fait son entrée chez les Sœurs de la Charité d'Ottawa l'année suivante. Elle enseigne dans diverses écoles franco-ontariennes, à Ottawa, à Sudbury et à Hawkesbury. Vers 1918, elle entreprend des études à l'Université d'Ottawa et y obtient un baccalauréat ès arts (1922), une maîtrise (1926) et un doctorat ès lettres en 1936. Sa thèse de doctorat, *Le Renouveau Marial dans la littérature française depuis Chateaubriand jusqu'à nos jours*, lui vaut un prix de l'Académie française en 1937. Elle devient alors la première femme canadienne lauréate de cette institution. Sœur Paul-Émile est aussi l'auteur d'une quinzaine de volumes, dont les plus connus sont *Histoire du diocèse d'Ottawa* (1949), *La Baie James, trois cents ans d'histoire militaire, économique, missionnaire* (1952) et *Les Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa, 1876-1967* (2 volumes — 1967). Elle est, de 1940 à sa mort, archiviste de sa congrégation.

GUEGUEN, JOSEPH. Notable (Morlaix, France, 1741 — Cocagne, Nouveau-Brunswick, 1825). Arrivé en Nouvelle-France à l'âge de 12 ans, il est emprisonné au fort Beauséjour — devenu le fort Cumberland — au cours de l'exécution du plan de refoulement des Acadiens hors de la péninsule de Nouvelle-Écosse. Réussissant à s'enfuir, il s'installe à Saint-Pierre et Miquelon, puis revient au sud du Nouveau-Brunswick, dans la région de Cocagne. En l'absence de notables locaux, il exerce des fonctions de juge de paix, notaire et curé. En outre, il enseigne et agit à titre d'interprète ; il écrit même un traité sur la langue micmaque. Enfin, il s'adonne au commerce des fourrures. Polyvalent, entreprenant et audacieux, le personnage demeure néanmoins controversé.

GUÉRIN, VITAL. Pionnier (Saint-Rémi-de-Napierville, Québec, 17 juillet 1812 — Saint-Paul, Minnesota, 11 novembre 1870). Il s'adonne tôt au commerce des fourrures, ce qui l'amène, dès 1832, à prendre en charge une centaine d'hommes affectés au commerce entre Montréal et Mendota (Minnesota). Après quelques années, il s'établit avec sa famille à l'emplacement de ce qui allait devenir la ville de Saint-Paul* (Minnesota). Il joue un rôle actif dans le développement

de la ville mais, victime de mauvaises transactions, il meurt ruiné en 1870.

GUERTIN, GEORGES-ALBERT. Évêque (Nashua, New Hampshire, 17 février 1869 — Manchester, *ibid.*, 6 août 1931). Né de parents canadiens-français, il fait ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe (Québec). De retour dans son pays natal, il est admis au Séminaire de Brighton (Massachusetts). Ordonné prêtre en 1892, il est nommé tour à tour vicaire de la paroisse Saint-Augustin (Manchester), vicaire de l'église de Lebanon (New Hampshire) et curé de la paroisse Saint-Antoine (Manchester). Premier Franco-Américain élevé à l'épiscopat, il est sacré évêque du diocèse de Manchester (1907). Lors du premier congrès de la langue française, tenu à Québec en juin 1912, c'est lui qui prononce le sermon de circonstance dans la basilique. Pour la Ligue du Ralliement français, il rédige une brochure intitulée *La Langue française et le christianisme*.

GUIDRY, RONALD. Joueur de base-ball (Lafayette, Louisiane, 28 août 1950 —). Issu d'une des plus vieilles familles cajun de la Louisiane, Guidry fait des études en architecture à la University of Southern Louisiana, où il est récipiendaire d'une bourse athlétique. En raison de son talent de lanceur au base-ball, il est recruté par les Yankees de New York en 1977. L'année suivante, il bat presque tous les records établis jusqu'alors par un lanceur : le plus grand nombre de parties gagnées (25), le meilleur pourcentage (9.893), le plus grand nombre de blanchissages (9) et une moyenne de points mérités par match de 1.74, ce qui lui vaut le Cy Young Award et d'être proclamé Athlète de l'année. Ses performances permettent, cette année-là, aux Yankees de remporter les séries mondiales. Celui que l'on surnomme *Ragin Cajun*, c'est-à-dire le « cajun enragé », continue d'offrir un rendement supérieur à la moyenne ; en 1986, il est toujours l'artilleur numéro un des Yankees.

GUIGUES, JOSEPH-BRUNO. Évêque (La Garde, France, 26 août 1805 — Ottawa, Ontario, 8 février 1874). Après avoir fait ses études en théologie à Aix-en-Provence (France), il est ordonné prêtre oblat en 1828. Il exerce divers ministères en France (1828-1844) avant d'être nommé supérieur de sa congrégation au Canada en 1844. Il est sacré premier évêque de Bytown

(aujourd'hui Ottawa) en 1848. Durant son épiscopat, plus de 60 églises, près de 50 chapelles, plusieurs écoles ainsi que l'Hôpital général et l'Université* d'Ottawa sont fondés. Il construit l'actuelle cathédrale et favorise le maintien des écoles confessionnelles séparées et l'enseignement dans les deux langues. Deux villages québécois, un village ontarien ainsi qu'une rue et une école d'Ottawa portent son nom.



M^r Guigues

GUINDON, FERNAND. Homme politique (Fugèreville, Québec, 30 mai 1917 —). Au terme de son service militaire, il devient traducteur jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, puis se lance dans les affaires. En 1975, il est élu député conservateur provincial dans la circonscription de Glengarry. De 1963 à 1974, il est député du comté de Stormont. Ministre sans portefeuille en 1968, il est nommé ministre du Tourisme et de l'Information en 1971 et ministre du Travail de 1972 à 1974. Voulant œuvrer au niveau fédéral, il est défait en 1974. En 1984, il est nommé vice-président de la Société des loteries de l'Ontario.

GUINDON, ROGER. Prêtre et recteur (Ville-Marie, Québec, 26 septembre 1920 —). Membre de la communauté oblate, il est ordonné à la prêtrise en 1946. Ses études l'amènent dans plusieurs institutions d'enseignement, tant au Ca-

nada qu'en Europe, et culminent avec l'obtention d'un doctorat en théologie à l'Université de Fribourg en 1954. Sa carrière débute comme professeur à la Faculté de théologie de l'Université* d'Ottawa (1947-1951) et (1954-1964). Devenu doyen de sa faculté en 1961, le père Guindon est recteur de l'Université de 1964 à 1984. Durant son rectorat, en dépit des contraintes financières que doivent affronter les universités ontariennes, l'Université a connu une expansion considérable. Il est le dernier prêtre à assumer cette fonction. Il est décoré en 1987 de l'Ordre de l'Ontario.

GUY, JOSEPH. Évêque (Montréal, 28 juillet 1883 — *Ibid.*, 8 décembre 1951). Ordonné prêtre oblat en 1906, il est économiste et professeur au Juniorat de son ordre religieux à Ottawa (1906-1915). Puis il devient, jusqu'en 1920, curé à The* Pas (Manitoba). Professeur à l'Université* d'Ottawa (1920-1927) et recteur du Collège* Mathieu de Gravelbourg en Saskatchewan (1927-1929), il est le premier vice-président de l'Association catholique franco-canadienne. Sacré évêque en 1929, il dirige les missions de Grouard en Alberta (1929-1938) et l'évêché de Gravelbourg (1937-1943).

H

HACHÉ, LOUIS. Professeur et écrivain (Saint-Isidore, Nouveau-Brunswick, 3 mai 1924 —). Formé aux collèges de Bathurst et de Saint-Jean, il fréquente l'Université* Laval et y obtient une maîtrise en français en 1959. Enseignant dans les écoles publiques du Nouveau-Brunswick (1947-1959), puis à l'École normale de Fredericton* (1959-1974), il devient réviseur au Bureau provincial de traduction (à Fredericton) à compter de 1974. Parallèlement, il publie plusieurs romans et récits, dont *Charmante Mis-cou* (1974), *Adieu P'tit Chipagan* (1978), *Tourbes Jersiaires* (1980) et *Un cortège d'anguilles* (1984), ouvrages dans lesquels il exprime sa nostalgie face à la disparition du mode de vie traditionnel en Acadie.

HAILEYBURY. Ville du Témiscamingue ontarien située à 150 km au nord de North Bay. Population totale : 4 925 habitants. Fondée vers 1889, cette ville connaît son véritable essor avec la découverte d'un minerai d'argent dans la ré-

gion de Cobalt*. Malgré un incendie qui la ravage complètement en 1922, la ville est rebâtie et se maintient grâce à sa position stratégique sur la rive du lac Témiscamingue au cœur d'une région minière et agricole. Haileybury constitue donc un important centre administratif, éducatif et religieux pour la région. Les Sœurs* de l'Assomption s'y sont établies depuis 1910 et y ont fondé, la même année, l'Académie Sainte-Marie (fermée en 1969). La ville abrite aussi un campus du Collège Northern, institution bilingue, qui, à Haileybury, se spécialise dans les disciplines rattachées à l'industrie minière. Ce collège a pris la relève de la School of Mines fondée en 1909. Population francophone : 1 740.

HALIFAX. Capitale de la Nouvelle-Écosse située au sud de cette province face à l'océan Atlantique. Population totale : 114 594. Fondée en 1749, elle est à ses débuts le siège d'une base navale militaire destinée à contrer la présence française à Louisbourg*. Durant la Révolution américaine, elle est une plaque tournante pour les Loyalistes, qui s'y réfugient en grand nombre après 1776. La situation géographique d'Halifax favorise surtout le développement de son activité portuaire tout au long du XIX^e siècle et aussi durant les deux guerres mondiales du XX^e. Cette agglomération est devenue un centre industriel et commercial important pour la pêche, l'exploitation du bois et du pétrole en haute mer, ainsi que le centre culturel de la Nouvelle-Écosse avec, entre autres, de nombreux festivals de musique. Comme capitale, Halifax voit l'implantation de plusieurs organismes francophones, dont un poste de Radio-Canada*, l'Alliance française et le Club français. Chaque année, au mois de mai, se déroule le Festival acadien de Halifax. Population francophone : 3 525.

HAMEL, MATHILDE. Religieuse (Rivière-Ouelle, Québec, 1834 — Montréal, 1917). Membre des Sœurs* grises de la charité, elle arrive à la Rivière-Rouge* (Manitoba) en 1869 et devient supérieure vicariale de sa communauté (1872-1897). Parcourant l'Ouest canadien et américain, elle fonde plusieurs institutions, dont les écoles pour Amérindiens de Fort-Totten, Dakota du nord (1874), et de Sainte-Anne-des-Chênes*, Manitoba (1883), les écoles de métiers pour Amérindiens de Lebre* (Saskatchewan, 1884) et

de Saint-Boniface* (Manitoba, 1889), une école à Saint-Jean-Baptiste* (Manitoba, 1893) et un hôpital à Saint-Roch (Manitoba, 1895). Revenue à Montréal en 1897, elle occupe la fonction de supérieure générale de l'Institut des sœurs grises (1902-1907).

HAMELIN, SALOMON. Homme politique (Rivière-Rouge, Manitoba, vers 1810 — Sainte-Rose-du-Lac, Manitoba, 30 septembre 1893). Métis, il se lance dans l'agriculture et l'élevage. En 1857, il est élu magistrat, puis conseiller de la colonie d'Assiniboia et, en 1871, il devient membre du Conseil législatif du Manitoba.

HAMILTON. Ville de l'Ontario située à 60 km au sud-ouest de Toronto, à mi-chemin entre cette dernière et Niagara Falls. Population totale : 306 434 habitants. Après la seconde guerre mondiale, de nombreux Québécois affluent vers Hamilton, capitale canadienne de la sidérurgie. Pour défendre leur identité et lutter contre les tendances à l'assimilation dues à une situation fortement minoritaire, ils mettent sur pied de nombreux organismes chargés d'étayer la culture française dans la région. On trouve ainsi un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Ontario, le Cercle social de Lasalle, le Club Carillon et l'Alliance française. Une paroisse, Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, est fondée en 1951 et l'école secondaire Georges P. Vanier dessert toute la région. Deux hebdomadaires se succèdent, *Le Hamilton Express* et *L'Observateur canadien*, tous deux propriété de *L'Express* de Toronto*, à la fin des années 1970. Population francophone : 5 755.

HAMON, ÉDOUARD. Prêtre (Vitré, France, 8 novembre 1841 — Leeds, Québec, 1^{er} juin 1904). Entré chez les Jésuites, il est ordonné prêtre en 1872 à Woodstock, Maryland. Professeur au Collège Sainte-Marie de Montréal, il se consacre aussi à la prédication de retraites tant au Canada qu'aux États-Unis. Il laisse un ouvrage riche de renseignements : *Les Canadiens-français en Nouvelle-Angleterre* (1891). Préoccupé tout comme le clergé de son époque par l'émigration des francophones aux États-Unis, il valorise la fidélité aux racines culturelles.

HANMER. Localité de l'Ontario intégrée depuis 1973 à la municipalité de Valley East et située à

18 km au nord de Sudbury. Population totale : 6 000 habitants. Hanmer accueille ses premiers colons francophones et catholiques en 1898. L'agriculture, principalement la culture de la pomme de terre et l'industrie laitière, domine son économie jusqu'à l'ouverture des mines qui feront de Hanmer une ville-dortoir. En effet, en 1971, 85 % des habitants travaillent à l'extérieur des limites de la localité. Population francophone : environ 3 500.

HARTEX, PIERRE : voir DAVIAULT, PIERRE

HARTFORD. Capitale de l'État du Connecticut, située au centre de cet État. Population totale : 816 737 habitants. Au moment de sa fondation en 1889, la paroisse Sainte-Anne de Hartford compte 200 familles francophones venues de diverses régions du Québec. Elle s'accroît progressivement pour en compter 400 en 1921. En plus de la paroisse française, Hartford a une école française dirigée par les religieuses à partir de 1898, un club Lafayette et une Société* Saint-Jean-Baptiste forte de 100 membres en 1901. Cette année-là voit également la fondation d'un journal, le *Courrier du Connecticut*, qui aura malheureusement la vie courte. Population francophone : 58 546.

HART ROUGE : voir WILLOW BUNCH

HAUT-CANADA : voir ONTARIO

HAWKESBURY. Ville de l'Ontario bordant la rivière des Outaouais à mi-chemin entre Montréal et Ottawa. Population totale : 9 877 habitants. Dès sa création, les Loyalistes lui attribuent une vocation industrielle en y installant de grandes scieries. Les attraits de l'exploitation forestière attirent une première vague de main-d'œuvre québécoise au milieu du XIX^e siècle. Cette migration est aussi encouragée par l'Église catholique, qui développe pour cette région une stratégie de peuplement afin d'endiguer le flot des émigrants canadiens-français vers la Nouvelle-Angleterre. Hawkesbury devient pour eux non seulement une terre de prédilection, mais un carrefour stratégique pour leur expansion en Ontario. Population francophone : 8 350.

HEARST. Ville ontarienne située à 100 km à l'ouest de Kapuskasing. Population totale : 5 533



Camp de bûcherons dans le nord de l'Ontario

habitants. Cette ville, fondée au début du siècle, doit son véritable essor à l'avènement du National Transcontinental, qui amène de nombreux colons dans le nord de l'Ontario. Bien qu'à ses débuts Hearst soit surtout composée d'éléments anglophones, la ville connaît quatre grandes vagues de migration au cours desquelles un fort contingent de francophones s'établit dans la région. Ainsi, en 1920, plusieurs agriculteurs du Québec viennent s'installer ; dix ans plus tard, c'est au tour de ceux qui sont chassés par la crise économique sévissant dans tout le pays. Puis, deux autres migrations importantes ont lieu en 1945 et entre 1963 et 1969. Les Sœurs de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours viennent, dès 1920, y bâtir des écoles et un couvent. En 1941, elles cèdent la place aux Sœurs* de l'Assomption qui érigent un orphelinat (1941-1956) ainsi que l'Académie Saint-Joseph (1956-1969). Malgré la fermeture de ces institutions, les sœurs continuent à œuvrer dans des écoles secondaires, notamment à l'École secondaire Hearst High School, qui offre une instruction bilingue. La ville abrite le Collège* universitaire de Hearst, qui fait maintenant partie intégrante de l'Université* Laurentienne de Sudbury*. Bastion de la francophonie nord-ontarienne, la ville de Hearst compte plusieurs associations francophones. Une

troupe de marionnettistes, la Fabrik à pantouf, connaît une grande popularité durant les années 1970. Et depuis 1976, un hebdomadaire français, *Le Nord**, est diffusé dans la région. Population francophone : 4 625.

HÉBERT, FÉLIX. Sénateur (Canada, 11 décembre 1874 – West Warwick, Rhode Island, décembre 1969). Admis au barreau du Rhode Island en 1907, il pratique le droit à Providence*. Nommé juge à la cour du comté du Rhode Island de 1909 à 1929, il siège au conseil d'administration d'une banque, en plus d'être conseiller juridique auprès d'une compagnie d'assurance. Sénateur républicain du Rhode Island à Washington de 1929 à 1935, il est le premier Franco-Américain à accéder à un tel poste.

HÉBERT, FÉLIX-ÉDOUARD. Homme politique et écrivain (Nouvelle-Orléans, Louisiane, 12 octobre 1901 – *Ibid.*, 29 décembre 1979). Journaliste sportif (1919-1926), il devient responsable de la publicité à l'Université de Loyola de la Nouvelle-Orléans (1926-1928). Revenu au journalisme l'année suivante, Hébert entre au service du quotidien *New Orleans State* comme éditorialiste et chroniqueur (1929-1940). Élu représentant démocrate au Congrès de la Louisiane en 1940, il occupe cette fonction sans interruption

jusqu'en 1976. Il est l'auteur de quelques livres à caractère autobiographique et politique, dont *I Went, I Saw, I Heard* (1945) et *Last of the Titans : The Life and Times of Congressman F. Edward Hébert of Louisiana* (1976).

HÉBERT, PAUL OCTAVE. Homme politique et militaire (Paroisse d'Iberville, Louisiane, 12 décembre 1818 – Nouvelle-Orléans, 29 avril 1880). Ce descendant acadien est diplômé de l'Académie militaire de West Point ; il y enseigne pendant quelques années, puis se porte volontaire pendant la guerre du Mexique. Cité pour bravoure, il termine la guerre avec le grade de colonel. Élu gouverneur démocrate de la Louisiane en 1852, il est alors, à 34 ans, le plus jeune gouverneur d'un État. Il se crée vite une réputation de progressiste en encourageant la construction de chemins de fer, d'écoles, d'universités et d'hôpitaux. Orateur recherché et bon écrivain, il n'en poursuit pas moins sa carrière militaire. Il prend part à la bataille de Milliken's Bend pendant la guerre de Sécession, du côté des Sudistes. La paix revenue, il reprend en Louisiane ses activités administratives et politiques qu'il poursuivra jusqu'à sa mort en 1880.

HELLENCOURT, HENRI-VICTOR LEFEBVRE D'. Journaliste (Paris, France, 11 septembre 1862 – *ibid.*, 8 mai 1940). Il entreprend des études en vue d'une carrière militaire mais abandonne tout et part pour le Manitoba et il se fixe à Sainte-Anne-des-Chênes* (1891-1897). En 1897, il entreprend une carrière de journaliste en devenant rédacteur, puis propriétaire (1901), de *L'Écho* du Manitoba*, lequel disparaît en 1901. La même année, il est chargé par Ottawa d'une mission d'émigration française au Canada. De retour au Canada, il devient agent consulaire de France à Winnipeg* de 1902 à 1905. À partir de 1906, il poursuit sa carrière au Québec avant de retourner définitivement en France.

HENNEPIN, LOUIS. Prêtre et missionnaire (Ath, Belgique, 12 mai 1626 – en Europe, 1705). Il se joint à l'ordre des Franciscains en 1660 et est ordonné prêtre six ans plus tard. En 1675, avec quelques pères Récollets*, il participe à une mission au Canada dans les régions de Québec et du fort Frontenac. Désigné pour accompagner La Salle dans ses explorations, il descend le Mississippi et se rend jusqu'en Louisiane. Revenu en

France vers 1681, Hennepin publie deux ans plus tard un récit de voyage, *Description de la Louisiane*, qui remporte un grand succès dans les librairies. Dans un autre ouvrage intitulé *Nouveau Voyage d'un Pays plus grand que l'Europe* (1698), le missionnaire-explorateur soutient avoir découvert le Mississippi avant La Salle.

HERBIET, JEAN. Professeur, metteur en scène, directeur artistique (Namur, Belgique, 16 décembre 1930 –). Après des études à Namur et à Bruxelles, en administration et en théâtre, il émigre au Canada en 1956. Professeur à l'Université* d'Ottawa (1958-1970) et directeur de la troupe universitaire La Comédie des deux rives, il devient ensuite directeur artistique au Théâtre français du Centre national des arts à Ottawa (1970-1981). Il y réalise 180 spectacles et cherche à accroître l'impact du Centre à l'échelle du pays grâce à des efforts constants pour l'organisation de tournées. De 1981 à 1985, il dirige le Centre culturel canadien à Paris.

HERBIN, JEAN-FRÉDÉRIC. Enseignant et écrivain (Windsor, Nouvelle-Écosse, 8 février 1860 – Wolfville, *ibid.*, 29 décembre 1923). Descendant d'Acadiens déportés, il termine ses études au Acadia College (Wolfville) en 1890. Instituteur dans une école pendant quelques années, il est maire de Wolfville (Nouvelle-Écosse) en 1902 et 1903. Durant son passage à la mairie, il établit à Grand-Pré* un parc à la mémoire de Longfellow, auteur de *L'Évangéline*. Écrivain, il publie plusieurs ouvrages en langues anglaise et française, dont, *L'Histoire de Grand Pré* (1903) et *La Terre d'Évangéline* (1921).

HÉRITAGE FRANCO-ALBERTAIN. Société historique fondée en 1979 à Saint-Paul (Alberta) pour recueillir et préserver les chansons, les mélodies, les danses et les modes vestimentaires des ancêtres francophones. Cette recherche a un but précis : la troupe des Blés d'Or compte s'en servir pour incorporer dans son répertoire des thèmes franco-albertains. Mais le mandat original ne tarde pas à s'élargir sous l'impulsion d'un appui financier massif de sources diverses. En 1981, un incendie détruit le centre culturel de Saint-Paul et les archives de la société. L'entreprise ne s'arrête cependant pas et s'enorgueillit aujourd'hui de plus de 1 000 chansons, de recettes culinaires et médicales, de légendes, de photographies, d'au-

tobiographies et d'entrevues avec les anciens, enregistrées sur bandes magnétiques. Héritage franco-albertain collabore avec l'Institut de recherche de la Faculté* Saint-Jean. La société historique publie aussi depuis peu un bulletin d'information.

HÉRITIERS DE LORD DURHAM, LES.

Étude en deux volumes réalisée par la Fédération* des francophones hors Québec et publiée au printemps de 1977. Son importance tient au fait que, pour la première fois, les francophones hors Québec prennent la parole comme groupe pour attirer l'attention sur la précarité de leur survie collective et pour réclamer des mesures dans plusieurs domaines (l'éducation, la vie sociale et communautaire, la vie économique, la vie politique et les communications). Dans le second volume, les auteurs présentent la situation des francophones dans chacune des neuf provinces où ils sont minoritaires. *Les Héritiers de Lord Durham* sera suivi en 1983 d'une deuxième étude, *Deux poids, deux mesures*, qui démontre que l'intervention des gouvernements fédéral et provinciaux est indispensable pour rétablir l'équilibre entre les deux peuples de langues officielles du Canada. Établissant une comparaison entre les anglophones du Québec et les francophones des neuf autres provinces, la Fédération met en relief les inégalités de traitement entre les deux communautés.

HÉROUX, OMER. Journaliste (Saint-Maurice, Québec, 8 septembre 1876 — Outremont, *ibid.*, 3 mai 1963). Après des études au Séminaire de Trois-Rivières, il entre, en 1896, comme journaliste au *Trifluvien*. Par la suite, il travaille pour différents journaux, dont *La Vérité* et *L'Action Sociale* (subséquentement appelé *L'Action Catholique*), avant de devenir rédacteur en chef au *Devoir**, de 1910 à sa retraite en 1957. Omer Héroux se fait surtout connaître pour ses articles en faveur des minorités francophones du Canada. Ainsi, en 1913, il s'oppose au Règlement* 17 de l'Ontario. L'Université* Laval (1937) et le Collège* Saint-Joseph de Memramcook (1957) lui décernent chacun un doctorat *honoris causa*. De plus, il reçoit en 1947 l'Ordre du mérite scolaire franco-ontarien.

HESSMER : voir AVOYELLES

HÉVEY, PIERRE. Prêtre (Sainte-Barnabé, Québec, 31 octobre 1831 — Manchester, New Hampshire, 21 mars 1910). Ordonné prêtre en 1857 à Saint-Hyacinthe, il est vicaire et curé dans plusieurs paroisses du diocèse jusqu'en 1871, année où il émigre en Nouvelle-Angleterre. Il est curé à Lewiston* (Maine) jusqu'en 1881. Après un séjour en Europe (1881-1882), Hévey retourne aux États-Unis pour remplir pendant 28 ans (1882-1910) la fonction de curé de Sainte-Marie de Manchester*. Bâisseur de nombreux couvents, écoles et églises, il met aussi sur pied avec Alphonse Desjardins* la première caisse populaire aux États-Unis (1908).

HIGH HO DE COCAGUE : voir SAINT-ANTOINE

HOLYOKE. Ville du Massachusetts située à 16 km au nord-ouest de Springfield. Population totale : 50 051 habitants. La ville doit son origine à l'implantation d'une filature en 1836, date où les Canadiens français arrivent en grand nombre dans la région. La première paroisse francophone de Holyoke est fondée en 1869. Deux nouvelles paroisses françaises s'y ajoutent par la suite. D'abord spécialisés dans l'industrie textile, les Canadiens français s'engagent dans des emplois plus diversifiés dès que la ville offre une plus grande variété d'emplois (vers 1880). En 1889, certains ouvriers canadiens-français forment une section francophone au sein du syndicat des menuisiers. La ville possède, tour à tour, plusieurs journaux, dont *La Justice**. Population francophone : 8 169.

HOSPITALIÈRES DE SAINT-JOSEPH. Fondée à La Flèche (France) en 1636, cette communauté s'installe à Montréal en 1659, afin de prendre la relève de l'Hôtel-Dieu de Ville-Marie. Ses membres œuvrent d'abord dans le domaine de la santé et, dans une moindre mesure, dans ceux de l'éducation et de la pastorale. À partir de 1845, les Hospitalières de Saint-Joseph connaissent une expansion rapide : on les retrouve à Kingston (Ontario) où elles érigent un hôpital (1845), à Cornwall (1897), à Sainte-Catherine (1945) et à Ottawa (1967). Elles se dirigent également vers les provinces maritimes : au Nouveau-Brunswick, à Tracadie, où elles fondent un hôpital en 1868, ainsi qu'à Saint-Basile-de-Madawaska (1873), à Bathurst (1942) et à Cara-

quet (1963). À Chatham, elles ouvrent un pensionnat (1869) et le Collège Maillet, qui sera rattaché en 1963 au Collège Saint-Louis (et plus tard à l'Université de Moncton). On retrouve leurs institutions en Nouvelle-Écosse (Yarmouth, 1958), dans l'Ouest canadien, en Alberta (White-law, 1950 et McLennan), ainsi qu'aux États-Unis au Vermont (Winooski, 1894 ; Burlington, 1924) et dans le Maine (Biddeford, 1948). Bien qu'à l'origine les Hospitalières de Saint-Joseph aient constitué une seule communauté, les différentes composantes issues de la souche originelle s'établissent sous un régime de monastères indépendants. Ainsi en 1946, les moniales du Nouveau-Brunswick se regroupent en institut, les francophones non-acadiennes se regroupent sous l'autorité de l'établissement de Montréal et les anglophones, sous l'égide de Kingston. Ce n'est qu'en 1953 que les trois instituts canadiens et l'institut français se regroupent et établissent leur siège social à Montréal.

HOUMA. Ville de la Louisiane et chef-lieu de la paroisse de Terrebonne, située à 79 km au sud-ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 30 864 habitants. D'abord habitée par des Amérindiens de la tribu des Houmas, la région est colonisée par des francophones en provenance de Saint-Domingue et de la Nouvelle-Écosse à partir de 1760. Ils y établissent une paroisse française, Saint-François-de-Salles. La ville elle-même est incorporée en 1834 et vit de la pêche, de la construction navale et de l'industrie pétrolière. Plusieurs Cajuns* propriétaires de puits de pétrole y ont fait fortune. Population francophone : 10 569.

HUBERT, JEAN. Journaliste et administrateur (Rimouski, Québec, 29 avril 1924 — Albany, New York, 14 mai 1988). Issu d'une famille de souche acadienne, il est bachelier ès arts de l'Université Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), en 1943. Après avoir travaillé à la Québec North Shore Paper à Baie-Comeau, il entre en 1950 à la rédaction de l'*Évangéline* de Moncton, où il deviendra éditorialiste et rédacteur en chef adjoint. Il collabore à de nombreux périodiques tant au Québec qu'au Nouveau-Brunswick. En 1963, on le retrouve à l'*Action* de Québec en qualité d'éditorialiste et d'adjoint du rédacteur en chef. Depuis 1969, Jean Hubert est le chef de cabinet du maire de Québec. Très en-

gagé dans la vie socio-culturelle, il est, entre autres, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, membre fondateur et secrétaire de la Société Vacances-familles, trésorier puis secrétaire pendant neuf ans du Conseil de la vie française en Amérique. De 1986 à 1988, il est le président de cet organisme. Auteur de nombreux articles et études sur les francophones hors Québec, très actif dans les rencontres de Canadiens français, Jean Hubert a été fait membre de l'Ordre des francophones d'Amérique et a reçu la médaille de reconnaissance des Acadiens.



Emblème de la Compagnie de la baie d'Hudson

HUDSON, COMPAGNIE DE LA BAIE D'. Plus ancienne société commerciale du monde anglo-saxon, elle reçoit sa charte d'incorporation en 1670. Ayant son siège social à Londres, puis à Winnipeg* depuis 1970, la Compagnie de la baie d'Hudson est liée à la première entreprise de pénétration et de colonisation des terres intérieures du Canada. Elle se voit concéder en 1670, par proclamation royale, l'exclusivité des droits commerciaux sur le vaste territoire de la baie d'Hudson et de ses affluents. Le traité* d'Utrecht (1713) signé entre l'Angleterre et la France reconnaît ce privilège. L'expansion migratoire des Canadiens français dans l'Ouest est marquée à la fois d'entente et de tensions avec la Compagnie. Cédant son monopole et son territoire au gouvernement du Canada en 1870, la compagnie n'en continue pas moins à développer l'Ouest du pays

et à étendre ses activités à l'extérieur de son domaine traditionnel, le commerce des fourrures. Elle demeure encore aujourd'hui la principale société de vente au détail du Canada.

HUNEAULT, ESTELLE. Sténographe et agent de développement communautaire (Limoges, Ontario, 8 avril 1923 —). Après avoir été sténographe et secrétaire à Ottawa de 1941 à 1947, elle entre au service du curé de Clarence Creek en 1947 et y demeure jusqu'en 1984. Pendant cette période, elle travaille aussi pour le ministère de l'Éducation de l'Ontario et le Conseil scolaire de Prescott-Russell. Elle aide à organiser des cours pour adultes en leadership, tissage, crochet et couture. De 1959 à 1967, elle est présidente provinciale de l'Union* culturelle des Franco-Ontariennes, dont elle parvient à quintupler le nombre des membres. Tout au long de sa carrière, elle est l'un des acteurs principaux du développement communautaire dans l'Est ontarien.

HURTUBISE, JOSEPH-RAOUL. Médecin et homme politique (Sainte-Anne-de-Prescott, Ontario, 1^{er} juillet 1882 — Ottawa, *ibid.*, 31 janvier 1955). Il fait ses études classiques à Rigaud (Québec), sa médecine à l'Université Queens de Kingston* (1908) et complète sa formation dans divers hôpitaux américains. Établi à Sudbury* (Ontario) pour sa pratique médicale (1910), il se passionne pour la chose politique et scolaire : il participe à la fondation du Collège* du Sacré-Cœur (Sudbury), il est membre-fondateur de l'école de formation des infirmières de l'Hôpital Saint-Joseph. Toute sa vie, il assume divers postes au sein de l'exécutif de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (AC-FEO). Ses engagements lui font vivre d'une manière active les luttes contre le Règlement* 17 (1912-1927). Défait comme candidat aux élections ontariennes de 1923, il vient à la politique fédérale en 1930 ; élu aux communes à plusieurs reprises (1930, 1935 et 1940), il devient sénateur en 1945. D'aucuns lui ont reproché son appui à Mackenzie King au moment de la conscription.

I

IBERVILLE, D' : voir LE MOYNE D'IBERVILLE, PIERRE

ÎLE-DES-CHÊNES. Village du Manitoba situé à environ 20 km au sud de Winnipeg. Population totale : 820 habitants. D'abord connu sous le nom de Oak Island Settlement, c'est au moment de la fondation de la paroisse en 1890 que le village reçoit son nom actuel. Habitée d'abord par des Métis*, cette localité est colonisée par des Canadiens français originaires du Québec, qui, peu avant le début du XX^e siècle, en défrichent les terres pour se consacrer à l'agriculture. L'activité économique d'aujourd'hui tourne essentiellement autour de l'élevage bovin et de l'industrie laitière. On y trouve une section locale de la Ligue féminine catholique du Manitoba. Population francophone : environ 400.

ÎLE DE SHIPPAGAN : voir LAMÈQUE

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : voir ACADIE

ÎLE MADAME, Région de Nouvelle-Écosse. L'île Madame se trouve au sud de l'île du Cap-Breton. Nicolas Denys* l'avait baptisée Île-Sainte-Marie. Son nom actuel pourrait lui avoir été donné en l'honneur d'une grande dame de France ; il pourrait aussi s'agir d'une adaptation anglaise du nom Île Notre-Dame, toponyme également utilisé durant le régime français. Après le traité d'Utrecht (1713), l'île est peuplée par des pêcheurs d'origine basque, venus de Plaisance (Terre-Neuve), et par des Acadiens. Ils s'installent à Petit-de-Grat, une petite île au sud-est de



Île Madame, Nouvelle-Écosse

l'île Madame, ainsi qu'à Arichat et à D'Escouse. Après la Déportation* et le traité* de Paris, les Acadiens repeuplent l'île. La pêche constitue le fondement de son économie. Au XIX^e siècle, l'île a abrité un florissant commerce maritime et des chantiers de construction navale. Plus de la moitié de ses 4 807 habitants sont francophones, leur isolement ayant contribué à la survie du français.

ÎLE ROYALE : voir voir CAP-BRETON, ÎLE DU

ÎLE SAINTE-MARIE : voir ÎLE MADAME

ILLINOIS : voir MIDWEST

IMPARTIAL, L'. Premier journal d'expression française de l'Île-du-Prince-Édouard, cet hebdomadaire est fondé à Tignish en 1893 par Gilbert Buote* et son fils François-Joseph Buote. Férus de généalogie, les rédacteurs-fondateurs publient quantité de renseignements sur l'histoire des familles acadiennes de l'île. Le journal publie par ailleurs un album-souvenir, *L'Impartial illustré*, à l'occasion du centième anniversaire de Tignish. Contemporain du « réveil acadien » à la fin du XIX^e siècle, *L'Impartial* suit aussi de près l'évolution politique des Acadiens et assure un compte-rendu complet des Conventions nationales. Dirigé jusqu'en 1904 par Gilbert Buote, puis par son fils Francis, *L'Impartial* cesse de paraître en 1915.

IMPRIMERIE LESCARBOT LTÉE. Maison d'édition et imprimerie, cette société est fondée en 1972, à Yarmouth* (Nouvelle-Écosse). Au moment de la relance de l'hebdomadaire *Le Petit Courier* – devenu alors *Le Courier* de la Nouvelle-Écosse* – les propriétaires du journal, soucieux de rentabiliser leurs investissements et leurs opérations, mettent sur pied leur propre imprimerie. Bientôt l'entreprise est en mesure d'étendre sa vocation et elle se lance dans l'édition. Depuis 1974, une trentaine de livres, surtout d'intérêt local ou régional, y ont été publiés, dont *Histoire de Sainte-Anne du Ruisseau* et *Histoire des tapis « hookés » de Chéticamp et leurs artisans* (1985).

INDÉPENDANT, L'. Publié à Fall* River d'abord sous le titre de *Le Castor*, ce journal s'appelle en 1885 *L'Indépendant* lorsqu'Antoine Houde en fait l'acquisition. Organe de presse ca-

tholique et francophone, il se donne pour mission de défendre les intérêts des Franco-Américains et de promouvoir leur culture. De plus, il s'affiche comme étant un journal de parti et prône les idées républicaines. Hebdomadaire, devenu quotidien en 1893, il change plusieurs fois de mains : en 1889, il devient la propriété d'Onézime Thibaut puis, en 1902, une organisation composée de quelques membres canadiens-français le prend en charge. Vers 1940, il devient le principal journal francophone de la Nouvelle-Angleterre avec un tirage de 6 700 copies. Néanmoins, il décline graduellement et, en 1962, il ne tire plus qu'à 3 481 exemplaires, pour finalement disparaître à la fin de l'année.

INDÉPENDANT DE WOONSOCKET, L' : voir *TRIBUNE, LA*

INSTITUT CANADIEN-FRANÇAIS D'OTTAWA. En 1851, Joseph-Balzura Turgeon et tous les Canadiens français membres du Mechanics Institute d'Ottawa quittent cette organisation, bilingue au départ, parce qu'on leur interdit désormais de participer à son cabinet de lecture. Dès 1852, Turgeon et quelques amis fondent un cercle littéraire, qui s'inspire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de l'Institut canadien de Montréal et qui vise le développement moral, intellectuel et physique de ses membres. En 1856, ce cercle prend le nom d'Institut canadien-français de la cité d'Ottawa et, en 1926, celui d'Institut canadien-français d'Ottawa. Tout au long de son histoire, l'Institut multiplie les initiatives : Cercle littéraire de la jeunesse catholique d'Ottawa (1862) ; Soirées littéraires du cercle des familles (1870) ; Club des débats (1875-1878) ; Club des discussions (1880) et Cercle littéraire et scientifique (1894). Le Cercle dramatique d'Ottawa, fondé en 1853-1854, s'y rattache en 1856 et le théâtre devient l'une des activités les plus importantes de l'Institut, outre ses conférences, sa bibliothèque et l'organisation de manifestations culturelles et patriotiques. Il est à l'origine de la fondation des deux premiers journaux francophones publiés en Ontario : *Le Progrès** (1858) et *Le Courier* d'Ottawa* (1861). De 1922 à 1925, il publie mensuellement une revue intitulée *Les Annales*. Au fil des années, il accroît le nombre de ses membres, qui passe de 200 en 1894 à 600 en 1925, 800 en 1971 et 1 000 en 1983. Devenu

avant tout un club social, l'Institut se veut encore aujourd'hui au service des intérêts de la langue et de la culture de l'Ontario français.

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE. Fondé en 1980 à Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), l'Institut a pour but d'assurer la formation professionnelle d'agents de développement communautaire et de maintenir un service de formation et de consultation pour les groupes bénévoles acadiens et francophones de l'extérieur du Québec. Ses activités consistent à offrir des cours en vue de l'obtention d'un certificat d'études en développement communautaire et à fournir des services de consultation, de formation, de recherche et de documentation. Au début des années 1980, l'Institut s'est penché particulièrement sur le cas de la communauté de la Baie-Sainte-Marie et il y coordonne une expérience de développement intégré. En 1985, il publie un Rapport d'étude sur l'assimilation des Acadiens de la Nouvelle-Écosse. Il est le seul centre de formation en milieu francophone en dehors du Québec à offrir un programme universitaire en animation et développement communautaire.

INSTITUT DE FOLKLORE DE L'UNIVERSITÉ DE SUDBURY : voir CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE FOLKLORE

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE. Organisme fondé à Montréal en 1946 par l'abbé Lionel Groulx pour favoriser l'étude de l'histoire du Canada et du fait français en Amérique. L'Institut, qui compte 700 membres en 1985, organise un congrès annuel dans divers centres francophones du Canada. Il publie un bulletin trimestriel, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, et décerne deux prix annuels : le prix Lionel-Groulx, pour le meilleur ouvrage traitant de l'histoire de l'Amérique française, et le prix Guy-Frégault, pour le meilleur article publié dans la revue au cours de l'année.

INSTITUT FRANÇAIS. Fondé en 1979, l'Institut français est une unité du Collège* de l'Assomption/Assumption College de Worcester*, au Massachusetts. L'Institut a pour but l'étude et la connaissance des cultures de la France et de l'Amérique du Nord française. Chaque année, l'Institut organise, sur un thème de la vie franco-

américaine, un colloque dont les actes sont publiés. L'Institut fournit des ressources aux chercheurs et aux autres personnes intéressées au fait français. Son action s'étend de l'histoire orale au tourisme culturel. Depuis sa fondation, l'Institut est dirigé par Claire Quintal*.

INSTITUT FRANCO-ONTARIEN. Cet institut qui voit le jour à l'Université* Laurentienne de Sudbury* (Ontario) en 1977, regroupe des chercheurs francophones s'intéressant à tous les aspects de la vie des Franco-Ontariens. Il organise des colloques, des conférences et des communications traitant des réalités franco-ontariennes. Il publie une revue annuelle, la *Revue* du Nouvel-Ontario*, dont le premier numéro paraît en 1978, ainsi que plusieurs actes de colloques. De plus, il collabore au financement d'un film réalisé par un de ses membres, *Plus de poupées que de camions*, qui traite des valeurs traditionnelles et nouvelles des Franco-Ontariens.

INSTITUT JEANNE D'ARC. Fondé à Ottawa par Laura Chartrand en 1911, l'Institut Jeanne d'Arc s'inspire du Foyer Notre-Dame de Montréal et se consacre à la protection des jeunes filles. En 1914, sa directrice, sœur Marie d'Aquin entreprend d'y créer une congrégation. Celle-ci est érigée canoniquement le 7 octobre 1919 et poursuit son œuvre dans la région d'Ottawa. Quant à l'Institut, il continue d'abriter les jeunes filles sans foyer et offre des cours privés menant à un diplôme d'études commerciales.

IOWA : voir MIDWEST

IROQUOIS FALLS. Ville du Nord de l'Ontario située au bord de la rivière Abitibi, à 45 km au sud-est de Cochrane. Population totale : 6 339 habitants. Sa fondation en 1915 est liée à une concession accordée en 1912 à une compagnie d'exploitation forestière. Le peuplement d'Iroquois Falls est le produit des efforts des missionnaires qui y invitent des colons du Québec afin de compenser la vague d'émigration vers les États-Unis. Population francophone : 2 970.

ISTROUMA : voir BÂTON-ROUGE

J

JAMES, WILL (pseud. de Ernest Dufault). Cowboy, dessinateur et écrivain (St-Nazaire, Québec, 1892 — Hollywood, 5 septembre 1942). Dès l'âge de 4 ans, il étonne son entourage avec ses dessins d'animaux. Garçon solitaire, il part à la conquête de l'Ouest à 15 ans, change de nom et s'invente un passé *western*. D'un ranch à l'autre, il apprend le métier de cow-boy. À 18 ans, il arrive aux États-Unis et adopte un faux nom : Will James. Excellent dompteur de chevaux, il travaille à Hollywood en 1916 comme cascadeur dans des films muets. En 1919, après un accident, il abandonne sa carrière pour se consacrer au dessin et à l'écriture. Trois de ses œuvres remportent un succès : son recueil *Cowboys North and South*, en 1924, son roman *Smoky*, en 1926 et sa biographie *Lone Cowboy, My Life Story*, en 1930. Ses romans sont adaptés au cinéma et il tient lui-même plusieurs rôles-titres ; on le consacre M. Cowboy et personne ne connaît ses origines québécoises. Il s'achète un ranch dans le Montana. Il reste de lui des centaines de dessins et quelques douzaines de tableaux.

JAMOT, JEAN-FRANÇOIS. Évêque (Châte-lard, France, 23 juin 1828 — Peterborough, Ontario, 4 mai 1886). Ordonné prêtre en 1853, il part la même année pour le Canada et œuvre comme vicaire dans le diocèse de Toronto* pendant 2 ans. Curé à Barrie (Ontario) jusqu'en 1863, il est nommé recteur de la cathédrale St. Michael de Toronto et devient par la suite vicaire général et chancelier du diocèse de Toronto (1867-1874), puis vicaire apostolique du Nord de l'Ontario (1874-1882). Élevé dès lors à l'épiscopat, M^{gr} Jamot prend la responsabilité du nouveau diocèse de Peterborough, dont il est le premier titulaire.

JANSON-LAPALME, RODOLPHE. Chanteur et journaliste (Lawrence, Massachusetts, 26 août 1896 — après 1957). Après ses études au Collège de l'Assomption près de Montréal, il va étudier le chant avec plusieurs professeurs, dont Raymond Blanchard de l'Opéra de Boston et Vincent Hubbard. Il chante dans plusieurs concerts aux États-Unis et, en particulier, en Nouvelle-Angleterre. Par la suite, il se met à enseigner le chant et la diction à Lawrence* ainsi qu'à Man-

chester* et dans quelques autres localités de la Nouvelle-Angleterre. Parallèlement, il est propriétaire et rédacteur du journal *Le Courier de Lawrence* et travaille comme courtier en assurances. Il est aussi chroniqueur musical au journal anglophone de sa ville natale, *Evening Tribune*. Très actif dans la société franco-américaine, il est membre, entre autres, de l'Alliance des journaux franco-américains et de la Société historique de Boston.

JEAN, BERNARD. Homme politique et juge (Lamèque, Nouveau-Brunswick, 2 mars 1925 —). Diplômé de l'Université* Laval en 1949, il est admis au barreau du Nouveau-Brunswick en 1951. Élu député libéral à l'Assemblée législative de sa province en 1960, il conserve son siège aux élections générales de 1963, 1967 et 1970. Représentant le comté de Gloucester, il devient aussi président de l'Assemblée (1963-1966), procureur général (1966-1967) et ministre de la Justice (1967-1970). Depuis sa démission en 1972, il est tour à tour juge à la Cour de comté (1972), à la Cour suprême (1979) et à la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick (1979).

JEAN-BAPTISTE, LE. Journal hebdomadaire fondé à Northampton (Massachusetts) en 1875 par Pierre-C. Chatel et M. Burleigh. Dès sa création, il se caractérise par ses prises de position contre le rapatriement des francophones de la Nouvelle-Angleterre au Canada. Publié à Holyoke* (1876-1878), il est ramené à son lieu originel et fait l'objet de nombreuses transactions. Propriété de Ferdinand Gagnon* du *Travailleur** de Worcester de 1883 à 1887, *Le Jean-Baptiste* devient l'édition hebdomadaire de ce dernier journal à Northampton. Transféré à Pawtucket, Rhode Island, en 1894, il connaît la stabilité sous la direction de J.-B.-S. Brazeau, qui le maintient pendant quarante ans. Ayant un tirage de 5 600 exemplaires et adoptant des positions favorables aux républicains, il cesse de paraître en 1933 pour être racheté par *Le Franco-Américain*.

JEANNE D'ARC, SOEURS DE. Vouée au service du clergé et au culte du Sacré-Cœur, cette communauté voit le jour en 1914, à Worcester* (Massachusetts). En 1917, son fondateur établit les religieuses à Québec. Puis la communauté se répand au Québec et aux États-Unis, où les

sœurs de Jeanne d'Arc assurent le service de résidences épiscopales, séminaires, noviciats et presbytères, notamment en Nouvelle-Angleterre et dans l'état de New York, dans les diocèses de Manchester*, Hartford*, Fall* River, Springfield*, Portland*, Providence*, New York*, Albany* et Rochester.

JEFFERSON COUNTY. Région du Texas où l'on trouve de nombreux Acadiens venus de la Louisiane. Elle inclut les villes de Niches, Port Arthur, Orange, Nederland Groves et Baytown. Attirés par les conditions avantageuses que leur offre le Texas, notamment dans l'octroi des terres, de nombreux cultivateurs acadiens y émigrent dès le XIX^e siècle. Au siècle suivant, c'est l'industrie du pétrole qui attire les immigrants. Leurs descendants forment aujourd'hui environ cinq pour cent de la population de l'État du Texas.

JENNINGS. Ville de la Louisiane et chef-lieu de la paroisse Jefferson Darius, située à 70 km à l'est de Lafayette. Population totale : 11 900 habitants. La découverte du pétrole en 1901 crée un véritable essor économique dans cette petite ville sur la rivière Mermentau, où les descendants des Acadiens conservent leurs traditions du Mardi* gras et du Cajun Day. Fondée il y a plus d'un siècle, cette coquette ville aux trente églises est restée un symbole de la joie de vivre. Population francophone : 5 013.

JÉRÔME, MARTIN. Homme politique (Saint-Norbert, Manitoba, 23 novembre 1850 — juillet 1936). Né d'un père canadien-français et d'une mère métisse, Jérôme est fonctionnaire avant de se lancer en politique. Il est élu trois fois député libéral de Carillon à l'Assemblée législative du Manitoba (1888, 1892 et 1899). Préfet de la municipalité de Salaberry, membre actif de la Société historique métisse et de l'Union nationale métisse Saint-Joseph, il a publié deux opuscules sur l'histoire des Métis*.

JÉSUITES, LES. Congrégation fondée en 1534 par Ignace de Loyala sous le nom officiel de Société de Jésus, elle est l'une des premières congrégations à œuvrer au Canada. Une première mission jésuite est établie à Port-Royal* (Acadie) en 1611 puis, par la suite, des missions sont établies à Québec, Trois-Rivières et Ville-Marie

(Montréal). Les Jésuites travaillent principalement à la conversion des Indiens et, au cours de leurs explorations, contribuent à la connaissance du continent. Leur mission la plus connue est celle de Sainte-Marie*-des-Hurons (près de Midland, Ontario ; 1633-1649), suivie de celle de Michillimakinac*. Les explorations et les œuvres de Jésuites en Nouvelle-France sont décrites dans les *Relations**. Supprimée par le Pape en 1773 puis restaurée en 1814, la congrégation revient au Canada en 1842. Les Jésuites se consacrent alors principalement à l'éducation. Ils établissent des collèges classiques au Québec, puis le Collège* du Sacré-Cœur à Sudbury*, l'Université* de Sudbury, le Collège* de Saint-Boniface et le Collège* d'Edmonton.

JEUNES CHANTEURS D'ACADIE, LES.

Composé d'une cinquantaine de jeunes choristes âgés de 11 à 22 ans, cet ensemble vocal est formé en 1969 dans la région de Moncton* (Nouveau-Brunswick). Connu jusqu'en 1972 sous le nom de Chorale d'Aberdeen, l'ensemble se produit dans plusieurs pays d'Europe et à l'occasion de manifestations importantes au Canada, où il interprète son répertoire en anglais, français, allemand, latin et gallois. Remportant les palmes de maints concours tant nationaux qu'internationaux, il enregistre quelques microsillons, dont *Les jeunes chanteurs d'Acadie* (1974), *Revivre nos Noël/Christmas Reflections* (1976), *Jeunes chanteurs d'Acadie* (1977).

JEUNESSE ACADIENNE. Fondé en 1976 à Mont-Carmel, Île-du-Prince-Édouard, à l'initiative de la Société* Saint-Thomas d'Aquin, Jeunesse acadienne regroupe quelque 400 jeunes francophones de l'île, répartis en huit sections. Vouée à la promotion de la langue française et au renforcement de son usage auprès des générations montantes, cette association vise à assurer le rattrapage linguistique des jeunes Acadiens en voie d'assimilation. Jeunesse acadienne organise à cette fin une semaine annuelle de la fierté acadienne, des stages de formation, des ateliers de théâtre et des camps d'été.

JOLIAT, AURÈLE. Joueur de hockey (Ottawa, Ontario, 29 août 1910 — Ottawa, 1^{er} juin 1986). Après un essai infructueux au football, il s'adonne au hockey et entreprend une carrière dans le Club des Canadiens (Montréal) en 1923.

Ne pesant que 58 kilos, il est l'un des plus petits joueurs de hockey professionnel de tous les temps ; il connaît néanmoins beaucoup de succès. Avec ses co-équipiers Howie Morenz et Billy Boucher, il forme pendant plusieurs saisons le meilleur trio des Canadiens. Il gagne le trophée Hart (le joueur le plus utile à son équipe) en 1934 et fait partie de l'équipe d'étoiles à quatre reprises avant de prendre sa retraite en 1938. Il a été admis au Temple de la Renommée du Hockey.

JOLICOEUR, CATHERINE. Institutrice et folkloriste (Nouvelle, Québec, 22 mars 1915 —). Formée en sciences sociales et en français à Edmundston* et à Québec (1963), elle avait déjà enseigné pendant plus de 30 ans au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Gaspésie. Intéressée par l'étude des arts et des traditions populaires, elle coordonne la préparation d'un *Essai de classification des légendes françaises d'Amérique du Nord* (1971-1974) sous les auspices de l'Université* Laval. Ses recherches la conduisent à inventorier, en Acadie seulement, plus de 35 000 légendes qu'elle fait surtout connaître dans deux ouvrages : *Le Vaisseau-Fantôme. Légende étiologique* (1970) et *Les Plus Belles Légendes acadiennes* (1981). Son œuvre vise à faire comprendre, à travers l'étude des récits populaires, la mentalité et l'imaginaire des Acadiens.

JOLLIET, LOUIS. Explorateur (Québec, 21 septembre 1645 — Mingan, Québec, entre le 4 mai et le 18 octobre 1700). Élève des jésuites au Collège de Québec, il abandonne ses études et entreprend sa carrière d'explorateur, d'abord au lac Supérieur puis dans la région de Sault-Sainte-Marie (1658). Après un séjour en France (1667-1669), il s'adonne au commerce des fourrures dans la région des Grands Lacs. En 1672, Frontenac* le charge de l'exploration du Mississipi en compagnie du père Marquette*. À son retour, il fait du commerce dans la région de Sept-Îles et de la côte nord du Saint-Laurent. Il dirige une expédition vers la baie d'Hudson, qu'il atteint par le lac Saint-Jean et la rivière Mistassini (1679), il explore les côtes du Labrador (1694), puis il est nommé professeur d'hydrographie à Québec (1697). Musicien averti, cet homme aux

nombreux talents meurt dans des circonstances inconnues.

JOLY DE LOTBINIÈRE, HENRI-GUSTAVE. Avocat et homme politique (Épernay, France, 5 décembre 1829 — Québec, 15 novembre 1908). Admis au barreau en 1855, élu en 1861 député de Lotbinière à l'Assemblée législative du Canada-Uni, il représente cette circonscription sans interruption jusqu'en 1885. Opposé à la Confédération*, il n'en continue pas moins de siéger simultanément à la Chambre des communes et à l'Assemblée législative du Québec de 1867 à 1874. À la suite de l'abolition du cumul des mandats, Joly de Lotbinière devient premier ministre du Québec (1878-1879). Chef de l'opposition libérale à Québec (1867-1878 ; 1879-1883), il se retire provisoirement de la vie publique en 1885. De retour en 1896, il est ministre du Revenu à Ottawa, sous Wilfrid Laurier* (1897-1900), avant de devenir lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique (1900-1906). Au cours de ce dernier mandat, il prend plusieurs initiatives, dont l'encouragement aux industries forestière et agricole et le resserrement des liens avec les autres provinces.

JOLYS, JEAN-MARIE ARTHUR. Prêtre (Muzillac, France, 13 août 1854 — Saint-Pierre, Manitoba, 14 juin 1926). Arrivé en Amérique en 1875, il fait ses études au Séminaire de Québec et est ordonné prêtre en 1877 à Lac-la-Biche* (Alberta). Nommé curé de Saint-Pierre (Manitoba), il y reste 46 ans. Il publie un ouvrage historique en 1914 et un recueil de poésie intitulé *Rêves du Soir*. Il a aussi signé de nombreux articles ou poèmes dans les journaux manitobains. Le village de Saint-Pierre, renommé Saint-Pierre-Jolys* perpétue sa mémoire.

JOURNAL DE LOWELL, LE. Seul mensuel de langue française à paraître actuellement en Nouvelle-Angleterre, ce journal est fondé en 1975. Édité par Albert Côté, il est la propriété de Roger Lacerte*, important libraire franco-américain. Au service des intérêts francophiles et de la culture francophone de cette région, il a un tirage de 4 000 exemplaires.

JOUSSARD, HENRI-CÉLESTIN. Missionnaire et évêque (Saint-Michel-de-Geoirs, France, 2 octobre 1851 — Grouard, Alberta, 20 septembre

1932). Il fait ses études en France et est ordonné prêtre oblat en 1880. Arrivé au Canada, il établit des missions dans le nord de l'Alberta. En 1909, il est sacré évêque. Promoteur de la colonisation catholique et française dans l'Ouest, un village et une école de l'Alberta portent aujourd'hui son nom.

JOYAL, ARTHUR. Religieux et administrateur (Sainte-Agathe-de-Provencher, Manitoba, 28 février 1883 — Sainte-Agathe-des-Monts, Québec, 18 février 1962). Il fait ses études au Petit Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières et est ordonné prêtre oblat (1908). Affecté au Sco:asticat Saint-Joseph d'Ottawa (1909-1914), au sanctuaire de pèlerinage du Cap-de-la-Madeleine (Québec ; 1914-1932), puis à la cure de Saint-Pierre-Apôtre de Montréal (1933-1934), il fait ensuite carrière en Ontario. De 1934 à 1944, succédant au père Charles Charlebois*, il dirige le secrétariat de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario. Jugé parfois timide dans ses revendications, il cherche à faire accepter la communauté franco-ontarienne, qui, sept ans plus tôt, a reconquis le droit à ses écoles. Il écrit *Histoire de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario* (non publié).

JULIEN, GILBERT-OVILA. Journaliste et professeur (Ottawa, Ontario, 26 mai 1892 — Hull, Québec, 20 février 1938). Dès la fin de ses études de baccalauréat en 1916, il enseigne à l'Université* d'Ottawa l'anglais, le français et l'arithmétique. Dès lors et jusqu'à sa mort, il est chargé d'enseigner différents cours, de la géographie physique en passant par le droit commercial, les langues et l'histoire. Détenteur d'une maîtrise ès arts de cette université en 1918, il va servir quelques mois dans l'aviation canadienne. En 1920, il entre au *Droit** d'Ottawa, où il fera une longue carrière en journalisme sportif. Jusqu'à sa mort et parallèlement à ses tâches d'enseignement, il s'occupe activement de la scène sportive et sociale de l'Outaouais, dont il est un animateur constant. Un trophée, remis annuellement par *Le Droit*, porte son nom et est décerné au meilleur athlète professionnel ou amateur de langue française du Canada.

JUNEAU, SALOMON. Fondateur de Milwaukee, Wisconsin (L'Assomption, Québec, 9 août 1793 — Theresa, Wisconsin, 14 novembre 1856).

D'abord voyageur pour la Compagnie de la Baie d'Hudson, il s'installe en 1818, avec sa femme, sur les bords de la rivière Milwaukee. Il trace les premières rues de la future ville de Milwaukee*, en devient le premier maître de poste puis, en 1846, le premier maire. Il amasse une fortune grâce à la vente de terrains dans la ville en développement, mais perd tout, plus tard, aux mains de spéculateurs. Deux de ses fils, Paul et Narcisse, siégeront à la Législature du Wisconsin.

JUSTICE, LA. Hebdomadaire fondé en 1896 à Biddeford* dans le Maine par Albert Bonneau. D'allégeance démocrate, ce journal franco-américain constitue un pilier de la presse franco-américaine pendant 55 ans. Préoccupé par la survivance, le journal dénonce vigoureusement l'assimilation et défend les sociétés patriotiques franco-américaines, l'école paroissiale et l'Église. Après la mort de Bonneau, *La Justice* passe aux mains d'hommes d'affaires de Lewiston*. Le journal continue toutefois de véhiculer des conceptions conservatrices. Au cours de son existence, le tirage de *La Justice* variait entre 1 000 et 4 000 exemplaires. *La Justice* cesse de paraître en 1950.

JUSTICE, LA. Journal hebdomadaire fondé à Holyoke* (Massachusetts) en 1902. Bilingue à ses débuts, il devient unilingue français à partir de 1908 sous la direction de O.O. Lamontagne. *La Justice* publie à 5 200 exemplaires dans les années 1930. Le journal disparaît en 1964 avec son dernier propriétaire, Roméo D. Raymond*, qui a été l'âme du journal durant plus de trente ans.

JUSTICE, LA. Hebdomadaire de langue française fondé en 1912 à Ottawa* pour dénoncer le Règlement* 17 et engager la bataille contre « toute la horde des persécuteurs ». Jules Tremblay*, son premier et seul rédacteur, énonce clairement dans le premier numéro l'intention du journal de rester indépendant des partis politiques. Pour ce faire, il n'hésite pas à louer publiquement les politiciens qui défendent sa cause et à dénoncer ceux qu'il juge tièdes ou indifférents et ce, quelle que soit leur couleur politique ou leur origine ethnique. *La Justice* cesse de paraître en 1915.

JUTEAU, DANIELLE. Professeur (Noranda, Québec, 13 novembre 1942 —). Docteur en

sociologie de l'Université de Toronto (1974), elle commence à enseigner cette discipline dès 1972, à l'Université* d'Ottawa. En 1981, elle poursuit son enseignement et sa recherche à l'Université de Montréal. Outre ses recherches sur les femmes, Juteau est connue pour ses travaux sur les collectivités minoritaires et, en particulier, sur le phénomène identitaire chez les Franco-ontariens. Elle est l'auteur de nombreux articles et publications, dont un livre intitulé *Frontières ethniques en devenir* (1979), écrit en collaboration.

K

KAMLOOPS. Ville de la Colombie-Britannique située au confluent des rivières Thompson-Nord et Thompson-Sud, à 400 km au nord-est de Vancouver. Population totale : 64 048 habitants. Poste de traite de la Compagnie Pacific Fur depuis 1812, puis de la Compagnie* du Nord-Ouest et, en 1821, de la Compagnie* de la baie d'Hudson, les premiers colons y arrivent vers 1860 avec la ruée vers l'or. Parmi eux, se trouvent plusieurs francophones dont des Pères oblats*, qui y fondent une mission. Le directeur de la mission, le père Pandosy*, est le premier à avoir fait la culture des arbres fruitiers dans la vallée de l'Okanagan. Les habitants de Kamloops font l'élevage des bovins et la culture des fruits et légumes. Population francophone : 960.

KANKAKEE. Ville de l'Illinois située à 50 km au sud de Chicago. Fondée en 1796 par Jean-Baptiste Faribault*, originaire de Berthier au Québec, la ville de Kankakee supplante Bourbonnais* comme centre des activités commerciales de la région vers 1853. La paroisse Sainte-Rose-de-Lima y est fondée en 1855. Bien que l'immigration des francophones du Canada cesse pratiquement après cette date, les écoles tenues par les religieuses et surtout le Collège Saint-Viateur assurent pendant longtemps la survie du fait français dans cette communauté. Avec la dispersion des francophones au début du XX^e siècle, Kankakee, comme d'autres municipalités du Midwest*, cesse de jouer un rôle dans la diffusion du fait français.

KAPUSKASING. Ville du nord de l'Ontario, située à 120 km à l'ouest de Cochrane, au bord de la rivière Kapuskasing. Population totale : 12 014

habitants. La ville date de la période de la première guerre mondiale ; son emplacement est en effet choisi en 1915 pour édifier les baraquements destinés à la détention des prisonniers allemands et autrichiens. Après leur évacuation en 1920, une compagnie d'exploitation forestière vient s'y implanter, ce qui suscite dès ce moment-là un peuplement important, formé de francophones en provenance surtout du Québec et du Nouveau-Brunswick. Pour cette population française, l'exploitation des forêts demeure l'activité industrielle principale. À titre d'exemple, l'usine de pâtes et papiers de la ville est le fournisseur principal du journal *The New York Times*. La vie française est animée par le Centre régional de loisirs culturels. Population francophone : 7 125.

KARCH, PIERRE PAUL. Professeur et écrivain (Saint-Jérôme, Québec, 20 juin 1941 —). Détenteur d'une maîtrise en lettres françaises de l'Université de Toronto, il enseigne au Québec et au Nouveau-Brunswick, puis entre au département d'études françaises du Collège* Glendon de Toronto où il est professeur depuis 1967. Son œuvre littéraire comprend une anthologie de la littérature canadienne-française, plusieurs poèmes, des recueils de contes, dont *Nuits Blanches* (1981), et un roman, *Baptême* (1982), qui pose un regard ironique, parfois même cynique, sur la société franco-ontarienne des années 1930.

KASKASKIA. Village de l'Illinois situé au bord de la rivière du même nom, à 8 km de son confluent avec le Mississippi. Fondé par le père Gabriel Marest en 1700, la communauté s'organise autour de la traite des fourrures. En 1719, le village est érigé en paroisse. Les Jésuites* y établissent un monastère en 1721. Le village compte une importante population agricole et, à partir de 1722, des terres sont concédées aux Canadiens et aux Français en provenance de Louisiane. Au XVII^e siècle, Kaskaskia possède un fort mais il est abandonné après la construction du fort de Chartres. D'autres francophones arrivent dans la région au XIX^e siècle. Kaskaskia, devenue capitale du territoire de l'Illinois, est anéantie par les inondations du Mississippi en 1881. Seule une île subsiste encore.

KEDGWICK. Village du Nouveau-Brunswick situé à 86 km au sud-ouest de Campbellton. Population totale : 1 222 habitants. Village agricole

dont la paroisse remonte à 1913, il a porté jadis le nom de Grande-Fourche. Un festival, L'Acadie en fête, s'y déroule chaque année. Bien qu'à l'origine le village ait été multi-ethnique, la quasi-totalité de ses habitants parle aujourd'hui le français. Population francophone : 1 170.

KELOWNA. Ville du sud de la Colombie-Britannique située dans la vallée de l'Okanagan, sur la rive est du lac du même nom. Population totale : 59 196 habitants. Colonisée vers 1859 par un contingent de francophones dirigé par le père Charles-Marie Padosy*, la région connaît, dès le début, une vocation agricole. Les premiers colons plantent de grands vergers et introduisent un bétail de race dite OM (pour Oblats* de Marie). D'abord regroupé à la mission de l'Okanagan, ce peuplement est à l'origine de la ville de Kelowna fondée en 1892. Le Cercle francophone de Kelowna et le Cercle culturel de l'Okanagan y animent la vie française. L'agglomération est devenue aujourd'hui la plaque tournante de la principale région fruitière du Canada. Population francophone : 1 140.

KÉROACK, EUGÉNIE. Libraire (Saint-Hyacinthe, Québec, 1872 — Saint-Boniface, Manitoba, 29 octobre 1947). La famille Kéroack arrive dans l'Ouest canadien en 1880. Le père d'Eugénie fonde à Saint-Boniface* la première librairie francophone de l'Ouest, puis il ouvre une succursale à Winnipeg*. À sa mort en 1899, Eugénie prend la relève, fait remarquable à une époque où les femmes en affaires étaient rares. Malgré des difficultés, elle réussit à assurer le succès de sa librairie, qui, pendant plusieurs années, est un foyer actif de la culture francophone de Saint-Boniface. Elle vend son entreprise en 1921.

KÉROUAC, JACK (JEAN-LOUIS). Écrivain (Lowell, Massachusetts, 12 mars 1922 — St. Petersburg, Floride, 21 octobre 1969). Enrôlé dans la marine marchande pendant la Seconde Guerre mondiale, il est intéressé depuis son enfance par la littérature. Il se consacre à l'écriture, en anglais, d'une œuvre abondante marquée par la recherche de ses origines culturelles et surtout par la remise en question des valeurs de l'Amérique. Initiateur du phénomène dit du *Beat Generation*, la « génération béate », dans les années cinquante, Kérouac publie un premier roman au tournant de cette décennie : *The Town and The City*, dans

lequel il relate sa jeunesse franco-américaine à Lowell. Sa bibliographie comprend une quinzaine de titres, dont *Visions of Gerard* (1963), *On the Road* (1979), *The Subterraneans* (1958), *Dr. Sax* (1959), *Tristesse* (1978), *Lonesome Traveler* (1970), *Big Sur* (1979), etc. La littérature rebelle de Kérouac dans laquelle il dénonce l'hypocrisie des valeurs américaines et les contraintes du milieu franco-américain aurait eu une influence profonde sur certains de ses contemporains, dont John Lennon et Bob Dylan. Il est considéré comme l'un des écrivains américains les plus importants du XX^e siècle.

KERRY : voir SAINT-ISIDORE-DE-PRESCOTT

KERSHAW, DOUG. Chansonnier et violoniste (Tiel Ridge, Louisiane, 24 janvier 1936 —). Orphelin de père et incapable de parler l'anglais, il cire les chaussures à Lake Arthur (Louisiane). C'est à ce moment qu'il s'aperçoit de la fascination que son violon exerce sur les gens. Il joue par la suite dans divers hôtels et commence à écrire des chansons, dont l'une, *Louisiana Man*, d'inspiration cajun, lui vaut une renommée nationale. Parrainé par Johnny Cash, il conquiert Nashville. Musicien prolifique, il joue de 28 instruments et affirme avoir composé 19 000 chansons. Il ouvre la voie à toute une génération de musiciens cajuns.

KINGSTON. Ville de l'Ontario située à 170 km au sud-ouest d'Ottawa. Population totale : 52 616 habitants. Sise sur la rive nord-est du lac Ontario, à la jonction des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, son emplacement de choix en fait, dès le XVII^e siècle, un lieu stratégique important. Les Français arrivent dans la région en (1673) et érigent, sous la gouverne du Sieur de Frontenac, le fort Cataraqui (subséquemment appelé le fort Frontenac). La ville, prise par les Anglais en 1758, prend son nom actuel à l'arrivée des Loyalistes, vers 1783. Elle connaît son véritable essor commercial lors de la construction du canal Rideau (1832) et de sa situation géographique, qui en font un centre propice à l'implantation d'un grand nombre d'industries. Kingston est aussi le siège administratif du comté de Frontenac et abrite de nombreux établissements scolaires réputés, tels l'Université Queen's, le Royal Military College et le National Defence College. On

trouve un petit contingent de francophones, regroupés dans la paroisse de Saint-François d'Assise, érigée en 1958. Population francophone : 1 010. (ville) ; 20 km :

KIRKLAND LAKE. Ville de l'Ontario située à 241 km au nord-ouest de North Bay. Population totale : 13 570 habitants. Kirkland Lake voit le jour vers 1911 lorsqu'un prospecteur y découvre des gisements d'or. Bien que de nombreuses personnes viennent alors s'établir dans la région, ce n'est qu'autour des années 1920-1930 qu'une première vague importante d'immigration se produit grâce à la venue du chemin de fer. Beaucoup de Canadiens français arrivent à cette époque. Mais il semble que la majorité d'entre eux s'orientent dans les secteurs de la construction et du transport plutôt que dans le secteur minier. La ville se développe alors à un rythme accéléré jusque vers 1940, date à laquelle elle produit un cinquième de tout l'or canadien. Mais, à partir de cette décennie, on assiste à un déclin économique et démographique graduel dû aux fluctuations du marché de l'or et à l'épuisement des mines. Néanmoins, depuis les années 1960-1970, Kirkland Lake connaît un nouvel essor grâce à l'exploitation du minerai de fer, qui remplace désormais l'or. Population francophone : 2 680.

KITCHENER. Ville de l'Ontario située à 105 km au sud-ouest de Toronto. Population totale : 139 734 habitants. Centre industriel important dès le début du XX^e siècle, Kitchener accueille de nombreux Québécois, attirés par son effervescence économique. Population francophone : 2 410.

KOUCHIBOUGONETTE : voir SAINT-LOUIS-DE-KENT

L

LABBÉ, YVON. Professeur (Saint-Georges-de-Beauce, Québec, 21 octobre 1938 —). Émigré avec sa famille en Nouvelle-Angleterre à l'âge de 11 ans, il reçoit une formation en études françaises à l'Université du Maine à Orono. Professeur de français (1963-1972) dans plusieurs écoles secondaires du Maine, il devient en 1972 coordonnateur du programme franco-américain à l'Université du Maine à Orono. Avec trois autres

francophones de cette institution, il fonde un centre franco-américain appelé le Franco-American Resource Opportunity Group (FAROG). Il met aussi sur pied une revue bilingue dont l'objectif est de susciter une prise de conscience et une reconnaissance du fait français dans l'État du Maine, *FAROG* Forum*, dont il est le rédacteur en chef.



Huguette Labelle

LABELLE, HUGUETTE. Administratrice et fonctionnaire (Rockland, Ontario, 15 avril 1939 —). Ses études à l'Université* d'Ottawa en sciences infirmières et en éducation sont couronnées par un doctorat en administration scolaire. Elle commence sa carrière en enseignant les sciences de la santé. De 1967 à 1973, elle est directrice de l'École d'infirmières de Vanier (maintenant intégrée au Collège* Algonquin) et elle donne des conférences à l'École d'administration des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa. En 1973, elle entre dans la Fonction publique fédérale. Elle est successivement responsable des soins infirmiers au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ; directrice générale des politiques, de la recherche et de l'évaluation pour les Affaires indiennes et inuits ; sous-ministre adjointe responsable de la politique gé-

nérale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. De 1980 à 1985, elle est sous-secrétaire d'État et elle participe au rapatriement de la Constitution canadienne. Depuis 1985, elle est la première femme à occuper le poste de président de la Commission de la fonction publique. Très active dans la communauté, elle est membre de nombreux conseils d'administration, entre autres, ceux du Collège Algonquin et de l'Hôpital général d'Ottawa.

LABELLE, JEAN-BAPTISTE. Organiste, pianiste, compositeur et chef d'orchestre (Plattsburg, New York, 8 septembre 1828 — Montréal, Québec, 9 septembre 1898). Organiste à Boucherville dès l'âge de 15 ans, il étudie à Paris auprès de Sigismund Thalberg (1847-1849). À son retour, il devient organiste à l'église Notre-Dame de Montréal, poste qu'il occupe pendant 41 ans. Pendant ce temps, il enseigne dans diverses institutions de Montréal. En 1857, il fait une tournée aux États-Unis et en Amérique du Sud et, en 1863, il dirige la Société philharmonique canadienne de Montréal. Il laisse des œuvres de genres variés : chansons populaires, cantates, opérettes et pièces pour piano, parmi lesquelles la chanson *O Canada ! Mon pays ! Mes amours !*

LABILLOIS, CHARLES. Homme politique (Dalhousie, Nouveau-Brunswick, 18 décembre 1856 — *ibid.*, 1912). Né de parents bretons, il devient marchand et maître de poste dans sa ville natale. Élu à l'âge de 26 ans à l'Assemblée législative provinciale, il est député libéral du comté de Restigouche jusqu'à sa mort en 1912. Ministre sans portefeuille de 1891 à 1897, Labilloy est par la suite nommé commissaire de l'Agriculture (1897-1900) et commissaire des Travaux publics (1900-1908).

LABORDE, ALDEN. Homme d'affaires (Vinton, Louisiane, 18 décembre 1915 —). Ingénieur formé à l'Académie navale des États-Unis (1938), il sert sous le drapeau américain pendant la seconde guerre mondiale. Au service de compagnies pétrolières jusqu'en 1952, Laborde fonde sa propre entreprise d'exploration et de forage en mer. Cet ingénieur met au point en 1954 une nouvelle méthode de creusage de puits en eaux profondes : des plates-formes qui sont mobiles et, donc réutilisables. Inventeur de plates-formes semi-submersibles dans les années soixante, il ou-

vre, grâce à sa technologie, les océans à l'exploration pétrolière. Ses découvertes connaissent aujourd'hui une diffusion mondiale.

LABOSSIÈRE, BLANCHE. Enseignante (Saint-Léon, Manitoba, circa 1892 — Vancouver, Colombie-Britannique, 27 juin 1951). Diplômée de l'École normale de Saint-Boniface*, elle enseigne à Maillardville* (Colombie-Britannique). Avec quelques amies, elle jette les bases de l'Association des dames de langue française en 1929. De cette association naît Le Club canadien-français en 1939 et, en 1945, la Fédération* canadienne-française de la Colombie-Britannique, dont elle est la première vice-présidente.

LABRADOR CITY. Village situé dans la partie occidentale du Labrador près de la frontière québécoise. Population totale : 11 538 habitants. Les ressources minières de Labrador City sont découvertes dès 1892, mais ne sont exploitées qu'à compter de 1959 par la Compagnie Iron Ore qui s'y établit et construit un village. Les possibilités d'emploi attirent plusieurs travailleurs francophones, québécois pour la plupart mais aussi acadiens à l'occasion. La population francophone de Labrador City est généralement fluctuante et, si elle atteint parfois de 25 à 30 % de la population totale, elle varie au gré des cycles économiques. L'Association francophone du Labrador et le Comité jeunesse du Labrador animent la vie française. Une paroisse, Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, y est fondée en 1962. Population francophone : 535.

LA BROQUERIE. Petite ville du Manitoba sise à 70 km au sud-est de Winnipeg. Population totale : 1 638 habitants. Elle a été nommée en l'honneur de la mère de M^r Alexandre Taché*, deuxième évêque de Saint-Boniface*. L'immigration des colons en provenance du Québec commence dès 1877 et, en 1881, cette agglomération devient une municipalité. Les industries forestière et laitière constituent les principales activités économiques de la population. Sa paroisse, Saint-Joachim, a été fondée en 1883. Population francophone : 765.

LACASSE, GUSTAVE. Médecin et homme politique (Sainte-Élisabeth de Joliette, Québec, 2 février 1890 — Windsor, Ontario, 18 janvier 1953). Il fait ses études au Séminaire de Mont-